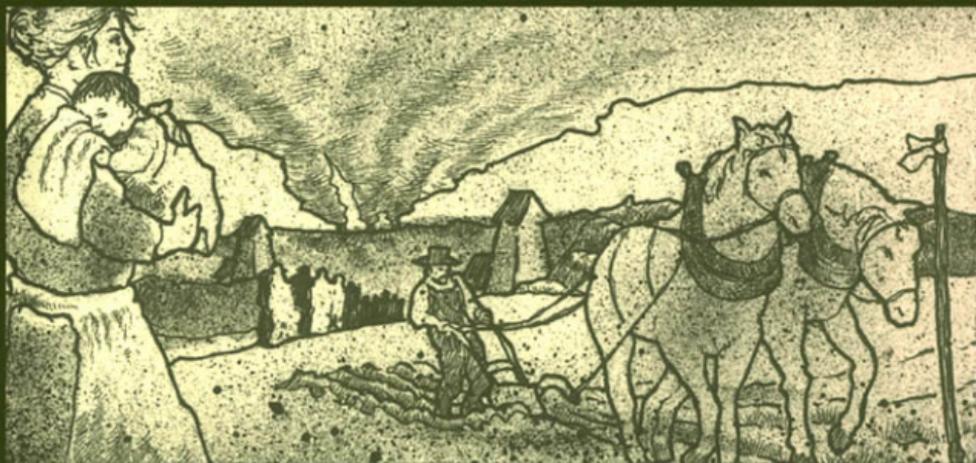


Donald Dennie

A L'OMBRE DE L'INCO

Étude de la transition d'une communauté
canadienne-française de la région de Sudbury
(1890-1972)



Collection
AMÉRIQUE
FRANÇAISE 

Les Presses
de l'Université
d'Ottawa

À L'OMBRE
DE L'INCO

COLLECTION « AMÉRIQUE FRANÇAISE »

ISSN 1480-4735

La collection « Amérique française » regroupe des ouvrages portant sur le fait français en Amérique, en particulier à l'extérieur du Québec, soit en Ontario, en Acadie, dans l'Ouest canadien et aux États-Unis. La collection, conformément à la philosophie de la maison d'édition, accueille des manuscrits de langues française et anglaise.

Déjà parus :

Artisans de la modernité. Les centres culturels en Ontario français

Diane Farmer

2-7603-0427-2, 239 pages

Au fil des ans.

L'Union catholique des fermières de la province d'Ontario, de 1936 à 1945

Estelle Huneault

2-7603-0510-4, 136 pages

Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, culture, économie

Chad Gaffield

2-7603-0255-5, 284 pages

Le Deuil d'un pays imaginé.

Rêves, luttes et déroute du Canada français

Marcel Martel

2-7603-0439-6, 204 pages

Les Écrits de Pierre Potier

Robert Toupin

2-7603-0426-4, 1329 pages

Le Français des Canadiens à la veille de la Conquête.

Témoignage du père Pierre Philippe Potier, s.j.

Peter W. Halford

2-7603-0271-7, 380 pages

Néologie canadienne,

ou Dictionnaire des mots créés en Canada et maintenant en vogue de Jacques Viger

Suzelle Blais

2-7603-0479-5, 316 pages

DONALD DENNIE

À L'OMBRE DE L'INCO

ÉTUDE DE LA TRANSITION
D'UNE COMMUNAUTÉ
CANADIENNE-FRANÇAISE
DE LA RÉGION DE SUDBURY
(1890-1972)

Collection
**AMÉRIQUE
FRANÇAISE**

N° 8

Les Presses
de l'Université
d'Ottawa

**Données de catalogage avant publication de la
Bibliothèque nationale du Canada**

Dennie, Donald

À l'ombre de l'Inco : étude de la transition d'une communauté canadienne-française
de la région de Sudbury, 1890-1972

(Collection Amérique française, ISSN 1480-4735 ; n° 8)

Comprend des références bibliographiques et un index.

ISBN 2-7603-0518-X

1. Canadiens français – Ontario – Rayside-Balfour – Conditions sociales. 2. Changement social – Ontario – Rayside-Balfour. 3. Canadiens français – Ontario – Rayside-Balfour – Conditions économiques. 4. Rayside-Balfour (Ont.) – Histoire. I. Titre. II. Collection.

FC3099.R39Z7 2001

305.811'40713133

C2001-900172-X

F1059.5.R39D46 2001

Cet ouvrage a été publié grâce à une contribution de la Fédération canadienne des sciences humaines et sociales, dont les fonds proviennent du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Les Presses de l'Université d'Ottawa remercient le Conseil des Arts du Canada et l'Université d'Ottawa de l'aide qu'ils apportent à leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Maquette de la couverture: Robert Dolbec

Illustration de la couverture: Luc Robert

Né à Sudbury où il a fait ses études, Luc Robert est un artiste visuel qui a de nombreuses réalisations à son actif. Directeur de la galerie du Nouvel-Ontario de 1985 à 1987, caricaturiste pour le *Nouvel-Ontarien* de 1985 à 1988, il est chercheur pour le projet « Inventaire du patrimoine franco-ontarien » du Centre franco-ontarien de folklore.

« Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, en particulier par photocopie et par microfilm, est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur. »

ISBN 2-7603-0518-X

ISSN 1480-4735

© Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2001

542, King Edward, Ottawa (Ont.), Canada K1N 6N5

press@uottawa.ca

<http://www.uopress.uottawa.ca>

Imprimé et relié au Canada

*À Lucille,
nos enfants et nos parents*

This page intentionally left blank

Remerciements

Ce travail a bénéficié de l'aide et de l'assistance de plusieurs personnes. Plusieurs étudiants et étudiantes ont contribué, au cours des années, à rendre possible ce projet, soit par des échanges dans la salle de cours ou ailleurs, soit par des travaux de recherche portant sur ce sujet.

Je tiens à remercier Sylvie Rabouin, Lise Nolet, Joanne Tremblay, Joël Saint-Louis, Jacynthe Blanchet, Bernadette Mrochek-Dennie, Mélissa Prévost, Chantal Prévost, Sylvie Bonin, Stéphane Paquette, Danielle Dennie, William Lamoureux, Janik Cazabon et Denise Rousseau, qui, à des degrés divers, ont tous participé à la recherche, en entrant des données dans l'ordinateur ou en faisant une analyse sommaire de ces dernières.

Je remercie également Guy Gaudreau, professeur au Département d'histoire de l'Université Laurentienne, qui m'a prodigué des conseils précieux. Léo Larivière, du Département de géographie de l'Université Laurentienne, a préparé les cartes de la région de Sudbury et des cantons de Rayside et de Balfour. Marc Charron et André Girouard ont eu l'obligeance de lire la première version de ce livre ; leurs commentaires et leurs corrections m'ont été très utiles pour mener mon travail à bonne fin.

L'aide financière du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada m'a permis d'engager plusieurs adjoints de recherche. Sans le soutien du Conseil, ce travail n'aurait pu être réalisé aussi rapidement.

Il me faut aussi remercier le directeur et le personnel du Bureau d'enregistrement immobilier du district de Sudbury qui m'ont permis de recueillir les données au sujet des titres de propriétés dans Rayside et Balfour. Enfin, le

greffier et le personnel de la municipalité de Rayside-Balfour ont été très accueillants et ont aidé à dépouiller les nombreux documents des diverses municipalités.

Les curés ainsi que le personnel de bureau des paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda ont été très patients et très accueillants lorsque nous avons dû consulter les registres de leurs paroisses.

Lise Charron, Gisèle Bonin et Lucille Dennie m'ont fait bénéficier de leurs connaissances en informatique. Lucille Dennie a, de plus, contribué à la correction du manuscrit.

Table des matières

Introduction	1
Le choix d'une communauté	3
Le cadre théorique	6
Propositions et concepts fondamentaux	9
I) La prémisse : l'existence d'individus réels et concrets ...	9
II) Le lien entre l'idéal et les rapports sociaux	14
III) La production et la reproduction de la vie	15
IV) Le fondement de la structure sociale	17
v) La méthode	17
La méthode et les techniques de recherche	19
Le plan du livre	21
Notes	22
Chapitre 1 : La paroisse	27
L'Ontario français	29
Le curé	35
Une symbiose	39
Gouvernance et surproduit	42
Conclusion	44
Notes	45
Chapitre 2 : La population	51
La parenté	60
Les familles : un portrait démographique	62

La démographie historique	63
Les mouvements saisonniers	65
I) Les baptêmes	66
II) Les mariages	66
III) Les décès	71
Les lieux de provenance des époux	71
La fécondité	73
L'espacement des naissances	75
La mortalité	75
Conclusion	77
Notes	78
Chapitre 3 : La propriété et la production	81
L'acquisition et la transmission	85
Les rapports de propriété	93
La production	96
Le souffre	102
La forêt	104
L'activité minière	110
Une aire de commerce	114
L'auto-suffisance et le marché	119
Les rapports de production	125
Notes	129
Chapitre 4 : La gouvernance et la domination	135
Des questions hors de l'ordinaire	143
Le surproduit	148
La domination	151
En guise de conclusion : la domination formelle	155
Notes	167
Chapitre 5 : La transition	171
I. La gouvernance	172
L'aqueduc et les égouts	173
Les conseils	176
La régionalisation	179
Résumé	182
La gouvernance religieuse	183

TABLE DES MATIÈRES

II. La production et la propriété	183
Les occupations	192
Le marché	200
La propriété	201
L'acquisition et la transmission	206
Les rapports de propriété et de production	211
III. La population	216
La famille et la transition démographique	221
IV. La paroisse	234
Notes	241
Conclusion	247
Les sources manuscrites	251
Bibliographie	253
Annexes	261
Index	285

Liste des cartes

1 : La région de Sudbury	4-5
2 : Canton de Rayside, 1901	57
3 : Canton de Balfour, 1901	58
4 : Chelmsford, 1901	59
5 : Cantons de Rayside et de Balfour, communautés urbaines de Chelmsford et d'Azilda (1957)	218
6 : Cantons de Rayside et de Balfour, communautés urbaines de Chelmsford et d'Azilda (1971)	219

Liste des figures

1 : Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions, paroisse Saint-Joseph (1901-1940)	68
2 : Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions, Ontario (1901-1940)	68
3 : Mouvement saisonnier des mariages, paroisse Saint-Joseph (1901-1940)	69
4 : Mouvement saisonnier des mariages, Ontario (1901-1940)	69
5 : Mouvement saisonnier des décès, paroisse Saint-Joseph (1901-1940)	70
6 : Mouvement saisonnier des décès, Ontario (1901-1940)	70
7 : Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions, paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès (1941-1970)	228
8 : Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions, Ontario (1941-1970)	228
9 : Mouvement saisonnier des mariages, paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès (1941-1970)	229
10 : Mouvement saisonnier des mariages, Ontario (1941-1970)	229
11 : Mouvement saisonnier des décès, paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès (1941-1970)	230
12 : Mouvement saisonnier des décès, Ontario (1941-1970)	230
13 : Mouvement naturel de la population de Rayside et de Balfour (1901-1971)	233

Liste des tableaux

1 : Population de Balfour, Chelmsford et Rayside (1891-1941)	55
2 : Population de Balfour, Chelmsford et Rayside selon l'origine ethnique et la religion (1891-1941)	56
3 : Indices des mouvements saisonniers des mariages, des baptêmes et des décès, paroisse Saint-Joseph-de-Chelmsford (1901-1940) . .	67
4 : Lieux d'origine (baptême) des époux, paroisse Saint-Joseph (1896-1940)	72
5 : Taux de fécondité légitime par groupe d'âges, paroisse Saint-Joseph (1901-1940)	73
6 : Comparaison des taux globaux de fécondité légitime, Canada, Québec, Ontario, paroisse Sainte-Anne, paroisse Saint-Joseph (1901-1941)	74
7 : Variations des intervalles protogénésiques, par décennies, paroisse Saint-Joseph (1901-1941)	75
8 : Mortalité selon les groupes d'âges, paroisse Saint-Joseph (1896-1940)	76
9 : Taux de mortalité infantile, par décennie, paroisse Saint-Joseph et Ontario (1901-1940)	77
10 : Structure de la propriété foncière, cantons de Balfour et de Rayside (1901)	83
11 : Structure de la propriété foncière, Balfour (1911-1940)	84
12 : Nombre d'acres et valeur de l'évaluation foncière, canton de Balfour (1911-1940)	85
13 : Fréquence des enregistrements des titres de propriété dans les cantons de Balfour et de Rayside (1890-1940)	86
14 : Modes d'acquisition et/ou de transmission des propriétés foncières, cantons de Rayside et de Balfour (1890-1940)	88
15 : Types d'obligations sur les propriétés, cantons de Rayside et de Balfour (1890-1940)	90
16 : Types d'agents obligataires, cantons de Rayside et de Balfour (1890-1940)	92
17 : Production agricole, Chelmsford et Cartier (1891)	97
18 : Production agricole, Rayside et Balfour (1911-1941)	98

19 : Principaux animaux et produits, Rayside et Balfour (1891-1941) .	100
20 : Récoltes de matière ligneuse sur les terres des cantons de Balfour et de Rayside (1901-1931)	107
21 : Récoltes de matière ligneuse sur les terres du canton de Morgan (1901-1910)	109
22 : Occupations, Chelmsford (1891)	116
23 : Occupations, Balfour, Chelmsford, Azilda et Rayside (1901)	117
24 : Occupations, Balfour et Chelmsford (1940)	118
25 : Nombre de journées de corvée obligatoire imposé par les conseils de Rayside et de Balfour (1893-1916)	139
26 : Moyennes des recettes et des dépenses, par décennie, des conseils de Rayside, de Balfour et de Chelmsford (1891-1940)	141
27 : Distribution des dépenses, en pourcentage, pour les écoles et les routes, cantons de Rayside et de Balfour, et ville de Chelmsford (1890-1940)	142
28 : Moyenne per capita des impôts fonciers, par décennie, dans les cantons de Rayside et de Balfour, et à Chelmsford (1891-1940)	149
29 : Distribution, en pourcentage, des sources de recettes des conseils de Rayside et Balfour et Chelmsford, par décennie (1891-1940)	150
30 : Distribution des dépenses, en pourcentage, des conseils de Rayside et de Balfour (1941-1970) et de Chelmsford (1941-1968)	176
31 : Valeur et montant de la production (en livres) du nickel et du cuivre dans la région de Sudbury	185
32 : Nombre de mineurs, par période de cinq ans, dans la région de Sudbury (1941-1971)	186
33 : Nombre d'acres et type de production agricole, cantons de Rayside et de Balfour (1941-1971)	189
34 : Nombre d'animaux, Rayside et Balfour (1941-1971)	190
35 : Nombre de personnes vivant sur les fermes, cantons de Rayside et de Balfour (1941-1971)	192
36 : Structure d'occupation, Balfour (1956 et 1968) et Chelmsford (1956 et 1967)	193
37 : Structure d'occupation des hommes, Chelmsford et Rayside (1961)	194

LISTE DES TABLEAUX

38 : Structure d'occupation des femmes, Chelmsford et Rayside (1961)	194
39 : Structure d'occupation des hommes, Balfour et Rayside (1971) . . .	195
40 : Structure d'occupation des femmes, Balfour et Rayside (1971) . . .	196
41 : Structure des classes sociales, Balfour et Chelmsford	198
42 : Structure des classes sociales, Chelmsford et Rayside (1961), Balfour et Rayside (1971)	199
43 : Structure de la propriété foncière, Balfour (1911-1968)	202
44 : Nombre et pourcentage de terres divisées en parts de 80, 160 et 320 acres, canton de Balfour (1911-1968)	203
45 : Valeur des propriétés et des bâtiments et total de l'évaluation foncière, Balfour (1916-1968)	204
46 : Valeur et pourcentage de l'évaluation foncière, Rayside, Balfour et Chelmsford (1945-1971)	205
47 : Mode de transmission et d'acquisition des propriétés, Rayside et Balfour (1940-1970)	207
48 : Types d'obligations sur les propriétés, Rayside et Balfour (1940-1970)	208
49 : Agents obligataires, Rayside et Balfour (1940-1970)	210
50 : Détention des titres de propriété, Rayside et Balfour (1940-1970)	211
51 : Impôt foncier per capita dans les cantons de Balfour et Rayside et dans la ville de Chelmsford (1945-1970)	215
52 : Population de Rayside, Balfour, Chelmsford et Azilda (1941-1971)	217
53 : Origine des époux et des épouses des paroisses Saint-Joseph-de- Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda (1941-1960)	222
54 : Mouvements saisonniers des mariages, paroisses Saint-Joseph-de- Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda (1941-1960)	224
55 : Mouvements saisonniers des naissances et des conceptions, paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda (1941-1960)	225
56 : Taux de mortalité infantile par décennie, paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès, et Ontario (1941-1970) .	226
57 : Mouvements saisonniers des décès, paroisses Saint-Joseph-de- Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda (1941-1970)	227
58 : Mouvement naturel de la population canadienne-française et catholique de Rayside-Balfour (1901-1971)	232

À L'OMBRE DE L'INCO

59 : Statut accordé au prêtre par les paroissiens de Saint-Joseph (1972)	236
60 : Assistance à la messe dominicale (samedi soir inclusivement), chez les paroissiens de Saint-Joseph (1972)	239

Introduction

La compagnie International Nickel (INCO), issue de la Canadian Copper en 1886, a pesé d'un grand poids sur l'activité de production de la région de Sudbury. Elle a amené de nombreuses familles canadiennes-françaises de l'Outaouais ontarien et québécois à s'établir dans la région dès la fin du XIX^e siècle. Ces familles pionnières se sont installées très tôt dans la ville même de Sudbury ainsi que dans la Vallée, en périphérie, où bon nombre ont trouvé un sol propice à l'agriculture, propre à leur assurer le même mode de vie qu'à leurs ancêtres québécois et ontariens. En se fixant dans les cantons de Rayside et de Balfour comme dans ceux de Blezard et Hanmer, les habitants se sont établis à l'ombre de l'INCO, de ses cheminées d'abord et aussi des possibilités que celle-ci offrait sur le marché du travail et des débouchés qu'elle permettait aux produits tant agricoles que forestiers.

Un demi-siècle après le début de la colonisation, les enfants et les petits-enfants des pionniers ont abandonné, en grande partie, les fermes et le métier d'agriculteur pour prendre un autre mode de vie déterminé plus directement par cette compagnie minière devenue géante.

C'est cette transition vécue par ces générations d'individus et de familles canadiennes-françaises enracinées dans les cantons de Rayside et de Balfour que ce livre veut analyser.

Pourquoi avoir choisi d'écrire un livre sur cette partie de l'histoire de la communauté canadienne-française de la région de Sudbury?

L'idée de traiter ce sujet m'est venue il y a déjà plusieurs années. J'ai eu l'idée du projet en lisant des textes sur l'évolution de la société canadienne-française

qui tentaient d'analyser le phénomène du changement ou de la transition de cette société. Certains se penchaient davantage sur le passage d'une société rurale et agricole à une société moderne, urbaine et industrielle¹. Ce sont aussi des observations et des expériences personnelles qui ont fait germer en moi cette idée. Ces expériences personnelles remontent à l'époque où j'ai vu mes grands-parents maternels, Napoléon et Odile Belcourt, abandonner leur terre, dans le canton de Rayside, la léguer à leur fils cadet pour venir s'établir en ville, à Sudbury. J'ai aussi vu mes grands-parents paternels, Frank et Émérance Dennie, s'efforcer de vivre de la terre, dans le village de Hanmer. C'était une terre qui satisfaisait aux nécessités élémentaires de la vie pendant que mon grand-père tentait d'exploiter une mine, la Nickel Offset au nord de Chelmsford, puis s'aventurait dans l'hôtellerie à Sudbury ou dans la prospection minière.

Il y a donc eu, dans ma famille comme dans de nombreuses familles canadiennes-françaises, un lien avec la terre et la ferme qui est demeuré inscrit dans la mémoire collective² du groupe familial, bien que les enfants et les petits-enfants soient devenus pour la plupart des citadins, vaquant à des occupations sans relation directe avec le monde agricole. Ce lien s'est brisé et la rupture est bien plus que matérielle, elle représente plus que la perte d'un contact avec le sol, les produits du sol, les bâtiments de la ferme, les animaux et la machinerie qui nous fascinait tant lorsque nous étions jeunes. C'est aussi une rupture culturelle, la perte d'un monde de sentiments, d'émotions, d'idées et de valeurs qui accompagnait ce mode de production. L'installation en ville marquait cette rupture. Mais c'était aussi plus profond. Ce changement s'inscrivait dans ce que Pierre Bourdieu appelle l'*habitus*, c'est-à-dire dans des

systemes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre³.

Produit de l'histoire, l'*habitus* produit des pratiques, individuelles et collectives, donc de l'histoire, conformément aux schèmes engendrés par l'histoire; il assure la présence active des expériences passées qui, déposées en chaque organisme sous la forme de schèmes de perception, de pensée et d'action, tendent, plus sûrement que toutes les règles formelles et toutes les normes explicites, à garantir la conformité des pratiques et leur constance à travers le temps⁴.

Perturbé par des changements dus à des forces qui excèdent celles de l'individu, cet *habitus* cherche à se reproduire, puis à s'adapter, dans un environnement nouveau. Dans ce processus de mutation et d'adaptation se pro-

duisent certes des comportements et des sentiments d'anomie et même d'aliénation qui peuvent s'exprimer de plusieurs façons. Ces comportements et ces sentiments, je les ai notés chez mes grands-parents, chez mes parents et beaux-parents qui ont, eux aussi, vécu cette transition. Je pouvais aussi les observer chez moi à mesure que le monde dit traditionnel, avec les valeurs, les rites et l'organisation paroissiale de l'Église catholique, disparaissait.

J'ai donc puisé dans ces observations et dans ces souvenirs d'adolescence, ressentant le besoin d'étudier, de comprendre ce phénomène de la transition.

Le choix d'une communauté

Mais pourquoi avoir choisi Rayside-Balfour comme objet d'étude? En partie parce que mes grands-parents maternels ont défriché et habité pendant quelques décennies une terre située dans la concession 5. En outre, parce que j'ai vécu mes années de jeunesse dans le village de Blezard Valley, à quelques kilomètres plus à l'est. C'est dans cette vallée que plusieurs des premières familles pionnières canadiennes-françaises de la région se sont établies pour y reproduire un mode de vie ancestral qui a exercé pendant longtemps sur moi une puissante attraction.

Cette vallée est située au centre d'une formation géologique appelée le bassin de Sudbury. Orientée selon un axe sud-ouest – nord-est, cette formation est longue d'environ 60 kilomètres et large de quelque 25 kilomètres.

The general character of the country may, perhaps, be best described as that of an uneven or undulatory rock plain, with a gentle slope towards the south and southwest. In detail the surface of the plain is far from uniform, consisting of a rapid succession of more or less parallel and disconnected rocky ridges with a prevailing northeast and southwest trend, the intervening valleys being usually occupied by swamps, lakes or river courses⁵.

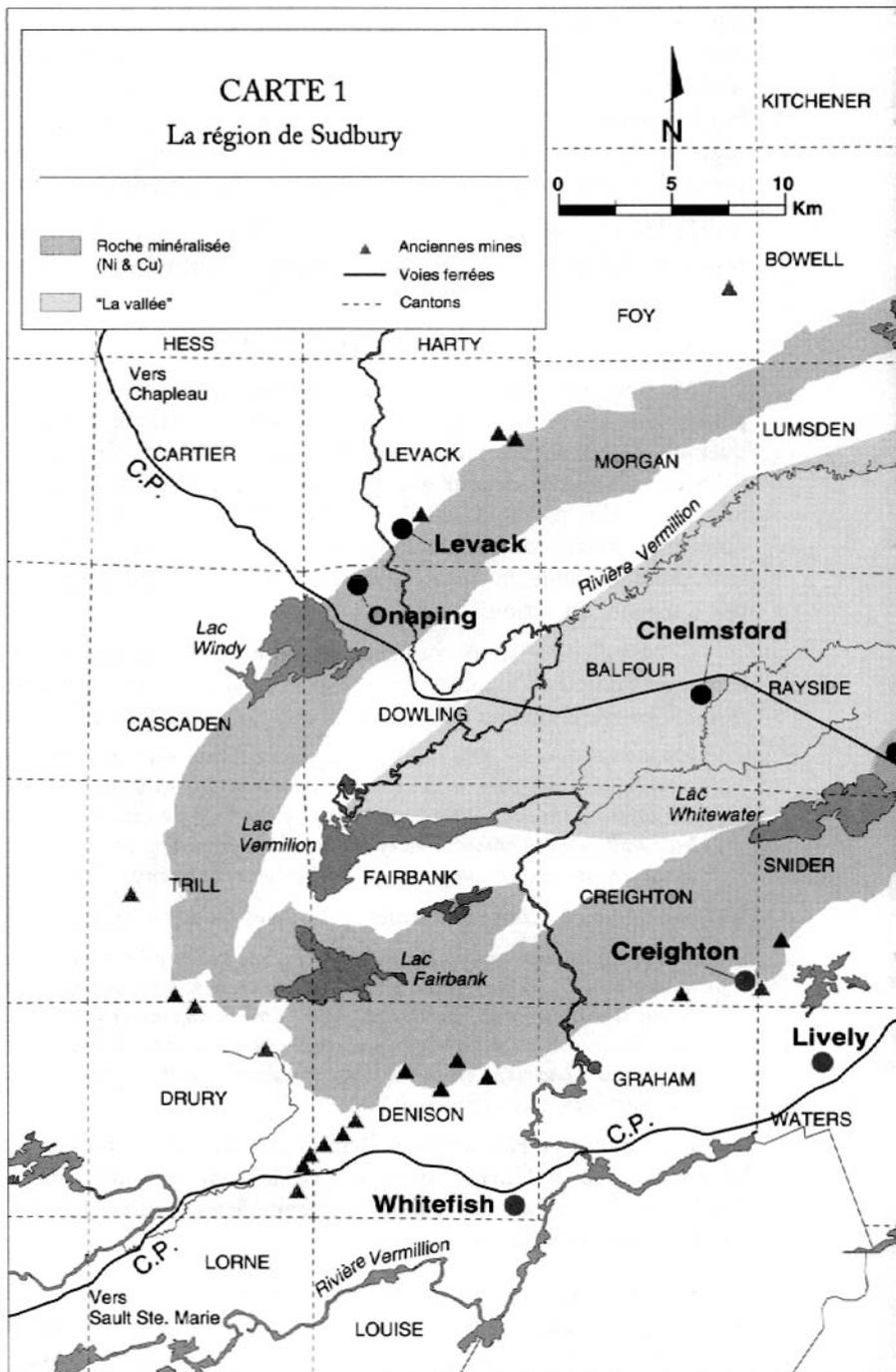
La Vallée peut se décrire en termes techniques de façon suivante :

This low lying area occupies the central part of the Sudbury Basin. It is about 900 feet in elevation and is surrounded on all sides by areas of high elevation known as the North, West, South and East Ranges. Most of the Plain consists of level sand, silt and clay deposits which were laid down under the post-glacial lakes. In the central part of the Plain are low ridges of rocks which protrude through the surface deposits. The rocks form part of the Chelmsford anticline⁶.

Les cantons de Rayside et de Balfour sont situés à l'extrémité ouest de ce bassin. La ville de Chelmsford, qui a été le premier centre urbain de cette Vallée à la suite de la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique en 1883, chevauche les deux cantons.

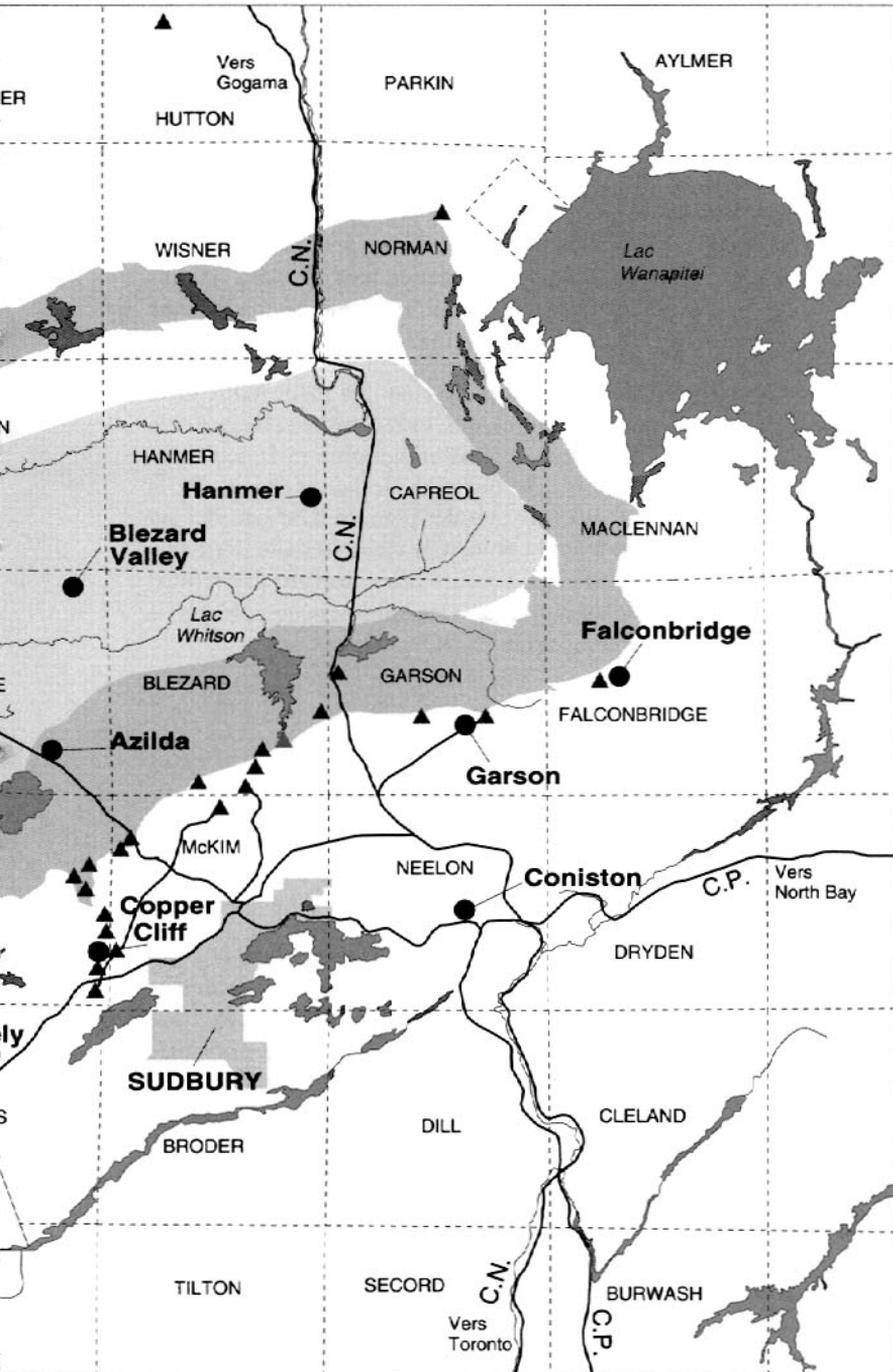
La carte 1 montre l'emplacement de ces cantons par rapport à la ville de Sudbury et au bassin de Sudbury. La partie grise, au centre des municipalités de la région, met en évidence la formation géologique de ce bassin.

À L'OMBRE DE L'INCO



Dressée par Léo L. Larivière, Département de géographie, Université Laurentienne, Sudbury.

INTRODUCTION



Le choix des cantons de Rayside et de Balfour tient aussi au fait que la paroisse de Saint-Joseph-de-Chelmsford, fondée en 1896, est la plus vieille de la Vallée. Elle est la plus vieille paroisse de la région de Sudbury après celle de Sainte-Anne-des-Pins, créée à Sudbury par les Jésuites en 1883. Le centenaire de Chelmsford, en 1983, a donné lieu à la publication d'un ouvrage, *Chelmsford, 1883-1983*⁷, rédigé par un groupe de résidants. Un curé de la paroisse, Lionel Séguin, avait aussi, antérieurement, écrit l'histoire de la paroisse Saint-Joseph⁸. Ces deux publications, qui portent principalement sur les personnalités et sur les institutions paroissiales et canadiennes-françaises, ont été des sources importantes de renseignements, surtout en ce qui concerne ce que le curé Séguin a appelé la « petite histoire » de la communauté.

Je n'ai pas, dans ce travail, fait porter l'analyse sur les institutions dites franco-ontariennes ou canadiennes-françaises, qui, tout comme la langue et la culture, ont été abondamment étudiées par l'historiographie et la sociographie⁹. Même si, dans l'historiographie, la question de la survivance de la langue et de la culture occupe une place de premier plan, ce n'est pas elle qui fait l'objet de mon étude. J'ai plutôt voulu étudier la vie matérielle des habitants des cantons de Rayside et Balfour, c'est-à-dire voir comment ils ont produit et reproduit leurs conditions d'existence dans le contexte géographique de ces cantons situés à l'ombre de la compagnie INCO.

Le cadre théorique

Le choix de l'objet d'étude n'est pas tout. Encore faut-il choisir un cadre théorique qui permet à la fois de cerner la problématique de l'étude, de sélectionner parmi l'amas de données existantes celles qui peuvent servir et, enfin, interpréter ces dernières.

La transition de la société canadienne-française (lire québécoise) a été examinée, de façon générale, selon deux cadres théoriques différents depuis une cinquantaine d'années. Le premier cadre décrit et analyse le passage d'une société traditionnelle à une société moderne ou d'une société rurale-artisanales à une société urbaine-industrielle. Le second cadre privilégie plutôt le concept de mode de production et, par conséquent, analyse, par exemple, la transition d'un mode de production féodal à un mode de production capitaliste.

Le premier cadre théorique a été utilisé surtout par des auteurs tels que Horace Miner¹⁰, Everett C. Hugues¹¹ (ces deux derniers ont adopté le point de vue de l'anthropologue Robert Redfield), Gérald Fortin¹², Hubert Guindon¹³, Guy Rocher¹⁴, Marcel Rioux et Yves Martin¹⁵. Certains auteurs ont adapté ce cadre pour la description et l'analyse de la transition qui s'est effectuée au sein de la société franco-ontarienne¹⁶.

INTRODUCTION

De façon générale, le premier cadre décrit et analyse le passage dans certaines communautés du Québec, des XIX^e et XX^e siècles, d'un monde rural, artisanal et agricole à un monde urbain et industriel. La société rurale et agricole constituait un monde traditionnel, axé sur la terre et le rang, qui assurait, selon certains, la solidarité sociale. La paroisse, la famille et la parenté constituaient le noyau de ce type de société qui comportait un système de valeurs communes, des représentations collectives et des normes de comportement relativement homogènes, le tout formant un ensemble assez cohérent¹⁷.

Après la Deuxième Guerre mondiale, cette société est devenue une société urbaine et industrielle, les occupations et les métiers se sont transformés et se sont diversifiés. La stratification et la structure des classes sont devenues plus complexes, l'occupation du sol fort différent, les familles davantage de type nucléaire, et un système de normes et de valeurs plus complexes et hétérogènes est apparu. Dans ce nouveau type de société, le rôle de l'Église et de la paroisse, jadis essentiel, a perdu de l'importance à mesure que l'État a pris de l'ampleur.

Selon Miner et Hugues, le passage d'un monde à l'autre s'explique par le manque de terres cultivables :

Le manque de terres a suffi à créer le problème structurel de la société : c'est par référence à ce facteur que l'on peut comprendre comment le changement est devenu une nécessité et que l'on peut expliquer certains des changements déjà réalisés. Une plus large part du changement toutefois n'est lié qu'indirectement au problème structurel fondamental. La diminution des terres disponibles a forcé les parents à trouver de nouveaux débouchés pour leurs enfants. Procédant de façon empirique, la société a tenté de résoudre le problème qui la confrontait. Étant donné le mode traditionnel de peuplement, les tensions suscitées par la rareté des terres disponibles devinrent graduellement plus aiguës. Il n'y a pas eu abandon subit des habitudes traditionnelles; on a tout simplement cherché de plus en plus intensément à découvrir des orientations nouvelles. Celles-ci, dans tous les cas, impliquaient une dépendance accrue par rapport à la civilisation industrielle qui encerclait la culture traditionnelle¹⁸.

Ce cadre théorique décrit essentiellement les caractéristiques fondamentales des deux mondes. Il fait ressortir leurs éléments constitutifs en montrant comment ils ont été transformés au cours du passage d'un monde à l'autre. L'un des inconvénients majeurs de ce cadre théorique me semble être l'ambiguïté des concepts utilisés. On utilise parfois les oppositions traditionnel-moderne, artisanal-urbain ou encore celle de rural-industriel, sans que les concepts soient clairement définis. Cependant le défaut principal de ce cadre me semble être qu'il ne tient pas assez compte des relations entre les individus présents dans ces mondes. Ce sont les individus qui façonnent, reproduisent et changent une société. Mais, dans ce cadre, ils sont laissés de côté.

J'ai donc choisi de suivre une autre orientation théorique. Celle-ci a été utilisée par quelques auteurs, par exemple, pour analyser la transition de la société québécoise. Gilles Bourque et Anne Légaré¹⁹ ont étudié l'évolution du Québec, depuis le Régime français jusqu'aux années 1970, adoptant une perspective marxiste, donc en utilisant les concepts de mode de production et de rapport de production. Selon Bourque et Légaré, les francophones québécois s'insèrent majoritairement dans des rapports agricoles de type féodal à partir de la Conquête jusqu'à la Confédération, époque où apparaît au Québec le mode de production capitaliste. Par contre, les anglophones sont déjà passés, au cours de cette période, à un mode de production capitaliste qu'ils tentent d'élargir avec le régime confédératif.

Gérald Bernier et Daniel Salée²⁰ utilisent aussi ce schéma des modes de production pour expliquer la transition du Québec d'un mode féodal à un mode capitaliste. Le matérialisme historique comme cadre théorique s'impose d'évidence, selon ces auteurs, parce que

Marx avait une conception du changement social qui était éminemment relationnelle. « Dans la production sociale de leur existence, écrit-il dans sa *Contribution à la critique de l'économie politique*, les hommes entrent en des rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. » Le concept de rapport de production est sans aucun doute le plus fondamental de la terminologie marxienne. Il se réfère à la fois à la manière dont la société est produite et à celle par laquelle les agents sociaux s'intègrent et existent à l'intérieur du processus de production. Les rapports de production sont dès lors un reflet de la structure économique et leur effet est déterminant sur la société dans son ensemble²¹.

Ces concepts propres au matérialisme historique de Karl Marx semblent convenir parfaitement pour l'étude de la transition d'une communauté comme celle qui est l'objet de cette étude. De plus, ce cadre théorique met l'accent sur les rapports sociaux d'individus concrets et réels; il conçoit la société – tout comme sa transition – comme une production sociale.

De plus, le choix de ce cadre théorique s'explique aussi par mes études en sociologie et en histoire qui m'ont amené à privilégier en premier lieu une approche structurelle, globalisante, envisageant les sociétés dans leur totalité.

La popularité du fonctionnalisme à l'époque où j'ai entrepris des études en sociologie n'est pas étrangère au fait de vouloir étudier les phénomènes sociaux dans leur totalité. Mais le fonctionnalisme ne rend pas compte du changement, des conflits, des contradictions. C'est donc l'étude de l'histoire sociale, associée à une approche globalisante et conflictuelle, qui m'a poussé à adopter un cadre théorique qui combine les aspects de la totalité sociale, de l'histoire et, par conséquent, des structures, des phénomènes sociaux ainsi que des contradictions et des conflits dont ils sont l'objet.

La lecture et l'étude des oeuvres de Marx et de Engels m'ont amené graduellement à privilégier le cadre théorique et méthodologique qui est le leur. Leur pensée est certes complexe et elle a suscité de nombreuses interprétations et d'innombrables controverses. C'est en saisissant ce qui m'est apparu comme les fils conducteurs de cette pensée que j'ai réussi à en dégager des concepts élémentaires et des propositions fondamentales pour l'étude de la société.

Propositions et concepts fondamentaux

Les propositions et les citations suivantes constituent ces fils conducteurs à partir desquels on peut comprendre une ou des réalités sociales comme celles qu'on appelle « franco-ontariennes ». Ces fils conducteurs se retrouvent dans les textes qui servent, d'un côté, à définir le matérialisme historique et, de l'autre, à élaborer une méthode d'analyse²². Il s'agit : 1) de l'existence d'individus réels et concrets ; 2) du lien entre l'idéal et les rapports sociaux ; 3) de la production et de la reproduction de la vie ; 4) du fondement caché de la structure sociale ; et 5) de la méthodologie.

1) La prémisse : l'existence d'individus réels et concrets

Pour Marx et Engels, la première présupposition ou prémisse de l'histoire sociale, c'est l'existence d'individus concrets et réels, d'êtres sociaux et historiques :

Les présuppositions dont nous partons ne sont pas arbitraires ; ce ne sont pas des dogmes ; il s'agit de présuppositions réelles, dont on ne peut s'abstraire qu'en imagination. Il y a va d'individus réels, de leur action et de leurs conditions d'existence matérielles, soit qu'ils les aient trouvés toutes prêtes soit qu'ils les aient créés par leur propre activité. Ces présuppositions sont susceptibles d'être vérifiées de manière purement empirique... Voyons donc les faits : des individus déterminés, exerçant une activité productive déterminée, nouent des relations sociales et politiques déterminées²³.

Du fait de cette première prémisse, le chercheur est conduit à étudier les réalités franco-ontariennes à partir non pas de l'idée franco-ontarienne (donc d'une quelconque société ou culture franco-ontarienne), car celle-ci ne peut être qu'une représentation des relations sociales, mais des individus concrets préoccupés d'assurer leur existence (ce qui implique aussi produire des idées) et, ce faisant, de produire leurs relations sociales.

La première condition de toute existence humaine, donc de toute histoire, c'est que les hommes doivent être en mesure de vivre pour être capables de « faire

l'histoire ». Or, pour vivre, il faut avant tout manger et boire, se loger, se vêtir et maintes choses encore. Le premier acte historique, c'est donc la création des moyens pour satisfaire ces besoins, la production de la vie matérielle elle-même²⁴.

Cette production de la vie matérielle, de l'existence humaine est fondée sur le travail humain, lequel est nécessaire pour transformer la nature en produits essentiels à l'entretien de la vie. Dès ses premiers écrits, « la notion de travail se situe au centre des recherches de K. Marx²⁵ ». Bien que la définition du concept de travail ait subi des changements dans son oeuvre, ce concept demeure pour Marx fondamental pour l'analyse sociale et historique.

Dans *L'idéologie allemande* surtout, on trouve deux autres concepts importants, soit ceux de division du travail et de propriété. Ces réalités sont apparues dans l'histoire de façon presque simultanée.

Tout en reposant sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, la division du travail, avec toutes ses contradictions, entraîne en même temps la répartition du travail et de ses produits – répartition *inéga*le, certes, en quantité comme en qualité – et, par conséquent, la propriété... Au demeurant, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques, la première indiquant par rapport à l'activité ce que la seconde exprime par rapport au produit de cette activité²⁶.

La division du travail et la propriété sont donc des concepts essentiels dans une perspective matérialiste d'analyse sociale et historique. Subordonnés à ces derniers, les concepts de relations de travail et de rapports de propriété sont également nécessaires pour pouvoir comprendre les rapports sociaux dans un mode de production déterminé.

Pour travailler et ainsi assurer leur existence, les individus utilisent des forces productives qui comprennent à la fois les aspects plus techniques de la production, c'est-à-dire la force de travail, l'énergie humaine, le sol et les outils, ainsi que la division du travail, le mode de coopération sociale et les connaissances utilisées. Ce concept de forces productives comporte donc des aspects sociaux et cognitifs ou culturels de la production²⁷.

A « productive force » is, at first, nothing else than the real labour power of working men; the force incorporated in these living human beings by which, with definite material means of production and within a definite form of social co-operation conditioned by those material means of production, they produce through their labour the material means of satisfying the needs of their existence, that is – under capitalistic conditions, « commodities ». In a second and even more important sense, everything that increases the productive effect of the human labour power is said by Marx to be a « productive force ». To the productive forces in that dynamic sense belongs the progress of technique and science; there belongs above all the social organization itself of the immediately « social » forces created by co-operation and division of labour²⁸.

Les rapports sociaux de production et les forces productives constituent donc les deux éléments essentiels du mode de production. Des deux éléments, le plus déterminant – dans le cadre de ce travail – est celui des rapports sociaux de production.

Le concept de rapport de production est essentiel, car il permet de déterminer qui peut s'appropriier le surproduit ou le surplus de travail produit dans une société donnée. Il implique donc un rapport de propriété, lequel est la forme juridique du rapport de production.

L'étude des rapports de production permet de comprendre les fondements de toute société. L'analyse des rapports de production d'une société constitue ainsi la clé qui permet d'en dévoiler les fondements, lesquels demeurent souvent cachés par des constructions idéologiques, religieuses et politiques. Elle permet de comprendre et de voir comment certains groupes et individus réussissent à s'approprier un surproduit, celui-ci prenant diverses formes selon le type de mode de production.

Les rapports de production, conjointement avec les forces productives, définissent à proprement parler un mode de production : un stade déterminé de développement des forces productives correspond à un certain type de rapports de production²⁹.

Marx a défini quatre ou cinq grands modes de production : le primitif communautaire, l'esclavagiste, le féodal, le capitaliste et l'asiatique. Il a aussi brièvement traité du mode de la petite production indépendante ou parcelaire³⁰ dont il sera question dans ce travail.

Dans le mode de la petite production, les travailleurs sont également propriétaires des moyens de production (la terre et les outils) et ils n'exploitent pas le travail d'autrui. Il donne souvent lieu à une petite économie marchande³¹.

Outre qu'ils sont travailleurs et propriétaires, les petits producteurs sont en général égaux entre eux (mais il n'y a pas égalité entre, d'une part, les propriétaires masculins, et, d'autre part, les femmes et les enfants).

Il y a quasi-autarcie ou autosuffisance. Il peut y avoir production de plus-value, mais il n'y a pas d'extorsion directe de plus-value. L'échange, lorsqu'il y en a, ne prend pas la forme marchande mais plutôt la forme simple. La production n'est pas faite pour le marché, il y a donc peu d'accumulation du capital. Enfin ce mode de production ne peut avoir de superstructure qui lui soit propre. L'agent économique propre à ce mode de production est l'artisan et le paysan³².

Le concept de mode de production, intégrant les rapports et les forces de production, se situe certes à un niveau fort abstrait. Par conséquent, la réalité

sociale concrète se présente de façon différente de la construction théorique du mode de production. En effet, cette réalité comprend souvent plusieurs types et formes de sociétés concrètes. Dans la réalité, le chercheur retrouve plutôt des formes sociales qui s'apparentent à un mode de production particulier³³ et même à deux modes de production. C'est pourquoi certains préfèrent utiliser le concept de formation sociale quand il s'agit d'étudier des sociétés déterminées.

Un mode de production « pur » n'est qu'un schéma d'analyse, qui n'existe pas tel quel dans la réalité. Ce qui existe dans la réalité historique, ce sont des sociétés concrètes, des formations sociales en un moment déterminé : la France, l'Angleterre, l'Allemagne, etc. Or, dans la réalité complexe d'une formation sociale concrète coexistent plusieurs modes de production (féodal, capitaliste) et formes de production (forme marchande simple, transition entre le féodalisme et le capitalisme, capitalisme concurrentiel et capitalisme monopoliste) étant entendu qu'un mode (ou forme) de production domine en général les autres : c'est dans ce sens qu'on peut parler de formation sociale, féodale, capitaliste, capitaliste monopoliste. C'est cela qui fait que, dans une formation sociale concrète, existent davantage que deux classes, relevant des divers modes et formes de production³⁴.

Une formation sociale est le lieu de la coexistence de plusieurs modes ou formes de production que le chercheur doit analyser dans la réalité concrète.

Les sociétés concrètes regroupent normalement divers types de rapports de production parce qu'il pourrait y avoir de nombreux stades de développement des forces productives. Dans un processus dialectique, leur coexistence ou leur interaction façonnent la formation sociale, c'est-à-dire un tout social concret, structuré, complexe et historiquement déterminé (par opposition à la nature abstraite et ahistorique du mode de production)³⁵.

Selon Habermas, une formation sociale comprend deux dimensions : d'un côté, le système ou la structure qui agit comme régulateur, surtout à partir du déploiement de ses forces productives qui lui permettent de s'adapter au monde environnant et, de l'autre, le monde vécu ou identitaire qui contribue à l'intégration sociale³⁶. Habermas cherche donc à combiner les dimensions objectives et subjectives des formations sociales. De plus, toute formation sociale est soumise à un principe d'organisation qui détermine les possibilités d'adaptation, de changement ou de transformation.

Ainsi la formation sociale féodale ou traditionnelle a comme principe d'organisation la domination de classe sous la forme politique. Le principe d'organisation de la formation sociale capitaliste est le rapport du travail salarié et du capital ancré dans le système bourgeois du droit privé. Lorsque les contradictions internes d'une formation sociale vont à l'encontre du principe d'organisation, la société entre dans une période de crise qui aboutit à l'établissement d'un nouveau type de formation sociale.

INTRODUCTION

Dans une formation sociale qui comprend des éléments de deux modes ou formes de production, des principes d'organisation différents se heurtent et tendent à obtenir la prééminence. La domination d'un principe entraîne des crises à plusieurs niveaux dans la formation sociale. L'organisation sociale retrouvera une certaine stabilité mais avec des structures de classes différentes marquées par un certain niveau d'interaction entre formes de production. Il se peut que ces structures subsistent dans une relation de conflit ou d'entente; il se peut également que les classes ou certaines fractions de classe dominantes à l'intérieur des deux modes ou formes de production établissent des liens entre elles dans le but de protéger leurs intérêts.

Toutes ces possibilités et ces questions d'ordre pratique relèvent du phénomène de l'articulation³⁷.

La théorie de l'articulation reprend de plusieurs façons celle de la transition d'un mode de production à un autre. Dans le cadre de cette théorie, un mode de production précapitaliste se transforme ou est transformé au cours d'une série d'étapes que Marx a appelées la soumission formelle et la soumission réelle³⁸. Cette subordination au capitalisme s'accomplit en partie dans la sphère de l'échange, mais ne devient complète que lorsque le capitalisme transforme radicalement les rapports de production précapitalistes, que lorsque la production est orientée vers l'obtention d'une plus-value, et par conséquent vers la naissance des classes capitaliste et ouvrière. C'est au moment où le capitalisme industriel se développe que la soumission réelle au capitalisme se produit.

Un double mouvement contradictoire se développe : d'une part, la forme capitaliste de production détruit ou décompose sous sa concurrence les formes anciennes de production en rendant caduques leurs bases matérielles ou elle les reproduit sur une base matérielle qu'elle fournit elle-même et les place par là et par la domination qu'elle exerce sur toute production marchande, sous sa dépendance³⁹.

Le présent travail utilise cette notion de la transition des modes de production dans le cadre du matérialisme historique pour analyser les changements socio-économiques qui s'effectuent dans la communauté canadienne-française de Rayside et de Balfour.

Cette première prémisse m'a conduit à collecter de données : a) sur la production matérielle (statistiques au sujet des récoltes, de la coupe de bois) dans les recensements décennaux, dans les registres sur la coupe du bois dans les deux cantons, dans les rapports annuels des agronomes provinciaux; b) sur la division du travail par l'intermédiaire de témoignages verbaux et de recensements (occupations); c) sur les rapports de production par le biais des témoignages et des données du Bureau d'enregistrement des titres du district de Sudbury ainsi que des rôles d'évaluation de Balfour et de Chelmsford.

II) *Le lien entre l'idéal et les rapports sociaux*

L'entretien de la vie matérielle implique la production d'idées. Ces idées et la conscience dont elles dépendent sont indissociables des rapports sociaux.

Les formations brumeuses du cerveau humain sont elles aussi des sublimés nécessaires du processus matériel et de leur vie, empiriquement vérifiable et lié à des circonstances matérielles préalables. Par conséquent, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, ne conservent plus leur semblant d'indépendance. Elles n'ont ni histoire, ni développement; ce sont, au contraire, les hommes qui, en même temps qu'ils développent leur production et leur communication matérielles, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée et les produits de celle-ci. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience⁴⁰.

Selon Godelier,

Tout rapport social, quel qu'il soit, comporte à l'intérieur de soi une part *idéelle*, une part de pensée, de représentations qui ne sont pas seulement la forme que revêt ce rapport pour la conscience mais qui font partie de son contenu. Ces représentations ne viennent pas rendre présentes à la pensée « comme après coup » des réalités qui seraient nées avant elles, hors d'elles et sans elles, un peu comme on « présente » un enfant après sa naissance aux parents, aux amis et aux voisins. Elles semblent au contraire faire partie des rapports sociaux dès que ceux-ci commencent à se former et sont une des conditions de leur formation. Les idées n'apparaissent pas ici comme une « instance » séparée des rapports sociaux, comme leur apparence, leur reflet déformé-déformant dans la conscience sociale⁴¹.

Notre étude de la transition d'une communauté canadienne-française met l'accent principalement sur les rapports sociaux de production et de reproduction. Elle tient pour acquis que ceux-ci contiennent une part idéelle, soit de pensée, de représentations et d'idéologie qui les expliquent et les légitiment.

Ainsi, dans le mode de la petite production indépendante, les rapports de travail impliquent une certaine division du travail entre les hommes et les femmes qui est perçue comme naturelle, comme légitime. La forme de propriété foncière – soit une ferme suffisamment grande pour subvenir aux besoins des membres de la famille – représente un idéal auquel les membres de la formation sociale aspirent. Mais cette forme de propriété comprend aussi des rapports sociaux fondés sur la domination masculine.

L'Église catholique et la paroisse constituent la forme idéelle par excellence dans le mode de la petite production indépendante. L'idéologie véhiculée par l'Église et le curé de la paroisse est d'une importance primordiale

dans la vie quotidienne et dans les rapports sociaux des membres de la communauté. C'est elle qui explique et légitime en grande partie les rapports sociaux. Par contre, cette forme idéelle et cette idéologie n'existent pas en soi, de façon indépendante; elles dépendent des rapports sociaux de production. La thèse que nous présentons ici c'est que la transition de cette formation sociale résulte d'un changement dans ces rapports; et l'une des principales conséquences de ce changement, c'est que la forme idéelle et l'idéologie de l'Église catholique et de la paroisse perdent alors de leur efficacité.

Plusieurs études consacrées à l'Ontario français ont fait état de l'importance de l'Église catholique, de la paroisse, de la famille et de la parenté en tant qu'idéologie et que culture. La présente étude ne remet pas en cause cette constatation, du moins dans le cadre du mode de la petite production indépendante; elle cherche plutôt à l'expliquer en mettant ces éléments en relation avec les rapports sociaux de production et de reproduction.

J'ai donc été amené à recueillir des données sur la paroisse, dans les deux publications mentionnées à la page 6, dans les témoignages verbaux et un sondage que j'ai réalisé en 1972; sur le pouvoir politique, dans les ouvrages portant sur la paroisse, dans les témoignages verbaux, dans les procès-verbaux des réunions des conseils municipaux de Rayside, Balfour et Chelmsford ainsi que dans les livres et registres des greffiers et des trésoriers de ces conseils déposés aux Archives de l'Ontario.

III) *La production et la reproduction de la vie*

La production de la vie est double : d'une part, la production des biens nécessaires à l'entretien de la vie ainsi que les idées qui y sont liées et, d'autre part, la reproduction de la vie.

La troisième relation qui intervient ici dès l'origine dans le développement historique est que les hommes, tout en renouvelant quotidiennement leur propre vie, commencent à créer d'autres hommes, à se reproduire – c'est la relation entre l'homme et la femme, entre parents et enfants, c'est la *famille*. [...]

La production de la vie, qu'il s'agisse de sa propre vie par le travail ou de la vie d'autrui par la procréation, apparaît donc dès à présent comme une relation double, tant naturelle que sociale⁴².

Les analyses marxistes du mode de production, y compris celles de Marx et d'Engels, ont défini très souvent, implicitement ou explicitement, le concept de production d'une façon « économiste » c'est-à-dire du point de vue de la simple production de biens matériels nécessaires à la survie, à la reproduction. Mais Marx et Engels avaient aussi songé à la production ou la reproduction biologique.

In most Marxist literature, the field of production is reduced to the production of material goods; the productive forces to the instruments of labour; and the social relations of production to those relations found at the site of goods production. In this framework, the production of the species and its labour-power does not appear. It is little wonder then that feminists have criticized Marxists for elaborating the mode of production concept in a « sex-blind » fashion⁴³.

Christine Delphy affirme aussi, dans le même ordre d'idée, que « le concept de production doit rendre compte de toutes les productions sous peine d'être inutile⁴⁴ ».

Il est donc nécessaire d'intégrer dans le concept de production et de mode de production la notion de reproduction de la vie, laquelle a un aspect biologique et naturel, mais aussi et surtout un aspect social. La reproduction de la vie s'insère dans un ensemble de relations sociales qui déterminent en grande partie comment et quand elle doit s'effectuer. La façon dont s'organise cette relation sociale aide à comprendre l'ensemble du mode de production. La reproduction biologique doit être analysée en fonction des rapports de production et peut-être même des forces productives (en très grande partie naturelles) auxquels elle est subordonnée. Il importe de savoir que ces rapports de production et de reproduction de la vie peuvent eux aussi impliquer une forme de surtravail résultant de l'exploitation d'un groupe social aux dépens d'un autre⁴⁵. Il faut aussi tenter de comprendre la façon dont ces rapports de production se lient aux rapports de production de biens matériels ou culturels. Une analyse du genre peut contribuer à démontrer que tel régime particulier de fertilité fait partie d'un mode de production donné.

Marx précise que « chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme⁴⁶. »

Le présent travail tentera donc d'appliquer le concept de mode de production dans un sens élargi à la production et à la reproduction de la vie. Ainsi il renferme des analyses employant la méthode de la démographie historique.

Pour comprendre et analyser la production et la reproduction de la vie, j'ai utilisé principalement les données des recensements décennaux et des registres des paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et de Sainte-Agnès-d'Azilda ainsi que des témoignages verbaux.

IV) *Le fondement de la structure sociale*

Marx fournit, dans un paragraphe qui semble à première vue trancher avec ceux qui précèdent (« Genèse de la rente foncière »), une précision qui nous éclaire sur sa démarche critique :

La forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs détermine le système de domination et de servitude tel qu'il résulte directement de la production elle-même et, à son tour, réagit sur celle-ci. C'est sur ce fondement que se constitue la communauté économique telle qu'elle naît des rapports de production, et c'est sur lui que repose également la structure politique spécifique de la communauté. *C'est toujours dans les rapports immédiats entre les maîtres des conditions de production et les producteurs directs qu'il faut chercher le secret intime, le fondement caché de toute la structure sociale, ainsi que de la forme politique des rapports de souveraineté et de dépendance*⁴⁷. (C'est nous qui soulignons.)

Il est donc nécessaire d'analyser le secret intime et le fondement de la structure sociale dont dépendent les réalités franco-ontariennes à partir du rapport ou des rapports entre les maîtres et les producteurs directs. Pour plusieurs, ce rapport se situe sur le plan « culturel » et implique les Franco-Ontariens et les Canadiens anglais. Mais il est possible aussi d'affirmer qu'il concerne les maîtres et les producteurs directs « franco-ontariens » dans une formation sociale de type précapitaliste. La clé de ce rapport réside dans la façon d'obtenir un surproduit, un travail non payé.

Pour arriver à comprendre ce fondement caché, j'ai utilisé toutes les données existantes concernant les rapports de production et de propriété ainsi que les témoignages.

V) *La méthode*

Le dernier outil que l'on peut prendre dans l'œuvre de Marx c'est la méthode (au sens large de manière d'appréhender la réalité, de conduire sa pensée et non pas seulement de technique de recherche) que doit utiliser l'économie politique *critique*. Cette méthode, Marx la décrit dans un passage de la *Contribution*⁴⁸. Il s'agit de commencer l'analyse d'une réalité ou d'une formation sociale par le monde des formes phénoménales pour passer aux concepts et à la réalité des relations essentielles qui expliquent ces formes. Il faut ensuite déterminer la manière dont ces relations essentielles et ces formes ont été créées par des individus réels, concrets et historicisés, dans le processus de produire leur vie au double sens. C'est ainsi que l'on peut arriver au fondement de la formation sociale.

La collecte et l'analyse des données ont été effectuées dans le but de comprendre comment les membres de cette formation produisaient et reproduisaient leur vie matérielle; ces données ont permis de reconstruire leurs rapports de production. Mais la présentation des données dans les sources mentionnées au début se fait à partir des formes phénoménales qui sont le produit de ces rapports de production, soit principalement la paroisse, la parenté et la propriété. La paroisse surtout constitue la forme communautaire idéalisée⁴⁹ et dominante dans laquelle on retrouve les idées et les catégories principales construites dans ce type de formation sociale. Mais cette forme recèle aussi, une fois menée l'analyse des relations essentielles sous-jacentes qui se retrouvent dans la famille, la parenté et le mode de production agricole, le fondement de cette formation, soit le patriarcat sur lequel s'établit un mode d'extraction et d'appropriation de surtravail et de surproduit. La paroisse, représentée par le curé, est non seulement une forme de domination idéalisée – le patriarcat – mais aussi, d'appropriation de surproduit (dîmes, mais surtout services et dons en nourriture). Que cette appropriation soit « librement » consentie, qu'elle soit légitimée par tout un appareil symbolique et idéologique et que la domination patriarcale soit reproduite par les femmes elles-mêmes ne change en rien au fait que cette domination et cette appropriation existent bel et bien.

La forme communautaire idéalisée que constitue la paroisse livre, à l'analyse, un ensemble de relations sociales essentielles : la parenté comme source d'entraide et la famille où s'opère une division du travail (les hommes à l'extérieur et les femmes à la fois à l'extérieur et à l'intérieur), la production matérielle de la vie (produits agricoles principalement, produits artisanaux conçus ou fabriqués à la maison par les femmes, ce à quoi viennent s'ajouter – quand les ressources pécuniaires sont suffisantes – des achats dans les petits commerces du village et de la ville de Chelmsford, ces ressources résultant de la vente des surplus agricoles, du travail exécuté pour le compte des conseils de cantons, de la municipalité ou des compagnies forestières et minières). La propriété foncière, un bien à la possession auquel aspirent ardemment les familles d'habitants, est d'abord et avant tout une relation sociale de production. Sa forme légale – au début du siècle, le propriétaire était de sexe masculin – est typique du patriarcat; le mode de transmission de cette propriété avantage aussi l'homme. Le mariage – autre forme légale et religieuse – implique, pour la femme, l'obligation de prendre le nom de l'homme⁵⁰ (« Un nom pour un jonc », disent les femmes que j'ai interviewées).

L'analyse historique nous révèle comment l'activité sociale des résidents de Rayside et Balfour a peu à peu transformé les formes et les relations sociales essentielles de cette formation; elle permet de comprendre la manière dont s'opère le passage d'une formation sociale de petite production indépendante

à une formation sociale capitaliste grâce aux concepts de soumission formelle et réelle au capitalisme élaborés par Marx dans les « Matériaux pour l'économie »⁵¹. Ces concepts permettent de dégager les mécanismes par lesquels la formation sociale capitaliste qui apparaît graduellement dans la région de Sudbury à partir de 1883 (dans le village et la ville de Sudbury, dans les villes minières, à Chelmsford – d'où la nécessité de considérer dans la formation sociale de la petite production indépendante le rôle de Chelmsford – habitée principalement par des francophones) s'articule à la formation sociale de Rayside et de Balfour; éventuellement cette articulation se solde par la transition de la formation sociale de la petite production indépendante. En effet, le rôle de Chelmsford est important dans cette transition parce que, dans ce village devenu ville, on trouve des marchands et des artisans qui commencent à introduire des rapports de production différents (employeur-employé); on y retrouve aussi des rapports de production différents au niveau de la propriété (propriétaire-locataire). Donc jusqu'à un certain point la transition est amorcée dans ces nouveaux rapports de production présents à Chelmsford. Cette transition commence – s'il est possible de dater un tel phénomène – après 1928 alors que la ville de Sudbury passe elle-même au deuxième stade capitaliste symbolisé par la fusion des compagnies minières International Nickel et Mond, par l'arrivée des grandes chaînes de magasins (Eaton, Loblaws, etc.)⁵².

La méthode et les techniques de recherche

La méthodologie marxiste, comme toute méthodologie d'ailleurs, comporte une vision de la société et surtout une façon d'appréhender le réel concret. Cette méthode conditionne donc les données recherchées et l'analyse qu'on en fait.

Au départ, la méthode de Marx consiste à comprendre que la réalité sociale n'est pas telle qu'elle apparaît de prime abord, à la surface des choses. Cette réalité a au moins deux niveaux, d'abord ce qui apparaît et surtout la structure qui est dissimulée sous l'apparence phénoménale. La méthode consiste donc à retrouver cette réalité sous-jacente. Pour ce faire, il faut partir de ce qui apparaît comme la forme dominante de la société et de rechercher en quoi consistent les déterminismes qui lui confèrent cette apparence. C'est en retraçant ces déterminismes que l'on arrive à comprendre le fonctionnement réel de la formation sociale.

La méthode rationnelle diffère de la constatation empirique en ce qu'elle considère les faits comme des phénomènes, qu'il faut analyser pour découvrir en eux, mais sous le voile de l'apparence, des lois internes. La simple constatation empirique ne suffit pas; la science doit aller plus profondément que le fait immédiat et donné pour saisir sa loi⁵³.

Cette façon de concevoir la réalité ne signifie pas que les phénomènes qui peuvent sembler dominants ne sont pas importants, qu'ils ne sont pas vécus comme réels par les membres de la formation sociale. Au contraire, ces derniers les considèrent souvent comme les plus essentiels de leur vie. Ils ont donc une réalité tangible et certaine. Toutefois le travail de recherche ne peut se contenter de demeurer à ce niveau; il faut tenter de découvrir et d'expliquer les éléments les plus déterminants et surtout comment ces derniers s'articulent avec les autres instances de la réalité sociale pour former un tout, une totalité. La méthode consiste donc à commencer avec le réel et le concret, avec ce qui apparaît comme le plus dominant dans un tout, puis à trouver par l'analyse les éléments qui déterminent ce réel et son apparence comme forme dominante afin de revenir au point de départ⁵⁴.

La méthode s'appuie sur des techniques de recherche. Parce que le but de l'étude consistait à appréhender un phénomène social total dans son évolution, dans son changement, il était nécessaire d'utiliser une grande variété de techniques. Ainsi, il a fallu avoir recours aux techniques des interviews et du sondage. Pour ce faire, une équipe composée de l'auteur et de deux étudiantes de l'Université Laurentienne a interviewé 23 répondants et répondantes de Rayside, de Balfour et de Chelmsford. Le choix de ces répondants s'est effectué à partir des critères suivants : ils devaient être nés dans la communauté et y avoir vécu une grande partie de leur vie et devaient avoir 65 ans et plus. L'objectif de cette histoire orale consiste à comprendre le monde vécu et le sens d'appartenance des membres de cette formation sociale. L'auteur a utilisé les résultats d'un sondage qu'il avait réalisé en 1972 auprès d'un échantillon représentatif et aléatoire de la population catholique de Chelmsford, donc des paroissiens de Saint-Joseph.

Il a fallu consulter et analyser des sources primaires telles que les rôles d'évaluation, les registres de paroisses, les cadastres du Bureau d'enregistrement des titres de propriété, les procès-verbaux des réunions des conseils municipaux de Balfour, Chelmsford et Rayside, les livres des trésoriers et des greffiers de ces conseils déposés aux Archives provinciales de l'Ontario, les rapports annuels de l'agronome du district de Sudbury, les données sur la coupe du bois dans le district de Sudbury⁵⁵. Il y avait aussi des sources secondaires telles que les publications au sujet de Chelmsford et de la paroisse Saint-Joseph qui se sont avérées utiles ainsi que les publications des divers ministères et des auteurs qui ont mené des études sur la région de Sudbury.

La reconstitution des familles de Rayside et de Balfour a été effectuée grâce à la transcription manuelle des registres par des étudiants, à l'entrée de données et à la reconstitution manuelle. Cette reconstitution s'est faite suivant

la méthode de démographie historique Fleury-Henry décrite et analysée dans le chapitre 2.

Il a fallu consulter et analyser des données du Bureau fédéral de la statistique et de Statistique Canada, surtout les recensements nominatifs de 1891 et de 1901 ainsi que les autres données des recensements de 1891 à 1971.

C'est donc un ensemble de techniques qui ont servi à trouver, compiler et analyser les données et les informations.

Le plan du livre

L'étude est divisée en deux parties. La première partie comprend quatre chapitres et porte sur la période de 1883 à 1940, soit la période de la colonisation de Rayside et de Balfour et de l'enracinement de ce que nous avons appelé le mode de la petite production indépendante. La seconde partie, formée d'un seul chapitre, analyse la période de la transition, qui s'étend de la Deuxième Guerre mondiale à 1972, année où les cantons de Rayside et Balfour ainsi que la ville de Chelmsford sont devenus la ville de Rayside-Balfour à la suite de la création de la municipalité régionale de Sudbury.

Les quatre chapitres de la première partie traitent de la paroisse, de la population, de la production et de la propriété, de la gouvernance et de la domination. Le premier chapitre considère la paroisse en tant que forme dominante de ce mode ou de cette forme de petite production indépendante. Cette forme dominante est elle-même le résultat de facteurs plus déterminants, tels que la population, les réseaux de parenté et de familles, les formes de gouvernance et de domination, les rapports de production et de propriété. La question de la gouvernance et de la domination est traitée dans le chapitre 4 parce qu'il fallait dégager d'abord les types de production et de propriété, de rapports de production et de propriété afin de pouvoir analyser et comprendre les formes de gouvernance et de domination.

La seconde partie, qui porte sur la transition, suit le chemin inverse et part de la gouvernance et de la production pour aboutir à la paroisse, afin d'expliquer comment et pourquoi cette forme autrefois dominante perd graduellement sa position et son rôle lorsque la formation sociale de Rayside-Balfour est transformée de l'intérieur et de l'extérieur.

Dans l'ensemble, ce travail avait pour objectif d'analyser la réalité sociale à partir des individus qui gagnent leur vie en occupant le sol, en produisant les biens matériels nécessaires à leur entretien et à celui de leur famille. Si l'historiographie franco-ontarienne a surtout insisté sur la survivance de la culture et de la langue, la présente étude se penche plutôt sur la survivance matérielle.

C'est en assurant cette survivance qu'ils façonnent des rapports et des forces de production, qu'ils produisent une formation sociale. Ce travail cherche donc à reconstruire cette formation sociale, à déterminer comment elle est passée de la petite production indépendante à la production de type capitaliste. Il effectue cette reconstruction à partir des concepts mentionnés plus haut (tirés du cadre théorique matérialiste historique), lesquels ont guidé et éclairé la recherche ainsi que l'analyse et aussi à partir de plusieurs techniques de recherche qui ont permis de trouver les données nécessaires.

Il est à souhaiter que notre objectif a été atteint et que cette modeste étude aidera à mieux comprendre l'histoire sociale des Canadiens français, non seulement de Rayside et de Balfour, mais aussi de l'Ontario.

Notes

1. Voir Marcel Rioux et Yves Martin (études choisies et présentées par), *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.
2. Voir Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1968, 2^e édition [1950, 1^{re} édition].
3. Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 88-89.
4. *Ibid.*, p. 91.
5. Alfred E. Marlow, *Report on the Origin, Geological Relations and Composition of the Nickel and Copper Districts of the Sudbury Mining District*, Ottawa, Geological Survey of Canada, 1907, p. 13. On trouvera de nombreuses descriptions de ce bassin dans plusieurs publications; mentionnons entre autres D. M. LeBourdais, *Sudbury Basin. The Story of Nickel*, Toronto, The Ryerson Press, 1953, p. 16; John Thompson et Alan Beasley, *For the Years to Come. A Story of International Nickel Company of Canada*, New York, G. P. Putnam's & Sons, 1960, p. 13-14; Lorenzo Cadieux, s.j., *Frédéric Romanet du Caillaud. « comte » de Sudbury*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1971, p. 11. On pourra aussi consulter *Report of the Royal Ontario Nickel Commission*, Toronto, King's Printer, 1971, et E. G. Pyc, A. J. Waldrett, P. E. Gibling, *The Geology and Ore Deposits of the Sudbury Structure*, Toronto, Ontario Geological Survey, Special Volume 1, 1984; J. E. Thomson, « Geology of the Sudbury Basin », dans *Sixty-Fifth Annual Report of the Ontario Department of Mines*, vol. LXV, part 3, 1956, p. 1-56.
6. Oiva W. Saarinen, « A Geographical Basis for Regional Planning in the Sudbury Area », thèse de maîtrise, London, University of Western Ontario, 1966, p. 27. L'auteur, professeur au Département de géographie de l'Université Laurentienne, décrit ainsi le Bassin de Sudbury : « *This formation consists of a spoon-shaped trough of sandstones, slates, tuffs and conglomerates surrounded by a belt of norite-micropegmatite referred to as the nickel irruptive or nickel intrusive. This irrupture has the shape of an asymmetric basin with its rim exposed at the surface in the form of an elliptical ring elongated in a northeasterly direction. The long-short axis of the ring have lengths of 37 and 17 miles respectively* » (p. 21).

INTRODUCTION

7. *Chelmsford, 1883-1983*, Ottawa, Le Club 50 de Chelmsford, 1983. (Marie-Jeanne Vaillancourt est l'instigatrice de cet ouvrage commémoratif.)
8. Lionel Séguin, ptre, *Historique de la paroisse de Chelmsford, Ontario*, 1948, s. l.
9. On trouvera dans le présent travail, surtout dans le chapitre 1, des références à certains auteurs qui ont développé cette historiographie et cette sociographie, encore bien sommaire et même rudimentaire.
10. Horace Miner, *St. Denis : A French-Canadian Parish*, University of Chicago Press, 1939.
11. Everett C. Hughes, *Rencontre de deux mondes*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1972.
12. Gérald Fortin, « Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole », dans Marcel Rioux et Yves Martin (études choisies et présentées par), *La société canadienne-française*, op. cit., p. 101-118.
13. Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise* (textes réunis et présentés par Roberta Hamilton et John L. McMullan, traduction de Suzanne Saint-Jacques Mineau), Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1990.
14. Guy Rocher, *Le Québec en mutation*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1971.
15. Marcel Rioux et Yves Martin (études choisies et présentées par), *La société canadienne-française*, op. cit.
16. On pourra consulter sur ce sujet le recueil d'articles dans le livre de Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, pour lire des versions modernes et récentes de cette perspective.
17. Le sociologue Philippe Garigue a vivement critiqué cette vision de la société canadienne-française. Voir ses *Études sur le Canada français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1958.
18. Horace Miner, « Le changement dans la culture rurale canadienne-française », dans Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne-française*, p. 79-80.
19. Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec. La question nationale*, Paris, François Maspero, 1979.
20. Gérald Bernier et Daniel Salée, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX^e siècle* (traduit de l'anglais par Hervé Juste), Montréal, Boréal, 1995.
21. *Ibid.*, p. 56.
22. Ces textes se retrouvent, essentiellement, dans *L'idéologie allemande* (1848) ainsi que dans la « Préface » de la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) ainsi que dans une lettre d'Engels à Joseph Bloch (22 septembre 1890). Les éditions de ces écrits sont nombreuses; je n'indique que les années de parution ou de rédaction.
23. Ce texte figure dans « L'idéologie allemande », *Œuvres III. Philosophie*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1982, p. 1054-1055. On retrouvera un texte semblable, plus long et plus connu, dans la « Préface » de la *Contribution*.
24. Karl Marx, « L'idéologie allemande », p. 1058-1059.
25. Jean-Louis Bertocchi, *Marx et le sens du travail*, Paris, Éditions sociales, 1996, p. 19-20.
26. Karl Marx et F. Engels, « L'idéologie allemande », p. 1063-1064.

27. L'école marxiste a débattu la question de savoir lequel des forces productives ou des rapports de production était déterminant. Plusieurs textes et passages de Marx, surtout dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, laissent croire que Marx lui-même prônait un déterminisme matériel ou technologique. Certains auteurs, dont surtout Gerald Cohen (*Karl Marx's Theory of History : A Defence*, Oxford, Oxford University Press, 1978) et Ramesh Mishra (« Technology and Social Structure in Marx Theory : An Exploratory Analysis », *Science and Society*, 43, 1979, ont ainsi privilégié le déterminisme technologique.
28. Karl Korsch, *Karl Marx*, New York, Russell & Russell, 1963, p. 198-199. Sur la science et la technologie en tant que force productive insérée dans le procès de production surtout capitaliste, on lira Jürgen Habermas, *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé* (traduit de l'allemand par Jean Coste), Paris, Payot, 1988; *La technique et la science comme « idéologie »* (traduit de l'allemand et préfacé par Jean-René Ladmiral), Paris, Gallimard, 1973.
29. Gérard Bernier et Daniel Salée, *Entre l'ordre et la liberté*, *op. cit.*, p. 57.
30. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Costes, c. 1928, p. 313-314.
31. Voir sur ce sujet Guy Dhoquois, *Pour l'histoire*, Paris, Anthropos, 1971.
32. Denis Monière, « L'utilité du concept de mode de production de petits producteurs pour l'historiographie de la Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 4 (mars 1976), p. 487. Ce mode de production se serait aussi implanté au Canada anglais; voir à ce sujet Leo Johnson, « Independent Commodity Production : Mode of production or Capitalist Class Formation? », *Studies in Political Economy*, No. 6, Autumn 1981, p. 93-112. Le débat auquel Johnson fait allusion dans le titre de son article est contenu dans Robert Sherry, « Comments on O'Connor's Review of *The Twisted Dream* », *Monthly Review*, 28, 1 (May 1976), p. 52-53.
33. Marx distingue plusieurs modes de production : le primitif, l'esclavagiste, le féodal, le capitaliste et l'asiatique. L'identification et l'analyse du mode de production asiatique ne sont pas admises par l'ensemble des auteurs marxistes. On pourra consulter, entre autres, Maurice Godelier, « Préface », dans Centre d'études et de recherches marxistes, *Sur les sociétés précapitalistes. Textes choisis de Marx, Engels, Lénine*, Paris, Éditions sociales, 1973, p. 13-142; B. Hindess et P. Q. Hirst, *Pre-Capitalist Modes of Production*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1975.
34. Nicos Poulantzas, « K. Marx et F. Engels », dans François Châtelet, *La philosophie*, tome III, Paris, Marabout, 1979, p. 176.
35. Gérard Bernier et Daniel Salée, *op. cit.*, p. 57.
36. Habermas a critiqué le concept de mode de production élaboré par Marx. Selon lui, Marx a négligé le monde vécu, le monde des significations et des interprétations construites par les individus au sein d'une formation sociale. Par conséquent, sa théorie au sujet du mode de production et de la formation sociale cherche à intégrer la dimension objective, privilégiée par Marx (selon Habermas), et la dimension subjective du monde vécu. Ce monde comprend, selon Habermas, les structures normatives, l'identité, le sens d'appartenance à une communauté. C'est donc dans cette optique que les interviews de répondants et de répondantes de Rayside et Balfour ont été effectués, afin de reconstruire leur monde vécu, leur sens d'appartenance à cette formation sociale.
37. On retrouve ce concept chez Louis Althusser, Étienne Balibar et Roger Establet, *Lire le capital II*, Paris, Maspero, 1967. L'auteur qui l'a élaboré davantage est Pierre-Philippe Rey, *Les alliances de classes*, Paris, Maspero, 1973.

INTRODUCTION

38. Pour une discussion de ces concepts, voir les chapitres 4 et 5.
39. Maurice Godelier, « L'objet les enjeux », dans Maurice Godelier (dir.), *Transitions et subordinations au capitalisme*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991, p. 32.
40. Karl Marx, « L'idéologie allemande », p. 1056-1057.
41. Maurice Godelier, « La part idéale du réel. Essai sur l'idéologique », *L'Homme*, juillet-décembre 1978, XVIII (3-4), p. 157.
42. Karl Marx, « L'idéologie allemande », p. 1060.
43. Wally Seccombe, « Marxism and Demography », *New Left Review*, No. 137, January/February 1983, p. 28. Voir aussi l'article de Heidi Hartmann, *op. cit.*, et Christine Delphy et Diana Leonard, « Class Analysis, Gender Analysis and the Family », dans Rosemary Crompton et Michael Mann (dir.), *Gender and Stratification*, New York, Polity Press, p. 57-73.
44. Christine Delphy, « Agriculture et travail domestique : la réponse de la bergère à Engels », *Nouvelles questions féministes*, n° 5, printemps 1983, p. 7.
45. Christine Delphy emploie le concept de mode de production domestique pour décrire ce phénomène. Elle écrit à ce sujet : « Or le mode de production domestique, dans son acception originelle, s'applique [...] à cette structuration de la famille, et l'analyse comme une façon socialement spécifiée d'extorquer du travail gratuit, donc comme une forme d'exploitation, et en conséquence considère la famille comme un système de classes » (*ibid.*, p. 12).
46. Karl Marx, *Œuvres I. Économie, op. cit.*, p. 1146.
47. Karl Marx, « Le Capital, livre troisième », dans *Œuvres II. Économie*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, 1968, p. 1400-1401.
48. Dans *Œuvres I. Économie*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1965, p. 254.
49. J'ai aussi emprunté à Émile Durkheim certaines de ses idées sur le ce sujet. Voir surtout *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Presses universitaires de France, 7^e édition, 1985.
50. Sur l'importance du nom de la personne pour comprendre la source de domination, voir Pierre Bourdieu, « La domination masculine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 84, septembre 1990, p. 4-31.
51. Karl Marx, *Œuvres II. Économie*, p. 365-382. L'ouvrage de Maurice Godelier (dir.), *Transitions et subordinations au capitalisme*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991, illustre très bien l'utilité de ces concepts pour comprendre et analyser la transition.
52. Sur ce sujet, on pourra consulter notre thèse de doctorat, « Sudbury 1883-1946. A Social Historical Study of Property and Class », Ottawa, Université Carleton, 1989.
53. Henri Lefebvre, *La pensée de Karl Marx, op. cit.*, p. 212. Marx décrit en partie sa méthode dans son « Introduction générale à la critique de l'économie politique », *Œuvres. Économie I*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1965, p. 254. « Il est apparemment de bonne méthode de commencer par le réel et le concret, la supposition véritable; donc, dans l'économie, par la population qui est la base et le sujet de l'acte social de la production dans son ensemble. Toutefois, à y regarder de près, cette méthode est fautive. La population est une abstraction si je laisse de côté, par exemple, les classes dont elle se compose. Ces classes sont à leur tour un mot vide de sens, si j'ignore les éléments sur lesquels elles reposent, par exemple le travail salarié, le capital, etc. Ceux-ci supposent l'échange, la division du travail, le prix, etc. Le capital, par

exemple, n'est rien sans le travail salarié, sans la valeur, la monnaie, le prix, etc. Si donc je commençais par la population, je me ferais une représentation chaotique de l'ensemble; puis, par une détermination plus précise, en procédant par analyse, j'aboutirais à des concepts de plus en plus simples, du concret perçu aux abstractions de plus en plus ténues. Ce point atteint, il faudrait faire le voyage à rebours et j'aboutirais de nouveau à la population. »

54. On pourra consulter Derek Sayer, *Marx's Method : Ideology, Science and Critique in Capital*, 2nd edition, Brighton, Harvester Press; Atlantic Highlands, Humanities Press, 1983.
55. Les données sur la coupe du bois ont été obtenues grâce à la persévérance de Joel Saint-Louis, étudiant du Département d'histoire de l'Université Laurentienne, et aux conseils du professeur Guy Gaudreau du Département d'histoire.

CHAPITRE 1

La paroisse

« La ville de Chelmsford était le cœur des campagnes environnantes. C'était totalement relié à Chelmsford; c'était la paroisse, donc tout était relié à la paroisse. »

Répondant de Balfour

Au Canada français, de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e, la paroisse catholique apparaît partout comme la forme dominante, que ce soit dans ses manifestations architecturales, dans le discours de ses habitants ou dans les premiers produits de la connaissance sur lui-même.

La grande majorité des chercheurs qui ont étudié la petite production agricole qui prédomine au Canada français à cette époque ont noté ce fait. « Il est superflu de rappeler, écrit Jean-Charles Falardeau, l'importance qu'a eue la paroisse comme structure sociale dans le Canada français rural du XIX^e siècle¹. » L'inventaire des écrits sur la paroisse et l'Église catholiques qu'a dressé cet auteur donne un aperçu de l'abondance et de l'importance qu'ont eues les recherches religieuses pour l'avancement des connaissances sur le Canada français. « L'histoire du Canada français c'est l'histoire de l'Église catholique. » Selon lui, « la société canadienne-française a été depuis les débuts mêmes de son établissement, à tel point circonscrite, contenue et dominée tout entière par le clergé et les chefs ecclésiastiques, que son histoire se confond en tous points avec celle de l'Église canadienne² ».

À la différence de plusieurs sociétés occidentales contemporaines où l'Église catholique et ses institutions sont *dans* la société et non *de* la société et où la pratique de la religion constitue pour les individus un secteur dissocié des autres types de comportements sociaux, au Canada français, les attitudes et les conduites

religieuses imbibent en quelque sorte l'ensemble de l'existence. Il n'y a pas d'une part, les valeurs et les attitudes religieuses et, d'autre part, les valeurs et les attitudes temporelles. Il y a une existence globale de l'individu qui est formé et informé par les valeurs et les normes religieuses³.

Pour s'en convaincre davantage, il s'agit de lire les nombreux écrits historiques et sociologiques qui traitent de cette formation sociale⁴.

Non seulement les scientifiques et les observateurs ont noté cette domination de l'Église catholique et de la paroisse, mais, dans leurs représentations d'eux-mêmes, les Canadiens français producteurs et produits de cette formation sociale leur accordent une nette priorité.

Dans son étude consacrée aux idéologies du Canada français de 1850 à 1900, Fernand Dumont écrit :

Mais on ne saurait méconnaître que l'Église apparaît comme une pièce essentielle dans la société de l'époque. Le catholicisme est, même pour ceux qui sont le plus prévenus contre elle, comme un des principaux facteurs distinctifs de la culture canadienne-française⁵.

Plusieurs auteurs ont noté l'emprise de l'idéologie dite ultramontaine définie par le clergé catholique surtout à compter de 1850⁶, une idéologie qui explique et justifie le type de formation sociale rurale et agricole.

Selon cette idéologie, « l'agriculture, qui constitue effectivement l'infrastructure de la société, est le thème central⁷ » et constitue de plus un facteur de cohérence sociale. Dans cette idéologie, les notions de cohérence, d'harmonie, d'intégration, d'unanimité sont fort importantes. « Deux éléments de la structure sociale incarnent et fondent, dans leur configuration propre comme dans leur réciprocité, cette unanimité : la famille et l'Église⁸. »

La famille est l'unité de base de ce type de formation sociale. Et d'ailleurs la nation ou le peuple canadien-français ou franco-ontarien sont définies en grande partie par analogie avec la famille. Enfin, c'est l'Église qui tout naturellement est au sommet de cette cohérence sociale.

Il est par conséquent évident que le clergé ou le prêtre, qui a défini cette idéologie, y assume un rôle de premier plan.

Le prêtre par cela seul qu'il est prêtre, parce qu'il doit être plus que tout autre étranger à l'ambition et à l'intérêt personnel, est appelé à connaître les faits et les événements de la société; parce qu'il a la mission de Dieu pour les juger et les apprécier; parce qu'il est le gardien né de la morale en tous lieux, en tous temps et que la morale est liée nécessairement aux institutions sociales; parce qu'il a la mission d'instruire, de protéger les peuples comme les individus⁹.

L'Ontario français

Dans l'Ontario français, la situation n'est pas différente, car « la société franco-ontarienne, telle qu'on a pu l'observer au XIX^e siècle, ne se comprend que comme une partie du Canada français auquel elle se rattache et s'identifie, avec lequel elle partage les mêmes valeurs, les mêmes traditions, les mêmes croyances, la même histoire¹⁰ ».

Jusqu'à la Révolution tranquille du Québec en 1960, le sens qui émanait du complexe communicationnel de la collectivité ne différait pas sensiblement de l'ensemble du Canada français auquel il se trouvait inextricablement lié [...] le schème symbolique qui s'actualisait au sein de ces enclaves francophones et qui réglait les relations entre les sujets et les groupes s'abreuyaient à une tradition culturelle où prédominaient le code religieux et les interprétations religieuses de la réalité¹¹.

Comme ailleurs au Canada français, mais aussi avec ses différences et ses spécificités, « l'Église catholique romaine a joué un rôle fondamental dans l'Ontario d'antan, surtout de 1850 à 1950. Pendant la première moitié du XX^e siècle, l'Église sera même l'institution sociale franco-ontarienne la plus importante¹². »

Partout où se forme une communauté suffisamment nombreuse de Canadiens français en Ontario à l'époque qu'on peut appeler de colonisation, surtout à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, le curé et la paroisse s'établissent parce qu'à cette époque « l'épiscopat canadien-français dirige à toute fin pratique l'Église catholique de l'Ontario¹³ ». Comme au Québec¹⁴, le nombre de clercs augmente considérablement dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e, ce qui facilite l'implantation de nouvelles paroisses pour accompagner les migrations des Canadiens français en Ontario.

À compter de la fin du XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'Église prend de plus en plus de relief en Ontario français et augmente son emprise sur la conscience des fidèles. La proportion de clercs d'origine française dans les rangs du clergé catholique de l'Ontario, soit 24% en 1984, témoigne de cette emprise¹⁵.

Cette emprise se situe à plusieurs niveaux. Le clergé devient en grande partie le leader de la communauté sur le plan religieux autant qu'idéologique, social et culturel.

L'Église catholique et son clergé dirigent des campagnes de colonisation, militent en faveur de l'établissement d'écoles et d'organisations religieuses, se font les promoteurs de la survivance linguistique et culturelle, le tout dans le cadre d'une idéologie ultramontaine¹⁶.

La minorité française de l'Ontario est ainsi dotée d'un clergé zélé, d'idéologie ultramontaine, et résolument engagé sur la voie des œuvres sociales et économiques favorables à son peuple¹⁷.

Il n'est donc pas surprenant que le clergé et la paroisse aient joué un rôle dominant au sein des communautés canadiennes-françaises qui se sont établies, à la fin du XIX^e siècle, dans le nord-est de l'Ontario et plus particulièrement dans la région de Sudbury à la suite de la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique.

Dans cette région de la province, ce sont les missionnaires, Jésuites et Oblats, qui parcourent le territoire au XIX^e siècle pour assister les colons et les ouvriers catholiques. Ces missionnaires, qui œuvraient à l'évangélisation des autochtones depuis le XVII^e siècle¹⁸, ont tôt fait de desservir les petites communautés canadiennes-françaises qui s'établissaient le long de la voie ferrée pour y exploiter les terres agricoles ou pour travailler dans les chantiers forestiers ou miniers.

Le cas des Jésuites à Sudbury est un exemple typique :

L'histoire de Sudbury date de 1883. À cette époque, les Pères Jésuites exerçaient leur ministère auprès des cheminots qui travaillaient à la construction du chemin de fer Pacifique Canadien. Des postes, nombreux et éloignés les uns des autres, s'échelonnèrent le long de la voie ferrée. Le champ d'action des missionnaires allait s'élargissant [...] Sudbury, à cause de sa position plus centrale et de la population plus dense qui l'environnait, fut dès lors le pied-à-terre des missionnaires. De là, ils rayonnaient en courses incessantes à la suite des travailleurs s'avançant avec les progrès de la construction de la voie ferrée¹⁹.

Presque partout dans le Nord-Est, le curé et la paroisse accompagnaient l'établissement de la communauté près de la voie ferrée du Canadien Pacifique ou des exploitations forestières. Par exemple, Bonfield dans le Nipissing, aussitôt après sa fondation, « devenait une desserte permanente où les missionnaires oblats de Mattawa viendraient dire la messe régulièrement²⁰ ». La paroisse de Bonfield est établie en 1886. La même année, les premiers colons arrivent à Tête-du-Lac, aujourd'hui Astorville (nommé d'après le premier curé Joseph-Antonin Astor), à quelques kilomètres à l'ouest de Bonfield. « Quand donc le zélé missionnaire visite la Tête-du-Lac, la colonie est assez importante pour qu'on veuille aussitôt bâtir une chapelle [...] Le chantier de la première chapelle s'ouvre donc le 3 octobre 1887, un lundi probablement. Ce matin-là, on se rend sur le lot 19, concession 2; c'est la propriété de J.-A. Lévesque. Celui-ci en a cédé un demi-arpent pour loger le bon Dieu²¹. »

Plus à l'ouest de Sudbury, soit à Blind River, un petit centre de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de l'industrie forestière, sur les bords du lac Huron, se répète la même histoire.

Dès les débuts de Blind River, l'Église joua un rôle prépondérant. Vers 1860, c'est-à-dire avant la fondation du village, de zélés missionnaires jésuites évangélisaient les indiens de la région²².

Cette importance de l'Église, de la paroisse et du curé dans ce type de formation sociale se reflète dans le fait que, parmi les premiers produits de la connaissance sur elle-même, on retrouve des monographies de paroisses et des biographies de prêtres missionnaires²³.

Il n'est donc pas surprenant que, dans ce contexte, l'Église et la paroisse jouent un rôle de premier plan dans la communauté de Rayside et Balfour.

Nos braves colons sont hantés par une seconde (la première étant celle de défricher la terre), mais non moins valeureuse pensée, celle de former une belle paroisse canadienne-française. Sous leur influence le patriotisme fleurit en même temps que les champs se recouvrent de moisson²⁴.

En effet puisque les premiers colons s'établissent dans différents secteurs des deux cantons, les uns plus à l'est dans un village qui prendra le nom d'Azilda²⁵ sur les bords du lac Whitewater et les autres à Chelmsford où le Canadien Pacifique installe une petite gare, on se dispute très tôt – dès 1886 – l'emplacement de la première chapelle. Le témoignage suivant est éloquent :

L'Église. On pourrait écrire « Église » avec une lettre majuscule tellement elle joue un rôle important dans notre paroisse.

Son début [...] Est-ce légende ou de l'histoire? Joseph Bélanger, pionnier fier et courageux, arrive en 1886 pour s'établir à Azilda, alors que son frère Onésime et son beau-frère Gatien Blais s'établissent à Chelmsford. Joseph Bélanger aime dire à tous ces gens de Chelmsford qu'un jour on verrait une grande ville à Azilda alors que Chelmsford ne serait qu'un petit village. Quelques années plus tard, voilà la bonne occasion qui s'amène : les pères Jésuites, qui desservent la petite mission, décident de construire une chapelle pour sauver toutes les âmes qui sont en train de se perdre. Joseph Bélanger ne laisse pas passer cette aubaine : une ville, ça débute toujours avec une église et il s'empresse d'offrir un beau terrain tout défriché. Mais les pionniers de Chelmsford s'ils ne sont pas aussi nombreux que ceux d'Azilda, sont mieux établis avec des hôtels, des magasins, des billards, des restaurants, un bijoutier, un boulanger, etc. et ils trouvent plus logique de construire la chapelle sur le terrain de dix acres et demi, acheté des terres de la Couronne par le diocèse de Peterborough pour la construction de la chapelle sur la rue Front. Les Pères Jésuites trouvent la situation difficile.

Joseph Bélanger décide de régler le problème tout seul, et du même souffle il monte la charpente d'une chapelle sur le terrain proposé, c'est-à-dire près de chez lui. Les gens de Chelmsford voient ce geste d'un mauvais œil. Pendant la nuit, la charpente brûle. Quel mystère! Jusqu'à nos jours, les membres de sa famille ont cru qu'une main criminelle avait brûlé la charpente. Qui est ou qui sont ces criminels? On ne le sait pas, et personne ne s'avoue coupable du méfait. Il est inconcevable qu'un tel secret n'ait jamais été mis à jour, et c'est avec amertume que

Joseph Bélanger voit les premiers jalons de la chapelle s'aligner à l'endroit même où est la présente église Saint-Joseph²⁶.

Cet événement est corroboré par Lionel Séguin, curé de la paroisse Saint-Joseph en 1945. Selon le récit qu'il en fait, l'évêque du diocèse de Peterborough²⁷ avait projeté de construire une église dans les cantons de Rayside et Balfour quand le nombre des premiers colons deviendrait assez considérable. Il avait d'abord obtenu un emplacement pour cette construction dans la concession 2 de Rayside, soit sur la propriété de Joseph Bélanger.

Cet endroit semblait être le plus central et le plus populaire pour y établir le futur village. Ceux qui demeuraient où est maintenant notre cité [Chelmsford] voulaient l'église où elle est sise actuellement. D'où vinrent des controverses assez acerbes, entre les partisans de la candidature des deux places, qui sollicitaient l'honneur d'être l'embryon d'un futur village. Dans Rayside on commença à construire la chapelle, quand, un bon jour, plutôt une bonne nuit, le feu eût tôt fait de tout détruire. M. Zothique Régimbal assura que c'était l'oeuvre d'une main criminelle. La construction de notre église commença en 1891 pour se terminer en 1892²⁸.

Toujours est-il que, seulement huit ans après l'arrivée des premiers colons sur les terres de Rayside et Balfour, la première chapelle était érigée et un premier prêtre missionnaire de la paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury était nommé curé. « On ne pourrait que bien difficilement s'imaginer comment un groupe de Canadiens-français songerait à s'établir, avec la pensée de survivre, sans son église, son presbytère, son curé et ses écoles²⁹. »

Jusqu'à l'érection de la paroisse Saint-Joseph en 1896, les Jésuites ont assisté les catholiques de Rayside et de Balfour. D'ailleurs, les baptêmes, les mariages et les sépultures des habitants de Rayside et Balfour sont inscrits dans les registres paroissiaux de Sainte-Anne jusqu'en 1896³⁰. Ils ont même continué à s'occuper de la nouvelle paroisse jusqu'à l'arrivée, en 1906, du Père Stéphane Côté qui en sera le curé jusqu'en 1945³¹. Stéphane Côté, né à Joliette en 1876, était arrivé dans la région de Sudbury en 1903 et il assumait la cure de la nouvelle paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire à Blezard Valley. Ce village canadien-français était situé à environ un kilomètre à l'est de la limite nord-est du canton de Rayside. Le curé de la paroisse avait donc plusieurs familles de ce canton à sa charge.

La construction de la chapelle fut suivie de celle du presbytère en 1898, peu de temps avant l'arrivée du curé Côté. Ce dernier, ayant obtenu trois religieuses de la congrégation des Soeurs grises de la Croix d'Ottawa pour l'enseignement dans l'école de Chelmsford, cède aussitôt sa maison aux religieuses et s'en fait construire une nouvelle dont il prend possession en 1907. Il s'occupe aussi de rénover la première école bâtie en 1889.

C'est toutefois sur la construction d'une nouvelle église que le nouveau curé concentre ses efforts.

En mai 1910, Monsieur l'abbé Côté décide, avec un conseil fantôme de paroissiens, de construire une église. Il en a vu en Europe lors de son voyage à Rome. Ce voyage l'a impressionné; il a eu le bonheur de voir le Pape Léon XIII, mais il a vu aussi de belles églises de style roman. Après quelques dessins, plans et explications, voilà tout le monde convaincu que c'est l'église que Chelmsford mérite, et voilà que s'ébranle tout ce qui se meut pour ne jamais s'arrêter³².

L'église a fière allure avec son beau « clocher d'argent qui domine fièrement l'humble village³³ ». C'est le bâtiment le plus imposant du village, sinon de toute la Vallée, qui coûte plus de 60 000 \$, une somme considérable à cette époque. Les plans sont tracés par un architecte de Montréal, Alphonse Venne, et un maçon, également de Montréal, est embauché. Cette dépense d'argent et d'énergie est ainsi justifiée par le curé Côté lors de la grande messe pontificale du 2 décembre 1913, qui couronne les cérémonies de bénédiction de l'église par l'évêque du diocèse.

La maison qui abrite le Roi des rois n'est jamais trop belle, ni trop riche [...] L'argent que nous dépensons pour le bon Dieu, son temple est le meilleur placement pour le temps et l'éternité³⁴.

L'église est, bien sûr, due à la persévérance du curé, mais elle est surtout le fruit de nombreux dons en services, en matériel et en argent de la part des paroissiens. Déjà en 1908, le curé Côté avait commencé à faire signer des billets par les paroissiens pour la construction de l'église.

Maintenant que je suis installé confortablement dans mes nouveaux quartiers, il faut entreprendre la construction d'une nouvelle église pour y loger encore mieux le Roi des rois. Tout le monde en reconnaît l'urgente nécessité. C'est pourquoi sans nul obstacle je faisais signer des billets, au montant de \$26,000³⁵.

Dans sa biographie de Mgr Côté, Jean Archambault décrit ainsi la campagne de souscription du curé de la paroisse. « À chaque chef de famille, il demande de signer un billet promissoire de dix ans. Chacun promettra selon ses moyens. Aux plus fortunés, le Curé ne se gêne pas de rappeler leurs devoirs envers Dieu et la communauté paroissiale. Aux autres, il demande simplement d'être généreux³⁶. »

Son successeur, le curé Lionel Séguin, écrit pour sa part : « Deux cent vingt-trois personnes se firent bonnes pour \$22, 015.00. En 1909, on transporta sur les lieux 525 cordes de pierre, prises aux environs du village³⁷. » Presque toutes les familles de la paroisse ont signé des billets puisque les recensements faits par le curé en 1908 et 1911 dénombraient respectivement 294 familles³⁸ et 300 familles³⁹.

Des pierres ont également été données et plusieurs hommes ont bénévolement transporté ces dernières sur le site.

Il y a une carrière de belles pierres le long de la voie ferrée, à l'ouest du village. Le propriétaire, Placide Labelle, est heureux d'en faire cadeau à la nouvelle église. Madame Marie-Rose Groulx, née Blais, se souvient d'avoir vu, l'hiver, alors que le travail de la ferme est moins onéreux, des pionniers charger les traîneaux, ou les « stone boats », de pierres bleues prises des carrières de la ferme de son père, Honoré Blais, que son oncle Pierre Grondin lui avait léguée. Et c'est une procession de véhicules traînés lentement par des chevaux; des murs d'une épaisseur de près d'un mètre en exigent de la pierre et il y a tant d'ouvrage qui les attend sur leur terre! C'est ici que les femmes encouragent leurs hommes à tenir bon : et elles se chargent de faire le train des étables et des écuries. C'est vrai de dire que tous, hommes, femmes et enfants, aident à construire l'église⁴⁰.

Donc en 1913, la paroisse Saint-Joseph est pourvue d'une église, d'un presbytère, d'un couvent qui abrite les Soeurs grises de la Croix, d'une école de village où enseignent les religieuses et de sept écoles de rang, dont deux dans le canton de Rayside.

L'école est certes un élément précieux pour la communauté.

L'école, asile élevé à la vertu et à la science, devrait donc être considérée comme annexe de l'église et du presbytère [...] Pour nous, Canadiens-Français, l'école est encore plus que cela, c'est le château-fort également de la formation de la mentalité, non seulement catholique mais canadienne-française. L'école, du fait, a toujours été considérée comme la gardienne de nos traditions ancestrales et de notre langue, le véhicule de notre foi⁴¹.

Le curé joue un rôle actif dans l'établissement et la rénovation d'écoles françaises et catholiques. Depuis la construction de la première école en 1889, l'école Saint-Joseph, huit autres écoles, surtout des écoles de rang, ont été construites dans Rayside et Balfour jusqu'en 1945. La plupart de ces écoles sont construites avant 1913 (si on fait exception de l'école Sacré-Coeur érigée en 1919, mais dans la concession 1 du canton de Morgan, près de la limite nord du canton de Balfour). La construction de nouvelles écoles reprendra de plus belle à la fin des années 1930 et surtout dans les années 1950 et 1960, lorsque la population commencera à s'accroître, surtout à Azilda et Chelmsford⁴².

Au sein de la paroisse, des associations et congrégations naissent au cours des années. La plupart des associations établies dans Rayside et Balfour jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale sont de nature religieuse. Ainsi les Dames de Sainte-Anne, les Enfants de Marie, la Ligue du Sacré-Coeur, l'Association catholique de la jeunesse canadienne (ACJC) masculine et féminine sont établies graduellement à compter de 1906. On compte aussi la Fédération des femmes canadiennes-françaises et le Cercle pédagogique Stéphane Côté. La

plupart de ces organismes voient le jour dans les années 1930. Il va sans dire que le curé de la paroisse est l'aumônier de tous ces organismes.

En 1935, le curé Côté fait aussi construire une salle paroissiale et une salle pour l'ACJC. De sorte que, du côté nord-ouest de la rue Errington à Chelmsford, on trouve au début de la Deuxième Guerre mondiale un domaine ecclésiastique : église, presbytère, salle paroissiale, salle de l'ACJC et couvent.

La paroisse Saint-Joseph est aussi active au sein de l'Association canadienne-française de l'Ontario⁴³ établie en 1910 pour défendre les droits des Canadiens français de la province à la veille du Règlement XVII. Le curé Côté, qui participa au congrès de fondation de l'ACFÉO, est élu vice-président de cette association et il sera toujours présent aux réunions par la suite.

En 1910, les pères de familles canadiennes-françaises d'Ontario étaient conviés à Ottawa dans le but d'organiser l'Association Canadienne-française d'Éducation d'Ontario pour la protection et la défense de nos droits scolaires. Non seulement notre paroisse était représentée à cette première réunion, mais elle n'a jamais manqué d'envoyer, depuis, des délégués à chacun des congrès subséquents. Nous avons compris que l'union fait la force, que l'Association accomplit un travail merveilleux et que son existence est nécessaire aujourd'hui, peut-être autant et plus que jamais. C'est pourquoi notre paroisse envoie chaque année une contribution substantielle⁴⁴.

Il va sans dire que la paroisse compte aussi sa cellule de l'Ordre de Jacques-Cartier⁴⁵.

Dès 1913, la paroisse compte outre une caisse populaire fondée à la suite de la visite du fondateur du mouvement coopératif, Alphonse Desjardins, le 11 octobre. « Après sa conférence sur le fonctionnement des Caisses, 182 personnes prennent des parts de \$5. L'adhésion est libre mais fortement influencée par l'abbé Stéphane Côté⁴⁶. » Ce dernier en est d'ailleurs le premier président. Cette première caisse cessera d'exister en 1926⁴⁷. Une deuxième caisse obtiendra sa charte provinciale le 11 avril 1944.

Le curé

Le curé a évidemment joué un rôle important dans l'essor de la paroisse et, par conséquent, dans le développement de la communauté de Rayside et Balfour. Cela est dû en partie à la personnalité même de l'abbé Côté, au fait qu'il a habité la paroisse pendant près de 40 ans et aussi au fait que, dans ce type de formation sociale, le curé était le chef de la communauté.

Mgr Côté avait une forte personnalité comme l'atteste son biographe :

On a parfois dit que Mgr Côté a trop souvent fait peser sur sa paroisse le poids de son grand prestige ; il en aurait abusé jusqu'à être autoritaire. En y mettant un

bémol, ne pourrait-on pas dire que pour le plus grand bien d'une paroisse encore en fondation, il a pris l'habitude de ne pas se laisser conduire par les choses et les gens. Sans vouloir tout régenter, il a toujours revendiqué, un peu trop fortement parfois, le droit du curé d'intervenir partout, dans sa paroisse, où les intérêts spirituels sont en jeu. Avant de faire plaisir à ses paroissiens, il voulait leur faire du bien, selon son devoir de prêtre⁴⁸.

Dès le premier abord, il prend sur ceux qui font sa connaissance un ascendant très fort. De ce prestige, Mgr Côté était assez conscient. On lui a même déjà reproché d'en avoir abusé pour exercer dans sa paroisse une espèce de dictature⁴⁹.

Le curé était donc, de nature, un homme imposant. Selon ce même auteur, le curé Côté était de plus un excellent administrateur ainsi qu'un bon pasteur. La personnalité n'explique pas tout cependant. Mgr Côté et ses successeurs immédiats estimaient que le rôle du curé était de diriger la paroisse et la communauté.

Vérité ou légende : qui le dira ? En tout cas, il pourrait y avoir un fond de vrai dans l'anecdote suivante.

Il y avait eu, dit-on élection, à la mairie de Chelmsford, quelques jours plus tôt. Le scrutin dépouillé et l'élu proclamé, la vie reprend comme de routine. À quelquel temps de là, le curé rencontre le nouveau magistrat. Poignées de main au coin de la rue, face au public. Félicitations congrues.

« Te voilà élu, dit le curé, mais souviens-toi que c'est toujours moi qui mène⁵⁰. »

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le curé était le fondateur et l'aumônier de la plupart des organismes de la communauté. Parfois il en assumait la présidence. Sa direction, comme la citation le montre bien, ne se limitait pas aux choses spirituelles. Ainsi, les archives du Sudbury Board of Trade montrent que Mgr Côté était le leader et le porte-parole d'une délégation de citoyens de Rayside et de Balfour venue demander de meilleures routes entre Chelmsford et Sudbury afin que les fermiers puissent mieux écouler leurs produits agricoles dans les marchés et les magasins de la ville⁵¹.

Le curé s'est fait en outre le défenseur des droits linguistiques et scolaires des Canadiens français de sa région et de sa province. Le curé Côté, ainsi que ses successeurs, a été très actif au sein de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario.

Il n'est pas exagéré de dire que le curé prenait même des airs de majesté. Il est fêté tous les ans vers le 25 mai, date anniversaire de son ordination. En 1924, lors du 25^e anniversaire de son sacerdoce, la paroisse fête pendant trois jours.

Des menuisiers ont élevé des arches tout le long de la route depuis Azilda jusqu'à Chelmsford. Certaines sont décorées d'anges vivants. Munies de petits drapeaux,

les foules en délire à la vue de leur pasteur qui s'amène dans une décapotable crient : « Vive notre curé, vive Monsieur le curé », puis on applaudit sa présence. C'est émouvant, on pleure d'émotion. Les jours qui suivent sont remplis de chants, de concerts, de banquets, de messes et de jeux⁵².

Les paroissiens l'ont aussi fêté lors de son investiture comme pronotaire apostolique, le 15 avril 1936.

Même lors des visites de paroisse, le curé s'attend à ce que les parents et les enfants observent un certain décorum.

[...] il s'attend à ce qu'on le reçoive avec une certaine cérémonie, puisqu'il représente Jésus-Christ. Il faut donc que la famille soit là au grand complet. Chacun doit être en tenue convenable; il ne peut être question de recevoir le Curé en habit de travail⁵³.

Deux répondantes rappellent aussi ces visites de paroisse : « Y v'naient nous visiter, y faisait sa visite de paroisse pis on faisait certain que tout était ben propre. Pis là quand y rentrait, on s'mettait tout à g'noux, y nous bénissait pis là y nous donnait des médailles. C'était une grosse visite. On respectait le curé. »

Il va de soi que le curé est le chef spirituel, idéologique de sa paroisse, de sa communauté. Ce rôle, le curé le jouait surtout lors des cérémonies religieuses, surtout dans le cadre de ses sermons. Mais il le jouait aussi à plusieurs niveaux de sorte que l'idéologie religieuse, ultramontaine, imprégnait l'ensemble des attitudes et des comportements des paroissiens.

Le curé faisait certes la promotion d'un mode de production lié à la terre, à l'agriculture. Puisque la nature avait été créée dans « un ordre parfait régi par des lois physiques voulues par le Créateur⁵⁴ », quoi de plus noble et de plus grand que de tirer sa subsistance de la terre ?

Nos ancêtres sont venus ici de divers endroits pour y gagner leur subsistance. Voyant notre belle étendue de terre et sa qualité, ils désirèrent y demeurer indéfiniment. Quel en a été le résultat ? De nombreuses paroisses se sont fondées, des écoles établies, des collèges, couvents, orphelinats, etc. ont ouvert leurs portes à nos enfants, nos malades, nos orphelins⁵⁵.

Les curés sont donc peïnés de voir ce mode de vie s'effriter.

Il est pénible de constater, de nos jours, que nombre de Canadiens français abandonnent leurs terres pour les laisser aux étrangers. La facilité de trouver de l'emploi, les gros salaires, les heures courtes de travail, l'amour des plaisirs et d'autres facteurs contribuent à détourner nos jeunes gens de l'industrie agricole.

Groupons-nous autour de nos clochers; c'est là encore que nous pourrions le mieux affermir notre foi, conserver nos saines traditions et coopérer à l'extension du règne du Christ⁵⁶.

C'est sur le plan moral que le curé exerce une influence certaine. Une septuagénaire qui nous a livré son histoire de vie affirme : « Ah ben l'curé, c'est lui qui, quand y disait quelque chose, fallait l'faire. » D'autres répondants, autant les hommes que les femmes, ont noté le lien entre la grosseur des familles et le discours du curé, plus particulièrement l'importance qu'il portait au devoir de procréation. Un homme, qui rappelle que sa mère a eu quatorze enfants, déclare :

La religion a eu grand-chose à faire avec ça. Pour le prêtre, y fallait s'marier et avoir des enfants. Mon idée, c'est qu'il aurait dû parler plus du bon Dieu et laisser faire ce qui se passe dans les familles.

Une femme de Balfour affirme que, pour les femmes, avoir des enfants « c'était qués'ment nature, c'était, c'était un devoir de famille. Le curé encourageait toujours à chaque fois qu'y faisait sa visite de paroisse, y disait c'est tu beau une belle famille; pis tsé, y encourageait les mères. » Pour ces dernières, il n'était jamais, mais jamais question d'empêcher la famille.

Pour une autre répondante, il ne fait pas de doute que « pour moi, le curé c'était et c'est le chef spirituel de la paroisse ».

Lorsqu'on lui demande de parler de l'influence et du rôle du curé dans la communauté, ce septuagénaire répond :

Si on part du début de ma jeunesse, dépendant du curé, à Chelmsford y avait Mgr Stéphane Côté qui avait beaucoup d'influence. Cette influence, au fur et à mesure que d'autres curés sont venus, ou peut-être la mentalité des gens ou les curés avaient peut-être – euh – pas les mêmes valeurs personnelles, ça l'a diminué beaucoup; ça l'a frappé une partie très basse dans les années soixante-dix. Je ne pourrais pas dire qu'aujourd'hui le curé est toujours, comme on dit en anglais, « head man », ch'pourrais pas dire que c'est lui qui – ah – mène tout comme c'était dans ma jeunesse.

Une autre répondante parle aussi du curé dans des termes semblables :

Ch'pense qu'aujourd'hui les enfants perçoivent le curé comme le personnage qui administre les sacrements. Tandis que pour nous autres, c'était plus proche que ça. C'était plus – euh, euh – t'sais, c'était le personnage que tu rencontrais tous les dimanches et durant la semaine, que tu allais consulter de temps à autre et puis – euh – c'était quand même quelqu'un de très respectable dans la paroisse et tout l'monde le respectait. De nos jours, ben, des fois y a, on rencontre des gens qui connaissent même pas l'curé, pas nécessairement parce qu'ils ne l'aiment pas, mais ils ne le connaissent pas parce que pour eux c'est quelque chose en dehors de leur vie personnelle.

Plusieurs répondants ont rappelé le rôle du curé comme rassembleur ou animateur de la communauté. Ils se sont presque tous appelé, par exemple, les piques-niques paroissiaux et les bazars qu'il organisait chaque année et qui

réunissaient tous les gens de la communauté et même plusieurs Canadiens français des communautés environnantes. « Le monde, y t'nait beaucoup » aux bazars et aux piques-niques, nous raconte une répondante. Une autre se rappelle aussi ce qui suit :

Le monde y amenait ben du manger au curé. T'sais – euh – des patates, pis des légumes, des poules. Ah oui, y supportait ben l'curé dans c'temps là. Mé l'curé demandait pas beaucoup d'argent parce que le monde n'avait pas. Ça fait que l'monde au lieu de payer à la quête, y donnait de quoi de la ferme.

Une symbiose

Apparemment donc, tous les éléments de cette formation sociale se tiennent. Paroisse, famille, parenté, communauté, terre, agriculture, école, curé, ces éléments constituent une sorte de symbiose, de charpente dominée par l'Église catholique.

Cette symbiose, dont ce chapitre n'a tracé que quelques aperçus, conduit en plusieurs sens à la conception que se fait Émile Durkheim de la religion, du rapprochement qu'il établit entre religion et société. En effet, pour Durkheim, la religion c'est, bien sûr, « un système solidaire de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées, c'est-à-dire séparées, interdites, croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale, appelée Église, tous ceux qui y adhèrent⁵⁷ ».

Durkheim veut remonter aux sources de la religion. Son analyse du totémisme comme système religieux primitif l'amène à conclure :

Ce que nous trouvons à la base de la pensée religieuse, ce ne sont pas des objets ou des êtres déterminés et distincts qui possèdent par eux-mêmes un caractère sacré; mais ce sont des pouvoirs indéfinis, des forces anonymes, plus ou moins nombreuses selon les sociétés, parfois même ramenées à l'unité [...] ⁵⁸.

Cette force qui détient ces pouvoirs c'est la société. D'une manière générale, il n'est pas douteux qu'une société a tout ce qu'il faut pour éveiller dans les esprits par la seule action qu'elle exerce sur eux, la sensation divine; car elle est à ses membres ce qu'un dieu est à ses fidèles⁵⁹.

Ainsi les croyances et les symboles communs de la société ou de la communauté sont aussi en grande partie les mêmes que ceux de la religion auxquels adhèrent les membres. « Nous entrevoyons maintenant la raison profonde pour laquelle les dieux ne peuvent pas plus se passer de leurs fidèles que ceux-ci de leurs dieux; c'est que la société, dont les dieux ne sont que l'expression symbolique, ne peut pas plus se passer des individus que ceux-ci de la société⁶⁰. »

La participation des membres de la communauté au culte a des conséquences fort importantes selon Durkheim :

C'est pourquoi on peut être assuré par avance que les pratiques du culte, quelles qu'elles puissent être, sont autre chose que des mouvements sans portée et des gestes sans efficacité. Par cela seul qu'elles ont pour fonction apparente de resserrer les liens qui attachent le fidèle à son dieu, du même coup elles resserrent réellement les liens qui unissent l'individu à la société dont il est membre, puisque le dieu n'est que l'expression figurée de la société⁶¹.

Les croyances et les rites rattachés à une religion particulière sont même inséparables les uns des autres. Ils rassemblent évidemment les membres non seulement dans une religion, mais aussi dans une société. Les rites, positifs, négatifs et piaculaires ont des fonctions essentielles.

Les rites positifs définissent le comportement des membres de la communauté par rapport à leur dieu et à leurs symboles divins. Ils définissent qui, dans la communauté, peut avoir des liens avec les choses et les personnes sacrées. Par exemple, le prêtre dans l'Église catholique est le seul à pouvoir accomplir les rites, donc à servir d'intermédiaire entre le sacré et les membres de la communauté.

Les rites négatifs se bornent à interdire certaines façons d'agir relativement aux choses sacrées et profanes. Après une fête religieuse, dont la fonction latente est évidemment de rassembler les membres et de resserrer leurs liens, la vie religieuse, donc communautaire, est intense ; « elle se manifeste par une aggravation du système ordinaire des interdits », dit Durkheim⁶².

Cette conception de la religion permet de comprendre davantage le rôle qu'elle a pu jouer dans une formation sociale rurale et agricole comme celle de Rayside-Balfour et même comme celle du Canada français.

En premier lieu, le fait d'avoir les mêmes croyances et les mêmes rites religieux constitue une expression de l'unité de la communauté.

Tous les êtres qui communient dans le même principe totémique se considèrent, par cela même, comme moralement liés les uns aux autres ; ils ont les uns envers les autres des devoirs définis d'assistance, de vendetta, etc., *et ce sont ces devoirs qui constituent la parenté*⁶³.

Les obligations et les devoirs moraux qui lient les membres de la parenté et d'une communauté sont à l'origine du phénomène religieux. Dans une formation sociale telle que celle de Rayside-Balfour, comme on le verra dans le chapitre suivant, la parenté est un élément déterminant.

De plus, les rites négatifs qui interdisent certaines façons d'agir ont aussi comme fonction d'éloigner de la communauté les éléments qui ne s'y fondent pas, qui représentent même une menace. Ces rites permettent donc d'éloigner dans les représentations et dans le vécu des membres de la communauté, par exemple, les adeptes d'autres confessions religieuses, tels les protestants et, par

le fait même, les Anglais. Les rites positifs resserrent, bien sûr, les liens moraux et sociaux de la parenté et de la communauté. Mais ils ont aussi une autre fonction que Durkheim n'a pas beaucoup analysée, qu'il ne pouvait pas d'ailleurs analyser dans le cadre de son orientation théorique.

L'accomplissement de ces rites est réservé à une catégorie de personnes. Dans l'Église catholique, c'est le prêtre, le curé. Il doit donc assurer la reproduction de la structure morale de la communauté. Puisque la communauté religieuse et la communauté civile ne font qu'un, le curé devient donc leur chef effectif, ce qui explique en partie les propos du curé Côté concernant le maire nouvellement élu, propos que nous avons rapportés plus haut.

De plus, le curé, du fait d'être homme, représente la domination patriarcale. Puisqu'il est le seul qui soit autorisé à accomplir les rites, il exclut *de facto* non seulement les autres membres de la société mais surtout les femmes. Il faut donc conclure que le prêtre, représentant du dieu de la communauté, symbolise aussi sa structure patriarcale.

Dans son analyse de la transition de la société canadienne-française, Everett C. Hugues a vu, comme plusieurs autres, l'unité de la famille et de la paroisse, mais il a aussi perçu un autre aspect de cette unité. « Famille et paroisse, père de famille et curé, sont des fondateurs⁶⁴. » Ainsi, par-delà l'unité apparente famille et paroisse se trouve une autre réalité, celle de la domination patriarcale symbolisée par le Dieu de la communauté et son représentant, le curé. Dans la famille et la paroisse, le père et le curé constituent des éléments dominants de l'une et de l'autre ainsi que de l'ensemble de la communauté.

Karl Marx a vu dans les formes sociales qui ont précédé la société capitaliste l'avènement d'une « communauté supérieure » qui existe et apparaît comme une personne, qui s'approprie une partie du surproduit de cette communauté⁶⁵.

Bien que Marx analyse plus spécifiquement les sociétés primitives et les formes sociales qui ont précédé le capitalisme, il est plausible de relier ces commentaires à ce sujet à la formation sociale rurale et agricole de Rayside et de Balfour. Selon Godelier, « les intérêts communs de tous les membres d'une communauté, c'est-à-dire l'unité et la survie de cette communauté peuvent s'exprimer et s'incarner dans la *personne d'un seul* de ses membres. Celui-ci représente donc à un degré supérieur la communauté dont il est membre. Il est à la fois en son centre et au-dessus d'elle. Responsable de ses intérêts, il contrôlera le surtravail destiné à les satisfaire⁶⁶. »

Marx, selon Godelier, suppose que les conditions matérielles de ce type de communauté contribuent à engendrer l'idée que les conditions objectives

de l'existence des membres de la communauté et de la communauté elle-même sont d'origine naturelle et divine et ne relèvent pas de l'histoire.

Dans ce contexte idéologique, pouvait se développer l'idée que les conditions objectives de la survie de la communauté, donc son unité, dépendent des pouvoirs exceptionnels et de l'autorité soit de certains de ses membres, soit d'un personnage imaginaire d'essence surnaturelle ou divine. L'unité de la communauté vient, dans le premier cas, s'incarner, directement dans une personne réelle, dans le second, directement dans un être imaginaire et indirectement dans la personne réelle des membres de la communauté, prêtres, chefs de famille qui ont le redoutable privilège d'être au service de cette réalité imaginaire et de protéger ainsi les intérêts vitaux de la communauté.

[...] Dans les deux cas, personnification directe ou indirecte des intérêts vitaux de la communauté, le processus se développe sur la base pratique des rapports communautaires et dans les formes idéologiques qui leur correspondent. Dans les deux cas, l'idéologie est l'intermédiaire indispensable qui justifie et fonde idéalement une hiérarchie sociale, une inégalité de devoirs et de droits qui sont les produits normaux de la société primitive et qui sont vécus et pensés comme tels par les membres de cette société⁶⁷.

À Rayside-Balfour, l'unité de la communauté s'incarne directement dans le curé comme représentant de l'être imaginaire qu'est Dieu, comme représentant aussi de la structure patriarcale qui sous-tend cette formation sociale. Par conséquent, cette unité s'incarne aussi dans le père de famille.

Gouvernance et surproduit

La paroisse est donc l'objet, le centre d'une idéologie particulière dont le curé est le définisseur principal. De plus, la paroisse constitue le noyau d'une forme de « gouvernement de la communauté⁶⁸ » canadienne-française à une époque où les autres instances de pouvoir (administration municipale, gouvernements fédéral et provincial) n'ont pas beaucoup d'influence sur la vie quotidienne des habitants.

En particulier, la paroisse servit d'institution de base pour la communauté franco-ontarienne, supportant non seulement la cellule familiale, fondamentale, mais aussi tout un train d'activités sociales. La plupart des autres institutions de la communauté (scolaires d'abord, mais aussi culturelles et même économiques) gravitent autour de l'église, tendance renforcée, au siècle dernier, par la colonisation rurale [...] Ce regroupement des effectifs autour du clocher permit une grande cohésion sociale et la possibilité de maintenir des institutions propres à la communauté⁶⁹.

La paroisse définit la vie organisationnelle et institutionnelle de la communauté de Rayside et Balfour. En effet, ainsi qu'on l'a mentionné plus haut, toutes les associations et la plupart des écoles sont établies dans le cadre de la

paroisse et, la plupart du temps, soumises à l'autorité du curé. Bien que les écoles soient gérées individuellement par un conseil scolaire, elles sont des établissements catholiques où s'enseignent non seulement les diverses disciplines, mais aussi et surtout la doctrine de l'Église catholique.

Jusque dans les années 1950, toutes les associations de Rayside-Balfour gravitent autour de la paroisse. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale, comme on le verra au chapitre 6, que des organisations canadiennes-françaises non rattachées à la paroisse verront le jour. La cellule locale de l'Ordre de Jacques-Cartier joue d'ailleurs un rôle important dans cette gouvernance; encore là, le curé en est l'aumônier.

Ce gouvernement paroissial, placé sous la tutelle du curé (il n'existera aucun conseil paroissial élu et formel avant la fin des années 1960, ni de fabrique), entre toutefois en concurrence avec les conseils des cantons de Rayside et de Balfour et celui de la ville de Chelmsford. Ces derniers ont la haute main sur les routes, l'aménagement et l'entretien de l'aqueduc, le contrôle des animaux domestiques. Les pouvoirs exercés ne sont pas considérables, du moins avant le milieu du XX^e siècle. C'est d'ailleurs cette concurrence qui explique en partie le désaccord entre le curé Côté et le maire nouvellement élu dont nous avons déjà fait état. « C'est moi qui mène » se réfère certes au pouvoir idéologique incontesté du curé, mais aussi à la gouvernance des affaires sociales, culturelles et même matérielles de la communauté.

Ce pouvoir de gouverner repose en grande partie sur le fait que la paroisse et son chef, le curé, constituent un mécanisme et un lieu d'appropriation d'une partie du surproduit, du surtravail de la communauté. Vestige de l'ordre féodal, la paroisse peut encore dans cette formation sociale, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, s'approprier un surproduit, sous forme de dîme, de travail bénévole des paroissiens pour construire le domaine ecclésiastique, de produits gratuits, telles les pierres qui ont servi à la construction de l'église, de don de nourriture au curé, de garantie d'argent sous forme de signature de billets pour permettre la construction de l'église.

La paroisse ne pourrait pas continuer à exister sans l'appropriation d'un surproduit. À Chelmsford et dans plusieurs paroisses canadiennes-françaises, les églises n'auraient pas été aussi imposantes si le curé et la paroisse n'avaient pu obtenir ce surproduit ou ce surtravail. Le fait que le curé Côté a pu bâtir une église au coût de 60 000 \$, une salle paroissiale, un presbytère, un couvent avec les dons et la dîme des paroissiens à une époque où la très grande majorité de ces derniers étaient loin d'être riches témoigne de ce pouvoir. Ainsi, en 1940, alors que les propriétés des habitants de Chelmsford sont évaluées en moyenne à 830,85 \$ et celles du canton de Balfour à 796,40 \$, les propriétés de la paroisse, soit l'église et le presbytère, sont évaluées à 105 800 \$⁷⁰. C'est

dire qu'à lui seul le domaine ecclésial vaut plus du quart de l'ensemble de l'évaluation foncière de Chelmsford et de Balfour.

Ce pouvoir d'appropriation d'un surproduit repose évidemment sur le pouvoir moral du curé et aussi sur son pouvoir social en tant que chef du « gouvernement de la communauté ». Au début, les conseils des cantons et de la ville étaient des concurrents à cet égard en raison de leur pouvoir de taxation. À mesure que les conseils municipaux augmentent leurs taxes pour financer des activités et le capital immobilier, le pouvoir d'appropriation du surproduit de la part de la paroisse ira en s'amoindrissant.

Conclusion

Toute cette charpente de l'Église catholique, ancrée au niveau local dans l'institution paroissiale, dominait – et de loin – la formation sociale rurale, agricole du Canada français.

Pour comprendre cette domination, il faut saisir les éléments déterminants sans lesquels l'Église et la paroisse n'auraient pas d'assises, ne pourraient en fin de compte survivre. Lorsque ces éléments changent, se transforment, il s'effectue alors une transition dans la formation sociale qui atténue considérablement la légitimité et le fondement du pouvoir de la paroisse.

La paroisse, donc, repose sur un ensemble d'éléments⁷¹. C'est, bien sûr, au départ une communauté de croyants et de croyantes vivant sur un territoire donné et ayant des croyances et un culte communs qui régissent les attitudes et les comportements de chacun de ses membres.

Maints observateurs ont noté que cette communauté de croyants groupée en paroisse forme une sorte de famille. Cette communauté paroissiale constitue un vaste réseau de parenté.

Paroisse et famille constituent une unité. Celle-ci comporte une hiérarchie, au sommet de laquelle se trouve le curé. Ce dernier est l'animateur, le rassembleur et le chef de la communauté, il symbolise aussi son aspect patriarcal. Curé et père de famille sont donc plus précisément les représentants et les chefs de cette formation sociale; ils constituent les éléments essentiels d'une domination (patriarcale) justifiée et légitimée par une idéologie (ultramontaine) qui sous-tend l'ensemble de la formation.

La paroisse constitue de plus un « gouvernement de la communauté » composé des associations, des congrégations, des écoles. Ce gouvernement concurrence à divers degrés les diverses instances de l'État : municipales, provinciale et fédérale. Si, au début, la concurrence n'est pas très vive car la paroisse assume une partie considérable de la gouvernance de la communauté,

cette situation change surtout à compter des années 1930 et davantage à partir des années 1950.

Par ses édifices, dont l'église est le plus important et fait souvent la gloire et la fierté de la communauté, la paroisse forme souvent un domaine – sinon seigneurial tout au moins ecclésial – qui surplombe et domine le village, même le quartier urbain.

Pour maintenir ces édifices et cette imposante structure, la paroisse constitue enfin un mécanisme et un lieu d'appropriation d'un surproduit que sont la dîme et les dons en argent, en services, les dons de nourriture, de matériel. Ce surproduit doit lui-même reposer sur des moyens et des forces de production (la propriété foncière) et des rapports de production (familiales et patriarcales). Par conséquent, l'un des éléments déterminants de cette formation sociale est la propriété foncière que tout habitant veut posséder pour assurer la survie de sa famille et même de sa parenté, qu'il veut aussi posséder pour pouvoir transmettre à un ou plusieurs membres de sa famille et pour assurer ses « vieux jours ». Les droits à la propriété foncière sont, enfin, constitutifs de tout un ensemble de rapports de production.

Ce sont ces éléments déterminants – famille et parenté, structures de gouvernance et de domination, moyens et rapports de production – qu'il faut maintenant analyser pour mieux comprendre les assises de la domination et de l'unité de la paroisse au sein de cette formation sociale. Pour mieux comprendre enfin comment et pourquoi la transition de cette formation sociale s'est effectuée à un moment donné.

Notes

1. Jean-Charles Falardeau, « Les recherches religieuses au Canada français », dans Fernand Dumont et Yves Martin (dir.), *Situation de la recherche sur le Canada français*, premier colloque de la revue *Recherches sociographiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, 1962, p. 209. Pour un aperçu de ces écrits, voir Jean-Charles Falardeau, « Les recherches de sociologie religieuse au Canada », *Lumen Vitae* (Bruxelles) VI, 1-2, 1951, p. 127-142; « Paris Research in Canada », dans C. J. Nuesse et Thomas J. Harte (dir.), *The Sociology of the Parish*, Milwaukee, Bruce Publishing, 1950, Appendix A, p. 323-332.
2. Jean-Charles Falardeau, « Rôle et importance de l'Église au Canada français », *Esprit*, numéro spécial, *Le Canada français*, n^{os} 8-9, août-septembre 1952, p. 215.
3. Norbert Lacoste, « Commentaire » (de la présentation de J.-C. Falardeau), dans Fernand Dumont et Yves Martin, *Situation de la recherche...*, *op. cit.*, p. 219.
4. Voir, par exemple, *La société canadienne-française. Études choisies et présentées par Marcel Rioux et Yves Martin*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, surtout les pages 19-207; Colette Moreux, *Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française*,

- Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1969; lire surtout l'Introduction, qui résume les grands traits de l'histoire du Canada français selon une perspective de l'école historique de Montréal, laquelle met l'accent sur le rôle prépondérant de l'Église; Colette Moreux, *Douceville en Québec : la modernisation d'une tradition*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1982; Guy Rocher, *Le Québec en mutation*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971; Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Express, 1979, surtout les chapitres 12, 16, 31 et 35; Everett C. Hugues, *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, traduction de Jean-Charles Falardeau, Montréal, Boréal Express, 1972.
5. Fernand Dumont, « Quelques réflexions d'ensemble », dans Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Jean Hamelin (dir.), *Idéologies au Canada français 1850-1900*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971, p. 7.
 6. Voir, par exemple, Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1977; Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise*, *op. cit.*, chapitre 16; Colette Moreux, *Fin d'une religion?*, *op. cit.*; Louis Lafèche, *Quelques considérations sur les rapports de la société civile avec la religion et la famille*, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1866; Nive Voisine et Jean Hamelin (dir.), *Les ultramontains canadiens-français*, Montréal, Boréal Express, 1985.
 7. Fernand Dumont, « Quelques réflexions d'ensemble », *op. cit.*, p. 9.
 8. *Ibid.*, p. 11.
 9. Une citation extraite des *Mélanges religieux* et citée dans Fernand Dumont, *ibid.*, p. 11.
 10. Gaétan Gervais, « L'Ontario français (1821-1910) », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 95.
 11. Danielle Juteau et Lise Séguin-Kimpton, « La collectivité franco-ontarienne : structuration d'un espace symbolique et politique », dans Cornelius J. Jaenen, *op. cit.*, p. 268. On pourrait multiplier les citations sur le sujet, mais elles deviendraient redondantes tant elles vont dans le même sens.
 12. Robert Choquette, « L'Église de l'Ontario français », dans Cornelius J. Jaenen, *op. cit.*, p. 201.
 13. *Ibid.*, p. 204.
 14. De 1840 à 1880, le nombre de clercs passe de 500 à 2 000 selon Fernand Dumont (« Quelques réflexions d'ensemble », *op. cit.*, p. 12). De 1850 à 1901, les effectifs des communautés religieuses masculines passent de 650 à 6 628. La proportion des prêtres par rapport à la population passe de 1 sur 1 080 en 1850 à 1 sur 510 en 1890. Voir Paul-André Linteau, *op. cit.*, p. 235. De 1901 à 1931, le nombre de religieux des deux sexes au Québec passe de 8 612 à 25 332, de sorte que la proportion des religieux par rapport à la population de la province passe de 1 sur 166 à 1 sur 197 (*ibid.*, p. 520).
 15. Robert Choquette, *op. cit.*, p. 208.
 16. Sur cette idéologie, voir Robert Choquette, *op. cit.*, p. 206-208; Laurent Alie, « L'ultramontanisme au XIX^e siècle : une idéologie qui se manifeste encore dans le milieu franco-ontarien », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. V, n^o 4, septembre 1973, p. 105-119; Nive Voisine et Jean Hamelin (dir.), *Les ultramontains canadiens-français. Études d'histoire présentées en hommage au professeur Philippe Sylvain*, Montréal, Boréal Express, 1985. Gaétan Gervais résume ainsi ce projet ultramontain : « Pour caricaturer, en parlant du Canada français entre 1840 et 1967, on pourrait dire que ses

idées sont *ultramontaines*, que son encadrement est *clérical*, que son projet politique a été *l'indépendance du Canada*, que sa vision se fondait sur un *projet canadien* reconnaissant *l'égalité des deux peuples fondateurs*, que ses troupes de choc furent les *communautés religieuses*, surtout après leur « canadienisation au tournant du XX^e siècle. Après leur implantation à travers le Canada français, celles-ci dirigèrent partout le *réseau institutionnel canadien-français* comprenant écoles, collèges, hôpitaux, asiles, hospices, orphelinats, journaux, centres culturels et un important réseau d'associations de toute sorte. Toute une vision du monde, bien plus grande que les frontières provinciales, s'exprimait dans ces démarches, une vision diffusée par les élites, tant laïques que cléricales, une vision du monde qui concevait le peuple canadien-français comme une nation catholique et française, appelée à jouer un rôle central dans la conversion du continent au catholicisme. La langue et la religion devenaient ainsi des frères siamois, jumelés pour appuyer le zèle messianique qui prit la forme tantôt de mouvements missionnaires très forts, tantôt d'un agriculturisme militant à l'origine de puissants mouvements de colonisation agricole et d'implantation de colonies rurales à travers le Canada. » Voir Gaétan Gervais, « Aux origines de l'identité franco-ontarienne », *Cahiers Charlevoix 1. Études franco-ontariennes*, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de parole, 1995, p. 139-140. On pourrait ajouter à ces éléments du projet ultramontain le dogme de l'infaillibilité du pape, chef de l'Église catholique. Il s'agit en somme d'une hégémonie telle que la conçoit Antonio Gramsci.

17. Robert Choquette, *op. cit.*, p. 211.
18. Dès 1615, les Récollets commencèrent à s'établir en sol ontarien, dans les villages de la confédération huronne, situés entre la baie Georgienne et le lac Simcoe. Les Jésuites suivirent en 1626 en établissant le village bien connu de Sainte-Marie-des-Hurons près de Midland. Les Sulpiciens et les Oblats emboîtèrent le pas peu après. Voir à ce sujet Cornelius J. Jaenen, « L'ancien régime en pays d'en haut, 1611-1821 », dans Cornelius J. Jaenen, *op. cit.*, p. 12-16. Voir aussi Daniel Cayen, « Les missions catholiques du nord-est ontarien au XIX^e siècle », dans *Aspects du Nouvel-Ontario au XIX^e siècle I*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 73, p. 23-40. Voir aussi les textes de Gaétan Gervais et de Robert Choquette dans Cornelius J. Jaenen, *op. cit.*
19. Louis Héroux, s.j., *Aperçu sur les origines de Sudbury*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 2, 1943, p. 7. Ce récit est repris dans le texte de Alphonse Raymond, s.j., *Paroisse Sainte-Anne de Sudbury, 1883-1953*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 26, 1953, p. 2.
20. Joseph Chamberland, prêtre, « Bonfield. La paroisse Sainte-Philomène », dans *Pour un cinquantenaire. Monographies. Bonfield 1886, Astorville 1902, Corbeil 1920*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 23, 1952, p. 6.
21. Jean Archambault, s.j., « Astorville », dans *Pour un cinquantenaire, op. cit.*, p. 25.
22. Charles Béland, « La vie religieuse à Blind River », dans *Blind River, centre industriel. Blezard Valley, paroisse agricole*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 24, 1953, p. 10.
23. Pour s'en convaincre, consulter les documents historiques de la Société historique du Nouvel-Ontario, société établie par les jésuites du Collège du Sacré-Cœur. Voir *La Société historique du Nouvel-Ontario*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 1, 1942. Au cours de ses premières années surtout, la Société historique publia de nombreuses monographies de villages canadiens-français du Nouvel-Ontario dans lesquelles figurent les historiques des paroisses, des

monographies de paroisses et des biographies de prêtres-missionnaires. La plupart de ces publications sont l'œuvre de clercs.

24. Lionel Séguin, ptre, *Historique de la paroisse de Chelmsford, Ontario*, s. l., 1948, p. 19.
25. Il s'agit du nom de l'épouse de Joseph Bélanger, l'un des premiers pionniers du canton de Rayside.
26. *Chelmsford 1883-1983*, Chelmsford, Le Club 50 de Chelmsford, 1983, p. 16. Les catholiques canadiens-français d'Azilda et du canton de Rayside devront attendre jusqu'en 1954 avant d'avoir leur propre église et paroisse, nommée Sainte-Agnès. Pour avoir un inventaire des paroisses canadiennes-françaises en Ontario et savoir leur année de fondation, voir le fichier compilé par l'Institut franco-ontarien, Université Laurentienne de Sudbury.
27. Les paroisses établies dans les districts de Nipissing, Sudbury et Algoma dans les années 1880 relevaient d'abord du diocèse de Peterborough. Ce n'est qu'en 1904 que le diocèse de Sault-Sainte-Marie fut établi pour assumer la responsabilité de ce territoire. Voir *Les fondateurs du diocèse de Sault Sainte-Marie*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 6, 1944. Pour une analyse de la fondation des paroisses françaises et anglaises du diocèse par rapport à la population catholique du diocèse, voir Donald Dennie, « Effectifs du secteur français du Diocèse de Sault Sainte-Marie », Sudbury, 1972, document photocopie déposé à la bibliothèque de l'Université de Sudbury.
28. Lionel Séguin, ptre, *op. cit.*, p. 31. Voir aussi Mgr Stéphane Côté, P. D., « Histoire de Chelmsford », dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 4, 1944, p. 15.
29. Lionel Séguin, ptre, *op. cit.*, p. 41.
30. Voir à ce sujet Donald Dennie, *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins. Étude de démographie historique*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 85, 1986.
31. Pour la liste des prêtres qui ont desservi la mission et la paroisse de 1886 à 1906, voir Lionel Séguin, ptre, *op. cit.*, p. 43.
32. *Chelmsford 1883-1983, op. cit.*, p. 16.
33. Lionel Séguin, ptre, *op. cit.*, p. 13.
34. Jean Archambault, s.j., *Mgr Stéphane Côté, P. D., V. G., 1876-1952*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 30, 1955, p. 20.
35. Mgr Stéphane Côté, P.D., *op. cit.*, p. 20.
36. Jean Archambault, s.j., *op. cit.*, p. 18.
37. Lionel Séguin, ptre, *op. cit.*, p. 31.
38. Voir *Chelmsford 1883-1983, op. cit.*, p. 97. On trouve aussi une liste de donateurs.
39. Lionel Séguin, ptre, *op. cit.*, p. 56.
40. *Chelmsford 1883-1983, op. cit.*, p. 17.
41. Lionel Séguin, ptre, *op. cit.*, p. 109.
42. Pour la liste des écoles et leur date de construction, voir *Chelmsford 1883-1983, op. cit.*, p. 173-221. Il est impossible de savoir jusqu'à quel point le Règlement XVII adopté en 1912 par le gouvernement conservateur ontarien afin de limiter l'enseignement du français dans les écoles de la province a pu empêcher la construction de nouvelles écoles entre 1912 et 1948. Les ouvrages traitant de ce fameux Règlement XVII sont

- nombreux. Voir entre autres Pierre Savard, « Relations avec le Québec », dans Cornelius J. Jaenen, *op. cit.*, p. 233-240; Robert Choquette, *Langue et religion. Histoire des conflits anglais-français en Ontario*, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977, p. 167-250; Chad Gaffield, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, culture, économie*, traduction de Gilles Hénault avec la collaboration de Lise Demers, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, collection « Amérique française », 1993; Albert Plante, s.j., *Les écoles bilingues d'Ontario*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 28, p. 7-17; André Lalonde, *Le Règlement XVII et ses répercussions sur le Nouvel-Ontario*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques nos 46-47, 1965; Arthur Godbout, *Nos écoles franco-ontariennes : histoire des écoles de langue française dans l'Ontario, des origines du système scolaire (1841) à nos jours*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980, surtout le chapitre VI, p. 63-74; Victor Simon, *Le Règlement XVII : sa mise en vigueur à travers l'Ontario (1912-1927)*, Sudbury, La Société historique du nouvel-Ontario, Documents historiques n° 78, 1983; Gaétan Gervais, « Le Règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario* n° 18, 1996, p. 122-192.
43. Au sujet de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario, on pourra consulter *Congrès d'éducation des Canadiens-français d'Ontario, 1910 : Rapport officiel des séances tenues à Ottawa du 18 au 20 janvier 1910*, Ottawa, ACFÉO, 1910; Philippe Landry, « L'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 3, n° 4, juin 1971, p. 98-100; Robert Choquette, *Langue et religion, op. cit.*; Guy Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc. De l'ACFÉO à l'ACFO du Grand Sudbury (1910-1987)*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 92, 1994.
44. Mgr Stéphane Côté, P. D., *op. cit.*, p. 27.
45. Sur ce sujet, voir G.-Raymond Laliberté, *Une société secrète : l'Ordre de Jacques-Cartier*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983.
46. *Chelmsford 1883-1983, op. cit.*, p. 146.
47. On pourra lire à ce sujet Brigitte Bureau, *Un passeport vers la liberté. Les caisses populaires de l'Ontario de 1912 à 1992*, Ottawa, Le Mouvement des caisses populaires de l'Ontario, 1992, p. 23-40.
48. Jean Archambault, s.j., *op. cit.*, p. 14.
49. *Ibid.*, p. 21.
50. *Ibid.*, p. 14.
51. Voir Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946. A Social Historical Study of Property and Class », Ottawa, thèse de doctorat, Carleton University, 1989, p. 213.
52. *Chelmsford 1883-1983, op. cit.*, p. 23-24.
53. Jean Archambault, s.j., *op. cit.*, p. 25.
54. Mgr Stéphane Côté, P. D., *op. cit.*, p. 28.
55. *Ibid.*, p. 29.
56. *Ibid.*, p. 29. Le successeur de Mgr Côté, le curé Lionel Séguin écrit pour sa part : « La conquête du sol est la plus noble des ambitions que puisse avoir une nation, car c'est bien elle qui conduit au véritable développement d'un pays. Aussi, Duvernay avait-il pris pour devise "Emaparons-nous du sol". De fait à quoi servirait d'abatter la forêt, de pousser la colonisation, si nous devons perdre, au fur et à mesure, en arrière ce que nous gagnons en avant : autant de bras inutiles, autant d'esprits inoccupés, autant de

dangers pour la race, autant de force perdue. Aussi cette exode des nôtres, de nos campagnes, vers les centres miniers, ou urbains, est néfaste. Chez les races peuplées une telle déperdition pourrait ne pas être aussi destructive, mais chez nous, Canadiens français, c'est une vraie catastrophe, non seulement au point de vue matériel et économique, mais au point de vue paroissial, national, scolaire. »

57. Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Presses universitaires de France, 7^e édition, 1985, p. 65.
58. *Ibid.*, p. 285.
59. *Ibid.*, p. 295. Durkheim écrit aussi à la même page : « Le dieu du clan, le principe totémique, ne peut donc être autre que le clan lui-même, mais hypostasié et représenté aux imaginations sous les espèces sensibles du végétal ou de l'animal qui sert de totem. »
60. *Ibid.*, p. 496.
61. *Ibid.*, p. 323.
62. *Ibid.*, p. 476.
63. *Ibid.*, p. 271-272.
64. Everett C. Hugues, *op. cit.*, p. 33.
65. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique (ébauche de 1857-1858)*, traduit par Roger Dangeville, Paris, Anthropos, 1968. Les textes de Marx qui se réfèrent aux sociétés précapitalistes sont réunis et commentés par Maurice Godelier dans *Sur les sociétés précapitalistes. Textes choisis de Marx, Engels, Lénine*, Paris, Éditions sociales, 1973.
66. Maurice Godelier, *Sur les sociétés précapitalistes, op. cit.*, p. 66.
67. *Ibid.*, p. 68.
68. Cette expression est empruntée à Raymond Breton, « La communauté ethnique, communauté politique », *Sociologie et sociétés*, 1983, n° 15(2), p. 23-37.
69. Gaétan Gervais, « L'Ontario français », *op. cit.*, p. 104.
70. Ces données sont tirées des rôles d'évaluation de la ville de Chelmsford et du canton de Balfour. À Chelmsford, ces rôles indiquent un total de 164 propriétés (mis à part celles de la paroisse) qui sont évaluées globalement à 136 260 \$. Il faut mentionner que le deuxième édifice en importance est l'hôtel qui est évalué à plus de 14 000 \$. Dans le canton de Balfour, les 200 propriétés valent globalement 153 635 \$.
71. Lionel Séguin, curé de Saint-Joseph, décrit ainsi la paroisse. « La paroisse est douée de l'organisme nécessaire à la vie matérielle et spirituelle des hommes. Douée d'un corps, enveloppe matérielle qui est l'église : la bâtisse proprement dite. Les paroissiens en sont les membres, les œuvres en sont la vie, le Saint Patron en est le soutien, le cimetière en est le dortoir. Le curé est la tête de la paroisse. Debout, chef incontestable de toutes les entreprises, toujours actif, toujours au premier plan, toujours avec son cœur qui parle, avec ses mains qui bénissent. Toujours exerçant son saint ministère qui fortifie et qui soutient les foyers, protège les individus et la société. La paroisse est vraiment la petite patrie de nos âmes en attendant l'éternelle patrie » (*Historique de la paroisse de Chelmsford, op. cit.*, p. 40).

CHAPITRE 2

La population

« Les gens étaient ben proches; c'était une grosse, grosse famille. »

Répondant de Rayside

Les premiers habitants arrivent dans la région de Chelmsford et de Rayside en 1883 et 1884. Ils arrivent habituellement seuls ou en famille, certains sont employés par le Canadien Pacifique, d'autres suivent l'industrie forestière qui se déplace vers l'ouest, d'autres encore sont attirés par les emplois dans l'industrie minière. La majorité d'entre eux viennent s'établir sur des terres agricoles à la suite de la construction de la voie ferrée et de la gare du Canadien Pacifique à Chelmsford.

Pour la plupart, ils sont originaires de l'Outaouais québécois et ontarien, d'une région où l'industrie forestière commence à s'essouffler¹ et où les terres sont toutes occupées. Les Ontariens proviennent surtout des comtés de Prescott et de Russell, plus précisément des communautés de L'Original, Alfred, Plantagenet, Embrun, Curran, Wendover, Lefebvre, Lancaster, Clarence Creek et, plus à l'ouest, de Pembroke et Arnprior. Les Canadiens français du Québec laissent Saint-André-Avelin, Papineauville, Thurso, Hull, Fournierville, Montebello et Buckingham.

Les nouveaux arrivants s'établissent en « grappes de parenté » – frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, cousins, cousines – dans les rangs qui commencent à être défrichés ou dans le village de Chelmsford. La majorité d'entre eux portent des noms bien canadiens-français : Beaudry, Bélanger, Blais, Bonin, Castonguay, Charbonneau, Chevrier, Dubois, Giroux, Joly, Laberge, Laframboise, Lalonde, Langis, Larocque, Lavallée, Lefebvre, Lepage, Leroux,

Mainville, Marcotte, Methé, Montpellier, Pilon, Poulin, Provost, Ranger, Rhéaume, Robillard, Rouleau, Sauvé, Saint-Onge, Simard, Thibault, Trottier, Vachon, Vaillancourt. Quelques-uns ont des noms anglais et irlandais, comme Coyne, Tyne, Bradley, mais leur langue maternelle ou parlée est le français². Ceux qui arrivent dès les débuts de la colonisation doivent défricher les terres afin de pouvoir établir une famille.

Ils s'avancèrent avec la construction du C.P.R. jusqu'à Matawin et de là bifurquèrent sur North Bay et Sudbury, enfin, ils vinrent se poser ici. D'autres, « lumber jacks » par atavisme, s'arrêtèrent dans nos grandes forêts, pour couper des poteaux télégraphiques, et équarrir des dormants de chemin de fer (pour la Fraser Lumber Co.). Ces rudes travailleurs formaient une petite population déambulante qui, sans doute désenchantés de leur vie nomade, fascinés par une perspective de se fixer comme bons habitants, comme éclaireurs d'un contingent de pionniers, formèrent l'embryon de notre population rurale. Attirés par la glèbe, comme le furent leurs pères du Québec, ils devinrent colons-défricheurs. Les uns après les autres ils prirent des « lots » à titre de « squatters ». La seule forme légale, après avoir fait leur choix du terrain, était d'enlever une bande d'écorce à un bouleau et d'y mettre son nom. Ils se construisirent ensuite un « shack de log », clôturèrent un enclos, prirent la hache et se firent des éclaircis dans la forêt, ensuite ils mirent le feu au bois résineux et de ces champs, arrosés de leurs sueurs nos braves pionniers créèrent notre plantureuse Vallée³.

Cette description, quoique un peu romantique, correspond aux récits qu'ont fait les parents et les grands-parents des répondants et répondantes de Rayside et Balfour. Ces premiers habitants sont arrivés après que l'arpentage des deux cantons a été complété⁴. Ils ont repéré les poteaux des arpenteurs et ont pris possession de leurs terrains, tout cela en conformité avec le *Homestead Act*⁵.

Mon père est arrivé avec le CPR, nous raconte un fermier de Balfour, quand le CPR montait au Canada. Hum, il n'avait pas de station de train, il avait juste le train. Quand lui et son père sont arrivés, c'était toute en bois, pis, comment tu appelles ça, c'était une « swamp ». Le gouvernement n'avait pas d'ingénieur pour les chemins ni pour les terres. Quand il est venu s'installer ci, le gouvernement avait mis juste un poteau. Je ne sais pas si c'était au nord ou au sud de la terre, le poteau [...] Quand ils sont arrivés, mon père et mon grand-père, ils ont passé l'hiver au lac Vermillion⁶; ils s'étaient amenés de la farine, euh, puis du sucre.

Un répondant raconte que ses parents et grands-parents, pionniers d'Azilda, sont venus dans la région pour défricher la terre : « Mes parents, y sont venus avec leurs parents. Ils venaient pour défricher la terre. »

Un couple septuagénaire de Chelmsford rapporte que les parents du mari, originaires de L'Orignal, sont venus à Chelmsford parce que « dans ce bout-là, c'était pas si riche qu'icitte. Icitte, ben y avait les mines qui étaient commencées, s'fait qui sont venus par icitte. Mon père y a travaillé pour le CPR

une escousse, ensuite y a travaillé pour madame [...] su la terre. C'tait tout d'la famille qui travaillait parce qu'on était sa terre. »

La plupart des répondants disent que les arrivants s'installaient avec leur famille, ce qui correspond à la manière d'agir d'autres habitants canadiens-français qui sont allés s'établir dans le nord de l'Ontario⁷.

Plusieurs avaient l'impression que la migration s'imposait, qu'il ne pouvait pas en être autrement. Ainsi, le déplacement est perçu comme la seule réponse à des situations économiques contraignantes. Ils doivent s'accommoder des conditions de vie qu'ils trouvent à l'arrivée. La conjoncture de prise de décision, du déplacement et de l'établissement favorise l'intégration du migrant. La migration se déroule dans un réseau social et familial qui amortit les contretemps : la moitié des migrants qui habitent Hearst suivent ou rejoignent un membre de la famille⁸.

Le migrant trouve donc dans son milieu un réseau familial complet et stable⁹.

Dans le premier recensement fédéral, en 1891, huit ans après l'arrivée des premiers habitants, on dénombre une population de 755 personnes à Chelmsford et à Cartier, une petite municipalité à l'ouest de Balfour. On recense 532 personnes d'origine française et 223 d'origine autre, soit des Allemands, des Irlandais, des Anglais, des Écossais et des Finlandais. Cette population est très majoritairement catholique; on compte en effet 611 catholiques, 72 méthodistes, 28 anglicans, 21 presbytériens, 11 luthériens. On dénombre en tout 151 familles comptant, en moyenne, cinq personnes.

À la différence du recensement officiel, le recensement nominatif permet de distinguer entre Chelmsford et Cartier. Selon ce recensement nominatif, la population de 755 personnes se partage ainsi : Chelmsford, 577; Cartier, 128; et le canton de Snider au sud de Rayside, 50. (Il est impossible de savoir pourquoi les 50 habitants de Snider, lequel comprend le village de Copper Cliff, site du futur complexe de l'INCO, ont été ajoutés à la population de Chelmsford et Cartier.) Dans Chelmsford, le recensement nominatif dénombre 517 Canadiens français, 22 Allemands, 20 Irlandais, 8 Anglais, un Écossais et un Finlandais. En ce qui concerne la religion, 542 des 577 habitants sont catholiques, 27 sont méthodistes et 4 anglicans. Les deux recensements ne font aucunement mention de la population du canton de Balfour; il se peut qu'elle ait été ajoutée à celle de Chelmsford. Ils ne mentionnent pas non plus la population de Rayside. Dès les débuts, donc, la population est très fortement canadienne-française et catholique.

En 1901, la population atteint 1 750 personnes, dont 820 dans Rayside et 930 dans Balfour et Chelmsford, réparties dans 146 familles dans Rayside et 162 dans Balfour et Chelmsford.

En ce qui a trait à l'origine, les personnes d'origine française sont au nombre de 585 dans Balfour et Chelmsford et de 741 dans Rayside. On dénombre dans Balfour et Chelmsford 191 Irlandais, 69 Écossais, 46 Allemands et 14 Anglais. Dans Balfour et Chelmsford, 735 personnes se disent catholiques, et 195 protestantes (méthodistes, presbytériens, anglicans). Dans Rayside, 803 personnes sont catholiques.

Le recensement nominatif de 1901 de Balfour, Chelmsford et Rayside correspond assez étroitement aux statistiques publiées dans le volume 1 du recensement fédéral.

Ces deux premiers recensements font donc voir le caractère fortement canadien-français et catholique de Balfour et Rayside et révèlent la présence d'un assez fort contingent de personnes d'origine irlandaise, anglaise et allemande. Le tiers de ces personnes se retrouvent dans le canton de Balfour, et les deux tiers dans le village de Chelmsford.

En 1911, un an après l'érection de Chelmsford en ville, le recensement fédéral fait la distinction entre Chelmsford et Balfour. Toutefois il ajoute la population du canton de Morgan, au nord, à celle de Balfour ainsi que la population du canton de Lumsden, également au nord, à celle de Rayside. Selon les répondants, ces deux cantons de Lumsden et Morgan n'ont jamais eu une population très nombreuse. Ainsi, selon ce recensement, on retrouve 550 personnes à Chelmsford, 557 dans Balfour et Morgan et 865 dans Rayside et Lumsden. Dans Balfour et Morgan, 422 personnes sont d'origine française, 50 d'origine irlandaise, 24 d'origine anglaise, 31 d'origine écossaise et 26 d'origine allemande. À Chelmsford, 462 personnes sont canadiennes-françaises, 64 irlandaises, 12 allemandes, 8 écossaises et 2 anglaises. Dans les cantons de Rayside et Lumsden, on retrouve 896 personnes d'origine française, 33 d'origine irlandaise, 4 d'origine écossaise et 5 d'origine anglaise. En ce qui a trait aux dénominations religieuses, Balfour et Morgan comptent 435 catholiques, 45 méthodistes et 50 presbytériens. Chelmsford a une population de 531 catholiques alors que Rayside et Lumsden en comptent 932.

Le premier à être réalisé depuis la Première Guerre mondiale, le recensement fédéral de 1921 révèle un exode important de la population irlandaise, anglaise, écossaise et allemande. Ainsi, on compte 952 habitants dans Rayside, dont 905 sont d'origine française. On trouve un petit nombre de Finlandais (15) et d'Irlandais (11). Dans Balfour, le recensement dénombre 534 personnes et dans Chelmsford, 561. Dans Balfour et Chelmsford, 1 037 des 1 095 habitants sont d'origine française, ce qui constitue un changement assez important par rapport aux deux premiers recensements du siècle. En ce qui a trait aux dénominations religieuses, 915 personnes sont catholiques dans Rayside, tandis que, dans Balfour et à Chelmsford, 1 064 sont catholiques.

LA POPULATION

Au début de la Crise, en 1931, Rayside compte 1 067 habitants, Balfour, 798 et Chelmsford, 725, pour un total de 2 550. La très grande majorité d'entre eux se disent d'origine française : 944 dans Rayside, 632 dans Balfour et 684 à Chelmsford. Quant à la religion, 684 sont catholiques dans Balfour, 981 dans Rayside et 719 à Chelmsford.

Enfin, en 1941, on dénombre 962 personnes dans Rayside, 747 dans Balfour et 905 à Chelmsford. Alors que la population a légèrement baissé dans les deux cantons, elle a augmenté sensiblement dans la ville de Chelmsford. Dans Balfour, 590 personnes sont d'origine française, 88 d'origine anglaise, 34 d'origine polonaise et 25 d'origine ukrainienne; dans Rayside, 887 se disent d'origine française, 37 d'origine finlandaise, 8 d'origine irlandaise, 6 d'origine écossaise et 4 d'origine anglaise. À Chelmsford, 792 personnes sont canadiennes-françaises, 37 anglaises, 37 irlandaises et 14 écossaises. En ce qui concerne la religion, on trouve 629 catholiques, 67 membres de l'Église unie¹⁰, 16 anglicans; dans Rayside, 903 catholiques et 36 luthériens. À Chelmsford, 844 personnes se disent catholiques, 32 membres de l'Église unie et 16 anglicans.

Les tableaux 1 et 2 résument les données des recensements de 1901 à 1941.

TABLEAU 1
Population de Balfour, Chelmsford et Rayside (1891-1941)

Année	Balfour	Chelmsford	Rayside	Total
1891	~	577*	~	577
1901	930**	~	820	1 750
1911	557	550	865	1 972
1921	534	561	952	2 097
1931	758	725	1 067	2 550
1941	747	905	962	2 616

*Ce total peut comprendre la population de Chelmsford et du canton de Balfour. Il est tiré du recensement nominatif de 1891.

**Ce total comprend la population de Chelmsford et de Balfour.

Source : Recensements du Canada, 1891 à 1941.

Le tableau 1 montre une augmentation très légère de la population au cours des 40 premières années du XX^e siècle. En effet, la population n'a

augmenté que de 866 personnes ou 49% au cours de cette période. Cette croissance est due à l'immigration qui a duré jusqu'au début des années 1920 (voir le tableau 4, p. 72) et à une croissance naturelle stable. L'augmentation est constante dans le secteur urbain de Chelmsford alors que, dans le secteur rural et agricole, la croissance varie. La croissance est marquée en 1931, surtout à cause de l'activité minière dans le canton de Balfour et dans les cantons environnants à la fin des années 1920¹¹.

Cette population est presque complètement d'origine française et de religion catholique comme le montre le tableau 2.

TABLEAU 2
Population de Balfour, Chelmsford et Rayside selon
l'origine ethnique et la religion (1891-1941)*

Année	Total	Origine française		Religion catholique	
	N	N	(%)	N	(%)
1891	577	517	90	542	94
1901	1 750	1 326	76	1 538	88
1911	1 972	1 780	90	1 898	96
1921	2 097	1 942	93	1 979	94
1931	2 550	2 260	90	2 385	94
1941	2 616	2 260	87	2 376	91

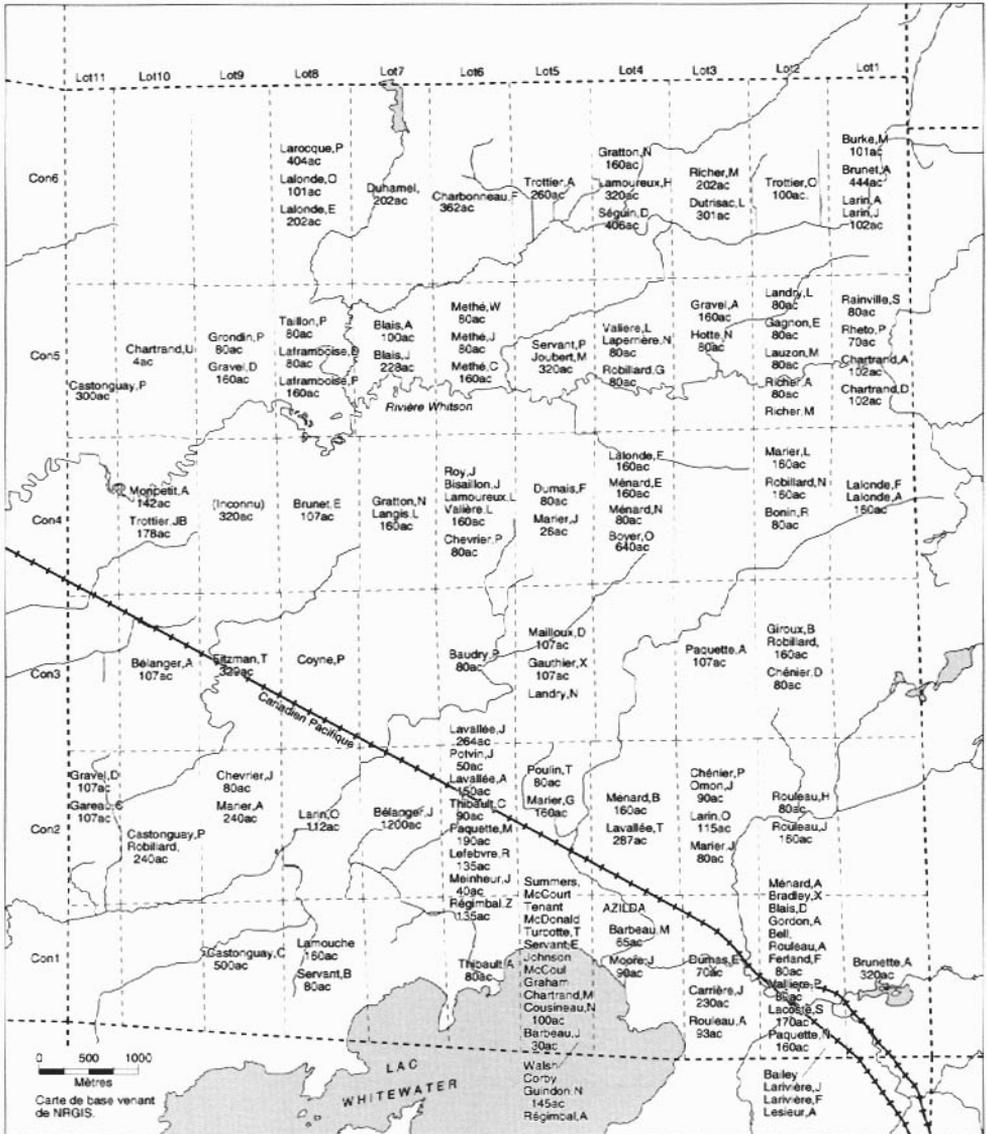
* Les pourcentages ont été arrondis.

Source : Recensements du Canada, 1891 à 1941.

Ce tableau montre que la population est très fortement canadienne-française et catholique. On remarque que, au début du siècle, des habitants d'origine irlandaise et allemande sont présents, principalement dans le canton de Balfour et à Chelmsford. Mais, après la première décennie du XX^e siècle, cette présence est beaucoup moins prononcée, de sorte que la communauté est presque complètement française. Dans le canton de Rayside, on trouve depuis les débuts un certain nombre de familles finlandaises concentrées surtout aux limites sud-est du canton, près du canton de Snider. Ces Finlandais étaient surtout des agriculteurs mais aussi des mineurs¹². Dans le canton de Balfour, les familles allemandes étaient elles aussi concentrées dans des terres aux limites ouest, près du canton de Dowling. Les Irlandais demeuraient à la fois dans les rangs et à Chelmsford.

LA POPULATION

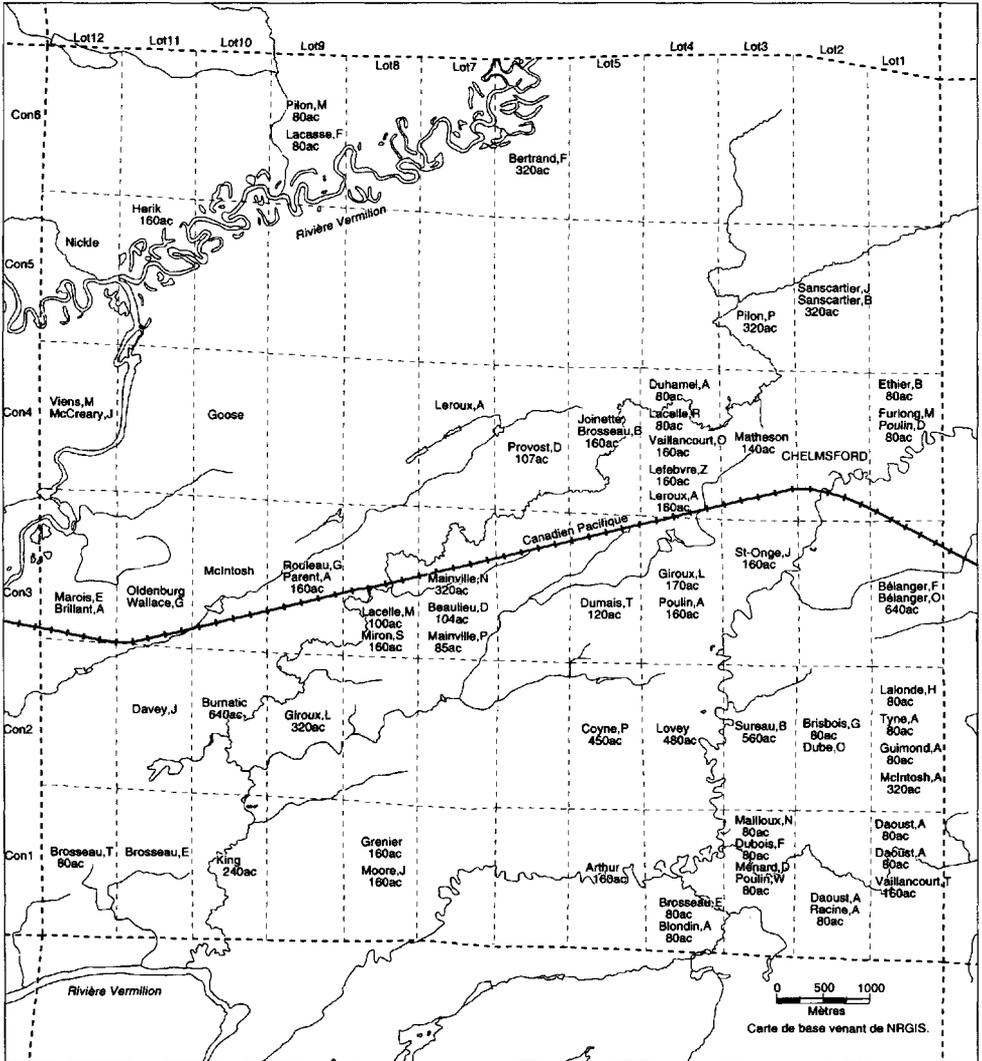
CARTE 2
Canton de Rayside, 1901



Dressée par Léo L. Larivière, Département de géographie, Université Laurentienne, Sudbury.

À L'OMBRE DE L'INCO

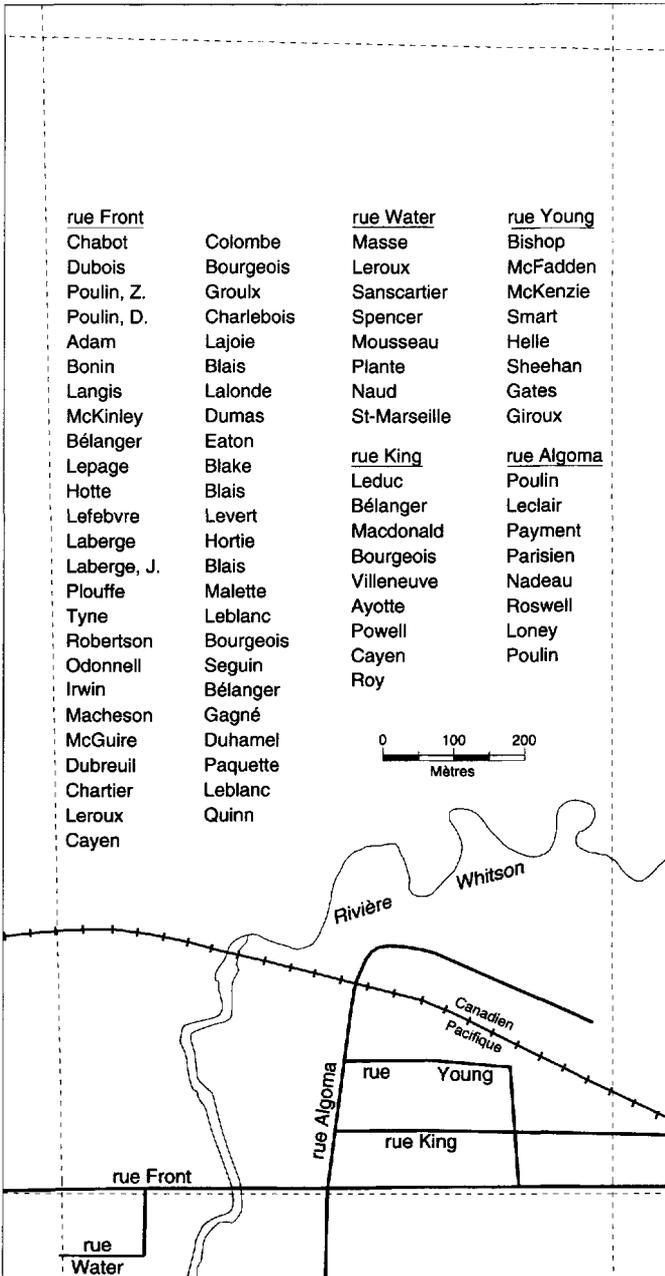
CARTE 3
Canton de Balfour, 1901



Dressée par Léo L. Larivière, Département de géographie, Université Laurentienne, Sudbury.

LA POPULATION

CARTE 4
Chelmsford, 1901



Dressée par
Léo L.
Larivière,
Département
de géographie,
Université
Laurentienne,
Sudbury.

Les deux tableaux montrent que la communauté est très fortement canadienne-française et de religion catholique. C'est en quelque sorte la première constatation de ces données démographiques. La présence de familles d'une autre origine n'a pas affecté la physionomie française de la communauté. C'est du moins ce qu'affirment la plupart des répondants et répondantes.

J'aurais pas dire qui en avait pas [des familles d'une autre origine], raconte ce natif de Balfour et aujourd'hui résidant de Chelmsford. Mais une chose qu'il faut comprendre quand on parle de Rayside-Balfour, centré autour de Chelmsford; y avait aussi le centre de Dowling, ça c'est à l'ouest. Les centres ethniques, y en avait très peu à Chelmsford mais y avait quelques familles ukrainiennes sur les frontières ouest de la municipalité de Balfour ainsi qu'à la frontière est de Dowling. Quelques Ukrainiens, quelques Finlandais. Disons que les relations à tous les niveaux, y étaient assez bonnes.

Le fils d'un pionnier de Rayside se rappelle la présence de familles finlandaises : « Il y avait beaucoup de Finlandais ici et puis une famille d'Ukrainiens. Mais ça nous dérangeait pas parce que nous autres on parlait en français. On savait pas l'anglais. »

Les cartes 2, 3 et 4 donnent un aperçu des terres sur lesquelles étaient établis les habitants en 1901 dans les cantons de Rayside et de Balfour ainsi que des terrains qu'ils occupaient dans le village de Chelmsford. Elles montrent aussi que les membres de la parenté s'installaient les uns près des autres, surtout dans les cantons.

La parenté

Cette communauté, à première vue de langue française et de religion catholique, reposait sur un ensemble de réseaux de parenté regroupés en grappes sur le territoire. Ainsi, dans le canton de Balfour, les Daoust habitent les lots 1 et 2 dans la concession 1; les Bélanger habitent le lot 1 de la concession 3; les Mainville le lot 7 de la concession 3. Les Vaillancourt sont établis dans la concession 3 tandis que les Brosseau sont concentrés dans la concession 1 (lots 10 et 12). La famille des Bradley habite le lot 7, concessions 1 et 2. Les Montpellier se concentrent dans la concession 6 et dans la concession 1 du canton voisin de Morgan. On retrouve les Lacelle sur le lot 4, concession 4, et les Sanscartier sur le lot 2, concession 5. À Chelmsford, se regroupent les Blais ainsi que les Vaillancourt et les Bélanger bien que certains membres de ces familles soient propriétaires de terres dans les cantons de Balfour et de Rayside. Les rôles d'évaluation de Chelmsford indiquent qu'en 1940 certains pionniers de Balfour se retirent à la ville.

À Azilda, on trouve les Bélanger, les Landry et les Barbeau tandis qu'à Rayside se concentrent les Rouleau (lot 2, concession 2) d'où provient la

dénomination de montée Rouleau. Des Bonin (lot 2, concession 4) viendra ainsi le nom de Boninville. Les Trottier se trouvent dans la concession 6, les Methé sur le lot 6, concession 5; les Chartrand sur le lot 1, concession 5; les Blais sur le lot 11, concession 4, et le lot 7, concession 5.

En comparant les noms de famille du canton de Balfour figurant dans le recensement nominatif de 1901 à ceux contenus dans les rôles d'évaluation de 1921 et 1940, on remarque que 47% des familles de 1901 sont encore dans le canton en 1921 et que 61% des familles de 1921 y sont encore en 1940.

En 1891 et 1901, selon les recensements nominatifs, plus de la moitié des familles formait un vaste réseau de parenté.

S'ils n'étaient pas groupés ensemble, les membres de la parenté se trouvaient relativement près les uns des autres. « Si on parle dans un rayon de quatre milles, affirme un résidant de Chelmsford, même pas quat' milles, disons autour de Chelmsford et ainsi d'suite, presque toute la famille proche restait là; la famille des deux côtés, le côté d'ma mère et de mon père et ma mère, à part que deux, deux d'mes oncles qui restaient à Sudbury. »

Cette répondante d'Azilda se rappelle aussi que la parenté demeurait près de chez elle. « Nous autes, on demeurait tout dans les environs de Sudbury et pis de Chelmsford; du côté d'ma mère c'était surtout dans les environs de Chelmsford et du côté d'mon père, c'était surtout Sudbury. »

Ces réseaux de parenté constituaient un réseau d'entraide, comme le soulignent certains des répondants :

Y s'entraidaient, s'entraidaient entre eux autres, rappelle un septuagénaire. Y s'entraidaient à se sauver la vie. Y achetaient des machineries à deux ou trois habitants ensemble. L'un s'en servait pis après ça l'autre le traînait su' sa terre et s'en servait pis l'autre pareil. C'était, en anglais y appelle ça « survival of the fittest ». C'était, fallait qu'ton cerveau marche, pis que tu t'tiennes ami à tout l'monde parce que tu savais pas quand t'en aurais besoin toé aussi, tsé.

Pour certains, la parenté et même la communauté, c'était une famille, comme le rappelle ce résidant de Rayside :

Dans l'vieux temps, les gens étaient ben proches parce que c'était une grosse, grosse famille. Quand il arrivait quelque chose dans une place, tout l'monde allait pour aider. Parce que c'était dur essayer de vivre dans le malheur. Fallait que tu aies de l'aide. Si quelqu'un brûlait l'hiver, la première chose au printemps fallait qui ait une place pour bâtir une maison [...] avec l'aide de chacun. Y en a qui donnait leur bois s'y en avait de « spare » dans la cour; y l'passait à un autre. Puis y avait pas de piasse au bouté.

Plusieurs répondants et répondantes associent la parenté aux fêtes religieuses et aux dimanches.

La parenté, c'était toute à deux, trois milles, raconte un homme de Chelmsford. Les fêtes, ça durait deux semaines, trois semaines. Ça s'passait toute dans les maisons, les parents avec les enfants, pas dans des salles comme aujourd'hui.

Pour cet autre résidant de Chelmsford, « les dimanches comme après la messe, tout l'monde se rassemblait; les dimanches, y allaient icitte, y allaient là pi ça s'visitait ».

Un couple né dans le canton de Balfour se souvient :

Quant'on parle de parenté, quant'on parle des liens de parenté, on parle des oncles, des tantes, des cousins, des cousines, c'était très important dans notre âge. C'était important parce que c'étaient nos communications là d'en dehors qu'on pourrait dire, surtout nous les jeunes et, et même les parents. C'était qués'ment religieux c't'affaire là de s'rencontrer autour des fêtes, les familles. Euh, des repas, des gros repas, ça commençait euh, disons à Noël pis ça s'finissait aux Rois. C'était de s'rencontrer les parents, les enfants, la parenté, à différentes places. Pis au cours de l'année, y avait plusieurs visites qui s'faisaient les dimanches, euh, entre les familles; on allait passer une bonne partie d'la journée avec la parenté.

Ainsi, pour ces répondants et répondantes, la parenté avait une importance considérable; elle était pour ainsi dire leur monde de référence. Il en résultait donc que, souvent, ils connaissaient tout le monde dans le village et dans la campagne. Parenté, communauté, entraide, communications, visites, réunions, fêtes : ces termes sont presque des synonymes pour eux.

Il faut ajouter à ces termes celui de paroisse et de religion, car la parenté, pour ces répondants, était associée à des fêtes religieuses : Noël, le jour de l'An, les Rois, Pâques, les dimanches.

Les familles : un portrait démographique

Les familles étaient presque toutes de type nucléaire, c'est-à-dire qu'elles étaient constituées des parents et des enfants vivant ensemble. Les recensements nominatifs révèlent que très peu de familles comprenaient des personnes autres que les parents et les enfants. En 1891, on compte sept familles canadiennes-françaises, sur un total de 94, qu'on pourrait considérer comme étendues : elles ont, en plus des parents et des enfants, un ou deux membres de la famille d'origine du père ou de la mère, soit un parent, une sœur ou un frère. Deux familles ont un pensionnaire.

En 1901, sept des 111 familles canadiennes-françaises de Balfour et de Chelmsford ont des membres de la parenté qui demeurent avec elles; quatre autres familles ont un ou deux pensionnaires. À Rayside, huit des 127 familles canadiennes-françaises ont des membres de la parenté avec elles; deux ont des

pensionnaires et deux autres ont des employés. Il faut aussi noter que, dans un petit nombre de familles, on voit la mention de fille ou fils adoptés.

Par contre, le fait que les membres de la parenté sont aussi près indique que, si les familles étaient bien nucléaires, elles constituaient tout de même un réseau familial d'entraide; elles étaient donc jusqu'à un certain point un réseau familial étendu dont les unités étaient composées de cellules nucléaires.

En moyenne, ces familles comptaient cinq membres. En 1891, la moyenne était de 5,3 membres par famille (le mode est 5 et la médiane 5,4). En 1901, la moyenne est la même à Balfour et Chelmsford, soit 5,3 (le mode est 4 et la médiane 6,3). À Rayside, la moyenne est légèrement plus élevée, soit 5,9 (le mode est 2 et la médiane, 7,6) En 1911, la moyenne est 5,4.

Malheureusement, les recensements ultérieurs de 1921, 1931 et 1941 ne permettent pas de calculer la moyenne des personnes par famille dans des communautés aussi petites que Rayside et Balfour.

On trouve certes des grandes familles. Ainsi, en 1891, on dénombre quatre familles de huit membres, sept de neuf membres, deux de dix, de onze et de douze chacune. En 1901, dans Balfour et Chelmsford, il y a onze familles de huit membres, huit familles de neuf membres, trois de dix membres et deux de onze. On recense aussi de nombreuses familles de deux, trois et quatre membres seulement, surtout parmi les plus jeunes ou les plus vieilles. Rayside compte plus de familles nombreuses; ainsi il y a deux familles de quatorze membres, deux de treize, quatre de douze, cinq de onze, sept de dix, douze de neuf et onze de huit. Mais on note aussi la présence de 22 familles de deux membres et onze de trois membres.

La différence dans la taille des familles entre la campagne et les villages de Rayside (Azilda) et de Chelmsford n'est pas très prononcée. Ainsi, dans Balfour, la moyenne est de 5,5; à Chelmsford de 5,3; à Rayside de 6,0 et à Azilda de 5,1. Pour l'ensemble, la moyenne est de 5,5.

Pour obtenir un portrait démographique plus complet des familles de Rayside et Balfour, nous avons procédé à une étude de démographie historique fondée sur la reconstitution des familles de la paroisse Saint-Joseph-de-Chelmsford. Pour ce faire, la méthode Fleury-Henry¹³ a été utilisée.

La démographie historique

À ses débuts, dans les années 1940, et pendant les quelques années qui ont suivi, les recherches en démographie historique se sont limitées à l'époque de l'Ancien Régime, époque où il existait peu de statistiques démographiques.

Au sens large, la démographie historique est celle de toutes les populations du passé, proche ou lointain, sur lesquelles on n'a aucune information statistique ou une information insuffisante¹⁴.

Depuis quelques années toutefois, en France et ailleurs, les recherches se sont étendues aux XIX^e et XX^e siècles. Elles utilisent, outre les registres paroissiaux, les statistiques démographiques publiées par les organismes gouvernementaux comme Statistique Canada.

Deux modèles ont été développés en démographie historique¹⁵. Le premier est celui de la reconstitution des familles fondée sur l'analyse des registres paroissiaux. Il livre surtout une analyse du comportement démographique de la population étudiée. Le second étudie la population du passé en la situant dans un contexte économique et social plus vaste et en utilisant des sources plus diverses que les registres paroissiaux. Au Canada français par exemple, les études de Henripin et de Charbonneau utilisent le premier modèle alors que celles de l'équipe de Bouchard emploient le second.

Dans notre étude, c'est le second modèle qui a été utilisé. Dans l'ensemble, la méthode Fleury-Henry a été suivie le plus fidèlement possible. Cette méthode comprend essentiellement trois étapes : 1) le dépouillement des registres ; 2) l'exploitation sommaire des relevés ; et 3) la reconstitution des familles.

Le dépouillement des registres de la paroisse Saint-Joseph a nécessité la transcription manuelle et la photocopie des registres des baptêmes, des mariages et des sépultures.

Les renseignements contenus dans ces registres ne sont pas toujours consistants. L'inconsistance la plus sérieuse en ce qui a trait à l'analyse démographique est certes l'omission des âges des époux entre 1896 et 1960. Dans certains cas, ces âges ont pu être précisés grâce aux recensements nominatifs de 1891 et 1901 et aux registres des sépultures. Lorsque l'âge de certains époux n'a pu être déterminé, il a fallu abandonner les fiches de familles.

L'exploitation sommaire des registres consiste à tirer une série de relevés et à faire une simple distribution de fréquences selon certaines variables, notamment l'âge, le sexe et l'année ou la décennie. Henry énumère les relevés suivants : 1) naissances, conceptions, mariages et décès par année civile ; 2) mouvement saisonnier des conceptions, mariages et décès ; 3) fréquence des naissances illégitimes ; 4) fréquence des enfants trouvés (s'il y a lieu) ; 5) fréquence des premiers mariages et remariages ; 6) âge au mariage ; 7) mortalité infantile ; 8) âge et état matrimonial des décédés ; 9) fréquence des signatures, caractère des signatures ; 10) noms et prénoms ; 11) professions.

Puisque certains de ces renseignements ont été omis dans les registres, il a été impossible d'en faire l'analyse. En plus de l'âge des époux déjà mentionné,

ces registres n'indiquent pas toujours les professions, les causes de décès, l'état matrimonial des défunts, le lieu et la date du premier mariage et du remariage.

L'étape de la reconstitution des familles, qui comporte le calcul des taux de fécondité, l'espacement des naissances et la grandeur des familles, est sans doute la plus importante.

Le principe de la reconstitution des familles est le suivant : rassembler dans la mesure du possible les fiches ou relevés de baptême, de mariage et de décès de chacun des époux ; les reporter sur la partie des fiches de famille destinée à recevoir les renseignements relatifs au mari et à la femme ; chercher les fiches ou relevés de baptême, mariage s'il y a lieu, les renseignements qu'ils contiennent dans la partie destinée aux enfants¹⁶.

Puisque le mariage est le point de départ de la famille, une fiche de famille est établie pour chaque mariage célébré dans les paroisses. La variation dans les prénoms a été la principale difficulté dans cette étape de la reconstitution des familles. Les curés inscrivaient parfois différents prénoms pour les époux ou les épouses dans les divers registres. Ainsi l'époux qui s'appelait Rodolphe au mariage devenait Joseph dans le registre de baptême. Lorsqu'il n'y avait pas de variation simultanée dans le prénom ou le nom de l'épouse, il était facile de conclure qu'il s'agissait du même époux. En général, l'orthographe des noms subit très peu de variations.

L'un des principaux problèmes de la démographie historique et de la reconstitution des familles est celui de la représentativité des familles complètes. Les familles complètes sont celles où l'âge des deux époux ou d'au moins un des époux est connu au mariage et à la suite du décès de l'un des deux. Puisque seules ces familles complètes peuvent servir pour effectuer le calcul des taux, il faut tenir compte du fait qu'elles ne sont peut-être pas les plus représentatives de l'ensemble d'une population d'une paroisse.

Ainsi, dans la paroisse Saint-Joseph-de-Chelmsford, les 744 fiches de familles ont donné 160 familles complètes de 1896 à 1940, c'est-à-dire 22 % de toutes les familles formées durant cette période. Malgré ce fait, la méthode ainsi que les registres se sont révélés suffisamment fiables pour que l'on puisse effectuer les calculs et les comparaisons qui suivent.

Les mouvements saisonniers

L'analyse des registres paroissiaux permet de dégager des mouvements saisonniers en ce qui a trait aux baptêmes, aux mariages et aux décès. Elle permet de déterminer à quelle période de l'année les paroissiens se marient, ont des enfants et meurent. Par-delà les actes individuels qu'ils représentent, il est possible de dégager par l'analyse des mouvements saisonniers des tendances

qui servent à décrire les traits culturels, les habitudes et les représentations collectives d'un groupe ou d'une communauté. Chaque baptême, chaque mariage et chaque décès est au départ un acte individuel, mais ils sont tout de même dictés par le milieu social et culturel.

Ces mouvements saisonniers, présentés sous forme de graphique, sont représentés par un indice calculé selon la méthode Fleury-Henry¹⁷. Les mouvements saisonniers des paroissiens de Saint-Joseph sont comparés à ceux de la population de l'Ontario pour une période déterminée.

I) Les baptêmes

L'analyse des mouvements saisonniers des baptêmes permet également de décrire le mouvement des conceptions.

Moheau écrivait déjà en 1778 : « Le temps de la naissance est moins intéressant à rechercher que celui de la conception, principe de fécondité dont l'accouchement n'est que la suite nécessaire. » Il avait en outre reconnu les deux grands traits essentiels de ce mouvement saisonnier : « Le mois de juin est celui où le plus grand nombre de femmes commencent à acquérir des droits au titre d'être mère ; et le mois de septembre est celui qui en donne le moins. » Il ajoutait que c'était là chose naturelle puisque le printemps est une période où une sève générale se répand et s'insinue dans tous les corps¹⁸.

À Saint-Joseph, le mois de mars demeure le mois où le nombre de baptêmes est le plus élevé. Le mois de conception correspondant est juin. Les mois de juin et de septembre, d'août et de novembre présentent des hausses assez significatives comme si les travaux agricoles de l'été étaient suivis d'une période importante de conception. La hausse de novembre s'explique peut-être par le départ imminent des hommes pour les chantiers. Par contre, le mois de janvier est le mois le moins productif.

Le mouvement saisonnier pour l'Ontario ressemble beaucoup à celui de la paroisse Saint-Joseph.

II) Les mariages

Les mouvements saisonniers des mariages à Saint-Joseph se distinguent par une baisse au début de l'année, une hausse au printemps et un sommet en juillet, une baisse en août et une reprise en septembre, puis une autre baisse en automne. Le temps du carême explique évidemment le nombre peu élevé de mariages en février et en mars. La baisse relative du mois d'août s'explique sans doute par le fait qu'il correspond au temps des récoltes.

En Ontario, la baisse est également marquée pendant les mois d'hiver alors que les mois de juin et de septembre sont fort populaires.

LA POPULATION

TABLEAU 3

Indices des mouvements saisonniers des mariages, des baptêmes et des décès, paroisse Saint-Joseph-de-Chelmsford (1901-1940)

a) Mouvement saisonnier des mariages												
Mois												
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Nombre absolu												
57	44	13	56	51	78	95	63	81	68	51	37	694
Nombre proportionnel												
1,8	1,6	0,4	1,9	1,6	2,6	3,2	2	2,7	2,2	1,7	1,2	27,8
Nombre par jour												
95	84	21	100	84	137	163	105	142	116	89	63	1200
b) Mouvement saisonnier des baptêmes et des conceptions												
Mois												
<i>baptême</i>												
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
<i>conception</i>												
A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	
Nombre absolu												
300	302	391	341	336	320	309	299	280	259	233	291	3 661
Nombre proportionnel												
9,7	10,7	12,6	11,4	10,8	10,7	10	9,6	9,3	8,4	7,8	9,4	120
Nombre par jour												
97	107	126	114	108	107	100	96	93	84	78	94	1 200
c) Mouvement saisonnier des décès												
Mois												
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Nombre absolu												
114	83	80	87	76	68	74	102	110	94	82	67	1 037
Nombre proportionnel												
3,7	2,9	2,6	2,9	2,5	2,2	2,4	3,3	3,7	3	2,7	2,2	34,7
Nombre par jour												
130	102	92	102	88	77	86	116	130	106	95	77	1 200

Sources : Registres des mariages, des baptêmes et des sépultures, paroisse Saint-Joseph-de-Chelmsford, 1901-1940.

FIGURE 1

Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions,
paroisse Saint-Joseph (1901-1940)

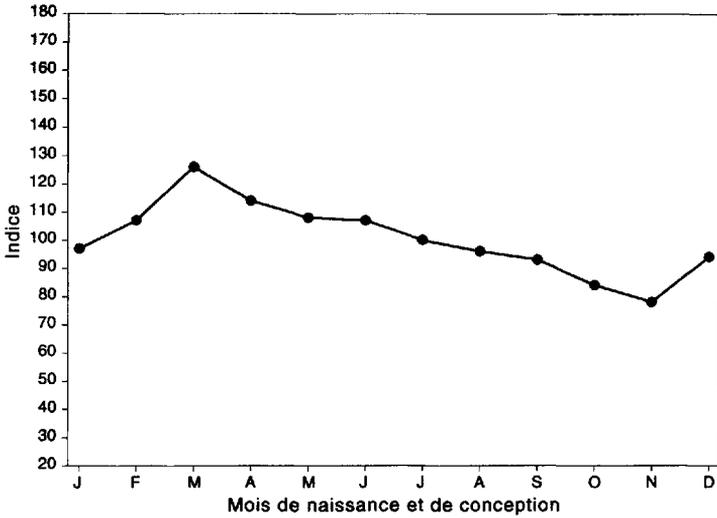


FIGURE 2

Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions, Ontario
(1901-1940)

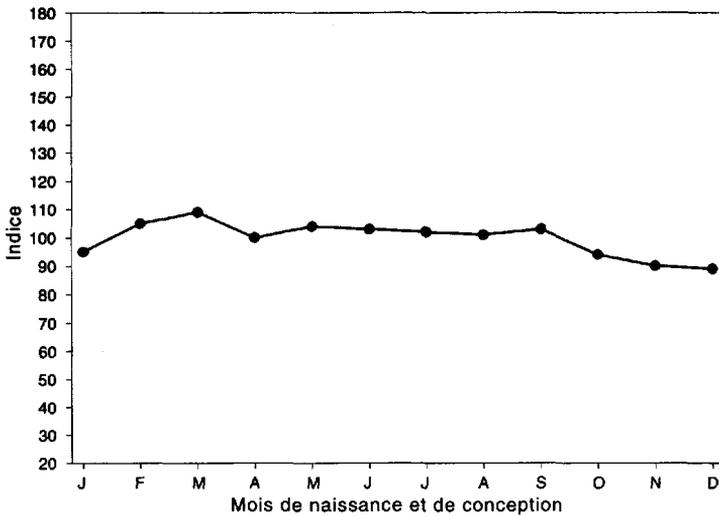


FIGURE 3

Mouvement saisonnier des mariages, paroisse Saint-Joseph
(1901-1940)

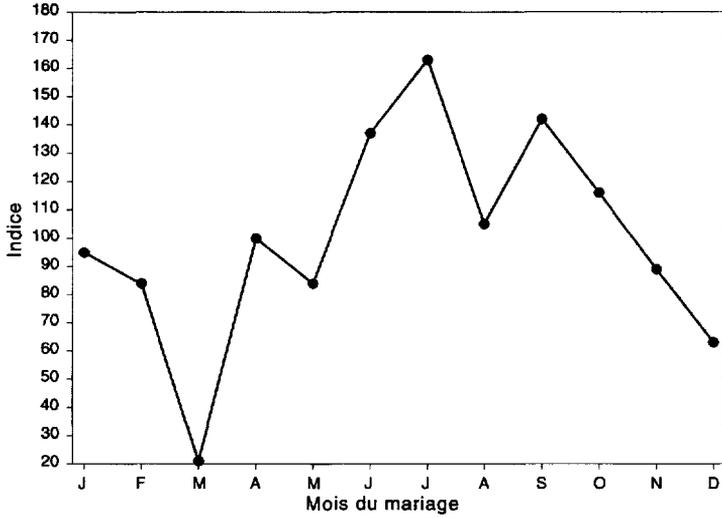


FIGURE 4

Mouvement saisonnier des mariages, Ontario
(1901-1940)

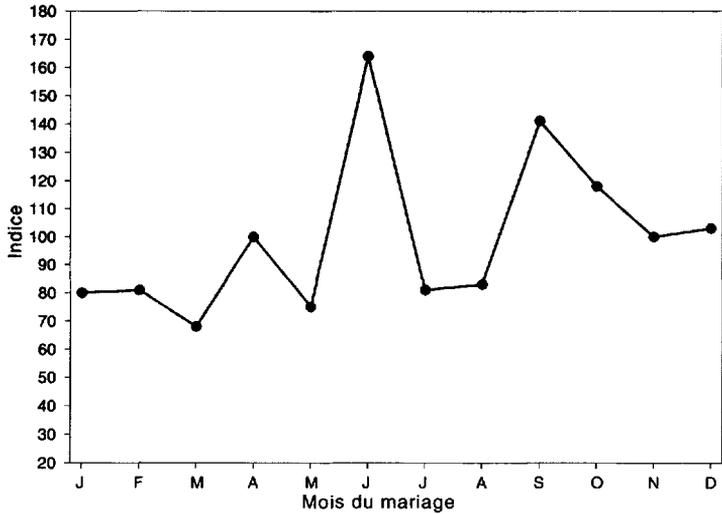


FIGURE 5

Mouvement saisonnier des décès, paroisse Saint-Joseph
(1901-1940)

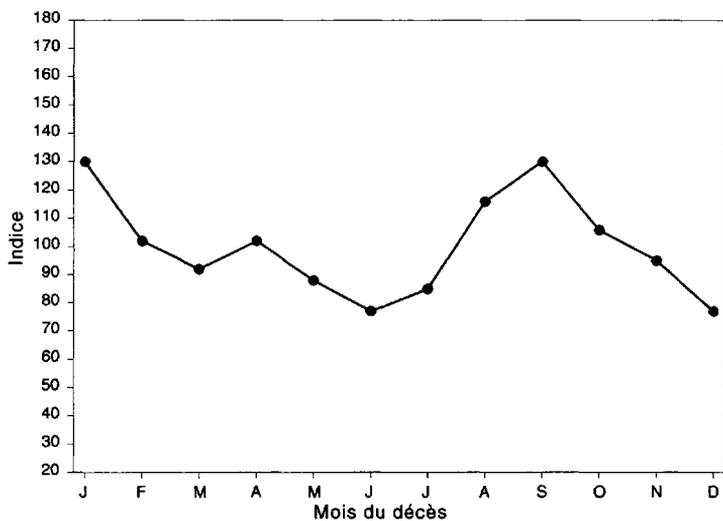
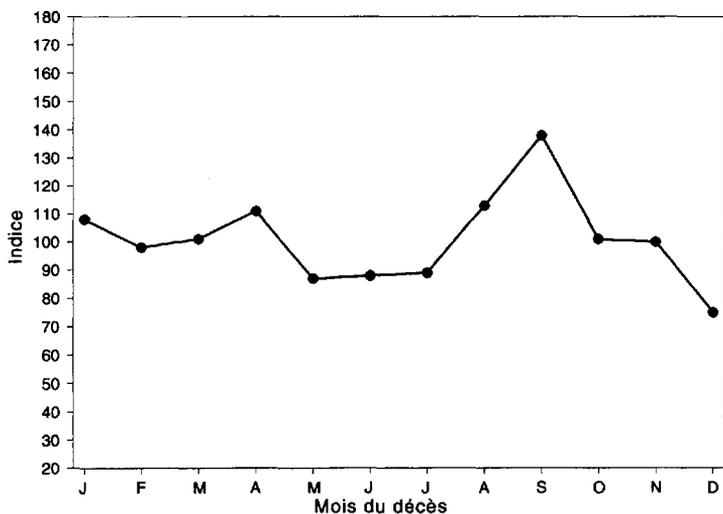


FIGURE 6

Mouvement saisonnier des décès, Ontario
(1901-1940)



III) Les décès

Les mouvements saisonniers des décès révèlent une baisse de janvier à mars, une remontée en avril, une nouvelle baisse en mai et juin, puis une hausse à partir de juillet et un sommet en septembre. À Saint-Joseph, la hausse en septembre est significative. Les mouvements des décès de Saint-Joseph sont très différents de ceux de l'Ontario; ils correspondent en général aux mouvements saisonniers des décès de l'Ancien Régime.

Les lieux de provenance des époux

La migration a créé la paroisse Saint-Joseph de toutes pièces. D'où sont venus ces premiers habitants catholiques et francophones? Combien de temps a duré cette période d'immigration? Les registres de mariages permettent de répondre à ces questions. Les données contenues dans le tableau 4 ont été groupées selon un code composé de quinze catégories.

La paroisse a été largement tributaire de l'Outaouais ontarien et québécois sur le plan de l'immigration, et c'est de l'Outaouais québécois que provient le plus grand contingent de pionniers. En effet, le quart des époux et le cinquième des épouses de Saint-Joseph sont nés dans l'Outaouais québécois. Les diverses régions de l'est de l'Ontario ont fourni environ les mêmes pourcentages d'époux et d'épouses.

Les épouses ont tendance à venir en plus grand nombre des environs. À partir des années 1911-1920, les épouses viennent principalement de la région immédiate, c'est-à-dire de Chelmsford et de Sudbury. La migration des hommes, par contre, dure jusque dans les années 1920. À compter des années 1920, la paroisse Saint-Joseph se reproduit presque sans apport de l'extérieur.

Le mouvement migratoire ayant le Québec et l'Outaouais comme point de départ s'arrête donc à compter des années 1920. La migration vers le nord de l'Ontario s'inscrit dans un mouvement migratoire plus vaste de la population québécoise et canadienne. Entre 1840 et 1930, près d'un million de Québécois et au moins deux millions et demi de Canadiens ont émigré vers les États-Unis. Des milliers de Québécois ont émigré vers l'Ontario et l'ouest du Canada.

L'émigration vers les autres provinces se dirige surtout vers l'Ontario où se développent des communautés canadiennes-françaises dans quelques comtés du sud-ouest et dans l'est près de la frontière Québec-Ontario. Lorsque les Québécois émigrent vers le nord de l'Ontario, le curé Labelle, missionnaire toujours prêt à s'enflammer, se prend à rêver avec quelques autres d'un Royaume du Nord majoritairement français qui relierait le nord du Québec à Winnipeg¹⁹.

La migration de l'Est ontarien est due en grande partie à l'épuisement des ressources forestières à la fin des années 1870²⁰. Gaffield a montré que les

TABLEAU 4

Lieux d'origine (baptême) des époux, paroisse Saint-Joseph (1896-1940)

Lieu d'origine	Époux		Épouse	
	N	(%)	N	(%)
Sudbury (ville)	16	2	8	1
Sudbury (région)	26	4	20	3
Chelmsford	133	24	248	38
Nipissing	12	2	17	3
Algoma	4	1	2	~
Nord Ontario	2	~	6	~
Est Ontario	110	17	93	14
Sud Ontario	8	1	7	1
Outaouais québécois	154	24	125	19
Québec	120	18	81	12
Canada	2	~	1	~
États-Unis	9	1	8	1
Angleterre	2	1	~	~
France	2	~	2	~
Europe	6	~	2	~
Ailleurs	1	~	~	~
Non identifié	26	4	34	5
Total	655	100	655	100

Source : Registres de mariages, paroisse Saint-Joseph.

Canadiens français de Prescott, moins sédentaires à l'époque que les Canadiens anglais, ont tendance à émigrer. Il est possible que certains d'entre eux aient suivi l'industrie forestière vers le nord, le long de l'Outaouais, ou qu'ils aient trouvé des emplois dans le Canadien Pacifique et des terres dans Rayside-Balfour qui leur permettaient de reproduire le mode de vie qu'ils avaient connu dans l'Outaouais.

Comme le Québec en général, l'Outaouais québécois et ontarien se trouvait dans une situation économique qui favorisait, à la fin du XIX^e siècle, une

émigration vers le nord-ouest. D'ailleurs les témoignages de familles pionnières de la région et de la ville de Sudbury confirment cette hypothèse²¹. Les liens de parenté ont certes joué un rôle important dans la migration des Canadiens français vers la région de Sudbury.

La fécondité

Comme le nombre de naissances illégitimes n'a pu être calculé, il ne peut être question ici que de naissances légitimes. Celles-ci se mesurent en rapportant le nombre de naissances au nombre de femmes mariées. Pour mesurer la fécondité légitime, la démographie historique distingue entre fécondité par âge au mariage et fécondité par durée de mariage. Seule la fécondité par âge au mariage et par groupe d'âges est présentée ici. « Le taux de fécondité est obtenu en divisant le nombre total de naissances appartenant aux âges [...] du groupe considéré par le nombre total d'années de vie conjugale passées dans ce groupe d'âges²². »

Pour obtenir ces taux de fécondité, il faut calculer l'âge des épouses, la durée de la vie conjugale et le nombre de naissances par groupe d'âges.

TABLEAU 5

Taux de fécondité légitime par groupe d'âges, paroisse Saint-Joseph (1901-1940)

Âge de la femme au moment du mariage	Âge de la femme à la naissance de l'enfant selon les données						Taux de fécondité légitime
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	
15-19	0,483	0,500	0,367	0,288	0,189	0,092	0,309
20-24		0,521	0,443	0,300	0,178	0,061	0,292
25-29			0,441	0,417	0,200	0,177	0,299
30-34				0,600	0,467	0,133	0,400
35-39					0	0	0
40-44						0	0
Tous les âges	0,483	0,507	0,402	0,314	0,194	0,086	0,303

Source : Registres des mariages et des baptêmes, paroisse Saint-Joseph.

Ces tableaux révèlent un taux de fécondité élevé à Saint-Joseph. Il est en effet plus que le double du taux de la paroisse Sainte-Anne de Sudbury²³. Il y a donc une différence significative entre ces deux communautés, l'une étant rurale-agricole, l'autre urbaine. Il est intéressant de comparer ces deux taux à ceux de l'Ontario, du Québec et du Canada pour les 40 premières années du XIX^e siècle.

TABLEAU 6

Comparaison des taux globaux de fécondité légitime,
Canada, Québec, Ontario, paroisse Sainte-Anne, paroisse Saint-Joseph
(1901-1941)

Canada	Québec	Ontario	Sainte-Anne	Saint-Joseph
0,193	0,252	0,155	0,149	0,303

Sources : Jacques Henripin, *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1968, p. 57 ; Registres des paroisses Sainte-Anne et Saint-Joseph.

Le taux de Sainte-Anne est à peu près le même que celui de l'Ontario alors que celui de Saint-Joseph est comparable à celui du Québec. Il est évident que le milieu rural et agricole de Rayside-Balfour, avec ses familles nombreuses et sa fécondité élevée, est typique de la société canadienne-française traditionnelle.

Cette fécondité élevée s'explique en partie par la logique du mode de la petite production indépendante. Avant l'époque de la mécanisation et de l'industrialisation, les forces productives étaient constituées principalement par l'énergie humaine. Il était donc nécessaire que les familles aient un nombre élevé d'enfants qui constituaient des éléments essentiels de ces forces productives. En outre, du fait de la domination patriarcale au sein de ce mode de production, la reproduction dépendait en grande partie de l'homme²⁴.

Il faut noter par contre que le taux de fécondité légitime est à la baisse entre 1901 et 1940, étant ramené de 0,380 à 0,259. Cette baisse s'amorce en 1931. Ce phénomène qui a été observé dans plusieurs sociétés, surtout occidentales, au cours du XX^e siècle a débuté vers 1875²⁵. Les tentatives d'explication sont nombreuses : « *The problem is that we have too many explanations which are individually plausible in general terms, which contradict each other to some degree and which fail to fit some significant part of the facts*²⁶. »

L'espace des naissances

Le tableau 7 montre les intervalles existant entre le moment du mariage et celui du premier accouchement (intervalle protogénésique) selon les décennies.

TABLEAU 7
Variations des intervalles protogénésiques, par décennies,
paroisse Saint-Joseph (1901-1941)

Intervalles	1901-1910 (%)	1911-1920 (%)	1921-1930 (%)	1931-1940 (%)	1901-1940 (%)
Huit mois et moins	16	24	17	23	20
9-12 mois	35	34	31	19	29
12 mois et plus	49	42	53	58	51

Source : Registres des baptêmes et des mariages, paroisse Saint-Joseph.

Ce tableau permet de voir que le cinquième des naissances sont précédées de conceptions prénuptiales; qu'environ le tiers ont lieu entre neuf et douze mois après le mariage et que la moitié surviennent un an après le mariage. La proportion des conceptions prénuptiales ainsi que les naissances un an après le mariage augmentent de façon régulière entre 1911 et 1940.

La mortalité

De nombreux facteurs sur lesquels l'individu a peu ou pas d'influence déterminent la mortalité : guerres, famines, épidémies, âge, hérédité, conditions d'hygiène, occupation, sexe. Ces facteurs varient selon les époques et les sociétés. En général, avant le XVIII^e siècle, les taux de mortalité étaient très élevés²⁷, à cause principalement des grandes crises²⁸. Au cours du XVIII^e siècle et surtout du XIX^e siècle, principalement dans les sociétés occidentales, les taux de mortalité ont baissé de façon considérable.

Les taux de mortalité pour Saint-Joseph ont d'abord été ventilés selon les âges.

TABLEAU 8
Mortalité selon les groupes d'âges,
paroisse Saint-Joseph (1896-1940)

Groupe d'âges	(%)
Moins de 1 an	40,3
1-4	12,7
5-9	4,6
10-19	4,3
20-39	8,9
40-59	7,8
60-79	10,8
80-99	4,7
Inconnu	9,0
Total	100,0

Source : Registres des sépultures, paroisses Sainte-Anne et Saint-Joseph.

Il est à noter que plus de la moitié des individus décédés au cours de cette période sont âgés de neuf ans et moins. Toutefois, lorsque ces données sont ventilées selon les décennies, on remarque que la proportion de personnes décédées à neuf ans ou moins baisse considérablement.

C'est la mortalité infantile qu'il est intéressant d'analyser. Pour en calculer le taux, nous avons utilisé la méthode d'Henry.

En démographie historique, on travaille rarement sur une année isolée; on prend presque toujours plusieurs années, cinq, ou, le plus souvent, dix.

Exemple : Décennie 1750-1759
 Enfants décédés ayant moins d'un an 285
 Naissances 1 250
 Taux de mortalité infantile²⁹ : $\frac{285}{1250} = 228$ pour 1 000

Ainsi les taux de mortalité infantile ont été calculés en divisant les décès à moins d'un an par le nombre de naissances (moins les morts-nés). Les taux par décennie sont présentés dans le tableau 9 et sont comparés à ceux de l'Ontario.

TABLEAU 9

Taux de mortalité infantile, par décennie,
paroisse Saint-Joseph et Ontario (1901-1940)

Taux de mortalité infantile (par mille)		
Décennie	Saint-Joseph	Ontario
1901-1910	160	124
1911-1920	106	109
1921-1930	100	79
1931-1940	104	58
Total	118	97

Source : Registres des sépultures, paroisse Saint-Joseph ; *Report on Births, Marriages and Deaths*, Ontario, 1891-1940.

On note une différence significative entre Saint-Joseph et l'Ontario. Sauf pour la décennie 1911-1920, les taux de Saint-Joseph sont relativement plus élevés. Les taux de Saint-Joseph sont toutefois plus bas que ceux de la paroisse Sainte-Anne³⁰, en grande partie parce que le taux de fécondité y est beaucoup plus élevé. Cette différence laisse supposer que le milieu rural et agricole de Rayside-Balfour présente certains traits particuliers qui expliquent le fait que la mortalité infantile est relativement basse. Par contre, il se peut aussi que le milieu urbain de Sudbury explique la mortalité infantile beaucoup plus élevée que la normale. Si on compare les taux de ces paroisses à celui de l'Ontario, on se rend compte qu'ils sont plus élevés que la moyenne ontarienne³¹. On remarque une baisse assez nette du taux de mortalité infantile à Rayside-Balfour à partir de 1911, mais ce taux se stabilise, tandis qu'il continue à descendre en Ontario.

Conclusion

La population de Rayside et de Balfour augmente lentement jusqu'en 1940. La croissance est plus marquée et plus constante dans le village et la ville de Chelmsford, mais, dans l'ensemble, la croissance est lente et naturelle.

Cette population se distingue par le fait qu'elle est très majoritairement catholique et canadienne-française. Au cours de cette période, environ 90% des habitants déclarent être de religion catholique et d'origine canadienne-française. L'analyse des registres paroissiaux révèle qu'une proportion importante des familles provient de l'Outaouais, de la partie québécoise comme de

la partie ontarienne. Cette migration en provenance de l'Outaouais et d'autres régions du Québec a créé de toutes pièces la paroisse Saint-Joseph. Elle se poursuit pendant un quart de siècle, jusque dans les années 1910 pour les femmes et jusque dans les années 1920 pour les hommes. Après 1920, la communauté et la paroisse se reproduisent d'elles-mêmes.

Un autre trait caractéristique est la communauté de parenté et de familles. En effet, l'analyse des recensements nominatifs et des rôles d'évaluation ainsi que les souvenirs des répondants et répondantes montrent que la communauté ressemble à une grande famille, qu'elle est constituée de grappes de parenté. Ces sœurs et frères, enfants et parents, cousins et cousines, tantes et oncles vivent sinon les uns à côté des autres, sur les mêmes lots et dans les mêmes concessions, du moins à une distance de quelques kilomètres les uns des autres. Ils constituent un vaste réseau d'entraide et de communication dont les membres célèbrent les fêtes ensemble. Rappelons que, selon Durkheim, la parenté est fondée sur un ensemble de devoirs d'assistance, laquelle constitue la société ou la communauté qui est à la base de la religion.

La famille se reproduit évidemment en grande partie dans le même milieu physique, à savoir la campagne, le village ou la ville. L'analyse des recensements nominatifs et des rôles d'évaluation montre que les familles sont sédentaires.

Les familles sont en général de type nucléaire, c'est-à-dire qu'elles sont formées uniquement des parents et des enfants. On trouve très peu de membres de la famille étendue vivant aussi dans la maison. Le fait que les membres de la parenté, de la famille étendue, demeurent tout près démontre que la famille nucléaire se situe dans un contexte plus global.

En moyenne, les familles canadiennes-françaises sont composées, entre 1891 et 1911, de cinq personnes. Ces familles ont un taux de fécondité très élevé ainsi qu'un taux de mortalité stable mais relativement élevé.

En somme, la population de Rayside et Balfour, de 1890 à 1940, connaît une croissance lente. Elle est constituée d'un vaste réseau de parenté qui se reproduit en grande partie sur la base d'une économie rurale et agricole, sur la base d'un mode de petite production dont le fondement est la terre.

Notes

1. Voir à ce sujet Chad Gaffield, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993; Chad Gaffield, « Boom and Bust : The Demography and Economy of the Lower Ottawa Valley in the Nineteenth Century », *Historical Papers*, Canadian Historical Association, 1982, p. 172-195.

2. Selon les répondants et répondantes interviewés.
3. Lionel Séguin, *op. cit.*, p. 17-18.
4. Le canton de Balfour a été arpenté en mai 1884 et celui de Rayside en juillet 1884. Voir *Sessional Papers*, Assemblée législative de l'Ontario, vol. XVII, 1885, p. 52-54.
5. Cette loi est intitulée *An Act Respecting Free Grants and Homesteads to Actual Settlers on Public Lands*, chapitre 24, Revised Statutes of Ontario, 1877.
6. On trouve deux graphies du nom de cette rivière dans les documents, soit Vermilion et Vermillion. C'est cette dernière qui sera utilisée ici.
7. Voir Gilberte Proulx, *Familles pionnières. Leur odyssée. Leur enracinement*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 5, 1944.
8. Roger Bernard, *Le travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale Québec/Ontario 1900-1985*, Hearst, Éditions du Nordir, 1991, p. 197.
9. *Ibid.*, p. 202.
10. L'Église unie a été fondée en 1925 à la suite de la fusion des Églises presbytérienne, méthodiste et congrégationnaliste. À ce sujet, on pourra consulter John Webster Grant, *The Canadian Experience of Church Union*, Richmond (Virginie), John Knox Press, Ecumenical Studies in History No. 8, 1967.
11. Voir à ce sujet Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 154-162.
12. Au sujet des Finlandais dans la région de Sudbury, on pourra consulter, entre autres, Lennard Charles Sillanpaa, « A Political and Social History of Canadians of Finnish Descent in the District of Sudbury », thèse de maîtrise, Helsinki, 1973; Martha Isobel Allen, « A Survey of Finnish Cultural, Economic and Political Development in Sudbury », thèse de maîtrise, Department of History, University of Western Ontario, 1954; O. W. Saarinen, « Finns in Northeastern Ontario With Special Reference to the Sudbury Area », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. XV, n° 1, 1981, p. 41-54; Vapaus, *Finns in the Nickel Basin*, Sudbury, 1937 (le journal *Vapaus* était un quotidien finlandais de gauche qui a été publié à Sudbury pendant plus de cinquante ans; à ce sujet, voir Donald Dennie, « Sudbury, 1883-1946 », *op. cit.*, p. 272-281). On peut aussi consulter la revue *Polyphony*, Fall 1981, vol. 3, No. 2. Tout le numéro est consacré aux Finlandais du nord de l'Ontario.
13. Michel Fleury et Louis Henry, *Des registres paroissiaux à l'histoire de la population. Manuel de dépouillement et d'exploitation de l'état civil ancien*, Paris, I.N.E.D., 1956. Pour un bref historique de la démographie historique, on pourra consulter Donald Dennie, « Le comportement démographique de deux paroisses canadiennes-françaises de la région de Sudbury », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 16, 1994, p. 9-29.
14. Louis Henry, *Démographie. Analyse et modèles*, Paris, Larousse, 1972, p. 18.
15. Voir Ronald D. Lee, *Population Patterns in the Past*, New York, Academic Press, 1977.
16. Michel Fleury et Louis Henry, *op. cit.*, p. 67.
17. Michel Fleury et Louis Henry, *op. cit.*, p. 104.
18. Pierre Guillaume et Jean-Paul Poussou, *Démographie historique*, Paris, Colin, 1970, p. 167.
19. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec. De la Confédération à la crise*, *op. cit.*, p. 45. En ce qui a trait à la colonisation du nord de l'Ontario, voir les travaux de Roger Bernard, *Le travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale Québec Ontario, 1900-1945*, Hearst, Éditions Le Nordir, 1991; Roger Bernard, « Peuplement du Nord de l'Ontario », *Revue du Nouvel-*

- Ontario* n° 12, 1990, p. 15-40; voir aussi Martine Tremblay, « Peuplement et colonisation du Québec et du Nord de l'Ontario : connaissances actuelles et perspectives de recherches », *Revue du Nouvel-Ontario* n° 12, 1990, p. 43-63.
20. Chad Gaffield, « Boom and Bust... », *op. cit.*, p. 182.
 21. Voir Gilberte Proulx, *op. cit.*
 22. Jacques Henripin, *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1968, p. 58.
 23. Voir Donald Dennie, « Le comportement démographique de deux paroisses canadiennes-françaises de la région de Sudbury », p. 31.
 24. Sur ce sujet, on pourra consulter Mary O'Brien, *The Politics of Reproduction*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1980.
 25. Jacques Henripin, *Tendances et facteurs...*, p. 68.
 26. Charles Tilly (dir.), *Historical Studies of Changing Fertility*, Princeton, Princeton University Press, 1978, p. 4.
 27. Voir Judah Matras, *Population and Societies*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice-Hall, 1974.
 28. Voir Hubert Charbonneau et André Larose, *op. cit.*
 29. Michel Fleury et Louis Henry, *op. cit.*, p. 119-120.
 30. Les taux de mortalité infantile de la paroisse Sainte-Anne sont les suivants : 1901-1910 : 175 ; 1911-1920 : 180 ; 1921-1930 : 136 ; et 1931-1940 : 120.
 31. Donald Dennie, « Le comportement démographique... », *op. cit.*, p. 34.

CHAPITRE 3

La propriété et la production

« La terre ça nous donnait de la fierté, un sens des valeurs parce qu'il fallait travailler pour. Avoir une ferme à nous aut' c'était important de dire – ben – on demeure là. Et puis chez nous ça c'était pas un loyer, c'était pas quelque chose de temporaire. On avait besoin du sens de la stabilité. C'était ben important pour nous autres la stabilité. On n'a jamais eu cette expérience d'être obligé de s'décrocher d'une place, de s'déchirer d'une place et puis s'en aller à une autre. Alors la stabilité pour nous c'était ben important, ben fort. C'est la terre qui nous le donnait. »

Un répondant de Rayside

Les premiers habitants de Rayside, Balfour et Chelmsford ont laissé leur pays natal, l'Outaouais québécois et ontarien, pour tenter de reproduire dans le Nord-Est ontarien un mode de vie qui leur était familier, mais qu'il était de plus en plus difficile de maintenir dans leur coin de pays. Pour eux, la pierre angulaire de ce mode de production, c'était une propriété suffisamment grande pour leur permettre d'établir une ferme, de produire les biens nécessaires à la vie et de garantir la survie et la reproduction de leur famille.

Ce lopin de terre, qui permettait de répondre à leurs besoins et à leurs aspirations, les habitants le trouvaient dans la Vallée, près des mines de nickel. Pour en obtenir un, il leur fallait se conformer aux dispositions de la loi ontarienne concernant la colonisation des districts de Nipissing et d'Algoma¹. Cette loi avait été adoptée dans le cadre d'une politique de colonisation des terres du nord de l'Ontario instaurée par le gouvernement ontarien. Ce dernier voulait assurer la colonisation des terres en réalisant des travaux d'infrastructure essentiels tels que l'arpentage des terrains, la délimitation des cantons, la construction de routes et de voies ferrées.

De plus, le gouvernement pouvait s'enorgueillir en 1896 d'avoir construit 4 567 milles de chemins de colonisation et 82 339 pieds de ponts à un coût de

2 500 000 \$. Dans la vaste bande de terres au nord, qui s'étendait du district d'Algoma jusqu'au haut Outaouais en passant par le district de Muskoka, on avait créé 107 cantons réservés aux concessions gratuites; 25 000 personnes occupaient environ 3 millions d'acres².

Cette loi stipulait entre autres que celui qui faisait une demande pour l'obtention d'un terrain devait déclarer sous serment qu'il avait 18 ans et qu'il n'avait pas reçu d'autres propriétés en vertu de cette loi. Dans sa déclaration sous serment, le demandeur devait assurer que le terrain était propre à l'agriculture et à la colonisation. La loi interdisait surtout au demandeur de couper les pins sur la propriété sauf pour construire et chauffer la demeure familiale et enclore son terrain. Les arbres sur le terrain ne devenaient la propriété du requérant qu'après le défrichage ou l'obtention de la lettre patente. Cette lettre constituait le demandeur propriétaire légal. Pour obtenir les titres de propriété, le requérant devait remplir plusieurs conditions définies à la section 8 de la loi.

No patent shall issue for any land located under this Act or under said regulations until the expiration of five years from the date of such location nor until the locatee or those claiming under him or some of them have performed the following settlement duties, that is to say : have cleared and have under cultivation at least fifteen acres of the said land (whereof at least two acres shall be cleared and cultivated annually during the five years next after the date of the location, to be computed from such date) and have built a house thereon fit for habitation at least sixteen feet by twenty feet, and have actually and continuously resided upon and cultivated the said land for the term of five years next succeeding the date of such location, and from thence up to the issue of the patent except that the locatee shall be allowed one month from the date of the location to enter upon and occupy the land, and that absence from the said land for in all not more than six months during any one year (to be computed from the date of the location) shall not be held to be a cessation of such residence, provided such land be cultivated as aforesaid.

Après avoir satisfait à ces conditions et obtenu la lettre patente par laquelle il obtenait gratuitement la terre, le propriétaire ne pouvait vendre ou hypothéquer sa propriété pendant une période de vingt ans.

Il est impossible de déterminer si les sociétés de colonisation ont joué un rôle dans l'établissement des colons dans la région de Sudbury³. On ne trouve aucun témoignage ni document indiquant que des curés ou des agents ont encouragé cet établissement. Les interviews ainsi que divers documents⁴ laissent croire au contraire qu'il s'agissait bien d'une migration non planifiée, décidée par un membre de la famille qui incitait les autres à s'établir dans ce nouveau pays.

Il est évident toutefois qu'à cette époque le mouvement de colonisation était très fort, et il a sans doute eu un effet d'entraînement. En plus des efforts du gouvernement ontarien, des sociétés de colonisation étaient actives au Québec⁵.

LA PROPRIÉTÉ ET LA PRODUCTION

Les premières familles se sont établies le long de la voie ferrée du Canadien Pacifique, dans les villages de Chelmsford et de Rayside ou dans les rangs. Ils ressemblaient donc à l'habitant typique décrit par Léon Gérin :

Représentez-vous une simple juxtaposition de familles semblables à celles que nous venons d'observer : à peu près toutes engagées dans la culture du sol et s'y maintenant chacune par le travail en commun de ses membres, ne recourant que dans des cas exceptionnels à la main-d'œuvre salariée; complétant les ressources extraites du sol par la simple récolte de productions spontanées de la terre ou des eaux, ou par l'exercice de diverses industries domestiques ou de divers métiers accessoires. Ces familles seront toutes égales ou du moins, elles ne seront pas hiérarchisées. Ce que chaque famille ne saurait exécuter ou produire par l'effort concerté de ses membres, elle se l'assurera autant que possible avec le concours bénévole de ses voisins, à charge de revanche⁶.

La colonisation, c'est-à-dire le défrichement pour satisfaire aux exigences du *Homestead Act*, a pris une vingtaine d'années. En effet, la plupart des premiers titres de propriété datent de 1908.

En 1901, le recensement nominatif révèle que, dans le canton de Rayside, les habitants se sont établis dans tous les rangs, surtout dans les six premiers

TABLEAU 10
Structure de la propriété foncière,
cantons de Balfour et de Rayside (1901)

Nombre d'acres	Cantons			
	Balfour		Rayside	
	N	(%)	N	(%)
Moins de 1	~	~	~	~
1-49	~	~	4	3
50-99	23	42	35	32
100-149	5	9	21	19
150-199	14	25	24	22
200-249	1	2	8	7
250-299	~	~	3	3
300-349	7	13	9	8
350 et plus	5	9	7	6
Total	55	100	111	100

Source : Recensement nominatif, Statistique Canada, 1901.

lots. Dans le canton de Balfour, ils sont établis principalement dans les concessions 1, 3 et 4, c'est-à-dire autour du village de Chelmsford qui occupe les lots 2 des concessions 3 et 4. Les lots dans les concessions 5 et 6 sont pour la plupart vides. En 1921 toutefois, les habitants occupent des lots dans toutes les concessions du canton de Balfour. Dès les débuts de la colonisation, le canton de Rayside témoigne d'une vocation plus agricole que celui de Balfour.

En général, dans les deux cantons, la superficie des propriétés varie entre 50 et 200 acres.

Malheureusement, seuls les registres des rôles d'évaluation de la propriété foncière de Balfour et de Chelmsford existent encore, ce qui empêche d'établir une comparaison entre les campagnes de Rayside et de Balfour. Il est possible toutefois d'examiner l'évolution de la structure de la propriété foncière dans le canton de Balfour de 1911 à 1940.

A partir de 1901 (voir le tableau 10), la structure de la propriété foncière dans Balfour demeure relativement la même : la majorité des terres ont de 50 à 200 acres, la moyenne étant de 80 et de 160 acres. Toutefois, le nombre et le pourcentage de propriétés de 200 acres et moins ont tendance à augmenter.

TABLEAU 11
Structure de la propriété foncière,
Balfour (1911-1940)

Nombre d'acres	Années							
	1911		1921		1931		1940	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Moins de 1	5	3	7	3	2	1	26	9
1-49	8	4	17	8	32	12	32	11
50-99	54	30	69	31	87	32	87	29
100-149	19	11	35	16	26	10	34	11
150-199	66	37	77	34	90	34	90	30
200-249	10	6	5	2	7	3	8	3
250-299	~	~	2	~	2	1	5	2
300-349	18	10	11	5	22	8	18	6
350 et plus	~	~	1	~	~	~	1	~
Total	180	100	224	100	268	100	301	100

Source : Rôles d'évaluation, canton de Balfour, 1911-1940.

Ainsi, en 1901, 76% des propriétés avaient 200 acres et moins; en 1940, ce pourcentage atteint 90. De même, alors que, en 1901, 22% des propriétés avaient 300 acres ou plus, celles-ci ne comptent plus que pour 6% du total en 1940. Il y a diminution de la grandeur des propriétés, ce qui entraîne une augmentation de leur nombre : de 55 en 1901, on passe à 301 en 1940.

TABLEAU 12
Nombre d'acres et valeur de l'évaluation foncière,
canton de Balfour (1911-1940)

Année	Nombre d'acres	Valeur de l'évaluation				Total
		Propriété		Édifices		
		N	%	N	%	
1911	31 677	134 030 \$	81	32 350 \$	19	166 380 \$
1921	28 405	149 100 \$	79	40 175 \$	21	189 275 \$
1931	34 971	201 750 \$	79	52 365 \$	21	254 115 \$
1940	35 865	162 677 \$	79	43 995 \$	21	206 672 \$

Source : Rôles d'évaluation, canton de Balfour, 1911, 1921, 1931 et 1940.

Le tableau 12 montre que le nombre d'acres soumis à l'évaluation foncière augmente graduellement entre 1911 et 1940. Au cours de cette période, la proportion de la valeur attribuée à la propriété et aux édifices est relativement constante. En 1940, l'évaluation globale baisse, sans doute à cause de la Grande Dépression.

Dans l'ensemble, ces tableaux montrent une augmentation du nombre de propriétaires et du nombre d'acres soumis à l'évaluation foncière entre 1901 et 1940. Ils révèlent aussi une augmentation du nombre de propriétés ayant moins de 200 acres, ce qui s'explique par le partage des terres entre les fils des cultivateurs.

L'acquisition et la transmission

L'examen des enregistrements des titres de propriété dans les cantons de Balfour et de Rayside fournit des renseignements intéressants sur les méthodes d'acquisition et de transmission des propriétés et sur les moyens de financement.

Les bureaux d'enregistrement des titres constituent donc une source importante pour l'étude de la propriété foncière. Les cadastres livrent des données sur les détenteurs de titres, l'année, les modes de transmission des propriétés (don, vente, succession, saisie par suite de taxes impayées, etc.), la valeur marchande des terrains et des immeubles, les principaux prêteurs, les obligations pesant sur les propriétés et la date de mise à effet de ces obligations.

Pour mener l'analyse, il fallait d'abord transcrire tous les enregistrements survenus entre 1893 (la date du premier enregistrement) et 1970, année où s'arrête notre étude. Nous avons étudié plus de 7 000 enregistrements.

Les données du bureau d'enregistrement immobilier du district de Sudbury montrent que le nombre de propriétés enregistrées avant 1900, donc pendant la période de colonisation de Rayside et Balfour, est très restreint. C'est pourquoi nous avons choisi de grouper ces enregistrements dans une période qui va jusqu'à 1909. Par la suite, nous avons établi une périodicité d'une décennie, allant jusqu'en 1970. Le tableau 13 montre la distribution de ces enregistrements jusqu'en 1940.

Au cours des cinquante premières années de Rayside et Balfour, 39% des propriétés (2 828 sur 7 196) ont été enregistrées à la suite d'une transaction quelconque; plus de 60% des transactions ont eu lieu au cours des trente années suivantes, soit entre 1940 et 1970. Les transactions enregistrées au cours de cette première période ont eu lieu principalement au cours des années 1910-1919 et 1920-1939. C'est pendant la Grande Dépression, c'est-à-dire

TABLEAU 13

Fréquence des enregistrements des titres de propriété
dans les cantons de Balfour et de Rayside (1890-1940)

Décennie	Fréquence	Fréquence relative	
		Fréquence relative (%)	Fréquence relative accumulée (%)
Avant 1910	635	22,5	22,5
1910-1919	862	30,5	53,0
1920-1929	865	30,6	83,6
1930-1939	466	16,4	100,0
Total	2 828	100,0	

Source : Bureau d'enregistrement immobilier, district de Sudbury.

entre 1930 et 1939, que le nombre d'enregistrements de transactions de propriétés foncières a été le moins élevé.

L'examen des modes d'acquisition ou de transmission des propriétés selon les décennies est fort intéressant. Les enregistrements ne donnaient pas toujours des indications sur les modes d'acquisition ou de transmission. Ainsi, 1 928 des 2 828 enregistrements contenaient des précisions utiles.

La majorité des propriétés ont été acquises par la vente sauf dans la période de colonisation, de 1883 à 1909, lorsque les habitants se sont procuré leurs terres par voie de lettre patente, une fois les exigences du *Homestead Act* satisfaites. Pendant cette période, 69% des acquisitions de propriétés ont eu lieu par lettre patente. Après cette période, ce mode d'acquisition perd nettement de son importance. Bien que la vente soit le mode préféré après 1910, le don prend également de l'importance. Nous avons classé parmi les dons toute propriété cédée au prix de 5 \$ ou moins. Cette somme symbolique peut varier selon les coutumes des familles, coutumes que nous n'avons pu définir avec précision. Généralement la pratique veut que, dans les cantons de Rayside et de Balfour, les propriétés considérées comme étant offertes en don avaient une valeur de 1 \$ ou 2 \$. Parfois le prix indiqué était de 10 \$ ou de 50 \$, une somme alors bien inférieure à la moyenne des prix dans l'immobilier.

Le don acquiert de l'importance après 1910, à mesure que les premières générations d'habitants lèguent les terres à leurs fils. Selon le recensement nominatif de 1891, la moyenne d'âge chez les pères de famille était de 37,5, et chez les mères de 32,7. Ainsi, à partir de 1910, les premiers habitants ont près de 60 ans et commencent ainsi à faire donation de leurs terres à leurs fils. À leur mort, ils lèguent leurs terres à leurs femmes qui en font souvent un don à un fils. En 1901, la moyenne d'âge des hommes mariés est montée à 40,1 et celle des femmes est de 35,1. Ces habitants sont donc prêts, dans les années 1920, à transmettre leurs propriétés par testament ou par donation.

Le don se fait donc de diverses façons, mais toujours à un fils, soit le plus jeune, soit le plus vieux. Un répondant de Balfour affirme que, dans la famille, « ce n'était pas dit comme tel lequel des fils hériterait de la ferme. Mais j' pense que le vieux dicton était que le dernier des fils ou qui que ce soit, c'est un dicton qui disait le poteau d' famille en héritait. Le poteau de famille, ça c'était celui qui continuerait la relève. »

Selon un répondant d'Azilda, c'était « celui qui était le plus habitué à la ferme ». Un septuagénaire de Rayside rapporte :

Y a un de mes frères qui a acheté la terre de mon père éventuellement. Disons qu'il l'a achetée, mais ça a été en partie donné à prix réduit, à un prix qu'on donnerait à ses enfants. [Celui qui l'a achetée] c'est parce que c'est lui qui a montré le plus d'intérêt dans la ferme, alors ça été un arrangement très familial. Y a montré

TABLEAU 14

Modes d'acquisition et/ou de transmission des propriétés foncières, cantons de Rayside et de Balfour (1890-1940)*

Décennie	Modes d'acquisition/transmission					Total
	Don	Vente	Lettre patente	Taxe	Testament	
Avant	17	84	289	2	26	418
1910	4,1	20,1	69,1	0,5	6,2	100,0
	4,7	8,4	90,8	0,3	14,9	21,7
	86	354	8	5	54	507
1910-1919	17,0	69,8	1,6	1,0	10,7	100,0
	23,8	35,4	2,5	0,7	30,8	26,3
	135	361	17	17	54	584
1920-1929	23,1	61,8	2,9	2,9	9,2	100,0
	37,4	36,0	5,3	23,9	30,8	30,3
	123	202	4	49	41	419
1930-1940	29,4	48,2	1,0	11,7	9,8	100,0
	34,0	20,1	1,3	67,1	23,4	21,8
	Total	361	1 001	318	73	175
	18,7	51,9	16,6	3,7	9,1	100,0

* Les tableaux suivants qui portent sur la propriété comprennent, au-dessous des chiffres absolus deux rangées de pourcentages. La première se lit horizontalement, l'une par rapport à l'autre; les pourcentages illustrent la répartition, dans chaque catégorie d'années, des modes d'acquisition et/ou de transmission. La seconde rangée se lit verticalement; elle illustre la répartition, sur l'ensemble de la période étudiée, des différents types de modes d'acquisition et/ou de transmission. Ces deux séries de pourcentages permettent aussi de déterminer leurs rapports, à savoir si un pourcentage est sur- ou sous-représenté par rapport à un autre.

Source : Bureau d'enregistrement immobilier, District de Sudbury.

l'intérêt, pis mon père à un moment donné a dit : « ben si tu la veux la terre ça va être à toi » parce que mon aut'frère avait déjà acheté une terre qui était voisine. Pis mes aut'frères, y en a qui travaillaient à la mine et deux autres étaient aux études. Alors c'est lui qui était le plus apte à prendre la terre.

Enfin un autre déclare : « T'es élevé su la terre, tu voulais continuer. Les fermes s'en allaient aux garçons pis comme ça ça continuait, c'était pas comme aujourd'hui. Chez nous, la terre est allée à mon frère le plus vieux. Moi je m'suis acheté une ferme pas loin une fois qu'on a été mariés. »

Le don acquiert aussi de l'importance pour les compagnies minières à la fin des années 1920, surtout pour Treadwell Yukon et Ontario Pyrites. La première fait en effet plusieurs dons de propriétés à la seconde, qui est son successeur.

Au cours de la Grande Dépression, le nombre de propriétés qui sont cédées en raison d'une incapacité de payer les impôts fonciers augmente en flèche. Plus des deux tiers des propriétés cédées pour cette raison le sont au cours des années 1930-1939. Un nombre considérable de dons s'expliquent sans doute par l'âge des parents ou par la crise économique. Au cours de cette même décennie, le nombre de ventes de propriétés est beaucoup moins élevé qu'au cours des deux décennies précédentes.

Comme la vente est de loin le mode de transmission de la propriété le plus courant, il n'est donc pas surprenant de constater que l'hypothèque constitue le principal type d'obligation ayant rapport à la propriété. Les enregistrements révèlent l'existence d'autres modes importants, telles l'assistance agricole, la sûreté ou la servitude et, enfin, la caution, c'est-à-dire la garantie d'achat fournie par un agent quelconque. Après l'hypothèque, c'est cette dernière qui est le mode le plus utilisé.

L'hypothèque est largement, à toutes les époques, le type d'obligation le plus souvent contracté sur la propriété. Elle occupera encore plus de place au cours des années 1950 et 1960, comme on le verra au chapitre 5.

Témoin de la décroissance graduelle du mode de la petite production indépendante et agricole, l'assistance agricole, assurée par des organismes gouvernementaux tels que le Agricultural Development Board, voit son importance diminuer à partir de la Grande Dépression. Environ 98% de toutes les garanties sous forme de semences ont été fournies à des propriétaires fonciers avant 1930.

Les sûretés ou les servitudes jouent aussi un certain rôle, spécialement pendant les périodes très fortes de ventes de propriétés, telles que les décennies 1910 et 1920.

La caution demeure un mode d'obligation de premier plan. Elle a été utilisée par certains spéculateurs fonciers ou des compagnies minières pour chercher à acquérir un terrain. Ce mode d'obligation a surtout été employé de 1910 à 1929, à l'époque où l'exploitation des mines dans la région de Sudbury⁷ et dans les cantons de Rayside et de Balfour était à son apogée. Près de la

TABLEAU 15

Types d'obligations sur les propriétés,
cantons de Rayside et de Balfour (1890-1940)*

Décennie	Types d'obligations				Total
	Hypothèque	Assistance	Sûreté agricole	Caution ou servitude	
Avant 1910	208	48	16	97	379
	56,4	13,0	4,3	26,3	100,0
	27,2	26,6	22,2	15,9	23,5
1910-1919	274	50	34	223	581
	47,2	8,6	5,9	38,4	100,0
	34,3	38,2	47,2	36,5	40,0
1920-1929	218	31	16	247	512
	42,6	6,1	3,1	48,2	100,0
	27,2	23,6	40,4	40,4	31,7
1930-1939	90	2	6	44	142
	63,4	1,4	4,2	31,0	100,0
	11,3	1,5	8,3	7,2	8,8
Total	800	131	72	611	1 614
	49,6	8,1	4,5	37,8	100,0

* Les tableaux suivants qui portent sur la propriété comprennent, au-dessous des chiffres absolus, deux rangées de pourcentages. La première se lit horizontalement, l'une par rapport à l'autre; les pourcentages illustrent la répartition, dans chaque catégorie d'années, des types d'obligations sur les propriétés. La seconde rangée se lit verticalement; elle illustre la répartition, sur l'ensemble de la période étudiée, des différents types d'obligations sur les propriétés. Ces deux séries de pourcentages permettent aussi de déterminer leurs rapports, à savoir si un pourcentage est sur- ou sous-représenté par rapport à un autre.

Source : Bureau d'enregistrement immobilier, District de Sudbury.

moitié de toutes les cautions fournies au cours de cette période l'ont été par seize individus ou personnes morales. Les noms suivants ressortent : Boericke, Bradley, British Colonial Coal Mines, Chubb, Gibson Mining Ventures, Lemieux, Ontario Anthracite ou Pyrite, Sudbury Central Mines and Basin/Sudbury Dowling Mines/Consolidated Sudbury Basin Mines,

Treadwell Yukon Mines et Young. Dans ce club sélect, on trouve des joueurs dont la fortune et les engagements diffèrent. Ce qui importe avant tout, c'est de savoir qui sont les principaux fournisseurs de cautions. Ce sont principalement des compagnies minières ou des agents qui leur étaient intimement liés (Mulholland, Gibson, Boericke, Bradley, Young).

Qui étaient les agents obligataires ? En général, au cours de cette période, ce sont pour la plupart des personnes ayant un lien de parenté avec la famille du propriétaire. Les établissements bancaires, les organismes gouvernementaux et les compagnies minières sont des agents importants, mais beaucoup moins que les individus. Le tableau 16 résume ces tendances.

Les établissements bancaires, dont deux en particulier, la Canadian Permanent Mortgage et la Brockville Loans and Savings ont joué un rôle important dans la fondation des cantons de Rayside et Balfour. Ces établissements sont en effet surreprésentés dans le marché obligataire au cours de la période qui précède 1910, par rapport à l'ensemble des autres catégories d'agents, soit 38,9% par rapport à 23,0%. Au cours de cette période, les organismes gouvernementaux occupent aussi une place importante. Fait surprenant, on constate que, pour la même période finissant en 1910, les prêts agricoles sont supérieurs à l'activité des organismes gouvernementaux, alors que les prêts hypothécaires sont inférieurs à l'activité des établissements bancaires. Ce phénomène, en apparence contradictoire, s'explique, selon nous, de la façon suivante. Les entreprises financières comme la Brockville Loans and Savings procuraient du financement garanti par le gouvernement à certains propriétaires en vertu du *Short Form Mortgage Act* (SFMA). Ces garanties de prêts étaient majoritairement fournies pour des fins agricoles.

L'activité des organismes gouvernementaux se maintient ainsi au cours des deux premières périodes, soit avant 1910 et de 1910 à 1919. Durant cette dernière décennie, ces organismes sont très actifs : ils ont réalisé 42% des transactions obligataires et plus des trois quarts entre 1890 et 1920. Bien qu'en forte diminution au cours des années 1920-1929, les transactions obligataires demeurent néanmoins surreprésentées par rapport à l'ensemble des transactions pendant la même période.

Les vendeurs de propriétés sont actifs aussi dans le marché obligataire, surtout au cours des années 1910. En tout, ils ont contracté le dixième des obligations.

Les individus autres que les vendeurs sont les plus importants, ce qui témoigne du caractère personnel du marché des prêts et obligations. On ne remarque pas de concentration de capital foncier, du moins en ce qui concerne les prêteurs individuels. Les prêteurs les plus actifs sont le notaire J.-A. Lemieux, de Sudbury, et sa veuve, Marie-Léa Lemieux, qui détiennent quinze

TABLEAU 16

Types d'agents obligataires, cantons de Rayside et de Balfour (1890-1940)

Période	Établissement bancaire	Agents obligataires				Total
		Vendeur	Individu	Agence	Mine	
Avant 1910	65	10	147	79	31	342
	19,0	2,9	45,9	23,1	9,1	100,0
	38,9	6,8	20,5	34,0	14,2	23,0
1910-1919	49	68	240	98	77	532
	9,2	12,8	45,1	18,4	14,4	100,0
	31,4	46,2	33,4	42,	35,1	35,9
1920-1929	37	52	248	47	92	476
	7,8	10,9	52,1	9,9	19,3	100,0
	22,1	35,4	34,5	20,3	42,0	32,1
1930-1939	16	17	73	8	19	133
	12,0	12,8	54,9	6,0	14,3	100,0
	9,6	11,6	10,2	3,4	8,7	9,0
Total	167	147	708	232	219	1493
	11,2	9,9	48,4	15,6	14,8	100,0

* Les tableaux suivants qui portent sur la propriété comprennent, au-dessous des chiffres absolus deux rangées de pourcentages. La première se lit horizontalement, l'une par rapport à l'autre; les pourcentages illustrent la répartition, dans chaque catégorie d'années, des types d'agents obligataires. La seconde rangée se lit verticalement; elle illustre la répartition, sur l'ensemble de la période étudiée, des différents types d'agents obligataires. Ces deux séries de pourcentages permettent aussi de déterminer leurs rapports, à savoir si un pourcentage est sur- ou sous-représenté par rapport à un autre.

Source : Bureau d'enregistrement, District de Sudbury.

obligations; Gédéon et Raoul Bonin, de Rayside, qui en détiennent vingt; les Charette (Joseph, Émile et Alphonse), qui en ont huit. Certains individus, comme Philip Bradley, ingénieur consultant pour la firme Treadwell Yukon, se portent garants de plusieurs transactions réalisées par la compagnie minière Treadwell Yukon. En général toutefois, ce sont des prêteurs individuels qui

s'aventurent dans ce marché à une ou deux reprises. Tout cela est représentatif de l'ensemble de la formation sociale fondée sur la petite production individuelle et familiale, sur les petits propriétaires de leurs moyens de production. Évidemment, le fait de pouvoir bénéficier d'un terrain gratuit en vertu du *Homestead Act* n'oblige pas à recourir à des prêteurs.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, l'activité des compagnies minières dans le marché obligataire, surtout dans le domaine des cautions, est fort importante au cours de la décennie 1920-1929. Le tableau précédent indique une surreprésentation pour cette période : alors qu'en 1920-1929 l'ensemble du marché obligataire constituait 32 % du total, les obligations contractées par les compagnies minières se situaient à 42 %.

Cette activité témoigne d'une tendance qui s'amorce dans les années 1930 : les entreprises minières, les organismes gouvernementaux et les établissements scolaires possèdent de plus en plus de titres de propriété. Alors qu'avant 1910 ils possèdent seulement 2 % des titres, comparativement à 98 % pour les individus, cette proportion, en 1930-1930, est de 24 % pour les institutions et de 76 % pour les individus. Cette croissance est surtout significative après 1929.

Les rapports de propriété

L'étude de la propriété foncière permet de comprendre l'organisation d'une communauté parce que la propriété détermine le genre de relations qui peuvent exister entre des personnes et des groupes de personnes par rapport à un objet. L'ensemble de droits qui sont liés à la possession de la propriété foncière reflète le rapport de forces entre ces personnes ou ces groupes de personnes.

Property is one of the most basic, yet least-developed, concepts for the understanding of class. It incorporates a series of relationships characterizing different relations of production. The various forms of property (such as personal, communal, cooperative and corporate property or common, state and private property) each designate specific relations between people and objects. They also designate, more importantly, relations between people and understandings about the rights of individuals to the use or benefit of things.

Property is a set of rights that determine relationships among and between people and things.

Property is a social creation (jure humano) that orders and maintains specific relations between people. It is not, as it is used in an everyday sense, what is owned (or an object) but the rights attached to ownership; specifically it is the right to control the use or benefit to which ownership is put⁸.

Entre autres, l'analyse de la propriété foncière permet de déceler la structure d'égalités et d'inégalités par le biais des détenteurs de la propriété, de l'accumulation de la propriété et du capital foncier; elle permet de reconnaître les modes de transmission mis en place pour assurer la survie des familles et de la parenté et, sur un plan plus général, donne des indications sur la transition entre modes de production. Dans une formation sociale fondée sur la petite production agricole indépendante, la propriété foncière est particulièrement importante.

En effet, parce qu'elle constitue le principal moyen d'existence, la terre façonne fortement les rapports sociaux, ceux qui la possèdent étant nettement favorisés par rapport à ceux qui en sont démunis⁹.

L'examen de la propriété foncière dans les cantons de Rayside et de Balfour révèle que les propriétaires sont relativement égaux, tout au moins dans la campagne, au cours de la période étudiée. La plupart des propriétaires sont installés sur un lopin de terre dont la superficie varie en général de 80 à 160 acres. Certains propriétaires ont une terre de 80 acres, d'autres de 320 et même plus, mais en général il s'agit de petits propriétaires indépendants, produisant avant tout pour subvenir aux besoins de la famille.

Mais par-delà cette apparente égalité, d'autres éléments ressortent de l'étude de la propriété foncière.

En premier lieu, la propriété appartient à des chefs de famille ou à des hommes célibataires. Les documents du Bureau d'enregistrement et les rôles d'évaluation montrent à l'évidence que c'est l'homme qui possède légalement le titre de propriété. Ainsi, le *Homestead Act*, en vertu duquel les propriétés étaient concédées gratuitement moyennant certaines provisions, mentionne uniquement l'homme comme bénéficiaire de cette cession. L'analyse de la transmission des propriétés montre que 86 % des titres sont enregistrés, entre 1890 et 1940, au nom de l'homme. L'homme et la femme sont copropriétaires seulement dans 1 % des cas alors que 13 % des titres sont possédés par la femme. Il faut préciser cependant que les noms de Marie-Léa Lemieux et des filles de la famille Blais de Chelmsford sont présents dans plus de la moitié des enregistrements de transmissions par vente à une femme seule. La femme obtient le titre de propriété le plus souvent par testament ou par don. Dans le cas de la donation testamentaire, la femme transfère ensuite la propriété à l'un de ses fils. Il faut aussi mentionner que, dans le cas des lettres patentes, 97 % des titres sont transmis à des hommes seuls au cours de cette période; on trouve des femmes seules dans 3 % de ce genre de transmissions et toujours dans la ville de Chelmsford. (Il est probable qu'il y a eu alors décès de l'homme entre la date de la demande d'une concession et celle de l'émission de la lettre patente.)

Ces documents du Bureau d'enregistrement indiquent que le titre de la propriété obtenu sous forme de lettre patente était remis à un homme. De plus, du moins au cours de cette période, la plupart des transferts de propriétés se faisaient entre hommes. Le nom de l'épouse n'apparaît que dans les cas de donation testamentaire.

Les recensements nominatifs constituent un indice additionnel de la domination de l'homme dans ce domaine. L'homme y figure comme « chef », et la femme comme épouse. Il en est de même dans les rôles d'évaluation où l'homme apparaît comme le possesseur du titre de propriété.

Ainsi, légalement, l'homme est en grande partie le possesseur du titre de propriété. Selon un répondant de Balfour, mais habitant aujourd'hui Chelmsford, « ch'pourra pas vous dire exactement si c'était mon père parce que je n'ai jamais regardé au contrat pour savoir si c'était enregistré aux deux noms, mon père et ma mère. Mais une chose que j'sais c'était pas commun dans ces temps-là [que la propriété soit enregistrée aux deux noms]; ça commencé par après ça enregistré en double. Alors j'pense que ça dû appartenir jus' à mon père. »

Un autre répondant est plus catégorique : « C'est juste mon père qui était propriétaire. » Les autres n'ont pas répondu à cette question ou ils ne savaient pas, mais, en général, lorsqu'ils parlaient de la terre, ils l'associaient toujours au père.

Il est un autre domaine où la propriété reflète une certaine inégalité, c'est celui des propriétaires et des locataires. Les recensements nominatifs indiquent que la proportion de propriétaires est fort élevée; en 1891, on compte 92% de propriétaires et 8% de locataires. En 1901, cette proportion est quasiment inchangée. Pour la plupart, les locataires se trouvent à Chelmsford et logent à l'hôtel du village. À la campagne, soit à Balfour et à Rayside, les locataires sont principalement des employés agricoles qui sont hébergés dans la demeure du propriétaire.

Les rôles d'évaluation de Balfour et de Chelmsford de 1940 révèlent que si la proportion est pratiquement inchangée dans le canton de Balfour (98% de propriétaires et 2% de locataires), la situation est différente à Chelmsford puisqu'on y trouve 64% de propriétaires et 36% de locataires.

Enfin, la différence entre les établissements et les individus constitue un autre indice d'inégalités ou, du moins, d'une concentration du capital. Ainsi que nous l'avons vu, la proportion des titres de propriété demeure constamment plus élevée chez les individus jusque dans les années 1930, puis il y a ensuite un léger changement qui ira en s'accroissant dans les décennies suivantes.

Ces rapports de propriété sont importants puisqu'ils déterminent en grande partie les rapports de production, c'est-à-dire les rapports qui définissent les structures de la vie quotidienne axées, au cours de cette période, sur la terre.

La production

Pendant toute la période que nous étudions, la vie quotidienne des habitants et de leurs familles est axée sur la production des moyens et des biens de subsistance, sur la reproduction de leur vie quotidienne. Les premiers colons ont déboisé leur terre pour se procurer le bois nécessaire à la construction de leur maison, la plupart du temps une charpente de 24 sur 16 pieds, et d'un abri pour leurs animaux, en premier lieu pour les chevaux, la force motrice, et les vaches. Le bois coupé servait aussi à chauffer l'habitation.

Il fallait aussi produire la nourriture nécessaire pour l'entretien des membres de la famille et des animaux. D'où la nécessité de défricher la terre, de la préparer pour la culture des légumes, des céréales et des plantes fourragères, de se nourrir de manière à être capable de reproduire la force de travail, de confectionner et de réparer les vêtements pour les membres de la famille, de fabriquer des produits domestiques tels que le savon.

En somme, le travail quotidien, du lever au coucher, devait produire les éléments nécessaires à la subsistance.

Il n'est pas question d'acheter du savon : on le fait. Tous les printemps, on sort l'énorme chaudron de fonte et on l'installe au fond de la cour. On le suspend sur de grosses perches. On y vide la graisse ramassée depuis l'automne à cet effet.

On prépare la laine pour tricoter les bas, les sous-vêtements, les draps et les chandails. Le mouton est tondu, la laine est lavée, cardée et filée. Les hommes tannent la peau des animaux, la taillent pour en faire des chaussures imperméables et aux semelles dures comme le bois.

Les planches pour la construction sont varlopées à la main sous la remise. Les chevilles de bois, qui remplacent souvent les clous pour la construction des meubles et des maisons, sont effilées à la main pendant l'hiver alors que l'ouvrage de la ferme ne presse pas. Tous les enfants contribuent à la confection de tout ce qu'on utilise et de tout ce que l'on mange. On ne pense pas à acheter dans les magasins la gelée aux fraises ou aux framboises toute préparée. De mai à octobre, toute la famille cueille les fruits et les légumes, puis la cuisine devient une manufacture où on met en conserve tous ces produits alimentaires dans des boîtes, des flacons ou des bouteilles¹⁰.

Au centre de cette production se trouvait la terre, la raison d'être de la vie familiale et même de toute la formation sociale. La production dépendait certes de la qualité du sol.

Les dépôts glaciaires ont constitué un fond de glaise toujours humide, recouvert d'une mince couche de sable et d'argile légère. Les terrains, dans ces conditions-là, développent une végétation très rapide et très abondante. La culture est aussi favorisée par le climat¹¹.

Les arpenteurs du gouvernement provincial avaient aussi noté que le sol était propre à l'agriculture, mais pas sur tout le territoire. En général, la partie sud des deux cantons avait un sol fertile. Dans le canton de Rayside, l'arpenteur Isaac L. Bowman avait noté dans un rapport que les lots de la concession n° 1 avaient un sol très riche alors que ceux de la concession n° 6 et une grande partie de ceux de la concession n° 5 n'étaient pas propres à la culture¹². Dans le canton de Balfour, la moitié des lots étaient cultivables. L'arpenteur Joseph De Gurse avait relevé que le territoire au nord de la concession n° 3 était rocailleux, mais que, plus au sud, le long de la voie ferrée du Canadien Pacifique, le sol était généralement d'argile ou de terre sablonneuse¹³.

Joseph De Gurse avait noté que le sol des deux cantons pouvait produire toutes sortes de récoltes à condition qu'il y ait suffisamment de bétail pour fertiliser le sol. Étant donné le type de sol et la pente générale du terrain dans la Vallée irriguée par les rivières Vermillion et Whitson, le drainage était relativement bon. Toutefois,

Though there are many open ditches, creeks and rivers running all through the country, the natural drainage of the land does not meet the demand for economical agricultural purposes. For the land in the large plateaus (sic) is very easily flooded, and the water remains on the surface of the land for a very long time thus keeping the soil cold and late.

TABLEAU 17
Production agricole, Chelmsford et Cartier (1891)

Produit	Nombre d'acres	Nombre de boisseaux
Blé d'automne	20	147
Blé de printemps	20	45
Orge	16	236
Avoine	235	2 783
Pomme de terre	15	1 213
Navet et autres racines	2	156
Foin	5	10

Source : Recensement du Canada, 1891.

TABLEAU 18
Production agricole, Rayside et Balfour (1911-1941)

Produit	Production selon les années			
	1911		1921	
	Nombre d'acres	Nombre de boisseaux	Nombre d'acres	Nombre de boisseaux
Blé d'automne	~	~	13	139
Blé de printemps	48	1 027	233	2 657
Orge	459	10 976	375	8 313
Avoine	3 331	113 337	4 309	111 691
Seigle	~	~	31	802
Pois	226	3 489	48	757
Sarrasin	10	239	10	153
Maïs	~	~	1	15
Grains mélangés	284	7 175	124	2 691
Pomme de terre	333	56 718	629	76 441
Navet et autres racines	21	2 359	39	6 578
Foin (tonnes)	7 994	9 053	7 874	8 198

Produit	Production selon les années	
	1931	1941
	Nombre d'acres	Nombre d'acres
Blé	107	69
Orge	758	630
Avoine	3 172	2 201
Seigle	9	19
Grains mélangés	58	432
Pomme de terre	668	900
Navet et autres racines	42	78
Foin	6 492	8

Source : Recensement du Canada, 1911-1941. (Les recensements de 1931 et 1941 ne donnent pas le nombre de boisseaux ou de tonnes.)

Where the land is rolling, the hollows are always wet, consequently the cultivation of the hills is retarded by the hollows. The summer season naturally being short, a good drainage system would hasten and lengthen the season under these conditions for at least one week's time¹⁴.

Les tuiles de drainage ont été introduites en 1920-1921 dans la région du lac Nipissing où le sol était beaucoup plus fertile. En ce qui concerne Rayside et Balfour, l'agronome rapporte en 1931-1932 que le drainage constitue toujours un problème.

Practically all soils of the District require drainage. The high cost of underdrainage prohibits any great area from being tiled but more surface drainage should be practiced¹⁵.

Les habitants ont cultivé principalement des céréales et des plantes fourragères, mais ils se sont vite mis à la culture de la pomme de terre, que favorisaient le sol sablonneux et le climat de la Vallée.

En 1891, le recensement fédéral rapportait une activité agricole minimale dans les cantons de Rayside et de Balfour.

Entre 1900 et 1940, cette production agricole augmente et se diversifie considérablement, comme l'illustre le tableau 18.

Les tableaux 17 et 18 montrent la place importante qu'occupe, dans les récoltes, la nourriture des animaux. Mais ils révèlent aussi l'importance qu'a prise au cours des années la culture de la pomme de terre, culture pour laquelle est renommée la Vallée. Dès 1924-1925, l'agronome notait dans son rapport que le sol de la Vallée, spécialement celui des cantons de Rayside et de Blezard, était particulièrement bon pour la culture de la pomme de terre¹⁶.

Les cultivateurs de Rayside et de Balfour ont adopté la méthode de l'assolement vers la fin des années 1930 :

En général, le cycle des cultures est une période de quatre années : la première année, on cultive les céréales ; les deux suivantes, du foin et la quatrième année on laisse la terre en pâturage. Cette méthode de rotation, en usage depuis 1920, a produit des résultats merveilleux¹⁷.

En plus de l'agriculture, les habitants s'adonnent aussi à l'élevage des animaux, tant pour l'entretien de la famille que pour la vente de la viande et des produits laitiers.

Le tableau 19 donne des précisions sur la quantité et le genre d'animaux élevés sur les fermes de Rayside et de Balfour entre 1891 et 1941.

La production comprend donc l'élevage. Les chevaux constituent jusque dans les années 1940 la force motrice principale sur les fermes, les tracteurs ne commençant à apparaître qu'après la Deuxième Guerre mondiale.

TABLEAU 19
Principaux animaux et produits,
Rayside et Balfour (1891-1941)**

Animaux et produits	1891	1931	1941
	N	N	N
Chevaux (plus de 3 ans)	110	511	515
Bœufs de labour	2	63	*
Vaches laitières	118	875	1 408
Autres bovins	92	1 225	878
Moutons	36	553	101
Porcs	79	1 522	1 663
Poules et poulets	1 306	14 494	14 816
Autres volailles	8	287	490
Livres de beurre de ménage	3 748	*	*
Livres de laine fine	16	*	*

* Données inexistantes.

**Les recensements de 1901, 1911 et 1921 ont été omis car ils ne renferment aucune donnée sur les cantons de Rayside et Balfour. Les données de 1891 concernent Chelmsford et Cartier, Chelmsford comprenant celles des cantons de Balfour et de Rayside.

Source : Recensements du Canada, 1891-1941.

Les répondants et répondantes parlent de « tsimes » de chevaux. « On avait à peu près sept-huit vaches pis une tsime de chevaux », affirme un répondant.

« Des chevaux! » s'exclame un autre comme si ça lui rappelait d'heureux souvenirs. « On avait trois chevaux. Il en avait deux qui étaient une "tsime" pis l'autre c'était pour la selle. Tous les outils et toute la machinerie de la terre étaient tirés par des chevaux. On n'avait pas de tracteur, seulement dans les dernières années. Mon père s'est acheté un tracteur mais ça a été trop dur. Alors il s'est débarrassé de ce tracteur. »

D'autres indiquent que les chevaux servaient à la coupe du bois sur la terre ou dans les chantiers.

Selon des agronomes et d'autres observateurs, les animaux étaient de piètre qualité :

L'état du cheptel est médiocre. La raison en est simple. Sur l'ensemble des bovins, il n'y avait, en 1941, que 715 bêtes de marque enregistrée, soit une proportion de 3.5% [...] Il s'agit en général d'animaux bâtards, dégénérés et souvent consanguins. Comment, dans de telles conditions attendre un produit de qualité, soit pour le rendement du lait, soit pour celui de la viande¹⁸?

Cette évaluation est corroborée par le rapport de l'agronome en 1917-1918 :

As a class the cattle of the District are of poor quality, being small, immature and underfed. A common practice is to let small immature scrub bulls run loose with the herd. This coupled with poor feeding, especially during the winter months, results in herds of low producing power. The heifers calve when yet too young, and the calves are of weak [sic] constitution. In addition to this they do not receive proper care, many calves getting no milk of any kind after the second or third week. Such calves are bound to develop into unprofitable animals¹⁹.

Pour remédier à la situation, les agronomes avaient créé des associations vouées à l'amélioration du cheptel. Ils ont aussi obtenu du gouvernement provincial des crédits pour l'achat de bœufs pur-sang afin d'améliorer la qualité. Mais, en 1935-1936, le rapport constate encore la pauvre qualité du bétail²⁰.

L'industrie du lait a occupé une place importante au cours de la période étudiée. On le voit par le nombre de vaches laitières. Les habitants produisaient le lait d'abord pour la consommation domestique et, accessoirement, pour la vente aux commerçants de Chelmsford, aux autres fermiers et aux laiteries de la région.

On a été dans l'lait aussi loin que je peux m'en rappeler, affirme un fermier de la concession n° 1 de Balfour. On le vendait partout ; à Sudbury, y avait la City Dairy, la Crown Dairy et la Coop Dairy. Ensuite y avait la Copper Cliff Dairy et la Levack Dairy et pis les cultivateurs en envoyaient sur le train à l'ouest d'ici, à Chapleau.

Cet autre se rappelle que « quand on avait le lait, on avait not' paye à tous les quinze jours. Tandis qu'autrement, ben, ta paye était rien qu'à l'automne [après les récoltes]. »

La production du lait était dirigée vers les fromageries et les beurreries de la région. En 1914-1915, l'agronome recense neuf laiteries dans le district, dont quatre sont aussi des beurreries (une à Chelmsford) et cinq des fromageries (une à Chelmsford). Quant à la qualité des fabriques de beurre et de fromage, l'agronome note qu'elles sont vieilles et vouées à la faillite. La plupart sont des industries familiales ; la fabrique est installée sur un côté de la maison alors que la famille habite de l'autre côté. En 1917-1918, 22 établissements du genre fonctionnent dans le district, dont quatre à Rayside et à Balfour. L'agronome note encore la piètre qualité de ces établissements.

Si l'on se fie à leurs rapports, les agronomes du district ont été fort engagés dans la promotion et l'amélioration de l'agriculture. Ils ont dépensé beaucoup d'énergie, de temps et d'argent pour enseigner aux habitants des méthodes innovatrices.

En collaboration avec les habitants, ils ont établi des compétitions en tout genre, surtout dans la culture de la pomme de terre; ils ont organisé des démonstrations de la culture de la pomme de terre en sol léger et en sol pesant; ils participent aux foires d'automne et aux foires scolaires où les enfants apportent et font juger leurs animaux ou leurs légumes : « *The feeding hog for profit competition was taken up with more apparent interest than the acre of potatoes competition for more of the boys completed the work*²¹. »

Outre qu'ils donnent des cours tous les ans sur divers sujets, ils s'occupent de créer et d'animer diverses associations dont celles pour l'amélioration du bétail et des graines de semence.

En 1923, le gouvernement établit une ferme modèle à Blezard Valley pour desservir les agriculteurs de la Vallée et du district²². Deux ans plus tard, il achète une ferme à Rayside, propriété de l'entrepreneur canadien-français de Sudbury, J.-A. Laberge, pour montrer aux fermiers les méthodes de production de graines de semence de grande qualité²³.

Leurs rapports annuels constituent une source importante de renseignements sur la nature de l'activité agricole non seulement dans Rayside et Balfour, mais aussi dans l'ensemble du district.

Le soufre

Au cours de cette période, l'agriculture représentait donc une forme de production dont dépendait la survie de la famille. Elle constituait aussi une forme de production menacée constamment par la nature contre laquelle il était difficile de se protéger. Les habitants de la Vallée et de la région de Sudbury étaient aux prises non seulement avec la nature mais aussi avec un fléau engendré par l'homme : le soufre.

Le soufre émanait des champs de frittage de la Canadian Copper exploités depuis 1886 à Copper Cliff. Depuis ses débuts, la Canadian Copper avait établi des fonderies à ciel ouvert; il s'agissait en fin de compte d'immenses brasiers contrôlés sur lesquels on entassait les métaux sortis des puits de mines pour les fondre avant le raffinage. Ces brasiers dégageaient des nuages de soufre qui planaient sur la région de Sudbury au gré des vents. Assez fréquemment, les nuages s'abattaient sur les champs de la Vallée environnante, occasionnant ainsi des dommages considérables aux récoltes.

Un répondant de Rayside, entre autres, se rappelle que les cultivateurs parvenaient à sauver leurs récoltes, « mais [que] des fois ça dépendait de la température et aussi de la mine Inco qui brûlait pas mal dans leurs premières années. La fumée s'étendait pis ça brûlait les récoltes. »

Le problème était déjà suffisamment sérieux en 1906 pour que le shérif local commence à répondre aux plaintes des fermiers. De 1909 à 1914, il dut agir comme arbitre et dédommager les cultivateurs des pertes subies. Les deux parties en cause, à savoir la Canadian Copper et les cultivateurs, semblent avoir été satisfaits des décisions prises par le shérif²⁴.

La Première Guerre mondiale amena une augmentation considérable de la production de nickel à la Canadian Copper et la Mond et, par conséquent, les nuages de soufre devinrent plus fréquents et plus nuisibles. Le shérif fut débordé par le nombre de plaintes. Les cultivateurs eurent d'abord recours aux tribunaux, mais les décisions rendues ne réglèrent pas le problème. La Canadian Copper transporta son champ de frittage dans le canton voisin d'O'donnell, au nord-ouest de Copper Cliff, plus éloigné des terres agricoles.

La compagnie obtint des cultivateurs, en échange d'une certaine somme, des servitudes ou des droits d'usage qui lui permettaient de continuer à produire ces nuages de soufre au-dessus des terres sans crainte des représailles. Mais plusieurs cultivateurs ne voulurent pas aliéner ce droit, estimant que le montant versé par la compagnie pour une servitude perpétuelle ne les dédommageait pas suffisamment. La compagnie continua donc d'être l'objet de nombreuses plaintes. Le gouvernement de l'époque adopta une mesure temporaire qui consistait à retirer du marché les terrains de la Couronne devenus vacants. Cette mesure provoqua aussi des protestations de la part des cultivateurs, qui se voyaient ainsi empêchés d'acheter des terres.

Le nouveau gouvernement progressiste, arrivé au pouvoir en 1919 et dirigé par les Fermiers unis de l'Ontario, trouva une première solution permanente. Il adopta une loi instituant le poste d'arbitre des plaintes qui avait pour objet de faire l'évaluation des dommages causés par l'émission des nuages de soufre. La loi, amendée par le gouvernement conservateur élu en 1923, spécifiait que la décision de l'arbitre était finale et sans appel. En vertu de cette loi, les cultivateurs dont les récoltes étaient affectées par le soufre devaient soumettre leurs plaintes et leur demande de dédommagement dans les sept jours suivant l'incident. Le gouvernement obligeait les compagnies productrices de nickel (à l'époque, l'International Nickel Company of Canada, issue de la fusion en 1916 de la Canadian Copper et de la Mond, et, à partir de 1928, la Falconbridge) à verser une somme annuelle de 5 000 \$; cette somme devait couvrir la totalité des dédommagements et la rémunération de l'arbitre.

Cette loi s'avéra efficace et demeura en vigueur jusqu'en 1970, année où l'INCO construisit une cheminée colossale d'une hauteur de 400 mètres.

La forêt

La prédominance, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, de l'agriculture dans la Vallée et de l'activité minière dans l'ensemble de la région de Sudbury depuis la fin du XIX^e siècle fait souvent oublier que l'industrie principale dans la région et le district de Sudbury de 1880 à 1930 a été celle de la forêt. Plusieurs entrepreneurs forestiers avaient déjà commencé à prendre possession de terrains et à couper du bois avant l'arrivée du Canadien Pacifique au début des années 1880. Des opérations forestières avaient en effet commencé dans le district dans les années 1870, surtout après 1872, époque où le gouvernement provincial vendit un très grand nombre de concessions forestières dans la région au nord de la baie Georgienne entre Parry Sound et Sault-Ste-Marie²⁵. La province organisa une autre vente de concessions forestières dans le district en 1885, ce qui indique qu'il y eut peu d'activités forestières avant cette date à cause du manque de marchés et surtout à cause de la difficulté à transporter le bois jusqu'à la baie Georgienne et au lac Huron et même aux moulins du Michigan.

La construction du Canadien Pacifique ainsi que l'épuisement des ressources forestières dans l'Est ont contribué à accroître l'exploitation forestière dans la région et le district de Sudbury à partir des années 1880 et 1890.

[On observe] un phénomène majeur dans l'industrie forestière : le déplacement incessant de son centre de gravité vers l'ouest. La vallée outaouaise domine au milieu du XIX^e siècle, puis perd progressivement de l'importance. Ce phénomène, qui avait déjà été observé par H. V. Nelles, n'est pas unique à l'Ontario. Il a été observé également au Québec et conservait la même orientation : toujours plus à l'ouest. Cela signifie qu'au Québec, c'est la vallée outaouaise qui, en termes relatifs, devient progressivement le centre des activités forestières québécoises et ce, jusqu'en 1890. L'inverse se produit en Ontario²⁶.

En effet, dès 1885-1886, les récoltes de matière ligneuse deviennent moins abondantes dans la région d'Ottawa que dans l'Ouest. À partir des années 1890, les activités forestières prennent une très grande importance dans la région à mesure que les entrepreneurs approvisionnent le marché canadien et américain en pins équarris et en bois de sciage. Le Canadien Pacifique a contribué au développement de ces activités en construisant une voie ferrée qui facilitait le transport et en faisant grand usage des produits forestiers dans ses installations. Les entreprises minières n'ont pas été en reste en raison de leur grande consommation de bois de tout genre.

L'arrivée des entreprises forestières, tant canadiennes qu'américaines, dans le district de Sudbury et les cantons de Rayside et de Balfour a entraîné la construction de scieries, de moulins et, bien sûr, de camps de bûcherons. Déjà, en 1884, l'arpenteur Joseph De Gurse note ce qui suit dans son rapport : « *On lot number twelve in the fourth concession there is a splendid mill site in close proximity to the crossing of the Canada Pacific Railway*²⁷. »

D'autres moulins à scie ont été construits sur les bords de la rivière Whitson. La compagnie forestière Morgan Lumber en avait érigé un au nord-ouest de Chelmsford en 1885. En 1886, Phineas et Patrick Coyne avaient bâti un moulin hydraulique sur les bords de la Whitson, un peu à l'est du village de Chelmsford (lot n° 11, concession 4), qui fut acheté, à la fin du XIX^e siècle, par Adélard Chénier.

Le district de Sudbury connaît une activité forestière relativement fébrile à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, et les cantons de Rayside et de Balfour sont également actifs. Les géologues-arpenteurs du gouvernement provincial avaient noté dans leur rapport la présence d'essences d'une certaine valeur. Dans le canton de Rayside, Isaac Bowman avait remarqué : « *There is a good deal of valuable timber in the township, consisting chiefly of pine, cedar and tamarac*²⁸. » Dans le canton de Balfour, De Gruse avait rapporté qu'au nord et à l'ouest de la concession n° 3 : « *this part of the township is well timbered with balsam, spruce, tamarac, cedar, birch, poplar, and in a few places good pine; notably in the sixth concession and adjacent to the Vermillion River*²⁹. » Il avait aussi noté que, dans la section sud du canton, où se trouvaient les meilleures terres agricoles, un incendie avait détruit presque toute la végétation forestière, mais que des peupliers, des bouleaux, des sapins et des tamaracs avaient commencé à repousser.

Les données sur la coupe de bois dans ces deux cantons ne sont disponibles qu'à partir de la saison 1901-1902. Il est donc impossible de mesurer l'importance de l'industrie forestière dans ces cantons à la fin du XIX^e siècle. Dans les premières années du XX^e siècle toutefois, la coupe du bois de sciage est importante. Cette coupe s'arrête en 1909-1910 et fait place à la coupe du bois de pâte, laquelle dure jusqu'en 1930-1931. Après cette période, les registres (*timber registers*) dans lesquels les agents de la Couronne notaient la nature et la quantité ainsi que les noms des compagnies et des sous-traitants n'indiquent aucune coupe dans ces deux cantons.

Voilà, à peu près, l'historique de la coupe du bois dans la région de Sudbury. On note une activité intense jusqu'au début de la Première Guerre mondiale; par la suite, l'industrie se déplace principalement vers le nord et l'ouest du district. Au cours des deux premières décennies, les diverses compagnies sont très productives dans les cantons au nord-est de Rayside et

Balfour, c'est-à-dire ceux de Capreol, Norman, Hanmer et Blezard. Elles sont actives aussi dans les cantons de Morgan et de Lumsden, juste au nord de Rayside et Balfour, ainsi qu'au sud dans Creighton et à l'ouest dans Levack, Dowling et Cartier.

Les compagnies les plus actives sont la Spanish River Pulp and Paper, dont le président, W. J. Bell³⁰, est le personnage le plus influent de la ville de Sudbury, la Morgan Lumber, la Larchwood Lumber, la Canadian Copper (qui doit s'approvisionner en bois pour ses opérations minières), James McCreary, McKenzie et Mann, Acme Timber et D. H. Haight (qui deviendra la Haight & Dickson).

Le tableau 20 résume les données sur la coupe de bois dans les cantons de Balfour et de Rayside.

Ce tableau montre bien la transition qui s'effectue dans la nature de la coupe du bois. Le bois de sciage, c'est-à-dire le pin rouge et le pin blanc, étant épuisé, les entreprises passent à partir de 1907-1908 au bois de pâte, dont la production commence dans le nord de l'Ontario.

Pendant deux ans, les habitants des deux cantons, mais principalement de Rayside, vendent du bois de chauffage à la Canadian Copper qui l'utilise pour ses champs de frittage. Jusqu'à un certain point, les habitants contribuent eux-mêmes, bien que modestement, au problème des émissions de soufre.

De 1907 à 1911, les entreprises font des traverses avec le bois coupé dans Rayside et Balfour ainsi que dans tous les cantons environnants. La demande est forte, car on est dans une période intense de construction de voies ferrées dans la région de Sudbury. En 1908, la Canadian Northern, dirigée par William Mackenzie et Donald Mann, avait construit une voie ferrée entre Parry Sound et Coniston, à l'est de Sudbury, et cette voie en joignait une autre que Mackenzie et Mann avaient établie depuis Sellwood au nord de Capreol. (Mackenzie et Mann étaient propriétaires d'une mine d'acier à Sellwood et comptaient construire une voie ferrée de Sellwood jusqu'à la baie Georgienne pour le transport de leur minerai.) En 1908, le Canadien National construisit une ligne d'embranchement jusqu'au cœur de la ville de Sudbury. Enfin, en 1912, la compagnie avait construit une autre ligne entre Montréal et Port Arthur.

Deux autres voies ferrées, celles de la National Transcontinental et de la Timiskaming and Northern Ontario Railway, avaient été construites avant la Première Guerre mondiale plus au nord. Cette période de construction intense prit fin en 1914³¹.

Les compagnies forestières ont aussi fabriqué des poteaux de téléphone (892 en 1904-1905, 59 en 1909-1910 et 520 en 1910-1911) ainsi que des

LA PROPRIÉTÉ ET LA PRODUCTION

TABLEAU 20

Récoltes de matière ligneuse sur les terres
des cantons de Balfour et de Rayside (1901-1931)

Année	Bois de sciage (pmp)	Bois de pâte (pmp)	Bois de chauffage	Traverses (unités)
1901-1902	456,048	~	~	~
1902-1903	106,979	~	~	~
1903-1904	150,869	~	~	~
1904-1905	284,548	~	~	~
1905-1906	~	~	~	~
1906-1907	12,617	~	~	~
1907-1908	12,591	417,44	~	437
1908-1909	0,591	1 144,53	~	4 535
1909-1910	0,139	1 838,83	~	278
1910-1911	0,015	989,68	5 719	~
1911-1912	~	2 293,65	546	~
1912-1913	~	2 727,46	~	~
1913-1914	~	1 875,00	~	~
1914-1915	~	659,25	~	~
1915-1916	~	87,83	~	~
1916-1917	~	94,94	~	~
1917-1918	~	49,45	~	~
1918-1919	~	482,21	~	~
1919-1920	~	250,37	~	~
1920-1921	~	28,00	~	~
1921-1922	~	353,00	~	~
1922-1923	~	177,00	~	~
1923-1924	~	179,69	~	~
1924-1925	~	1 008,75	~	~
1925-1926	~	489,00	~	~
1926-1927	~	106,00	~	~
1927-1928	~	682,00	~	~
1928-1929	~	1 932,00	~	~
1929-1930	~	756,00	~	~
1930-1931	~	621,25	~	~

Source : *Sudbury Timber Books, 1901-1971*, APO, MS 1983, RG1-44 Sudbury, Reel No. 1.

piquets de huit pieds (6 900 en 1903-1904 et 4 863 en 1910-1911). Dans l'ensemble toutefois, l'industrie forestière dans les cantons de Rayside et Balfour s'est concentrée dans le bois de sciage et le bois de pâte.

La coupe a eu lieu principalement dans le canton de Balfour : 90% de la production forestière des entreprises et des particuliers provenaient de Balfour. Au cours de la première décennie du XX^e siècle, soit pendant la période de la coupe du bois de sciage, toute la production vient de Balfour, car c'est là qu'on trouve le pin; et 83% de la coupe du pin a eu lieu dans les concessions 5 et 6. Ce fait n'est guère surprenant, car les données au sujet des propriétés indiquent que ces deux concessions n'ont commencé à être habitées qu'à partir des années 1920.

Entre 1910 et 1919, 86% de la coupe se fait dans le canton de Balfour et est plus ou moins répartie également entre les concessions : 30% dans la concession n° 6; 21% dans la concession 4; 19% dans la concession 2; 13% dans la concession 1; 10% dans la concession 3 et 7% dans la concession 5.

De 1920 à 1931, 90% de la coupe a lieu dans le canton de Balfour, principalement dans les concessions 1, 2 et 3.

Si la production forestière se concentre dans le canton de Balfour, en revanche, le canton voisin de Rayside affiche une production agricole toujours plus élevée que ce dernier.

Parmi les coupeurs de bois qui sont recensés, on retrouve des sous-traitants des compagnies, des contremaîtres ou de simples habitants qui font la coupe sur leurs terres pour ensuite vendre le bois aux compagnies. En effet, en confrontant les noms des coupeurs qui sont inscrits sous chacun des noms des compagnies aux noms des propriétaires indiqués dans les cadastres, il est possible de déterminer quelle est l'occupation principale de ces coupeurs. Ainsi, si le coupeur est également propriétaire du terrain sur lequel a lieu la coupe, on conclut qu'il est cultivateur. Si ce n'est pas le cas, alors il est sous-traitant ou contremaître. Parfois, un *jobbeur* coupe du bois sur son propre terrain, mais il en coupe aussi sur des terres dont il n'est pas propriétaire.

L'analyse donne les résultats suivants. De 1901 à 1909, les deux tiers des coupeurs sont des sous-traitants. Mais, de 1910 à 1931, à l'époque de la coupe du bois de chauffage et du bois de pâte, les trois quarts d'entre eux sont des cultivateurs qui vendent leur bois aux compagnies, principalement à la Spanish. La coupe du pin nécessite sans doute des effectifs plus nombreux, et l'on fait donc appel à des sous-traitants. La coupe du bois de chauffage et du bois de pâte est probablement moins exigeante, et le cultivateur et ses fils peuvent suffire à la tâche.

LA PROPRIÉTÉ ET LA PRODUCTION

Dans la liste des sous-traitants figurent des noms qui reviennent fréquemment non seulement dans les cantons de Balfour et de Rayside, mais aussi dans les cantons avoisinants, surtout ceux de Morgan, Lumsden et Dowling. Il s'agit de David Ménard, Daniel Eaton, Honoré Lalonde, M. Viau, les frères Jollie (John, F. et Timothy), Aldéric Leclair, J.-B. Turcotte, James Byrnes, Louis Gratton, A. Blais, A. Laroche, J. M. Guse, J. Saint-Onge, Joe Hotte, M. Mooney, Arthur Oldenburg, Fortunat Pilon, les frères Brosseau et Neault. La plupart travaillent pour une compagnie (la Spanish, la Morgan, la Larchwood) ou l'entrepreneur James McCreary. Certains, comme Dan Eaton, David Ménard, Aldéric Leclair, les frères Neault, J. Saint-Onge et les Lalonde font de la coupe pour deux entreprises, dans la plupart des cas pour la Spanish et la Morgan.

Les fermiers vendent leur bois pendant plusieurs années. Il va sans dire qu'eux-mêmes et leurs fils ont, la plupart du temps, travaillé, par exemple, comme bûcherons ou cuisiniers dans les camps d'hiver entourant les cantons de Rayside et de Balfour.

TABLEAU 21
Récultes de matière ligneuse sur les terres
du canton de Morgan (1901-1910)

Année	Bois de sciage (en milliers de pmp)	Bois de pâte (cordes)	Bois de chauffage (cordes)	Traverses (unités)
1901-1902	10 663,1	~	~	~
1902-1903	18 074,8	~	~	~
1903-1904	15 825,3	~	~	~
1904-1905	7 562,3	~	~	~
1905-1906	7 393,3	2 202,85	~	~
1906-1907	4 942,6	~	~	~
1907-1908	5 211,5	~	~	~
1908-1909	186,8	418,63	~	~
1909-1910	1 520,7	~	~	~

Source : *Sudbury Timber Books, 1901-1971*, APO, RG1-44.

Comparativement aux autres cantons de la région de Sudbury, ceux de Balfour et de Rayside ne sont pas des grands producteurs de bois. Dans le canton de Morgan, par exemple, touchant au nord à celui de Balfour, le volume de la coupe est environ dix fois plus élevé, du moins de 1901 à 1910. Après 1910, les possibilités de coupe dans Morgan sont presque nulles. Le tableau 21 résume la récolte de matière ligneuse dans ce canton qui n'est presque pas habité à cause de son sol rocailleux.

Ce tableau montre que la récolte dans les cantons de Rayside et de Balfour était relativement minime. Toutefois, alors que tous les autres cantons ont produit passablement de bois de pâte à partir de 1907, le canton de Morgan s'est limité au bois de sciage.

La forêt a donc été une source de bénéfices pour plusieurs habitants qui ont agi comme sous-traitants ou contremaîtres de compagnies canadiennes ou américaines, ou qui ont vendu du bois de chauffage ou du bois de pâte à diverses compagnies.

Mais les ressources de la forêt étaient épuisées à la fin des années 1920 et même avant. Les habitants ont exploité une autre ressource, celle de l'industrie minière qui, elle aussi, encerclait les terres des deux cantons.

L'activité minière

Depuis leur arrivée dans la Vallée et plus particulièrement dans les cantons de Rayside et de Balfour, les habitants canadiens-français n'ont pu échapper à l'attraction des mines de nickel. Depuis 1886, différentes compagnies avaient tenté de faire fortune en exploitant les gisements miniers du bassin de Sudbury. Ces mines, les habitants pouvaient les trouver tout autour d'eux, mais surtout à l'est, au sud-est et au sud-ouest dans les cantons de McKim, Blezard, Garson, Snider, Creighton. Elles étaient nombreuses aussi au nord-ouest, à Onaping et Levack, et même au nord, dans les cantons de Morgan et Foy. Bien que la Canadian Copper et l'International Nickel qui l'a suivie aient été les plus importantes et les plus proches de Rayside et Balfour, d'autres sociétés, pour la plupart américaines, ont laissé leur marque sur le territoire du bassin³².

Ces mines ont influé directement ou indirectement sur la vie quotidienne des habitants et sur l'évolution de la communauté. Le cas des émissions de soufre en témoigne.

À cause de leurs caractéristiques géographiques, les deux cantons ne favorisent pas l'exploitation minière à une grande échelle. Toutefois, l'activité minière a connu certains soubresauts, surtout dans le canton de Balfour, lesquels ont eu des effets directs sur un certain nombre d'habitants.

À la fin du XIX^e siècle, des géologues du gouvernement de l'Ontario ont exploré les bords de la rivière Vermillion, surtout vers l'est, près de l'endroit où elle se jette dans le lac Wahnapeitei, et dans les cantons de Capreol et de Hanmer, pour trouver le lieu de provenance de pépites d'or que l'on y avait trouvées. Ces recherches n'ont pas été suivies d'une ruée, car les géologues n'ont pas trouvé beaucoup d'or³³.

Dès 1903, un prospecteur français, Joseph Ollier, avait découvert dans le canton de Creighton, près de la partie sud du canton de Balfour, un dépôt de minerai d'argent, de plomb, de cuivre, de zinc et de platine. Il prit possession de ces terrains et tenta en vain d'exploiter le gisement.

Ce n'est que dans les années 1920, alors que la région de Sudbury connaît une activité minière des plus fébriles, qu'un entrepreneur minier, Joseph Errington (qui a donné son nom à la rue principale de Chelmsford), décide d'exploiter ce gisement.

It is about two years ago since the new era for Sudbury actually dawned. This was when Joseph Errington and his associates recognized in the lead-copper-zinc deposits of Chelmsford a form of commercial ore which had been treated successfully elsewhere and set to work to provide capital for its development³⁴.

C'est dans ces années que les principales sociétés minières de la région, l'International Nickel et la Mond, fusionnent et créent ainsi un gigantesque monopole. La nouvelle compagnie commence à développer le complexe Frood au nord-ouest de Sudbury et construit une fonderie et un moulin à Sudbury. Une nouvelle compagnie, la Falconbridge, entre en scène et exploite les gisements de nickel au nord-est de Sudbury³⁵.

Il n'est donc guère étonnant que le gisement découvert par Joseph Ollier fasse l'objet de nouvelles spéculations.

Joseph Errington, connaissant bien la région de Chelmsford, convainc la Treadwell-Yukon, compagnie minière de San Francisco, à tenter fortune dans les parages de la rivière Whitson et de la rivière et du lac Vermilion. Il acquiert lui-même les intérêts dans ce projet et la compagnie le désigne comme bras droit et son gérant. En 1924 il persuade Alphonse Ollier à vendre ses intérêts à la compagnie pour la somme de 57 000 \$³⁶.

Pour rentabiliser l'entreprise et damer le pion aux sociétés rivales, la Treadwell-Yukon doit acheter les terres agricoles des environs. Pour ce faire, Errington a recours aux services d'Elzéar Charette, un marchand canadien-français de Chelmsford. Ce dernier connaît bien les habitants et il peut leur parler dans leur langue, ce qu'Errington ne peut faire.

Ainsi, entre 1925 et 1928, des dizaines et des dizaines d'options minières sont signées par Elzéar Charette et par de bons fermiers et résidents de la région de

Chelmsford [...] Ces terrains forestiers ou agricoles sont vendus pour des montants allant de 5 000 \$ à 55 000 \$, soit pour droit de surface seulement, soit pour droit du fonds minier seulement, soit pour le terrain entier³⁷.

La compagnie dirigée par Errington commence dès 1926 à construire les installations nécessaires pour loger 300 hommes ainsi qu'un aqueduc qui conduit l'eau de la Vermillion dans les mines, au moulin et dans les bâtiments. Elle érige des lignes électriques sur douze milles pour pouvoir bénéficier de l'énergie électrique³⁸.

En 1927, la Treadwell-Yukon a déjà construit un village³⁹ (qu'on appelait Platinum ou Bradley) pour ses employés et creusé deux puits miniers. Dans le puits n° 1, la compagnie compte extraire du minerai (or, argent cuivre, zinc, plomb) et le vendre 17 \$ la tonne. Dans le puits n° 2, elle compte extraire du minerai valant 9,81 \$ la tonne. Dans le puits n° 3, non encore creusé, le minerai aura une valeur de 20,30 \$ la tonne⁴⁰. Au cours de 1927, elle a entrepris la construction d'un moulin pour la production de concentrés de zinc, de cuivre et de plomb, dont la capacité sera éventuellement de 300 tonnes par jour.

L'année suivante, la Treadwell-Yukon continue de creuser les puits n°s 1 et 2 et commence le creusage du puits n° 3. Le moulin produit au cours de l'année 32 092 tonnes de concentrés, mais toutefois la compagnie affirme, dans son rapport annuel de 1928 : « *recovery of the metallic content of the ore was low and some of the concentrate was not marketable*⁴¹. »

Les deux années qui suivent sont fructueuses pour la compagnie. En 1930, son puits n° 2 atteint le niveau de 1 500 pieds, le Canadien Pacifique établit un embranchement de six milles depuis la station de Chelmsford jusqu'à la propriété de la mine⁴². La Treadwell-Yukon construit des voies ferrées qui relient son moulin à l'embranchement et ses trois puits au moulin. En 1929, la production du moulin est de 89 227 tonnes et, en 1930, de 64 859 tonnes. Elle embauche 244 hommes, dont 155 sous terre en 1929, et seulement 141 en 1930. Elle n'apporte aucune amélioration à ses installations de surface au cours de ces deux années. En 1931, la compagnie n'a plus que 44 employés, la Crise ayant sévèrement affecté sa production et sa mise en marché. Elle cesse ses opérations en 1931⁴³.

À la même époque, Joseph Errington lance une autre compagnie, la Sudbury Basin Mines, incorporée en 1927, qui achète 5 000 acres autour du lac Vermillion, près de l'entreprise dont il est toujours le directeur. La Sudbury Basin se limite à des explorations de surface et à du forage. Son activité principale consiste à acheter et à détenir des actions d'autres compagnies minières dont la Falconbridge. La Sudbury Basin n'est active sur le terrain qu'en 1928 et 1929.

En 1925, une compagnie nouvellement établie, la British Colonial Coal Mines, commence ses opérations sur le lot 10, concession n° 1 de Balfour. En 1927, le ministère des Mines rapporte que ses opérations ont été de nature sporadique; la compagnie installe une usine destinée à produire de la vapeur et creuse un puits de 270 pieds. « *Nothing else was done*⁴⁴. » La compagnie met fin à ses opérations en 1927.

Une autre entreprise minière, beaucoup plus petite que la Treadwell-Yukon, eut aussi un impact sur les habitants de Balfour pendant une période de cinq ans, soit entre 1926 et 1931. Il s'agit de la Sudbury Offset, appelée « Mine à Dennie⁴⁵ », une mine de nickel et de cuivre située à environ 25 kilomètres au nord de Chelmsford, dans le canton de Foy.

Cette mine commença d'être exploitée en 1927 et cessa de fonctionner elle aussi à cause de la Crise. Bien que seulement une quarantaine d'hommes y eussent travaillé, la plupart provenant de la région de Chelmsford⁴⁶, la mine fut importante car la seule route d'accès partait de Chelmsford. Tout le minerai extrait de cette mine était transporté sur cette route jusqu'à la station ferroviaire de Chelmsford où les wagons du Canadien Pacifique l'acheminaient à la fonderie de Copper Cliff. En 1932, elle fut vendue et rebaptisée Nickel Offset. Elle reprit ses opérations dans les années 1940.

Donc la présence des mines eut une influence considérable sur les habitants de Rayside et Balfour. Les mines situées sur ou près de son territoire, soit la Treadwell-Yukon, la Sudbury Basin, la British Colonial Coal et la Sudbury Offset, eurent des effets plus irréguliers que les entreprises de l'INCO. Mais l'impact fut ressenti à plusieurs niveaux. Plusieurs habitants profitèrent des offres d'achat pour vendre leurs terres. Les habitants disent encore aujourd'hui que la mine Errington a joué un rôle de premier plan dans leur vie.

Parmi ces vendeurs plusieurs quittent leurs terres pour aller s'établir au village de Chelmsford, d'autres dans la ville de Sudbury. Certains placent leurs fils au Collège du Sacré-Cœur de Sudbury, leurs filles, au Couvent de Sturgeon Falls, de Sudbury, d'Haileybury ou d'Ottawa. D'autres manifestent leur reconnaissance, pour leur vente providentielle en faisant cadeau à la paroisse, en 1926, de magnifiques statues du Sacré-Cœur, de la Sainte-Vierge et de saint Joseph... L'abbé Stéphane Côté hérite du bureau de chêne de Joseph Errington, qui a trouvé en notre ami un grand ami⁴⁷.

Ces mines furent aussi une source de profit pour les marchands de Chelmsford, car c'est auprès d'eux que les entreprises sont allées s'approvisionner. Les cultivateurs en profitent aussi, car ils y vendent des produits agricoles et forestiers. Enfin, plusieurs habitants et fils d'habitants y trouvent des emplois saisonniers ou permanents comme journaliers, mineurs, menuisiers, cuisiniers.

Une aire de commerce

Au centre de cette production agricole, forestière et minière se dessine depuis les débuts de la colonisation une aire où s'établissent des commerces, des établissements de services, des artisans. Il s'agit du village, puis de la ville de Chelmsford.

En 1891, le village compte déjà un hôtel qui héberge les journaliers, ceux du Canadien Pacifique comme ceux des chantiers forestiers. On y trouve un magasin général, un bureau de poste et de télégraphe ainsi qu'une scierie. C'est donc le début modeste d'une aire commerciale qui dessert les campagnes environnantes.

Cette aire s'agrandit en 1901. On recense alors un agent du Canadien Pacifique, trois propriétaires d'hôtel, neuf marchands et plusieurs genres d'artisans : deux forgerons, un beurrier, un boucher, quatre tailleurs, six menuisiers, un bijoutier, un cordonnier, un peintre. Un médecin habite le village, ainsi qu'un entrepreneur et un *lumberman*. Dans le village de Rayside (qui deviendra Azilda) habitent un forgeron, un hôtelier, un agent forestier, un ingénieur et un agent de station du Canadien Pacifique. Dans les deux villages se concentrent de nombreux journaliers, dont certains logent dans les hôtels⁴⁸.

Les rôles d'évaluation de Chelmsford de 1940 montrent que la ville s'est enrichie d'un coiffeur, d'un boulanger, d'un électricien, d'un garagiste, d'un mécanicien et d'un notaire. Le nombre de marchands – six – n'est guère plus élevé qu'en 1901.

Il est évident que la ville de Chelmsford et le village d'Azilda constituent de petits centres commerciaux qui desservent les cultivateurs des campagnes environnantes. Jusqu'à un certain point, les commerçants et les artisans font le pont entre une formation sociale axée sur la petite production indépendante et la formation sociale capitaliste qui est en pleine croissance dans la ville de Sudbury, quelques kilomètres à l'est.

Le marchand Elzéar Charette, qui sert d'intermédiaire entre l'entrepreneur minier Joseph Errington et les propriétaires de terrains, illustre ce rôle de liaison entre les deux formations sociales.

Cette aire témoigne, sur un autre plan, du développement de ce type de formation sociale, car, dans la ville de Chelmsford, la division des terres s'amorce beaucoup plus rapidement qu'à la campagne. Les rôles d'évaluation de 1915 indiquent que la propriété foncière est encore presque totalement constituée de terres mesurables en acres, mais, à partir de 1938 (malheureusement, les rôles d'évaluation pour les années 1915 à 1938 ont été perdus ou détruits), les terres sont déjà divisées en lots.

[En 1938,] les anciennes terres sont converties en de nouveaux développements où nous voyons s'aligner, le long des rues nouvellement tranchées, de belles maisons très propres : une vraie richesse pour notre ville et il faut dire que ça provient des mines⁴⁹.

Les rôles suggèrent que la structure sociale diffère de celle du canton de Balfour, une structure sociale qui est déjà propre au capitalisme.

En premier lieu, on trouve une concentration de la propriété relativement plus forte à Chelmsford que dans la campagne, où la propriété est distribuée plus ou moins également entre de nombreux petits propriétaires. Il est vrai qu'à la campagne certains ont des propriétés qui ont une plus grande valeur que d'autres, mais le phénomène de la concentration de plusieurs propriétés dans les mains d'un seul individu est beaucoup moins visible qu'à Chelmsford.

En 1938 déjà, certains marchands de Chelmsford et de Sudbury sont propriétaires de plusieurs lots. Deux frères domiciliés à Chelmsford possèdent à eux seuls 14 propriétés. Deux autres frères, marchands à Sudbury, en ont cinq. Ainsi les six marchands inscrits sur les rôles ont 21 propriétés. Un autre individu, dont l'occupation est celle de *gentleman*, possède à lui seul six propriétés.

La différence entre la campagne et la ville apparaît mieux lorsqu'on examine la structure occupationnelle de 1891 à 1940.

Au début de la colonisation, la structure occupationnelle est très simple et dominée par les cultivateurs, les journaliers et les cheminots. Il est impossible de savoir pour qui les journaliers travaillaient; il s'agissait sans doute de travailleurs de la forêt ou des chemins de fer. En 1901, la structure occupationnelle est légèrement plus diversifiée, comme le montre le tableau 23.

Le tableau témoigne de la diversité relative qui s'est introduite dans la structure des occupations, surtout à Chelmsford. Les cultivateurs dominent encore et largement; le nombre de journaliers a augmenté considérablement. Ces derniers sont principalement des fils de cultivateurs ou des membres de la famille, surtout des frères, qui habitent chez les cultivateurs. Encore une fois, il est impossible de déterminer pour quel type d'entreprises travaillent ces hommes. À Chelmsford, le nombre de marchands et d'artisans s'est accru.

Il est malheureusement impossible de définir la structure occupationnelle de ces cantons, de Chelmsford et d'Azilda entre 1901 et 1940, car les recensements décennaux ne détaillent pas les données pour des agglomérations aussi petites. Les rôles d'évaluation toutefois permettent de définir cette structure, mais seulement en 1940 et uniquement pour le canton de Balfour et la ville de Chelmsford.

Les occupations n'ont pas beaucoup changé entre 1901 et 1940. Le nombre de cultivateurs dans la campagne de Balfour est encore relativement élevé.

TABLEAU 22
Occupations, Chelmsford (1891)*

	Occupation	N
Secteur primaire		
	Cultivateur	127
	Bûcheron	6
Secteur secondaire		
	Propriétaire de scierie	1
Secteur tertiaire		
	Cheminot	8
	Entrepreneur	1
	Hôtelier	1
	Institutrice	1
	Marchand	1
	Menuisier	1
	Postier	1
	Télégraphiste	1
Autres		
	Journalier	38

* Chelmsford comprend à la fois le village de Chelmsford et les cantons de Balfour et de Rayside.

Source : Recensement nominatif, Statistique Canada, 1891.

On peut présumer que la structure occupationnelle de la campagne de Rayside est sensiblement la même.

À Chelmsford, on note la disparition de certains artisans et l'arrivée de nouveaux métiers, comme ceux d'électricien, de mécanicien et de garagiste. De plus, le nombre de mineurs a beaucoup augmenté, comparativement à 1901⁵⁰.

Les recensements et les rôles d'évaluation sont silencieux quant au travail des femmes. Dans les recensements nominatifs, les femmes sont des épouses alors que, dans les rôles d'évaluation, elles sont des ménagères.

TABLEAU 23

Occupations, Balfour, Chelmsford, Azilda et Rayside (1901)

Occupation	Balfour	Chelmsford	Azilda	Rayside
Secteur primaire				
Cultivateur	74	14	~	120
Mineur	1	1	~	~
<i>Lumberman*</i>	~	1	~	1
Bûcheron	~	1	~	1
Secteur secondaire				
Beurrier	~	1	~	~
Fromager	~	~	~	1
Secteur tertiaire				
Agent du CP	~	1	1	~
Bijoutier	~	1	~	~
Boucher	~	2	~	~
Commis	~	8	~	~
Contremaître	~	3	1	~
Cuisinier	~	1	~	~
Cordonnier	~	1	~	~
Entrepreneur	~	1	~	~
Forgeron	~	2	~	~
Homme d'écurie	~	1	~	~
Hôtelier	~	3	1	~
Ingénieur (CP)	~	~	1	~
Institutrice	~	2	1	~
Marchand	~	9	~	~
Menuisier	~	6	~	~
Médecin	~	1	~	~
Prêtre	~	1	~	~
Serviteur	~	5	~	~
Tailleur	~	4	~	~
Teneur de livres	~	1	~	~
Télégraphiste	~	1	~	~
Autres				
Journalier	28	57	16	8

* Le mot *lumberman* n'est pas traduisible en français. Il désigne une personne qui peut être sous-traitant ou propriétaire d'une compagnie ou encore un agent qui sert d'intermédiaire entre les coupeurs et les compagnies.

TABLEAU 24
Occupations, Balfour et Chelmsford (1940)

Occupation	Balfour	Chelmsford
Secteur primaire		
Cultivateur	92	12
Bûcheron	~	~
Mineur	1	49
Secteur secondaire		
Secteur tertiaire		
Agent	~	3
Agent du CP	~	1
Boucher	~	2
Boulangier	~	3
Coiffeur	~	3
Commis	~	9
Cordonnier	~	1
Cuisinier	~	1
Électricien	~	1
Instituteur	~	4
Forgeron	~	3
Garagiste	~	1
Hôtelier	~	2
Marchand	1	8
Mécanicien	~	1
Menuisier	~	2
Notaire	~	2
Postier	~	1
Prêtre	~	1
Autres		
<i>Gentleman</i> *	1	26
Journalier	10	61

* Le mot *gentleman* est lui aussi difficile à traduire. Il désigne soit des rentiers, soit des cultivateurs à la retraite qui habitent maintenant la ville.

Source : Rôles d'évaluation, Balfour et Chelmsford, 1940.

Les recensements et les rôles d'évaluation laissent croire que les campagnes sont peuplées seulement de cultivateurs, mais les témoignages recueillis auprès des répondants et répondantes nous amènent à conclure à une pluri-activité⁵¹. Les habitants étaient nettement plus que des cultivateurs. Ils travaillaient aussi dans l'industrie forestière comme bûcherons ou comme sous-traitants pour d'importants entrepreneurs forestiers. Certains vendaient aussi le bois coupé sur leur terre à ces entrepreneurs ou à des individus comme bois de pâte ou de chauffage.

Les agriculteurs vendent aussi du foin, des pommes de terre et d'autres légumes aux compagnies de chemin de fer ou forestières ou aux marchés locaux. Ils vendent aussi leur crème et leur lait, soit de porte à porte dans la région, soit aux laiteries, aux beurreries et aux fromageries.

Certains cultivateurs et plusieurs fils de cultivateurs font aussi des stages de travail dans les mines des environs. Une étude récente a montré que la main d'œuvre masculine canadienne-française des mines était changeante⁵².

Il est donc évident que, pour survivre, les cultivateurs ont dû exercer plusieurs métiers.

L'auto-suffisance et le marché

Il est évident qu'au cours de cette période, sans doute plus à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle qu'en 1940, la terre était ce autour de quoi gravitaient ces familles d'habitants. La terre leur assurait une certaine auto-suffisance.

On avait quelques animaux, on avait des vaches pour subvenir à tous les besoins de la famille, affirme un répondant. La crème, le lait, le beurre, on avait tout ça chez nous; on avait tous les légumes, on avait la viande parce que mon père faisait la boucherie à tous les automnes, à tous les printemps, alors on avait assez pour vivre sur la terre.

Un autre répondant, originaire de Balfour, souligne qu'« on peut dire qu'y a certains fermiers qui ont vécu strictement avec les fermes mais j'vous garantis que ça demandé une planification pas mal différente parce que le revenu était pas mensuel, y était saisonnier ».

Pour assurer leur subsistance, la grande majorité des habitants ont dû assez tôt vendre les produits qu'ils avaient en trop ainsi que leur force de travail. À partir du début du XX^e siècle, ils peuvent tirer un revenu de la vente sur le marché local du surplus de foin, de bois, de pommes de terre et d'autres légumes, de produits laitiers et de viande. « J'pense que tout l'monde cultivait pas mal ce qu'y avait de besoin pour eux autres mêmes; ensuite le surplus, y l'vendait », affirme cet ancien cultivateur.

Ce marché pour leurs produits, les habitants le trouvent non seulement auprès de marchands locaux – qui ne sont pas très nombreux –, mais aussi auprès des beurreries, des fromageries et des laiteries environnantes, et des bouchers de Sudbury. Certains font aussi du colportage. Un répondant se rappelle ce colportage :

Mon père allait coss qu'on appelle « peddler » ; y allait de porte en porte offrir ses légumes aux gens de la ville. Y allait aussi à Copper Cliff où y avait ben des gens d'la compagnie par exemple [l'Inco] ; c'étaient des gens qui recevaient des gros salaires. Mon père y avait ce qu'on appelle des pratiques dans c'temps là, des clients. Je m'souviens que mon père disait ben : « j'va aller peddler au Moulin-à-Fleur [quartier ouvrier canadien-français de Sudbury] » ; alors y allait de porte en porte et pis quand y revenait y avait pu d'patates, y avait pu d'oeufs, y avait pu de légumes, y avait tout, y avait tout vendu.

Les répondants et les répondantes disent tous que les pères de famille devaient être polyvalents pour pouvoir entretenir leur famille. Faisons une place ici à certains de leurs témoignages.

Mon père était fermier, rappelle un septuagénaire de Chelmsford. On vivait avec la terre. On faisait not'pain, le beurre, on avait not'crème, on avait tout. Pis ensuite y a commencé à vendre d'la viande, y était boucher. Y allait vendre d'la viande comme à Levack, pis à Cartier. Y a fait ça pendant des années. Y charriait le lait aussi ; y l'ramassait su les fermiers pis y allait le mener – comment ce que t'appelles ça – à une dairy.

Ben mon père était un homme qui avait commencé très jeune avec mon grand-père, rappelle un répondant d'Azilda. Mon grand-père travaillait beaucoup ; y avait défriché sa terre, y a même eu un chantier à un moment donné, un p'tit chantier. Et pis y ont appris, à cause des besoins, qu'il fallait se dépendre eux-mêmes ; alors y apprenaient à faire tout ce qui avait besoin de faire. Alors c'est comme ça que mon père a appris le métier de menuisier à force d'aider à mon grand-père à bâtir des bâtiments de ferme. Pis aussi tout l'monde allait travailler dans la mine dans c'moment là soit pour une longue durée soit pour une courte. C'était un travail qui était disponible pour tout l'monde qui avait deux bons bras.

Un autre se rappelle que « oui, y avait toujours des marchands de cours qui vendaient des légumes, des patates. Y avait aussi le bois qui s'vendait, c'est-à-dire le bois de chauffage et ça s'vendait local ; même que des compagnies comme le CPR achetaient moyennement d'bois. Je m'rappelle assez spécialement d'une année on avait beaucoup, trois cents cordes de bois, ça s'est vendu tout' local à Chelmsford su les marchands, les propriétaires, les hôteliers. Y avait toujours un marché pour ça. » Son père était cultivateur et travaillait aussi à la construction de routes pour le compte de la municipalité.

Un ancien cultivateur, aujourd'hui résidant d'Azilda, se souvient surtout de la vente de la viande :

On avait beaucoup de cochons et pis on vendait des cochons. Y avait un boucher au Moulin-à-Fleur qui venait acheter nos cochons et des vaches. Tout le monde allait au marché de Sudbury les samedis et emportait leurs produits pour les vendre. Nous autres on avait jamais eu besoin d'aller au marché parce qu'on vendait, surtout ma mère, nos produits ici et là, on connaissait l'monde. On vendait des œufs, du beurre, et puis du lait en grosses canisses à Palm Dairy. Alors le produit on en vendait. Le surplus on le vendait.

Une répondante affirme que la ferme de ses parents produisait beaucoup de pommes de terre. « On récoltait deux, trois mille poches de patates. On faisait aussi des grands jardins et c'est nous aut' les filles qu'on prenait soin de tout ça. » Son mari ajoute : « On paquetait les patates en dix livres, vingt livres, cinquante livres, après ça on vendait des œufs au village. » « Pis de la belle crème à part ça, » dit son épouse. « Ah oui! conclut le mari, tous les samedis on vendait des œufs, des patates, des légumes, de la crème. »

Un autre, enfin, raconte comment son grand-père et son père utilisaient une « tsime » de chevaux pour aller couper le bois et le rapporter à la ferme. Les chevaux étaient attelés à une « machine qui sciait son bois. Pis avec sa tsime, y partait pis y s'en allait en ville pour vendre le bois, le bois de poêle qu'on appelle. L'hiver y faisait son bois pis y allait le vendre, y a fait quelque piasses comme ça. Pis y a fait l'élevage des moutons et pis des animaux à bœuf mais y avait spécialisé dans les vaches à lait. Et pis c'est lui qui a été le premier homme à fournir Chelmsford de lait en bouteille. »

Les répondants et répondantes ont souvent mentionné le marché de Sudbury. À partir de 1914, les cultivateurs de la région ont accès à ce marché, situé rue Borgia et créé par le conseil municipal afin de permettre aux cultivateurs d'écouler leurs produits. Le marché fut ouvert à la suite d'une recommandation de la Chambre de commerce de Sudbury adressée au conseil municipal à l'époque où l'émission de soufre était devenue un problème politique épineux.

During the sulphur fumes dispute, Board of Trade attempted on numerous occasions to have the government assist the farmers affected by smoke damage. Obviously caught in a cross-fire between the mining companies and the farmers, the Board of Trade struggled to avoid blaming the companies while lobbying the government to assist the farmers⁵³.

Ce ne sont évidemment pas tous les cultivateurs de la région qui, du moins au début, ont pu bénéficier de ce marché.

Although the farmers' market represents rather a thriving business, it only affects the farmers who are close to town. The farmer who is far away and obliged to handle his produce in bulk is the one who suffers. He must either sell his produce at a low price, and take merchandise in exchange, or sell it himself to some one willing to give a fairly respectable price⁵⁴.

L'agronome considère que le fermier de la région a de sérieux problèmes de mise en marché, étant donné les frais de transport et l'éloignement des marchés de Toronto et de Montréal :

*Creamery butter made in this district sells for 23 to 25 cents per pound. Toronto offers 25 to 28 cents per pound after it has been shipped two hundred and eighty miles. Market prices are good, but the marketing system is seriously lacking*⁵⁵.

L'un des principaux obstacles à la mise en marché des produits agricoles était l'absence de routes et, surtout, de routes carrossables. La Chambre de commerce de Sudbury s'est efforcée, au début du XX^e siècle, d'amener le gouvernement provincial à construire des routes non seulement entre Sudbury et Toronto, mais aussi entre les villages de la région et Sudbury. Les habitants de Rayside et de Balfour ont aussi exercé des pressions en ce sens. En 1914, le curé Côté se rend avec une délégation de cultivateurs à une réunion de la Chambre de commerce pour demander de meilleures routes.

En partie à cause du manque de bonnes routes, du moins jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, les habitants de Rayside et de Balfour écoulent toujours leur stock sur le marché local. Ils y sont forcés aussi à cause d'autres facteurs.

La vente des pommes de terre aux grossistes et aux marchands de la région est limitée parce que les cultivateurs ne se sont pas préoccupés de semer des variétés standard.

In some sections, particularly Blezard Valley, potatoes are a very important crop, some farmers harvesting as high as 1500 bushels per year. Although a considerable quantity of potatoes are harvested annually throughout the district, there has as yet been no attempt made at growing standard varieties, and the great majority of farmers do not know what variety they are growing. Due to this cause and to the fact that no proper system of grading is followed many farmers have serious difficulty in marketing their crop advantageously.

*The wholesale produce houses in this town are loath to handle the locally grown tubers preferring to import their requirements in carload lots from Nova Scotia, New Brunswick and Manitoba*⁵⁶.

Cette situation ne commencera à être corrigée qu'en 1936-1937, lorsque les fermiers classifient leurs pommes de terre. « *Many farmers in the Blezard Valley area graded their potatoes last year and found a ready market for their produce. This I feel to be the nucleus that will lead to the grading of all the potatoes in that area*⁵⁷. » Un an plus tard, l'agronome note que, à cause de cette classification et de la qualité des pommes de terre, les marchands locaux ont importé très peu de pommes de terre du Nouveau-Brunswick. De plus, les cultivateurs ont pu commencer à exporter une partie de leurs produits.

Les marchés locaux ne sont pas régulièrement approvisionnés en produits de la terre à cause des effets nocifs du souffre sur les récoltes. Le marché de la viande est moins précaire, mais la mauvaise qualité du cheptel limite la demande non seulement pour la viande, mais aussi pour les produits laitiers.

Au cours de cette période, le jeu de l'offre et de la demande a amené les habitants à produire, pour la vente sur le marché, principalement du foin et des pommes de terre. Ils ont également vendu des légumes de jardin, des produits laitiers, de la viande de bœuf et de porc. À partir des années 1930, ils produisent de plus en plus de la viande de volaille. Enfin, après 1937, ils vendent des petits fruits tels que les fraises et les framboises, ainsi que des bleuets, à la culture desquels le sol assez acide de la Vallée se prête très bien.

La demande pour ces différents produits a varié considérablement. Elle a été passablement élevée dans les années où les sociétés minières et forestières ainsi que les sociétés de chemin de fer ont été en forte expansion ou très productives. Ainsi, pendant les années de construction du chemin de fer du Canadien National, pendant les années de récoltes abondantes de bois et d'intense production minière avant la Première Guerre mondiale dans la région de Sudbury, les produits des habitants ont été très en demande.

More produce is sold in this district than that which is produced at the present time. The lumber companies alone spend \$2,569.00 on produce. Certain mining companies pay an annual wage of \$1,474,192.99. There is a population of seven thousand one hundred in the town of Sudbury and there are several villages in the surrounding country varying in population from one hundred to three thousand⁵⁸.

La demande pour les produits a baissé au début des années 1920, car les compagnies minières de la région ont dû cesser leurs opérations pendant quelques années. De 1926 à 1930, l'expansion des sociétés minières a entraîné une forte hausse de la demande.

Increased mining and construction activity in Sudbury and vicinity has opened up a very lucrative market to local farmers for all classes of farm products.

Potatoes, one of the most important cash crops, are bringing a good price as well as beef, mutton, pork, eggs and dairy products⁵⁹.

La Crise a provoqué, en général, l'effondrement du marché des produits agricoles. En 1933-1934, le prix du lait est tellement bas que les fermiers commencent à vendre leurs vaches pour la viande. Ainsi que le note l'agronome, les habitants n'ont pas assez d'engrais naturel l'année d'après pour fertiliser convenablement leurs champs. En 1934-1935, il note :

The decreased purchasing power of the urban centres lead to a falling off in the demand for agricultural produce. The economic law of price finding based on supply and demand

was in evidence and the farmer received very discouraging prices for his commodities. Dairy products, one of the main stays of the district, were low, and hay was selling at \$18.00 a ton. The outcome was the sale of both cattle and hay, an unfortunate occurrence for rapid advance of agriculture in the district⁶⁰.

En 1937-1938, l'agronome rapporte que, à cause des marchés déprimés, la situation économique des cultivateurs est à ce point précaire qu'ils sont obligés de vendre leur cheptel. En 1939-1940, il note : « *Never before did so many farmers call for the purpose of discussing personal farm problems. More letters were received dealing with farm problems and many farmers phoned the office long distance for hurried information⁶¹.* »

Les habitants sont donc aux prises avec des fluctuations de l'offre et de la demande pour leurs produits agricoles. Le mauvais temps est un autre facteur qui compte pour beaucoup. Selon les rapports de l'agronome, les habitants ont connu de très mauvaises saisons en 1925, 1926, 1927 et 1928 à cause du mauvais temps. La saison 1928-1929 a été bonne à tous égards. Les deux saisons suivantes ont été très mauvaises, mais, en 1932-1933 et en 1933-1934, le beau temps a permis d'avoir de bonnes récoltes. À partir de 1935, la dépression économique n'a pas épargné les cultivateurs.

La Crise a sans doute amené une baisse de la demande pour les produits agricoles sur les marchés locaux. Ainsi que l'a dit une répondante, pendant la Crise, « le monde y ont eu de la misère ». Mais, un autre répondant a vécu différemment cette période :

La grosse crise, elle a duré cinq ans, de 1930 à 1935. Beaucoup de monde pâtissait de manger, il en avait pas. Alors sur la terre on ne pâtissait pas, on en avait en plein, même on en donnait à ceux qui n'en avaient pas. Mon père lui il était bon quand il voyait une personne souffrir il faisait tout pour l'aider. Il a été mené une poche de fleur de 100 livres à un voisin.

En somme, la production agricole des habitants de Rayside et de Balfour était presque toute consommée par la famille. Les revenus générés par la vente du surplus sur les marchés locaux servaient à assurer la subsistance.

Un répondant établit une différence entre le salaire et le revenu :

Quand on dit un salaire, ça serait difficile de dire que mon père avait un salaire ; euh, j'pense qu'il avait des revenus mais pour dire un salaire comme un emploi dans une industrie, non ; mais on pourrait dire que oui le revenu mensuel était très important pour que la famille soit capable de survivre.

Par-delà les données concernant la production, il est nécessaire d'examiner les forces et les rapports de production qui déterminent en grande partie la nature et l'évolution de la formation sociale et du mode de production qui sous-tend celle-ci.

Les rapports de production

La ferme moderne, équipée de machines en tout genre, de camions et de tracteurs, alimentée à l'électricité, est apparue après la Deuxième Guerre. À l'époque dont nous parlons, c'était un phénomène presque inconnu, tout au moins dans les cantons de Rayside et de Balfour. Avant 1940, le tracteur n'y avait pas encore fait son apparition. L'électricité n'a commencé à alimenter les fermes de la Vallée qu'en 1947⁶². Les forces matérielles de production consistaient essentiellement en chevaux que l'on utilisait pour les labours, les récoltes et les coupes de bois.

Le deuxième élément de ces forces de production était la force de travail des membres de la famille, donc des rapports de production familiale. Comme Marx l'a noté, ces rapports de production sont aussi des forces de production :

Il s'ensuit qu'un mode de production ou un stade industriel déterminés sont constamment liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminés, et que ce mode de coopération est lui-même une force productive⁶³.

De plus, dans l'Avant-propos de la *Critique de l'économie politique*, Marx note aussi :

Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles⁶⁴.

Les rapports de production familiale correspondent à un niveau relativement peu développé des forces matérielles de production. C'est l'ensemble de la famille qui produisait du matin au soir, d'où la nécessité d'avoir des familles relativement nombreuses. Cette force de travail familiale constituait un ensemble de forces matérielles et de rapports sociaux qu'exigeait le niveau de production nécessaire à la reproduction de la famille.

Il y avait certes une division de travail entre les femmes et les hommes. Les épouses et les filles s'occupaient de la maison, de la nourriture, de la confection et de l'entretien des vêtements, donc de la reproduction de la force de travail. Elles étaient aussi chargées de faire le « train » et de récolter les légumes et les fruits de jardin. Les hommes travaillaient à l'extérieur pour préparer et cultiver les champs, pour effectuer les récoltes des plantes fourragères, des céréales, des légumes et des petits fruits. Ils construisaient et entretenaient les bâtiments de ferme et s'occupaient des animaux. Ils travaillaient dans les bois faisant partie de leur terre ou dans les chantiers environnants et parfois dans les mines; la mise en marché des produits de la ferme était aussi de leur responsabilité. Enfin, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ils accomplissaient des travaux divers pour les conseils de Chelmsford et des cantons.

Les répondants et les répondantes ont insisté sur le fait que les cultivateurs devaient être polyvalents et ils ont encore plus mis en évidence la division du travail au sein de la famille.

Selon deux répondantes,

les gars y ont jamais fait rien dans la maison. Non. Maman croyait pas là-dedans. C'était elle pis la plus vieille. Pis moi j'allais aider mon père à l'écurie. J'étais la troisième mais les plus vieilles aidaient toujours à la maison. Elles s'occupaient de l'ordinaire et pis le ménage, on faisait l'ménage. Mais les gars travaillaient pas dans la maison. Non, les mères y croyaient pas à ça. À tous les lundis matins, on avait tout été à la messe dans not' linge de dimanche, pis le lundi c'était de brosser les habits, pis presser ça. Les lundis matins, c'était un devoir, tout serrer les habits, le linge de dimanche pis les chaussures.

Les hommes ne démentissent pas ces propos. L'un d'entre eux affirme :

C'est quelque chose qui s'est évolué par nature plutôt que par direction. On avait des tâches à remplir, que ce soit les filles ou les garçons. Naturellement les filles avaient des tâches à remplir principalement dans la maison mais les mois d'été où qu'y avait beaucoup de travail dehors, les filles travaillaient dehors. Les garçons, on avait des tâches aussi parce qu'on avait beaucoup de travail à faire entre les heures d'école y compris les fins de semaine. Pourquoi les filles dans la maison et pas les gars? Eh ben c'était la façon de faire... et peut-être l'habileté et les intérêts. J'peux pas dire qu'on faisait rien comme garçon, on en faisait mais, euh, c'était la p'tite partie.

Un autre cultivateur se rappelle que

c'est les filles qui travaillaient dans la « cookerie ». Mais les filles ont aussi, ont fait la traite des vaches, soigné les animaux, comme les poules. Ensuite pour aller au village, surtout dans ce temps-là c'était avec les chevaux, c'étaient la mère et les filles assez souvent. Les hommes eux délivraient aussi loin que j'me rappelle.

Pour un autre,

c'est ma mère qui faisait toute dans la maison. Les gars y travaillaient pas dans la maison dans c'temps-là. Les filles restaient à la maison et aidaient à ma mère. Y en a qui sont allées travailler en dehors; y travaillaient dans les maisons privées pour, dans c'temps là, c'était dix piasses par mois.

Pour certains, c'était un partage :

Tout le monde se partageait les tâches parce que, sur la ferme, tout l'monde avait sa tâche à faire. Comme on avait une grande ferme et ben à c'moment-là on faisait le travail ensemble et pis ça durait pas tellement longtemps. C'était pas si pénible que ça parce qu'on se partageait ça comme j'dis.

En apparence, ce type de rapports de production est fondé sur une forme de coproduction entre hommes et femmes. C'est vrai jusqu'à un certain point. Hommes et femmes – époux, épouse et enfants – produisaient ensemble. Mais

cette notion de coproduction néglige l'aspect fondamental de la propriété. Car, au cours de cette période, c'est l'homme qui possède en général le titre de propriété, donc la propriété des moyens de production. Cet aspect légal donnait à l'homme une certaine suprématie dans les rapports de production. Il pouvait, entre autres, exiger que la femme s'occupe de tous les aspects de la reproduction de la force de travail liés au travail domestique.

La rigidité de la division sexuelle du travail ne signifie pas que mari et épouse vaquent isolément chacun de leur côté, à leurs occupations respectives. Elle détermine plutôt deux grands groupes distincts de producteurs : celui des femmes, collaborant aux activités qui leur incombent, et celui des hommes, qui travaillent collectivement aux champs.

De fait, l'économie rurale s'appuie largement sur le double travail agricole et domestique des femmes. Celles-ci jardinent, cuisinent, boulangent, font boucherie et charcuterie, en plus de cultiver le lin, tondre le mouton, filer, tisser, coudre et broder, puis laver et repasser. Elles entretiennent et soignent enfants, maison et animaux [...]⁶⁵.

Il est évident que, dans la vie de tous les jours, dans les rapports entre l'homme et la femme, entre le père et les enfants et entre la mère et les enfants, la situation a pu être fort variable et que, dans certains cas, la femme a pu dominer. C'était sans doute le cas lorsque l'homme travaillait dans les chantiers l'hiver. Mais il reste que, légalement, à cause du fait qu'il possédait la propriété, l'homme déterminait en partie la nature des rapports de production.

Il est aussi plus juste de dire que, dans cette formation sociale, on retrouvait des rapports de production à la fois familiaux et patriarcaux. Le père détenait en principe l'autorité dans la famille alors que le curé avait la haute main sur la paroisse.

Entre les propriétaires des moyens de production, les rapports étaient en principe égaux car les terres possédées par eux avaient à peu près toutes la même superficie. Cette réalité a sans doute contribué à faire naître un esprit de coopération.

Dès 1914, l'agronome avait noté l'importance des mouvements coopératifs chez les habitants du district :

The necessity of co-operation in the selling and buying farm produce has been keenly felt in this district, and as a result of this feeling several co-operative associations, and stores have been organized. Some of these associations have been able to stand, while others have fallen. There are, however, certain associations which are thriving and give very valuable assistance⁶⁶.

L'une de ces coopératives qui a réussi est la Société coopérative de Verner dont l'agronome retrace les origines. À Chelmsford, la première coopérative

agricole a été le Syndicat agricole de Chelmsford, fondé en 1923, et dont l'objectif était le battage et le nettoyage des graines de semence. En 1938-1939, l'agronome rapporte l'établissement de la Chelmsford Agricultural and Cooperative Society, laquelle compte 30 membres et a pour but de permettre aux fermiers d'acheter et de vendre des produits de façon coopérative⁶⁷. Les rapports subséquents ne font malheureusement aucune mention de ces deux coopératives; il est donc impossible de savoir ce qu'elles sont devenues. Notons enfin que ces coopératives avaient toutes rapport avec le domaine de la distribution et de l'échange.

Les habitants de Rayside et de Balfour ont vécu un autre type de rapports de production à mesure qu'ils ont travaillé dans les industries forestière, minière et ferroviaire. Il s'agit des rapports de production capitaliste au sein desquels ils se trouvent, jusqu'à un certain point, privés de la propriété de leurs moyens de production, sauf évidemment pour certaines compétences et leur force de travail.

Cette affirmation d'ordre général doit toutefois être nuancée. Dans l'industrie forestière, plusieurs ont travaillé à titre de sous-traitants ou de vendeurs (ou fils de vendeurs) du bois de leur propre terre. Certains ont vécu cette expérience comme salariés, mais souvent la présence d'autres membres de la famille ou de la parenté pouvait mitiger l'expérience de ce nouveau type de rapport. Il faut souligner que la structure de ces rapports de production n'était pas très complexe au début du XX^e siècle. Lorsque l'homme de chantier était embauché pour une saison dans un camp de bûcherons, il était un peu laissé à lui-même, car le contremaître devait s'occuper de 50 à 125 travailleurs. Les innovations technologiques étaient plutôt rares, du moins jusque dans les années 1930, époque où les compagnies ont commencé à introduire des tracteurs dans leurs opérations de coupe de bois. Les méthodes de coupe sont restés à peu près inchangés depuis le XIX^e siècle. Les innovations ont été plus rapides dans les moulins et les usines de pâte de papier.

Within the Ontario forest industry of the early twentieth century, the secondary manufacturing sector was far more technologically advanced than the primary sector which, woods officials frequently complained, remained in a primitive state⁶⁸.

Les rapports de production dans la forêt variaient grandement selon les compagnies et la taille des chantiers.

L'industrie minière, par contre, a adopté une structure de rapports de production de plus en plus influencée par le taylorisme⁶⁹, surtout après 1900, au moment où les forces productives des compagnies alimentées par l'énergie hydro-électrique et dotées d'une main d'œuvre plus abondante se sont accrues. La structure de supervision, entre autres, est aussi devenue plus complexe, surtout après 1928. Par contre, le rapport de production capitaliste, selon

lequel le mineur ne pouvait être propriétaire des moyens de production, avait été établi dans l'industrie minière de la région dès le début⁷⁰.

Dans la ville de Chelmsford, à la différence des villages voisins, les rapports de production capitalistes avaient déjà été introduits si l'on en juge par le nombre croissant de petits salariés – journaliers, commis – et de locataires. Encore une fois, il convient de nuancer cette affirmation, car souvent le salarié était un membre de la famille du propriétaire. L'expérience du salariat ou du prolétariat était sans doute atténuée par cette réalité.

Il semble évident toutefois que si les rapports de production étaient en général de type familial et patriarcal, plusieurs habitants et fils d'habitants ont commencé à être intégrés à des rapports de type capitaliste à la suite du va-et-vient que l'on peut remarquer entre la ferme et les autres activités de production.

Ainsi la pluri-activité, à la fois sur et hors la ferme, assurait tant bien que mal une sorte d'indépendance – toute relative – de la famille et lui fournissait les moyens nécessaires à son projet de reproduction. On ne peut donc pas parler ici d'une intégration au marché selon le modèle classique; mais on ne peut parler non plus d'autosubsistance puisqu'en pratique les rapports ou contacts avec le marché étaient nombreux⁷¹.

La notion de domination ou de subordination formelle introduite par Marx⁷² traduit de façon plus précise les rapports qui se nouaient graduellement entre la formation sociale des cantons de Rayside et Balfour et la formation sociale de la ville de Sudbury, qui évoluait déjà plus rapidement vers un mode de production capitaliste.

Notes

1. Cette loi a pour titre *An Act Respecting Free Grants and Homesteads to Actual Settlers on Public Lands*, chapitre 24, Revised Statutes of Ontario, 1877.
2. Joseph Schull, *L'Ontario depuis 1867* (traduit de l'anglais par Louise Filteau et Denis G. Gauvin), Toronto, Ontario Historical Studies Series, McClelland and Stewart, 1987, p. 64.
3. Sur les théories et les recherches les plus importantes portant sur le peuplement et la colonisation au Québec et dans le nord de l'Ontario, voir l'excellent article de Martine Tremblay, « Peuplement et colonisation du Québec et du nord de l'Ontario : connaissances actuelles et perspectives de recherches », dans *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, p. 43-64. Pour un aperçu du rôle de ces sociétés dans le Grand Nord, et plus spécialement dans la région de Moonbeam, voir Michel D'Amours, *Moonbeam, 1913-1945. La colonisation, la vie économique et sociale*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 71, 1980.
4. Voir entre autres Lionel Séguin, *op. cit.*, et Chelmsford, *op. cit.*

5. Voir à ce sujet Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, op. cit., p. 137-145.
6. Léon Gérin, « La famille canadienne-française, sa force, ses faiblesses. Le paysan de Saint-Irénée, hier et aujourd'hui », dans Marcel Rioux et Yves Martin (études choisies et présentées par), *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, p. 61. Voir aussi, dans le même recueil, le texte de Pierre Deffontaines, « Le rang, type de peuplement rural du Canada français », p. 19-32.
7. Voir Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 ».
8. Wallace Clement, « Class and Property Relations : An Exploration of the Rights of Property and the Obligations of Labour », dans Clement, *Class, Power and Property. Essays on Canadian Society*, Toronto, Methuen, 1983, p. 210-212. On aura profit à consulter C. B. Macpherson, *Property : Mainstream and Critical Positions*, Toronto, University of Toronto Press, 1978.
9. Marc St-Hilaire, « La structuration foncière en milieu de colonisation agro-forestière : Saint-Fulgence, 1852-1898 », dans *Saguenayensia*, vol. 27, n° 4, p. 138.
10. Chelmsford, op. cit., p. 47.
11. Roger Bélanger, *Région agricole Sudbury-Nipissing, Sudbury*, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 18, 1949, p. 32.
12. Report of the Commission of Crown Lands, *Sessional Papers 1885*, p. 52-53.
13. Report of the Commissioner of Crown Lands, *Sessional Papers*, vol. XVII, 1885, p. 53-54.
14. H. B. Roy, Rapport d'agronome, RG, G-5-1, p. 50.
15. *Ibid.*, 1931-1932, p. 4.
16. Voir Rapport d'agronome, RG 16 Series G-5-1, 1924-1925, p. 7.
17. Roger Bélanger, op. cit., p. 25.
18. Roger Bélanger, op. cit., p. 30.
19. H. B. Roy, Rapport d'agronome, RG, 5-G-1, 1917-1918, p. 35.
20. Voir Rapport d'agronome, RG 16 Series, G-5-1, p. 5.
21. *Ibid.*, 1915-1916, p. 6.
22. Les rapports d'agronome décrivent les origines, les objectifs et l'évolution de cette ferme modèle. On pourra consulter les rapports d'agronome des années 1923-1924 à 1928-1929.
23. Voir le rapport d'agronome, RG 16 Series, 5-G-1, 1925-1926, p. 10.
24. Pour un excellent résumé de ces événements, voir l'article de Matt Bray, « The Province of Ontario and the Problem of Sulphur Fumes Emissions in the Sudbury District. An Historical Perspective », dans *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. XVI (2), 1984, p. 81-90.
25. Pour un historique de ces opérations forestières, voir Ontario Department of Lands and Forests, *A History of Sudbury Forest District*, Toronto, District History Series, No. 21, 1967, et Gwenda Hallsworth, « A Good Paying Business : Lumbering on the North Shore of Lake Huron, 1850-1910, with Particular Reference to the Sudbury District », thèse de maîtrise, Sudbury, Département d'histoire, Université Laurentienne, 1983.
26. Guy Gaudreau, « Le développement des activités forestières en Ontario (1885-1900) : une prise de vue quantitative », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, 1990, p. 70.

27. Report of the Commissioner of Crown Lands of the Province of Ontario for the Year 1884, *Sessional Papers* (No. 30), 48 Victoria, 1885, p. 54.
28. *Ibid.*, p. 53.
29. *Ibid.*, p. 54.
30. Voir Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 148-151.
31. Pour avoir plus de détails sur cette construction, consulter Gaétan Gervais, « Le réseau ferroviaire du Nord-Est de l'Ontario, 1881-1931 », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. XIII, n° 2, février 1981, p. 35-63; T. D. Regehr, *The Canadian Northern Railway : Pioneer Road to the Northern Prairies 1895-1918*, Toronto, Macmillan/MacLean Hunter Press, 1978; G. R. Stevens, *Canadian National Railways. Volume 2 : Towards the Inevitable. 1896-1922*, Toronto, Clarke, Irwin & Company, 1962; Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 139-148. Il est intéressant de noter que les entrepreneurs Mackenzie et Mann avaient aussi tenté de construire un système de tramways dans la ville de Sudbury au début du XX^e siècle; les hommes politiques locaux s'y étaient opposés. D'autres voies ferrées avaient aussi été construites au sud et à l'ouest de Rayside et Balfour, dont le Manitoulin & North Shore qui joignait la ville de Sudbury à Espanola et à l'île Manitoulin.
32. Pour avoir une idée de l'emplacement et de l'historique de ces diverses entreprises minières, on pourra consulter les travaux suivants : Joseph Boldt, Jr., *The Winning of Nickel*, Toronto, Longmans, 1967; Wallace Clement, *Hardrock Mining. Industrial Relations and Technological Changes at INCO*, Toronto, McClelland and Stewart, 1981; John Deverell, *Falconbridge : Portrait of a Canadian Mining Multinational*, Toronto, James Lorimer, 1975; Charles Dorian, *The First 75 Years. A Headline History of Sudbury, Canada*, Ilfracombe (Devon, G.-B.), Arthur Stockwell, 1958; Inco Research Library, *History of Nickel Extraction From Sudbury Ores, 1846-1956*, Copper Cliff, The International Nickel Company of Canada, 1956; D. M. LeBourdais, *Sudbury Basin. The Story of Nickel*, Toronto, The Ryerson Press, 1953; O. W. Main, *The Canadian Nickel Industry : A Study in Market Control and Public Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1955; Frédéric Romanet du Caillaud, *Les mines de nickel de la région de Sudbury*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 38, 1960; John F. Thompson et Norman Beasley, *For the Years to Come : A Story of International Nickel of Canada*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1960; Robert Stephenson *et al.*, *A Guide to the Golden Age : Mining in Sudbury 1886-1977*, Sudbury, Department of History, Laurentian University, 1979.
33. Voir les rapports des géologues insérés dans les rapports annuels du ministère ontarien des Mines, vol. VII, 1897, p. 256-259, et vol. XI, 1901, p. 151-160.
34. *Sudbury Star*, March 14, 1928, p. 4.
35. Sur ce sujet, voir Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 307-341.
36. Chelmsford, *op. cit.*, p. 140.
37. *Ibid.* Voir aussi Lionel Séguin, *Historique de la paroisse de Chelmsford*, *op. cit.*, p. 90. L'auteur cite les noms des propriétaires qui ont vendu leurs terrains ainsi que les sommes obtenues.
38. Bien que les compagnies minières aient commencé à s'approvisionner en hydro-électricité dès la fin du XIX^e siècle en érigeant des digues sur la rivière Spanish à l'ouest de Sudbury et en bâtissant leur propre système, la Commission hydro-électrique de l'Ontario ne commença à distribuer l'électricité dans la région de Sudbury qu'en 1929. Voir à ce sujet Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 316-319. Le conseil

- du canton de Rayside approuve la construction de cette ligne hydro-électrique, ce qui laisse supposer que la source d'approvisionnement était la Wahnapeitei Power Co. installée à l'est de Sudbury. Voir le Conseil du canton de Rayside, By Law n° 327, le 10 mars 1927.
39. Depuis le début des opérations minières dans la région de Sudbury, les compagnies avaient l'habitude de construire des villages et même des villes pour loger les travailleurs. Sur ce sujet, on pourra lire Gilbert Stelter, « The Origins of a Company Town : Sudbury in the Nineteenth Century », *Revue de l'Université Laurentienne*, 3, février 1971, p. 3-37; Gilbert Stelter, « Community Development in Toronto's Commercial Empire. The Industrial Towns of the Nickel Belt 1883-1931 », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. VI, n° 3, 1974, p. 3-54; Eileen Goltz, « Genesis and Growth of a Company Town. Copper Cliff 1886-1920 », thèse de maîtrise, Sudbury, Département d'histoire, Université Laurentienne, 1983.
 40. Ontario Department of Mines, *Annual Report*, 1928, p. 159.
 41. Ontario Department of Mines, *Annual Report*, 1929, p. 83.
 42. Le conseil du canton de Balfour avait autorisé le Canadien Pacifique à construire cette ligne, car celle-ci devait traverser une bonne partie du territoire du canton. Ce règlement se lit comme suit : « *The Municipal Council of the Township of Balfour enacts as follows : That the Municipality of the Township of Balfour hereby consents to let the Canadian Pacific Ry Co build a railroad ligne through a part of the Township as proposed by the said Canadian Pacific Ry Co and to have grade crossings between Concessions 3 and 4 and along up to and between Concessions 2 and 3 and 1 and 2 and lots 2 and 3 on Concession one, on lots 1,2 and 3 to the Treadwell Yukon Co's property.* » Voir le Conseil de canton de Balfour, By Law n° 111, le 27 juin 1929.
 43. Voir Ontario Department of Mines, Annual Reports, 1929, p. 83-85; 1930, p. 79-81; 1931, p. 64-65; Chelmsford, *op. cit.*, p. 139-142 et Lionel Séguin, *op. cit.*, p. 88-91.
 44. Ontario Department of Mines, *Annual Report*, 1928, Part 1, p. 83.
 45. Frank Dennie, prospecteur de Sudbury et de Hanmer, a découvert le gisement minier et exploité la mine pour les propriétaires de Toronto. Voir Lionel Séguin, *op. cit.*, p. 91-96. L'auteur écrit Frank Denis mais il s'agit bel et bien de Frank Dennie.
 46. Chelmsford, *op. cit.*, p. 143.
 47. Chelmsford, *op. cit.*, p. 141.
 48. Ces données sont extraites des recensements nominatifs de 1891 et 1901.
 49. Chelmsford, *op. cit.*, p. 47.
 50. Pour une analyse de la structure occupationnelle selon les propriétaires et les locataires, on pourra lire Donald Dennie, « La propriété foncière à Chelmsford et dans le canton de Balfour, 1911-1968 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 15, 1993, p. 50-78.
 51. Ce concept est emprunté à Gérard Bouchard et Régis Thibault, « Inertie et mutations dans l'agriculture du Saguenay : évolution des productions et des rendements (1852-1971) », *Saguenayensia*, vol. 31, n° 4, p. 11.
 52. Paul de la Riva, « Les ouvriers mineurs canadiens-français de l'International Nickel Company (INCO) 1886 à 1930 », thèse de maîtrise, Sudbury, Département d'histoire, Université Laurentienne, 1995.
 53. Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 212-213.
 54. Rapport d'agronome, 1914-1915, APO, G-5-1, p. 34.

55. *Ibid.*, p. 35.
56. Rapport d'agronome, 1917-1918, p. 10, APO, RG16, G-5-1. L'examen des éditions du *Sudbury Star* de l'époque révèle que les marchands de Sudbury annonçaient surtout des pommes de terre du Nouveau-Brunswick bien qu'à l'automne, sans doute à la suite de la récolte locale, ces derniers annoncent aussi à quelques reprises les pommes de terre des fermiers de la Vallée.
57. *Ibid.*, 1937-1938, p. 1.
58. Rapport d'agronome, 1914-1915, p. 34, APO, RG16 G-5-1.
59. Rapport d'agronome, 1928-1929, p. 11, APO, RG16, G-5-1.
60. *Ibid.*, 1934-1935, p. 1.
61. *Ibid.*, 1939-1940, p. 1.
62. La ville de Sudbury avait toutefois été électrifiée au début du siècle par la Wahnapeite Power Company. Les compagnies minières avaient aussi érigé des barrages pour produire de l'énergie hydro-électrique. Voir Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 162-167.
63. Karl Marx, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1982, p. 88.
64. Karl Marx, « La critique de l'économie politique », dans *Œuvres. Économie I*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1965, p. 272.
65. Diane Bélisle et Yolande Pinard, « De l'ouvrage des femmes québécoises », dans Louise Vandelay *et al.*, *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1985, p. 101-102.
66. Rapport d'agronome, 1914-1915, p. 37, *ibid.*
67. Rapport d'agronome, 1938-1939, p. 18, *op. cit.*
68. Ian Radforth, *Bush Workers and Bosses. Logging in Northern Ontario 1900-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, p. 25.
69. Voir à ce sujet Frederick W. Taylor, *Organisation du travail et économie des entreprises* (textes choisis et présentés par François Vatin), Paris, Éditions d'Organisation, 1990.
70. Sur ce sujet, on pourra consulter Wallace Clement, *Hardrock Mining, op. cit.*, et Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 66-130, 167-180, 326-337.
71. Gérard Bouchard et Régis Thibeault, « Inertie et mutations dans l'agriculture du Saguenay... », *op. cit.*, p. 11.
72. Karl Marx, « Matériaux pour l'«économie » », dans *Œuvres. Économie II*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1968, p. 365-382. Certains auteurs marxistes, surtout de l'école articulationniste, emploient le schéma de subordination formelle et réelle pour expliquer la transition d'un mode de petite production indépendante au mode de production capitaliste. Normand Séguin a écrit dans cette veine au sujet de l'agriculture québécoise : « Compte tenu de la faible implantation du capitalisme agraire, l'histoire de l'agriculture du Québec contemporain se présente avant tout comme l'histoire d'un processus d'articulation de forme de production non spécifiquement capitaliste au mode de production capitaliste. Cela nous oblige donc à étudier le processus de soumission qu'implique cette articulation et les rapports de subordination et de domination qui en découlent nécessairement. » Normand Séguin, *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 189.

This page intentionally left blank

CHAPITRE 4

La gouvernance et la domination

« *C'est moi le chef.* »

Le curé Stéphane Côté

La paroisse constitue l'un des pôles du « gouvernement de la communauté ». L'autre pôle, c'est le conseil municipal du canton ou de la ville. Dans le cas de Balfour, le conseil est établi le 16 juillet 1890, et dans celui de Rayside le 1^{er} janvier 1891. Quant à Chelmsford, le village est sous la juridiction du conseil du canton de Balfour jusqu'en 1910, lorsqu'un arrêté en conseil du gouvernement provincial crée la ville et le conseil municipal de Chelmsford.

La paroisse et les conseils municipaux dirigent la vie publique et collective de Rayside et de Balfour. Léon Gérin avait déjà noté que, dans le milieu social de Saint-Irénée, dont il a fait l'étude, existaient deux corporations dirigeantes :

Cette énergie organisatrice, directrice de la vie collective et publique dont l'habitant n'a pu trouver les éléments à l'intérieur de son groupement familial ou de son voisinage rural, c'est la corporation religieuse et c'est la corporation politique qui vont la lui fournir. Fait curieux, caractéristique, l'habitant qui, de date très ancienne, a su trouver dans son groupement familial l'armature d'une vie économique simple, mais intégrale à son point de vue du moins, a reçu de l'extérieur, et pour ainsi dire toutes faites, ses institutions religieuses, qu'il tient de l'Église catholique, et ses institutions politiques, empruntées à l'Angleterre, et, à un moindre degré, aux États-Unis¹.

Jusqu'à un certain point, ces deux pôles du gouvernement de la communauté sont en concurrence pour s'approprier le surproduit de la formation sociale. À plusieurs niveaux toutefois, ils collaborent en se divisant les compétences, l'un s'occupant de la vie matérielle et l'autre de la vie spirituelle.

Cette concurrence explique en partie la déclaration du curé mise en épigraphe. Bien que responsable de la sphère spirituelle, le curé se considère et

agit comme le chef de toutes les dimensions de la formation sociale. Il connaît de toute évidence tous les conseillers municipaux, il sait même beaucoup de choses sur leur vie privée. Il participe sans aucun doute à plusieurs décisions que prennent les conseils, surtout lorsqu'il s'agit des écoles dont ils sont responsables. À certaines occasions, il mène des délégations de fermiers auprès d'autres instances publiques afin de défendre et de promouvoir des intérêts strictement matériels, comme la construction de routes pour le développement des marchés. Mais le curé a de plus en plus de difficultés à diriger cette formation sociale à cause de l'importance croissante que prend la chose publique et des responsabilités accrues des instances de gouvernement civil.

Les conseils de canton ainsi que celui de la ville de Chelmsford ont des juridictions très définies, mais des juridictions qui, de 1890 à 1940, touchent la vie quotidienne des habitants. Ils s'occupent de la construction et de l'entretien des routes, évidemment; ils veillent à maintenir l'ordre sur leur territoire; ils s'occupent de maints aspects liés à la gestion du territoire, comme la construction et l'entretien de fossés pour assurer un drainage efficace, les règlements spécifiant le type et la hauteur des clôtures selon les saisons; la création de conseils scolaires ainsi que la construction et l'entretien des écoles; l'évaluation et la collecte des impôts fonciers; le contrôle, par le biais de permis annuels, du commerce à l'intérieur de leurs frontières; la circulation des véhicules qui sont, à l'époque, des bicyclettes et des wagons tirés par des chevaux; la construction et l'entretien des ponts. Enfin, les conseils s'occupent de la construction, de la location et de l'entretien des hôtels de ville.

De 1890 à 1940, la lecture des procès-verbaux des réunions des conseils ainsi que celle des arrêtés municipaux² (*by-laws*) laissent entrevoir un monde qui tourne autour de ces préoccupations. Bon an, mal an, les conseils prennent des décisions et engagent le personnel nécessaire pour s'assurer que les décisions sont exécutées.

Le personnel comprend évidemment des édiles élus chaque année, en décembre : un maire ou préfet et quatre conseillers. À Chelmsford, le conseil est constitué du maire et de six conseillers. Le personnel salarié varie au cours des années, mais en général on trouve un certain nombre de postes fixes. Le secrétaire-trésorier constitue le principal employé des conseils; il rédige les procès-verbaux des conseils, la correspondance et en général veille au bon fonctionnement des affaires. Il est secondé par un évaluateur et plusieurs collecteurs d'impôts. Dès les années 1890, les deux conseils engagent un policier et mettent en prison (*lock house*) les contrevenants. Les deux conseils engagent ou nomment à chaque année des inspecteurs de routes qu'on nomme dans les procès-verbaux des *road overseer*, *road foreman*, *pathmaster*. Ces inspecteurs sont responsables d'une division, c'est-à-dire d'un territoire défini à l'intérieur de chaque canton. En général, il y a entre neuf et treize inspecteurs.

Les inspecteurs des cours d'eau et de fossés (*water course inspectors* ou *engineer for ditches and water courses*) sont aussi au nombre de neuf à treize selon les années. On trouve aussi des inspecteurs de clôtures (*fence viewers*), des gardiens d'enclos (*poundkeepers*) chargés de capturer et de loger les animaux égarés ou sans propriétaire. À partir des années 1920, les documents mentionnent des évaluateurs de moutons (*sheep valuator*) dont la fonction est d'estimer la valeur d'un mouton tué par un chien ou un autre animal. On trouve aussi un inspecteur des mauvaises herbes (*weed inspector*), un agent préposé à l'assiduité scolaire (*truant officer* ou *school attendant officer*). Enfin, les conseils nomment un directeur de la santé publique (*medical officer of health*) et des citoyens pour siéger dans les conseils de santé. Ils engagent aussi un expert-comptable et un conseiller juridique, lesquels sont, pour la plupart, des habitants de Sudbury.

À Chelmsford, le personnel est à peu près le même, sauf dans le domaine de la voirie et des cours d'eau. Parce que son territoire est assez restreint, surtout si on le compare à celui des cantons avoisinants, il n'engage qu'un contremaître responsable des routes et des trottoirs et, de temps à autre, une personne pour construire un pont ou améliorer un cours d'eau. Il engage en 1920 un magistrat et, en 1928, un inspecteur de la boulange.

C'est donc dire que les conseils peuvent embaucher chaque année, mis à part le maire, les conseillers, les entrepreneurs et les journaliers, environ 35 personnes.

Le nombre de journaliers embauchés pour les travaux de voirie varie selon les années. Les procès-verbaux des réunions du conseil du canton de Rayside précisent ce nombre. De 1899 à 1922, le conseil embauche en moyenne 31 journaliers par année pour exécuter des travaux de voirie³. En 1932, le conseil de Balfour embauche 104 cantonniers.

Les conseils peuvent utiliser d'autorité une personne en vertu du *Statute Labour Act*⁴ qui stipule que les hommes âgés de plus de 21 ans et de moins de 60 ans, résidant dans la municipalité et libres d'impôts fonciers ou dont les taxes n'excèdent pas 300 \$, doivent fournir à la municipalité un certain nombre d'heures de travail chaque année. Les fils de cultivateurs non assujettis à l'impôt pouvaient donc être réquisitionnés. Les municipalités pouvaient remplacer la prestation d'activité par une redevance en argent. Par exemple, le conseil de Balfour impose un impôt de 1 \$ pour chaque jour de prestation d'activité en 1893. En 1913, cet impôt est de 2,50 \$ par jour.

En 1904, le conseil de Rayside institue un règlement qui remplace la prestation en nature par une redevance de 1 \$ par jour. Le préambule du règlement précise que cette décision fait suite à certaines plaintes de la part des citoyens.

Whereas the highways in the Tp. of Rayside have been maintained by Statute labor performed thereon supplemented by grants from tp. funds;

And whereas, for sometime, an agitation has been gaining strength to have statute labor commuted, or paid in money, instead of being worked out as heretofore by the ratepayers under the direction of the pathmasters appointed for the several road divisions;

And whereas the ratepayers of the township, so far as the council have been able to ascertain, are generally in favor of the commutation of the statute labor and desire its adoption and the council are satisfied that better results would be obtained if the change of system were inaugurated⁵.

Ce règlement comporte 12 pages, c'est le plus long de tous les règlements adoptés entre 1890 et 1940. Il spécifie le montant de l'impôt exigible et statue sur la restructuration des divisions de voirie dans le canton. Ces divisions, auparavant au nombre de 13, sont ramenées à quatre. Le règlement définit en détail les divisions, les fonctions des commissaires et les responsabilités du conseil.

Ce règlement, adopté en avril 1904, est annulé l'année suivante. Le règlement 86, voté en septembre 1905, supprime la commutation et rétablit l'ancien système. Le règlement de 1905 n'a que deux paragraphes⁶. Il est donc impossible de savoir pourquoi les édiles ont changé d'idée. Il se peut que le système qui avait été proposé ait été trop compliqué. On peut toutefois supposer que la nouvelle structure abolissait un certain nombre de postes d'inspecteur de voirie. En effet, de treize qu'il était, le nombre d'inspecteurs est ramené à quatre. Ce changement a peut-être fortement déplu aux personnes qui ont perdu leur emploi. Cela est plausible puisqu'en 1914 la structure de 1904 est réintroduite avec certains amendements. L'un de ces amendements porte justement sur le nombre de divisions de voirie : ce dernier est maintenant de treize et non de quatre, comme le proposait la réforme de 1904⁷. Le tableau 25 donne une idée de l'importance des prestations d'activité.

Enfin en 1931, Rayside abolit les prestations en nature et Balfour fait de même en 1934.

Les salaires versés aux employés des conseils varient évidemment selon les tâches et les années. Le secrétaire-trésorier reçoit la rémunération la plus élevée. Le conseil de Balfour rémunère toujours ce fonctionnaire mieux que celui de Rayside. De 1890 à 1900, sa rémunération varie entre 50 \$ et 110 \$ par année à Balfour, alors qu'à Rayside il demeure à 50 \$. Les rémunérations de ces deux employés montent graduellement pour atteindre un sommet en 1930 de 350 \$ à Balfour et de 300 \$ à Rayside. La Grande Dépression occasionne une baisse de salaire pour tous les employés; ainsi, en 1932, la rémunération du secrétaire-trésorier de Rayside est de 270 \$, alors qu'à Balfour elle est de 300 \$. En 1938 toutefois, le secrétaire-trésorier de Balfour

TABLEAU 25

Nombre de journées de corvée obligatoire imposé
par les conseils de Rayside et de Balfour (1893-1916)

Année	Rayside N	Balfour N
1893	~	360
1894	~	136
1895	296	425
1896	321	440
1897	401	460
1898	355	576
1899	416	590
1900	~	~
1901	~	~
1902	~	~
1903	~	~
1904	~	~
1905	539	~
1906	412	673
1907	552	700
1908	675	870
1909	696	913
1910	704	632
1911	703	666
1912	720	653
1913	728	689
1914	750	672
1915	709	727
1916	616	745

Source : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries, APO, RG 19-142, TB 42 (Balfour), TB 565 (Rayside).

reçoit 500 \$ par année, et celui de Rayside 400 \$. En 1940, la rémunération est de 600 \$.

À Chelmsford, le secrétaire-trésorier reçoit un salaire annuel de 100 \$; en 1931, ce salaire est de 500 \$, mais est ramené à 350 \$ en 1932. En 1937, il ne sera que de 300 \$⁸.

Contrairement aux cantons, le policier de Chelmsford joue un rôle important et surtout polyvalent à Chelmsford; en 1918, il est aussi inspecteur du bureau de santé et collecteur des taxes sur les chiens⁹. En 1931, il est aussi évaluateur, collecteur de taxes et inspecteur des mauvaises herbes; son salaire annuel est de 700 \$¹⁰.

Les salaires des journaliers et des contremaîtres sont à peu près les mêmes dans les deux cantons. En 1905, par exemple, les journaliers travaillant à la voirie reçoivent 15 cents l'heure; les inspecteurs, 20 cents; les propriétaires et préposés de « tsimes » de chevaux, 30 cents l'heure. La journée de travail est de dix heures.

En 1929, les salaires des journaliers sont de 3 \$ par jour, celui des inspecteurs et des contremaîtres de 3,50 \$, et celui des « tsimes » de 5,50 \$. En 1933, ces salaires s'élèvent à 90 cents par jour pour un journalier, à 1,25 \$ pour un contremaître et à 2,50 \$ pour une « tsime ». En 1938, les salaires ont doublé, mais n'ont pas atteint les niveaux de 1929.

Les évaluateurs reçoivent entre 15 \$ et 50 \$ par année au cours de cette période alors que les collecteurs d'impôts reçoivent un certain pourcentage des impôts qu'ils perçoivent. Les divers inspecteurs, sauf ceux de la voirie, ont un salaire annuel qui varie entre 10 \$ et 50 \$.

Les principaux travaux des municipalités, ceux qui s'approprient la plus grande partie du budget annuel, concernent la construction et l'entretien des routes et des écoles.

À Chelmsford, le conseil s'occupe, plus que les conseils de canton, de commerce, car il doit octroyer des permis à des hôteliers, des commerçants, des colporteurs, des bouchers, des propriétaires d'écuries; chaque année, il doit régler la question des heures d'ouverture des magasins et des boutiques. Il doit s'occuper aussi de la construction d'égouts, de trottoirs et de rues, une activité qui devient importante surtout à la fin des années 1920, lorsque l'activité minière autour de la mine Errington augmente. Il doit réglementer la circulation des automobiles, et ce dès 1919¹¹.

En 1929, il organise un référendum municipal sur l'électrification. Les citoyens ont à répondre à la question suivante : « *Are you in favor of securing a supply of electrical power or energy from the Hydro-Electric Commission of*

Ontario? » Le résultat du scrutin du 20 mai a dû être positif, puisque, le 8 juin, le conseil approuve un emprunt de 8 000 \$ pour la construction des installations nécessaires pour la distribution de l'énergie électrique¹². Comme les habitants des cantons, ceux de la ville ont dû attendre toutefois jusqu'en 1947 avant d'être pourvus en électricité. Le tableau 26 donne la répartition des moyennes des recettes et des dépenses des conseils entre 1890 et 1940.

TABLEAU 26

Moyennes des recettes et des dépenses, par décennie,
des conseils de Rayside, de Balfour et de Chelmsford (1891-1940)*

Année	Rayside		Balfour		Chelmsford	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
1891-1900	1 554	1 523	2 220	2 297	~	~
1901-1910	5 327	5 074	6 608	6 083	~	~
1911-1920	8 321	7 534	8 947	8 937	5 353	5 087
1921-1930	17 195	12 751	19 273	17 963	21 703	21 773
1931-1940	13 686	11 959	13 845	13 269	20 775	18 649

* Les chiffres ont été arrondis.

Source : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries, 1890-1918; Municipal Returns, Provincial Secretary, Bureau of Municipal Affairs, 1919-1935; Department of Municipal Affairs, 1935-1940, APO, RG 19-142, TB42 et TB 565.

Les recettes et les dépenses des conseils augmentent jusqu'à la Crise, puis elles commencent à baisser. Les augmentations les plus considérables ont lieu au cours de la première décennie du XX^e siècle et au cours des années 1920, alors que les municipalités construisent des écoles et des routes. On remarque qu'à partir des années 1920 les recettes et les dépenses du conseil de Chelmsford sont un peu plus élevées que celles des autres conseils à cause d'une augmentation de la population qui commence à se concentrer dans la ville. Le tableau 27 montre la répartition, en pourcentage, des dépenses engagées par les conseils dans la construction et l'entretien des écoles et des routes.

TABLEAU 27

Distribution des dépenses, en pourcentage,
pour les écoles et les routes,
cantons de Rayside et de Balfour, et ville de Chelmsford (1890-1940)

Décennie	Rayside		Balfour		Chelmsford	
	Voirie	Écoles	Voirie	Écoles	Voirie	Écoles
1891-1900	13	40	15	30	~	~
1901-1910	15	32	11	31	~	~
1910-1920	16	37	16	31	18	26
1921-1930	37	32	37	32	14	10
1931-1940	38	30	33	29	4	8

Source : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries, 1890-1918; Municipal Returns, Provincial Secretary, Bureau of Municipal Affairs, 1919-1935; Department of Municipal Affairs, 1935-1940, APO, RG 19-142, TB42 et TB 565.

Les conseils de Rayside et de Balfour dépensent plus, de 1891 à 1920, pour la construction et l'entretien des écoles ainsi que pour les salaires des enseignantes et des enseignants; à partir de 1920, les travaux de voirie prennent plus d'importance. Le conseil de Chelmsford alloue une partie moins grande de son budget à ces deux chapitres à compter des années 1920, car il a moins d'écoles à gérer et n'a pas autant de routes à construire et à entretenir. Par contre, la dette que Chelmsford doit rembourser chaque année est plus considérable que celle de ses deux voisins. À partir de la Première Guerre mondiale, les conseils commencent à recevoir des subventions régulières de la part du gouvernement provincial pour la voirie. Ces subventions, la plupart pour la construction de chemins de colonisation, durent jusqu'au début des années 1920, époque à laquelle elles cessent. Lorsqu'est établi le ministère des Affaires municipales en 1934, les subventions reprennent et s'accroissent d'année en année. Cette amélioration des réseaux routiers dans les cantons ainsi que dans la ville de Chelmsford a sans aucun doute contribué à l'accroissement du marché pour les agriculteurs.

Dans une formation sociale de petite production agricole, il n'est pas surprenant que la grande majorité des édiles, qu'il s'agisse du maire ou de conseillers, aient été des cultivateurs. À Chelmsford toutefois, certains maires et conseillers ont été marchands, agents, contremaîtres. (On trouvera en annexe

la liste de tous les maires des cantons de Rayside et Balfour ainsi que de la ville de Chelmsford de 1890 à 1972.)

Certains hommes semblent faire carrière dans l'administration municipale. Ainsi, dans le canton de Balfour, Elzéar Bélanger est maire de 1890 à 1904 et en 1907; John Bradley, de 1910 à 1914; Nicéphore Gareau, de 1918 à 1920, de 1926 à 1930, en 1932 et en 1936; Ben Leclair, de 1920 à 1925, et Wilfrid Montpellier, de 1937 à 1949.

Dans Rayside, Joseph Bélanger est maire de 1890 à 1900; Adélaré Chénier, de 1901 à 1904; J.-A. Brunet, de 1905 à 1908. Émerie Moncion occupe cette fonction de 1914 à 1921, et Louis Langis, de 1924 à 1931.

À Chelmsford, la liste des maires est plus longue, car ces derniers se sont succédé assez rapidement. On remarque toutefois les noms de Daniel Eaton, Jean-Baptiste Charlebois, Pierre-Oscar Montpellier, Raoul Vaillancourt, Hugh-J. Gratton, Louis Roy et Victor Bélanger.

Plusieurs de ces maires ont aussi servi comme conseillers soit avant, soit après leur mandat à la mairie. Certains ont même été membres de deux conseils, à savoir celui de Balfour et celui de Chelmsford.

Des questions hors de l'ordinaire

Si la lecture des procès-verbaux et des arrêtés municipaux laisse supposer que la routine ou même l'immobilisme se sont établis dans les affaires des conseils entre 1890 et 1940, certaines questions hors de l'ordinaire apparaissent à quelques reprises.

Les conseils veulent assurer le développement de leurs cantons non seulement en construisant des routes, mais aussi en aidant financièrement ou par certains règlements la construction d'un moulin à farine ou d'une beurrerie. En 1897, par exemple, le conseil de Balfour décide d'appuyer l'établissement d'un moulin à farine ou d'une meunerie. Il approuve l'émission d'obligations d'une valeur de 1 200 \$ pour financer l'entreprise, la dette devant être remboursée sur une période de dix ans.

Whereas it is expedient that this Municipal Corporation of the Township of Balfour assist in the construction of a grist mill in the Township of Balfour or Rayside;

And whereas to assist in the erection of a suitable grist mill and the machinery and appertenance requisite for the undertaking it is necessary to raise the sum of twelve hundred dollars by the issue of debentures of the Municipality as hereinafter mentioned¹³.

Les documents ne précisent pas si la meunerie a effectivement été construite.

En 1899, le conseil de Rayside veut aider un entrepreneur, Onésime Dubois, à construire et opérer une beurrerie. Si Dubois ouvre sa beurrerie pour le 1^{er} mai 1900, le Conseil s'engage à ne pas accorder d'autres permis pour une entreprise du même genre pour les trois prochaines années. En retour, Dubois doit s'engager à ce qui suit :

[...] operate and make butter of all the pure milk that will be furnished by the residents of this Township and to the sum of five dollars \$5.00 of licence per year to the council of the Tp of Rayside;

After the summer season of 1900 whenever it will be requested by application with 3 months notice by the proprietor of one hundred & fifty cows united in any part of this Township [...] the said O. Dubois engage himself to erect and operate either a creamery or cheese factory for the accommodation of the 150 cows or more in different parts of this Township and to manufacture said milk or cream;

The said O. Dubois agree to make all the butter for the sum of 4 cent per pound but if furnished by the milk of more than 300 cows by the residents of the Township of Rayside Balfour and other surrender [sic] township he agree to make the butter for the general price charge in the province of Ontario¹⁴.

Cet arrangement est aussi approuvé, selon les mêmes conditions, par le conseil de Balfour¹⁵. Il a d'abord pour objectif de fournir un débouché pour les produits laitiers des fermiers des deux cantons et aussi de vendre le beurre au prix de quatre cents la livre.

La question des émissions de soufre préoccupe aussi les deux conseils, en particulier celui de Rayside, car les terres agricoles du canton sont situées plus près des champs de frittage de la Canadian Copper et sont aussi plus productives. En 1915, les deux conseils chargent des inspecteurs d'évaluer les dommages causés aux récoltes en vertu d'un règlement qui se lit comme suit :

A By Law to appoint Inspector Valuators and clerks to make estimate of all damage [sic] caused to général [sic] crops in Township of Rayside by the sulfer [sic] smoke from the Copper Cliff mines on request of the Farmer of Township of Rayside¹⁶.

Il nomme comme inspecteurs Charles Duhamel et J.-B. Trottier pour la section ouest de la concession n° 3; Joseph Bélanger et Joseph Lavallée pour la section est de la même concession et Joseph Blais et Joseph Robillard pour les concessions 4 et 5.

Pour sa part, le conseil de Balfour nomme comme inspecteurs John Bradley, Florian Dubois, Placide Lacelle et Nicéphore Gareau afin de :

[...] inspect all the farms in the municipality that arr [sic] injured by the Sulphur Smoke and that they shall filled [sic] the blanks properly answering all questions and when complete shall leave one copy to the owner of the lot inspected and the two others leave with the clerk of the Municipality the remuneration to be two dollars per day¹⁷.

Le conseil de Rayside charge le maire Émerie Moncion d'accompagner une délégation du district agricole de Sudbury qui se rend à l'Assemblée législative de la province pour demander une compensation pour les dommages causés par les émissions de soufre.

A By Law of the Municipality of Rayside to grant a somme [sic] of money to enable M. Emerie Moncion Reeve of this Township to act as Délégate [sic] to assist to a Délégation of this Agricultural District to the legislative assembly at Toronto to ask for Protection against the damage [sic] caused to crops from the Plants of the Canadian Copper Company¹⁸.

En 1916, le conseil de Chelmsford adopte lui aussi une résolution autorisant le curé à se rendre à Toronto « afin d'approcher le ministère des Mines et de l'agriculture afin de faire appoiner une commission d'observation en rapport avec les fumées de la Canadian Copper Co afin de prendre des observations de dommages causés par la fumée¹⁹ ».

En 1930, le conseil du canton de Balfour adopte une résolution concernant la Ville de Sudbury et portant sur les bouchers qui sont autorisés à vendre leur viande au marché de la rue Borgia. Cette résolution se lit comme suit :

Que la municipalité de la Cité de Sudbury soit demandée de bien vouloir considérer ne pas laisser les Bouchers de la Cité de Sudbury aussi que ceux des places environnantes de vendre sur le marcher [sic] à Sudbury qui généralement vendent les viandes des abattoirs et de prendre les mesures nécessaires pour se mettre certain que ce soit des Cultivateurs qui vendent leurs produits de leur terre entièrement²⁰.

Cette résolution abonde un peu dans le sens de l'agronome du district, qui, on l'a vu au chapitre précédent, critiquait le système de mise en marché des produits agricoles, lequel favorisait trop souvent des gens de l'extérieur plutôt que les cultivateurs.

Enfin, au cours de la Grande Dépression, les deux conseils sont obligés de nommer un préposé à l'assistance publique ou sociale (*relief officer*). Le conseil de Rayside fixe cette assistance aux tarifs suivants : 1 \$ par semaine pour toute personne âgée de 16 ans et plus ; 75 cents par semaine pour tout enfant âgé de huit à 15 ans et 50 cents par semaine pour tout enfant âgé de moins de huit ans.

Si le débat au sujet de l'obligation de travailler pour recevoir cette assistance suscite la controverse dans les années 1990, cette obligation était la norme en 1932. Voici un extrait du même règlement municipal qui fixe les taux d'assistance :

Any persons receiving relief will have to work for the said Corporation of the Township of Rayside on their work supplied by them as follows : one day 8 hrs work for every \$2.00 relief given.

Any person or persons refusing to work unless he has serious reasons which shall be deemed serious by the Inspector will be cut off his relief.

Any persons who owns a car shall be obliged to give his markers also his operator permit and his liquor [sic] permit if he or anyone of the family owns one. The markers and operators licence and liquor permit shall be given to the Inspector²¹.

Ces dispositions concernant le travail pour l'obtention de l'assistance et l'obligation de céder son permis de conduire sont certes considérées par plusieurs comme inacceptables selon les standards d'aujourd'hui, mais elles étaient monnaie courante à l'époque.

City governments across the country shared a common fear of « demoralizing » [...] labourers by a too generous relief policy. In consequence, relief payments were kept below normal wages for the unskilled, indeed below what was needed to maintain health and decency, while the distribution system stressed the degradation of accepting the dole.

It did this in a variety of ways. To qualify for relief, families had to submit to humiliating means tests in order to prove that they were absolutely bereft of resources and that their relatives were unable to provide support. In most municipalities driver's permits, licence plates, and liquor permits were confiscated. Bank deposits, insurance policies, and even possession of a telephone or radio could be grounds for disqualification²².

Le conseil municipal de Chelmsford adopte une autre stratégie, laquelle consiste à exiger que les personnes qui demandent de l'assistance publique aient vécu dans la municipalité pendant un certain temps. Ainsi en 1932, le conseil adopte la résolution suivante :

The Municipal Council of the Town of Chelmsford enacts and it is hereby enacted that any person or families becoming residents in the Municipality after the passing of this by-law that the Municipality will refuse relief until the new resident has been a resident for at least 12 months in the municipality²³.

Quatre ans plus tard, en 1936, le conseil adopte une autre résolution qui va un peu dans le même sens.

That this municipality assumes no responsibility in connexion with relief to unemployed towards all persons not in receipt of relief to unemployed nor on the list of relief recipients of the municipality on the date hereof provided that such person was not resident in the municipality on the first day of January 1936²⁴.

Pendant cette période, les conseils se voient obligés d'emprunter dans les banques de Sudbury pour pouvoir fournir cette assistance publique et ils remboursent les emprunts avec les impôts fonciers.

Les gouvernements de l'époque réduisaient aussi le budget de l'assistance publique, si l'on se fie à une lettre adressée aux membres du conseil par le ministre de l'Assistance publique du gouvernement libéral ontarien.

Provided that your municipality cooperates with the province in reduction of relief rolls to the lowest possible minimum, we shall continue until further notice on the same basis as in 1936.

You will have observed that the Dominion Government has announced a policy of progressive reduction in its grant-in-aid. At the present time, we are receiving 25 per cent less from the Federal Government than we received a year ago. In a recent statement, the Federal Minister of Labour announced further « substantial reductions ». We have no way of knowing the extent of these cuts but, naturally, we foresee the possibility that they will necessitate a revision of our rate of assistance to the municipalities.

We would impress upon you that increased employment and heightened economic activity should be reflected in the relief rolls of your municipality. We are looking forward confidently to a continued rise in employment during 1937 and we must urge upon you the necessity of keeping your rates down to the point where they represent no more than the actual needs of your legitimately unemployed people²⁵.

Dans l'ensemble, les procès-verbaux des réunions de conseils ainsi que les règlements municipaux laissent croire que la Grande Dépression n'a pas été vécue de façon aussi dramatique que dans la ville de Sudbury, où le mécontentement populaire a été très vif et les débats du conseil sur la question nombreux²⁶. Toutefois la Crise a obligé, du moins pendant quelques années, les municipalités à venir en aide aux citoyens. Ainsi en 1932, le conseil de Balfour doit allouer la somme de 3 101 \$ à l'assistance publique; en 1936, 2 706 \$; en 1937, 2 740 \$; en 1938, 1 569 \$; en 1939, 2 422 \$ et en 1940, 1 830 \$²⁷. À Rayside, ces sommes sont de 2 297 \$ en 1935, de 8 038 \$ en 1936, de 1 612 \$ en 1937, de 820 \$ en 1938, de 2 236 \$ en 1939 et de 1 270 \$ en 1940²⁸. Les conseils obtiennent des subventions pour les aider à défrayer ces coûts. À partir des années 1930, les dépenses pour l'assistance publique deviennent régulières, ce qui indique que le problème social de l'assistance aux pauvres est une préoccupation permanente pour les édiles.

À quelques reprises, le conseil de Chelmsford prend position sur certaines questions d'actualité. Ainsi en 1912, désireux de régler le conflit scolaire provoqué par le Règlement 17, le Conseil se prononce comme suit :

That this Council is highly satisfied of the motion passed authorizing the teachers to continue teaching french as usual and completely ignoring circular no 17 – and that a copy of this resolution be sent to the trustees and the chairman of the Association of Education at Ottawa²⁹.

Le curé Côté a sans doute eu une influence certaine dans ce dossier.

Le Conseil demande aussi au gouvernement fédéral, en 1914, de mener une étude sur la construction du canal de la baie Georgienne afin de développer le commerce entre l'est et l'ouest du Canada³⁰.

À l'exception des questions d'aide financière à deux entreprises, des dommages causés par les émissions de soufre et des mesures d'assistance publique

dans les années 1930, les conseils des cantons ont vaqué à leurs occupations de façon très routinière.

Les conseils municipaux sont habilités à fixer et à percevoir les impôts des divers conseils scolaires. Au cours de cette période, chaque école, la plupart du temps une école de rang, a son propre conseil géré par des personnes élues. Pendant cette période également, les élèves de langue française peuvent étudier soit à l'école séparée, soit à l'école publique appelée aussi commune³¹.

De 1890 à 1940, les différents conseils établissent des sections scolaires dans différentes concessions pour permettre aux enfants de poursuivre leurs études primaires. Ces derniers sont obligés d'aller à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans. La grande majorité d'entre eux cessent d'aller à l'école à cet âge. Quelques-uns seulement auront la possibilité de faire des études au niveau secondaire soit au Collège du Sacré-Cœur à Sudbury, soit, pour les filles, dans les couvents de Sturgeon Falls, d'Ottawa ou de Haileybury.

Les contribuables de Rayside et de Balfour finançaient avec leurs impôts 16 écoles à la fin des années 1930, la plupart construites au cours des deux premières décennies du XX^e siècle. Dans chaque canton, on compte quatre écoles publiques et quatre écoles séparées³², et dans la ville de Chelmsford une école séparée (n^o 1) et une école publique (n^o 1).

Les documents ne laissent entrevoir aucun conflit, au cours de cette période, au sujet des écoles publiques et séparées. Le français était enseigné dans les deux types d'écoles, dont certaines sont considérées comme bilingues. Ce n'est qu'au cours des décennies ultérieures que les écoles publiques françaises seront abandonnées – c'est le cas de certaines écoles séparées – ou converties en écoles séparées catholiques romaines.

Le surproduit

La paroisse fonctionne grâce à l'appropriation d'un surproduit, si modeste soit-il, qui prend la forme soit de services, soit de dîmes. Les conseils municipaux s'approprient également un surproduit. Il s'agit bien évidemment de l'impôt foncier que les contribuables doivent payer chaque année pour l'administration de la municipalité, la construction ou l'entretien des routes, des cours d'eau, des fossés, ainsi que la gestion, la construction et l'entretien des écoles et, surtout, les salaires des institutrices et des instituteurs.

Contrairement à la paroisse, qui n'a aucun moyen légal d'imposer cette appropriation, les conseils ont à leur disposition des lois et un système judiciaire. Parmi ces dispositions figurent la possibilité d'imposer une obligation sur le titre de propriété et, à la rigueur, la vente de la propriété pour arrrages et non-paiement de taxes. Ainsi les procès-verbaux des conseils et les règle-

ments adoptés par ces derniers fournissent parfois des renseignements sur certaines dispositions que les conseils se voient obligés de prendre afin de faire respecter le droit de taxation. Ainsi qu'il est mentionné dans le chapitre 3, la vente des propriétés pour arrérages et non-paiement devient plus fréquente pendant la Crise.

L'obligation imposée à certains contribuables de travailler à la voirie pendant un certain nombre d'heures chaque année constitue une autre forme d'appropriation de surproduit. Bien que cette prestation en nature ait été remplacée par une prestation en argent, les conseils peuvent malgré tout s'approprier ce surproduit en vertu du *Statute Labour Act*.

Pour les deux administrations de la communauté, c'est-à-dire la paroisse et le conseil, cette forme de domination qui se traduit par l'appropriation d'un surproduit est réelle. Pour la paroisse, il s'agit plutôt d'une domination morale et traditionnelle. Pour le conseil, il s'agit plutôt d'une domination légale, laquelle commence à prendre plus d'ampleur au cours de cette période.

En effet, les impôts fonciers augmentent au cours des années à mesure que le domaine public prend de l'ampleur. Le tableau 28 donne une idée du taux d'augmentation des impôts fonciers.

Le surproduit prélevé sur les citoyens par les conseils afin de payer les dépenses est plus élevé d'année en année à Balfour que dans les deux autres municipalités. Ces impôts ne constituent toutefois pas la seule manière

TABLEAU 28

Moyenne per capita des impôts fonciers, par décennie,
dans les cantons de Rayside et de Balfour, et à Chelmsford (1891-1940)

Décennie	Rayside (\$)	Balfour (\$)	Chelmsford (\$)
1891-1900	2,20	2,94	~
1901-1910	3,20	4,56	~
1911-1920	5,20	8,80	5,83
1921-1930	8,50	12,41	9,34
1931-1940	10,60	15,75	10,49

Sources : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries, 1891-1918; Municipal Returns, Provincial Secretary, Bureau of Municipal Affairs, 1919-1934; Treasurer's Returns, Department of Municipal Affairs, 1935-1940, *op. cit.*

d'obtenir des fonds pour les conseils. Ces derniers font aussi des emprunts (dans les institutions bancaires ou par l'émission d'obligations) et obtiennent des subventions des gouvernements provincial et fédéral pour financer leurs opérations. Le tableau 29 donne la distribution en pourcentage des impôts et des subventions comme source de recettes pour les conseils. (Les emprunts n'ont pu être calculés, car ils ne sont pas toujours inscrits de façon méthodique dans les livres des trésoriers.)

TABLEAU 29

Distribution, en pourcentage, des sources de recettes
des conseils de Rayside, Balfour et Chelmsford, par décennie (1891-1940)

Décennie	Rayside		Balfour		Chelmsford	
	Impôts	Subventions	Impôts	Subventions	Impôts	Subventions
1891-1900	76	~	56	~	~	~
1901-1910	44	3	51	1	~	~
1911-1920	54	5	51	6	6	51
1921-1930	42	6	42	3	25	~
1931-1940	59	19	63	21	41	30

Sources : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries, 1891-1918; Municipal Returns, Provincial Secretary, Bureau of Municipal Affairs, 1919-1934; Treasurer's Returns, Department of Municipal Affairs, 1935-1940, *op. cit.*

Le tableau 29 montre qu'à Rayside et à Balfour plus de la moitié (55 % pour Rayside et 53 % pour Balfour) des recettes pendant ces cinquante années proviennent des impôts. À Chelmsford, les impôts comptent pour 40 % des recettes. À la différence de Rayside et de Balfour, Chelmsford a fait des emprunts assez considérables à l'époque de son incorporation comme ville pour réaliser des projets d'infrastructure. Les subventions des gouvernements augmentent constamment, surtout pendant la Crise.

Ainsi ces tableaux révèlent que la chose publique prend de plus en plus d'importance au cours de la période étudiée et que les ressources doivent nécessairement s'accroître en proportion.

La domination

Ces notions de domination traditionnelle et de domination légale sont empruntées à Max Weber, qui les définit ainsi :

[La domination rationnelle-légale repose] sur la croyance en la légalité des règlements arrêtés et du droit de donner des directives qu'ont ceux qui sont appelés à exercer la domination par ces moyens (domination légale);

[La domination traditionnelle repose] sur la croyance quotidienne en la sainteté de traditions valables de tout temps et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens (domination traditionnelle)³³.

Selon Weber, toute forme de domination, pour être sûre et efficace, doit se fonder sur une « croyance en la légitimité ».

L'expérience démontre qu'aucune domination ne se contente de bon gré de fonder sa pérennité sur des motifs ou strictement matériels, ou strictement affectuels, ou strictement rationnels en valeur. Au contraire, toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur « légitimité »³⁴.

En somme, selon Weber, toute forme de domination doit s'appuyer sur l'obéissance et sur la croyance dans le caractère juste de cette domination. Mais au-delà de cet aspect subjectif, lequel est certes un élément important, toute domination doit aussi se fonder sur des éléments matériels, ce que Weber reconnaît en partie lorsqu'il mentionne que la domination requiert normalement un état-major d'individus (direction administrative), « c'est-à-dire la chance (normalement assurée) d'exercer une action spécifique, instaurée pour réaliser ses ordonnances générales et ses ordres concrets ».

Il va sans dire que les conseils peuvent utiliser des ressources en personnel (et en argent) – donc un état-major d'individus – de façon plus permanente et stable que la paroisse. Cette dernière n'a de ressources en personnel que le curé, des religieuses et des bénévoles. C'est pourquoi son autorité ne repose que sur des traditions et sur la légitimité des personnes occupant les postes officiels.

Toutefois cette domination légale repose aussi et peut-être surtout sur le pouvoir d'imposer des peines matérielles relativement sévères, comme les obligations sur les titres de propriété et les ventes de terrains. Pour le curé, il ne peut qu'imposer des peines spirituelles et morales.

Domination traditionnelle? Oui. Domination légale? Certes. Ou, tout au moins, des premières ébauches. Mais la domination la plus fondamentale, la plus déterminante, dans cette formation sociale, est la domination patriarcale ou masculine.

En ce qui concerne la propriété, c'est l'homme qui est en général le possesseur des titres, surtout au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Les lettres

patentes sont émises au seul nom de l'homme en vertu d'une loi provinciale qui ne fait allusion qu'à un éventuel possesseur de sexe masculin. Certains répondants et répondantes ont affirmé que le titre de propriété était au nom du père. Il est vrai que la femme hérite de cette propriété par testament, mais elle la transfère aussitôt, la plupart du temps, à un ou plusieurs de ses fils. Donc la propriété foncière, laquelle sous-tend l'ensemble de cette formation sociale, passe aux garçons. Les filles n'héritent jamais, ou presque jamais, de la terre paternelle.

Ce n'est que depuis le milieu du XX^e siècle que les titres de propriété sont inscrits aux noms des deux époux.

En ce qui a trait à la famille, on y trouve encore la domination masculine. La femme se marie souvent pour jouir de la sécurité que procure la terre. Pour la femme de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, les autres possibilités sont fort limitées. Puisqu'elle n'hérite pas elle-même d'une propriété, qu'elle n'a pas les moyens d'en acquérir une et ensuite de l'agrandir, elle doit se marier pour y avoir accès et ainsi assurer sa subsistance. Bien sûr, la terre est d'abord et avant tout liée, en apparence, à la survivance de la famille, mais, pour la femme, l'accès à cette survivance familiale se fait par le biais du mariage. Quelques répondantes ont rappelé qu'à cette époque on utilisait l'expression « un nom pour un jonc ».

Le mariage occasionne aussi pour la femme la perte de son nom de famille. Dans tous les cas, elle doit prendre le nom de famille de son mari. Tous les répondants et les répondantes ont avoué que faire autrement, c'est-à-dire garder son nom de fille, n'était pas naturel à l'époque. On n'y pensait même pas.

Parfois même, la femme a tellement perdu son identité, qu'à son décès elle n'est connue que sous le nom et le prénom de son mari. Ainsi les registres de sépulture inscrivent à quelques reprises le décès d'une femme mariée comme si elle n'avait pas d'identité propre.

Il est remarquable que les grands rites d'institution par lesquels les groupes assignent une *identité distinctive* souvent contenue dans un *nom*, qu'il s'agisse des grandes cérémonies collectives et publiques visant à attribuer un nom propre (comme le baptême), c'est-à-dire un titre ouvrant droit de participation au capital symbolique d'un groupe et imposant le respect de l'ensemble des devoirs dictés par la volonté de l'augmenter ou de le conserver, ou, plus largement, de tous les actes officiels de *nomination* qu'accomplissent les détenteurs légitimes d'une autorité bureaucratique, impliquent presque toujours une affirmation de coupure magique entre les sexes (et il faudrait comprendre dans la même logique le changement de nom qui est presque toujours imposé à la femme à l'occasion du mariage)³⁵.

En ce qui concerne la production, c'est le nom de l'homme qui y est presque toujours associé. Il est producteur agricole et forestier; il est mineur; il est travailleur salarié, marchand ou artisan; il s'occupe la plupart du temps de la vente des produits agricoles. En somme, dans tous les documents qui font état de la production, l'homme en est le responsable. Que la femme travaille, dans la maison, dans les champs, dans les écuries, à reproduire la vie quotidienne, cela n'est guère mentionné, surtout jamais comptabilisé. Son nom n'apparaît jamais. Que la production de la femme soit essentielle à la survivance de ce type de formation sociale n'est jamais reconnue, du moins à l'époque³⁶.

Quant à la vie publique, point n'est besoin de rappeler que les femmes n'y ont guère accès, si ce n'est que d'être membres de quelques organisations paroissiales dont l'objectif est de venir en aide financièrement à la paroisse. Au cours de cette période, les maires, les conseillers municipaux et scolaires, les acteurs sur la scène publique sont toujours des hommes. Le public est la propriété de l'homme; le privé celle de la femme³⁷.

Cette domination masculine a un symbole : le curé. C'est en fin de compte l'assise de son pouvoir et de son autorité. Il représente la source inédite de la domination dans cette formation sociale.

Comme il a été mentionné dans le premier chapitre, le curé est le rassembleur et le représentant de l'ensemble de la communauté par le fait qu'il est le symbole du Dieu paternel. Par le fait de pouvoir seul présider aux cérémonies religieuses, dont la fonction sociale, nous rappelle Durkheim, est de recréer la solidarité sociale, il constitue l'âme, l'esprit animateur de la communauté. Il agit, en fin de compte, comme celui qui seul peut produire et reproduire le capital symbolique de la communauté.

Les rites auxquels il préside, et surtout les rites négatifs, ont la fonction d'éloigner de la communauté les « étrangers », c'est-à-dire tous ceux qui n'en sont pas membres. On reconnaît facilement parmi ceux-ci les Anglais et les protestants. Mais puisque le curé, symbole de la domination masculine, est le seul autorisé à accomplir ces rites, cela établit dans la culture du groupe, de la communauté, une séparation sacralisante entre l'homme, d'un côté, et la femme, de l'autre.

À tous ces niveaux donc, la domination masculine qui sous-tend cette formation sociale saute aux yeux. Encore faut-il s'en apercevoir.

Il n'est plus original ou nouveau de rappeler que, pendant longtemps, les sciences sociales n'ont pas aperçu cette réalité.

[...] ayant affaire à une institution qui est inscrite depuis des millénaires dans l'objectivité des structures sociales et dans la subjectivité des structures mentales, il [l'analyste] tend à employer comme instruments de connaissance des catégories de perception et de pensée qu'il devrait traiter comme des objets de connaissance³⁸.

Cette domination est tellement inscrite dans l'objectivité même de cette formation sociale et dans la subjectivité des structures mentales de ses acteurs qu'elle apparaît et semble toute naturelle.

C'est la concordance entre les structures objectives et les structures cognitives qui rend possible ce rapport au monde que Husserl décrivait sous le nom d'« attitude naturelle » ou d'expérience doxique, mais sans en rappeler les conditions sociales de possibilité. C'est l'accord entre la conformation de l'être et les formes du connaître, entre les attentes intérieures et le cours extérieur du monde, qui fonde l'expérience doxique. Exclusive de toute mise en question hérétique, cette expérience est la forme la plus absolue de la reconnaissance de la légitimité : elle appréhende le monde social et ses divisions arbitraires, à commencer par la division socialement construite entre les sexes, comme naturels, évidents, inéluctables³⁹.

Rien de plus naturel, chez les mères, de ne pas vouloir que les hommes effectuent des travaux domestiques, ainsi que l'ont rappelé certains répondants et certaines répondantes. Ce n'était pas naturel.

L'homme aussi ne se rend pas compte de sa domination, du fait qu'il est homme. Cela aussi était naturel. Il justifie même sa domination non pas comme le fait d'être mâle mais en rappelant le besoin d'assurer la survivance de la famille.

Donc la domination masculine est une réalité qui saute aux yeux dans cette formation sociale. Elle explique le type de rapports de production qu'on y trouve, des rapports de production familiale et patriarcale.

A patriarchal society is one in which power is held by male heads of households. There is also clear separation between the « public » and the « private » spheres of life. In the « private » sphere of the household, the patriarch enjoys arbitrary power over all junior males, all females and all children. In the « public » sphere, power is shared between male patriarchs according to whatever other principles of stratification operate. No female holds any formal public position of economic, ideological, military or political power. Indeed, females are not allowed into this « public » realm of power. Whereas many, perhaps most, men expect to be patriarchs at some point in their life cycles, no women hold formal power. Within the household they may influence their male patriarch informally, but this is their only access to power⁴⁰.

En dernière instance, cette domination et ces rapports de production ont leurs assises dans la propriété foncière.

En guise de conclusion : la domination formelle

Il est enfin une autre forme de domination qui apparaît au cours de cette période : celle du capital. Cette domination prend des formes diverses. En premier lieu, celle de l'emprise sur le travail, principalement sur la force de travail que l'habitant doit vendre pour être capable d'acheter les moyens de production (graines de semences, outils) pour reproduire sa vie et celle de sa famille sur la terre ainsi que les moyens de subsistance qu'il ne produit pas lui-même afin de se nourrir, de se vêtir, de se déplacer. Deuxièmement, celle de l'emprise sur le marché, celui de la force de travail, bien sûr, mais surtout celui des produits agricoles que vend l'habitant lorsqu'il écoule ses surplus et qu'il achète pour sa consommation et celle de sa famille.

Cette domination graduelle du capital marque le passage d'un mode de production à un autre, le passage de la petite production indépendante à la production capitaliste. Marx a introduit les concepts de soumission formelle et réelle au capitalisme qu'ont utilisés d'autres auteurs pour expliquer le mécanisme de cette transition. Selon Marx, la transition formelle survient lorsque

le processus de travail devient l'instrument du processus de valorisation et d'autovalorisation du capital – de la création de la plus-value. Le processus du travail passe sous l'emprise du capital (c'est son processus à lui), et le capitaliste entre dans ce processus comme dirigeant. C'est pour lui, en même temps et immédiatement, un processus d'exploitation du travail d'autrui. C'est ce que j'appelle la subordination formelle du capital. C'est la forme générale de tout processus de production capitaliste; mais c'en est aussi une forme particulière à côté de la production capitaliste pleinement développée qui l'englobe, alors que celle-ci n'implique pas forcément celle-là⁴¹.

Cette première définition du concept de soumission formelle comporte plusieurs éléments. Le travail doit d'abord s'insérer dans le processus de valorisation, il doit participer à la création de la plus-value. Il doit donc être lui-même une marchandise qui se vend sur un marché comme force de travail à un prix qui est déterminé par la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire. Historiquement, on est donc au stade de l'accumulation primitive où les paysans commencent à être dépossédés de leurs moyens de production. Ainsi pour le capital, il s'agit d'une forme d'exploitation.

De plus, la soumission formelle implique la présence de deux modes de production. Le premier, en voie d'être soumis, est une forme particulière à côté de l'autre, soit « la production capitaliste pleinement développée qui l'englobe ».

Donc, pour analyser et comprendre cette soumission formelle, il est nécessaire de la situer dans le cadre d'un procès d'articulation de deux modes

de production dont l'un est le mode dominant, c'est-à-dire le capitalisme pleinement développé et donc en mesure d'englober l'autre, le mode de petite production indépendante.

Selon Marx, « si le processus de production est devenu celui du capital lui-même, c'est que l'argent du capitaliste s'est transformé en facteur du processus du travail. C'est sous sa direction qu'il se déroule, et ce à la seule fin de produire, avec de l'argent, plus d'argent⁴². »

La subordination formelle survient « lorsque le paysan autrefois indépendant et produisant pour lui-même devient un journalier qui travaille pour un fermier⁴³ ».

À ce stade de la transition, le capital ne transforme pas le procès de production ou de travail; il le subordonne dans le seul but de transformer son objectif, soit l'extorsion d'un surtravail ou d'une plus-value et, plus particulièrement, d'une plus-value absolue. Ainsi la valorisation s'effectue par l'allongement de la journée de travail sans transformation du procès lui-même.

J'appelle subordination formelle du travail au capital la forme qui repose sur la plus-value absolue, parce qu'elle ne se distingue pas des modes de production anciens; elle surgit sur leur base, que le producteur y soit son propre employeur ou qu'il doive fournir son surtravail à autrui. La contrainte qui y est exercée est d'une autre nature; c'est une méthode pour extorquer le surtravail⁴⁴.

Les éléments essentiels de cette subordination, selon Marx, sont doubles : premièrement, le rapport entre celui qui s'approprie le surtravail et celui qui le fournit est uniquement un rapport d'argent; deuxièmement, puisque les conditions objectives (les moyens de production) et subjectives (les moyens de subsistance) de travail du paysan sont contrôlées par le capitaliste et non plus par le producteur direct, ces conditions s'opposent à ce dernier comme capital.

Dans la subordination formelle, il s'établit un rapport hiérarchique entre le capitaliste et le travailleur; il y a de plus contrainte au surtravail.

Cette conceptualisation de la soumission formelle est relativement précise. Pour qu'existe la subordination formelle, selon Marx, il doit y avoir un mode de production capitaliste pleinement développé qui est engagé dans un processus de domination d'un mode de production plus ancien, tel le mode de la petite production indépendante. Cette subordination implique la mainmise sur le procès de travail pour pouvoir en retirer une plus-value sans le transformer. Cette domination amène une appropriation d'un surtravail, donc une forme d'exploitation. Les rapports entre le capital et le travailleur sont fondés uniquement sur l'argent.

Certains auteurs marxistes⁴⁵ qui ont analysé la question de l'agriculture et le procès d'articulation entre le capitalisme et le mode de la petite production

indépendante s'étaient intéressés surtout à l'industrialisation de l'agriculture. Leurs analyses comportaient une conception du mode de petite production comme étant passive, vouée à une extinction rapide face au capitalisme.

Des auteurs plus récents, convaincus de la complexité du mode de la petite production indépendante et du fait qu'il avait lui aussi ses propres lois de développement, lesquels entravent souvent la domination pure et simple du capitalisme, ont cherché à comprendre et à théoriser davantage ce procès d'articulation. Ils l'ont fait en utilisant les concepts de soumission formelle et réelle.

Pierre-Philippe Rey est l'un des premiers analystes marxistes à développer la théorie de l'articulation des modes de production⁴⁶. Il s'intéresse plus particulièrement à l'articulation des modes féodal et capitaliste et, à l'intérieur de ces modes, aux mécanismes qui servent à extorquer un surtravail du producteur direct; c'est là qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de l'édifice social, dit-il en substance, citant Marx⁴⁷.

Dans le féodalisme, l'extorsion se fait par la rente foncière alors que, dans le capitalisme, elle s'effectue par la plus-value. Le passage d'un mode à l'autre se fait en trois étapes : 1) lorsque le « couple production paysanne-artisanat local est en partie remplacé par le couple fermier-manufacture⁴⁸ ». Cette séparation agriculture-manufacture repose sur la présence d'un propriétaire foncier qui expulse les paysans et crée ainsi une masse de prolétaires contraints de travailler dans les manufactures, ainsi que des fermiers qui, de par l'exigence d'une rente en argent, sont obligés de convertir sur le marché une grande partie de leur production agricole. Donc le propriétaire foncier augmente sa rente en argent à condition que le capitalisme puisse créer un marché sur lequel le fermier pourra convertir ses produits, et le capitalisme prend racine à mesure que le seigneur devenu propriétaire foncier expulse de ses terres une certaine partie de la paysannerie afin de procurer une force de travail au capitalisme industriel; 2) le grand capital industriel détruit radicalement l'artisanat, s'assurant ainsi une autre source de prolétaires; en même temps, il « rend les paysans producteurs de vivres tributaires du marché capitaliste pour leur approvisionnement en biens de production⁴⁹ »; 3) les paysans producteurs de vivres subissent à leur tour la concurrence de la production capitaliste dans leur propre secteur, une concurrence à laquelle ils ont de la difficulté à échapper puisque la destruction de l'artisanat les a rendus dépendants du marché capitaliste.

Dans ce procès de transition, la sphère de la circulation joue un rôle important. Rey précise que la circulation peut avoir lieu entre deux sphères de production diverses. Dans la production précapitaliste, la circulation est « périphérique » par rapport à la production, tandis que, dans le capitalisme, la circulation apparaît comme une simple phase au cours de laquelle se réalise

l'extorsion de la plus-value. Bien que Rey ne discute pas du mode de la petite production indépendante, il est possible de déduire de son analyse que, dans ce mode, le producteur indépendant s'accroche au mode de production capitaliste par le biais de la sphère de circulation relativement autonome lorsqu'il se voit contraint d'acheter et de vendre ses moyens de production. Dans ce cas, les produits qu'il y vend ou les moyens de production qu'il achète sont encore essentiellement des valeurs d'usage, c'est-à-dire qu'ils n'ont pour objectif que la consommation. Lorsque la circulation est devenue une phase de la production, donc contribue à la réalisation de la plus-value, le produit agricole et la force de travail que vend le producteur prennent la forme de marchandises.

[...] c'est comme marchandise et comme argent qu'elles affrontent l'argent et les marchandises représentant le capital industriel, qu'elles entrent à la fois dans son cycle et dans le cycle de plus-value supportée par le capital-marchandise lorsque celle-ci est dépensée comme revenu [...] Le caractère du procès de production dont elles sont issues n'a aucune importance; c'est comme marchandises qu'elles fonctionnent sur le marché et comme telles qu'elles entrent dans le cycle du capital industriel aussi bien que dans la circulation de la plus-value supportée par lui⁵⁰.

Par conséquent, lorsque la production capitaliste s'est implantée, toute production marchande, y compris celle dans laquelle s'insère l'agriculteur indépendant, tend à se transformer en production capitaliste.

Dans la mesure où celle-ci [la production capitaliste] se développe, elle exerce un effet décomposant et dissolvant sur toute forme antérieure de la production qui, orientée en premier lieu vers la consommation personnelle directe, ne convertit en marchandise que l'excédent du surproduit. Elle fait de la vente du produit l'intérêt principal : d'abord, sans s'attaquer, en apparence, au mode de production lui-même (ce fut par exemple le premier effet du commerce mondial capitaliste sur des peuples comme les Chinois, les Indiens, les Arabes, etc.); ensuite, là où elle a pris racine, elle détruit toutes les formes de production marchande qui reposent ou bien sur le travail personnel des producteurs, ou bien sur la seule vente du produit excédentaire en tant que marchandise⁵¹.

Dès que le producteur indépendant est obligé de vendre sa force de travail sur une base régulière pour subvenir à ses besoins, à ceux de sa famille et de sa terre, il lui faut aussi un revenu régulier pour pouvoir payer les frais, à intervalles réguliers et assez rapprochés, de sa reproduction comme travailleur. Ce revenu régulier, la terre et les produits qu'il en tire ne suffisent pas à le lui assurer.

Un deuxième auteur, Amédée Mollard, s'intéresse aussi au phénomène d'articulation des modes de production. Ce dernier, toutefois, analyse plus directement le mode de la petite production indépendante ou, comme il l'ap-

pelle, le mode de la petite production marchande⁵². Selon Mollard, il existe deux formes de production agricole.

La première – l'agriculture capitaliste – s'est rarement généralisée à l'ensemble de la sphère agricole. Au-delà de certaines contradictions, elle s'intègre à l'économie capitaliste sur la base des mêmes intérêts que la classe dominante. La seconde – l'Agriculture « paysanne » – représente encore la majeure partie de l'agriculture actuelle. Elle s'intègre à l'économie capitaliste en s'éloignant de ses propres origines⁵³.

Si l'on admet l'intégration de cette agriculture paysanne au capitalisme donc à des rapports sociaux de production spécifiques, il s'agit de savoir si les paysans travailleurs sont exploités et par qui.

Selon l'auteur, l'agriculture paysanne fait partie d'un mode de production qui a ses propres lois de fonctionnement et qu'il appelle le mode de la petite production marchande. Ce mode n'a jamais existé isolément et indépendamment d'un mode de production donné. Il « naît, en Europe, de la décomposition de la féodalité ; marqué par un niveau limité de développement des forces productives, il amorce un changement progressif des rapports sociaux et constitue une condition essentielle de l'instauration des nouveaux rapports de production capitalistes⁵⁴ ».

En effet, le mode de la petite production marchande constitue déjà une forme accessoire du mode de production capitaliste.

Forme embryonnaire et primitive du MPC (mode de production capitaliste), la petite production marchande n'est qu'une forme de production dont la spécificité originelle vient de son caractère transitoire entre le féodalisme et le capitalisme [...] Il s'agit d'une forme de production spécifique qui ne s'oppose pas au MPC car elle en est devenue une composante. Cette forme de production est spécifique dans la mesure où elle conserve certaines lois de fonctionnement qui lui sont propres, bien qu'altérées par les exigences du capitalisme qui domine largement la formation sociale⁵⁵.

Mais comment et à quel degré survient l'exploitation du producteur direct ? Comment s'effectue l'appropriation du surproduit et du surtravail du paysan ? Comment et à quel degré survient la soumission de ce mode de la petite production marchande au capitalisme ?

Selon l'auteur, la petite production marchande est soumise au capitalisme, dans cette longue évolution à partir du féodalisme, du fait que ce dernier limite le développement de la petite production marchande par le mécanisme que Marx a appelé l'accumulation primitive, soit la dépossession des paysans de leurs moyens de production.

Le point de départ de l'économie marchande se retrouve dans les relations entre l'agriculture et l'industrie. Aussi longtemps que l'industrie demeure domestique, l'économie marchande ne peut avoir qu'un développement très limité. Selon l'auteur, les familles paysannes sont, à ce stade, largement indépendants et les échanges très restreints, se limitant à la vente des surplus.

Dès lors que l'industrie urbaine apparaît, l'unité de l'industrie et de l'agriculture à la campagne est brisée [...] Ce processus de séparation entre l'agriculture et l'industrie entraîne un double mouvement : l'achat par les agriculteurs d'une partie de leurs moyens de travail et des biens de subsistance qu'ils ne produisent plus et l'achat par la population des villes des produits agricoles qui lui sont nécessaires⁵⁶.

Ce processus engendre donc une nouvelle division du travail qui s'ajoute à la division sexuelle entre l'homme et la femme. La division entre l'agriculture et l'industrie amène la cessation graduelle des activités artisanales des paysans. De plus, ces derniers doivent accroître leur production pour pouvoir les vendre sur le marché qui se développe et ainsi acheter les marchandises nécessaires. Le producteur agricole est ainsi porté à faire des emprunts, à s'endetter en contractant une hypothèque ou d'autres obligations, ce qui accroît sa dépendance à l'égard du capital. Le paysan s'insère donc de plus en plus dans la sphère de la circulation, mais de façon particulière.

On se souvient que Marx distingue deux formes de circulation : la circulation simple MAM, qui a « pour point initial une marchandise et pour point final une autre marchandise » et dont le but définitif est « la satisfaction d'un besoin, d'une valeur d'usage » et la circulation AMA qui « au contraire, a pour point de départ l'argent, et y revient » et dont le « but déterminant est donc la valeur d'échange ». La circulation MAM a comme termes extrêmes deux marchandises de valeur équivalente; par contre la circulation AMA, dont le point de départ et d'aboutissement sont l'argent, n'a de sens que si elle peut devenir AMA+ où A+ est supérieur à A.

Il est clair que la circulation dont il s'agit ici est de la première forme⁵⁷.

Dans cette forme de circulation propre au mode de la petite production marchande, la force de travail n'a qu'une valeur d'usage parce qu'en principe elle n'est pas encore devenue une marchandise, une valeur d'échange. Dans ce contexte, le paysan renouvelle sa force de travail à condition de pouvoir aussi reproduire ses moyens de travail.

Par conséquent, le but de la production est la « conservation du producteur indépendant et de sa famille » et la reproduction des moyens de reproduction. Ces deux éléments sont étroitement liés. Cependant, si le produit total de l'exploitation ne permet pas de satisfaire ce double objectif, c'est évidemment la subsistance immédiate qui est assurée en premier et la reproduction des moyens de travail qui est différée⁵⁸.

Cependant un tel choix ne peut être que temporaire et, souvent, le producteur indépendant ainsi que la formation sociale dont il est la personification doivent chercher des solutions de remplacement.

Au départ, les dépendances qu'assume le petit producteur indépendant ne sont pas très lourdes, mais elles constituent tout de même les axes de la soumission du travail paysan et même plus de la petite production indépendante du capital.

Claude Faure⁵⁹ a mené une analyse théorique, plus détaillée que d'autres, de l'articulation des modes de production et, surtout, de la soumission formelle de l'agriculture au capitalisme. Il choisit d'utiliser le concept de « secteur de la soumission formelle » et réelle pour désigner ces sphères qui, telle celle de l'agriculture, subissent les contraintes du capital.

La caractéristique interne, au niveau du procès de production immédiat, fondamentale du secteur de la soumission formelle est constituée d'une part, par le fait que les rapports de production immédiats ne sont pas capitalistes et, d'autre part, par le fait que le procès de travail est de type artisanal. Le procès de production immédiat ne se présente donc pas, dès l'abord, comme le procès du capital, mais à l'inverse comme celui devant exclusivement permettre la reproduction du producteur direct [de sa force de travail] et des conditions matérielles pour la production⁶⁰.

Tout comme les autres auteurs, Faure croit que le processus de soumission formelle commence par le marché, par le biais de la circulation. Cette soumission est « simultanément soumission du procès de production immédiat lui-même »⁶¹ et par conséquent mène à l'exploitation de la force de travail.

C'est la division du travail, par-delà la division sexuelle du travail, qui mène au départ à cette soumission. Cette division apparaît à condition qu'il y ait un surplus agricole ainsi que des rapports qui détruisent l'unité de la production agricole - production artisanale. Car dès que l'industrie domestique cesse d'assurer l'autarcie de la famille paysanne, cette dernière doit commencer à s'approvisionner sur le marché pour ses moyens de subsistance et de production. Par conséquent, l'habitant doit aussi commencer à vendre ses produits sur le marché pour obtenir l'argent nécessaire pour se procurer les biens de consommation. « L'échange est la condition première de sa propre reproduction, il lui faut vendre pour acheter et acheter pour vendre⁶². »

Le marché dans lequel pénètre l'habitant, c'est *celui du capital*. Ce marché oblige le producteur direct à se soumettre aux prix qu'il y trouve, des prix sur lesquels il n'a souvent aucun contrôle. De cette façon, l'habitant se soumet peu à peu à des conditions extérieures, conditions qui sont celles du capital.

Aussi de façon générale l'échange conduit-il premièrement au non-recouvrement de la totalité de la valeur des produits issus du secteur de la soumission formelle et deuxièmement – et en conséquence – à la multiplication des rapports de vente-

achat avec le capital comme condition de la réalisation d'une partie croissante de la valeur du produit à des fins d'accumulation propre sur la base d'un plus grand développement de la productivité du travail personnel et du producteur direct⁶³.

Ce processus dans lequel s'intègre l'habitant, lorsqu'il vend au marché, le conduit graduellement à allonger sa journée de travail afin de produire davantage et d'accroître son revenu. Et cette reproduction dépasse éventuellement celle qui, au début, ne devait assurer que la simple reproduction de la force de travail.

L'auteur conclut que « la soumission formelle aboutit, par conséquent, à un développement de la production par suite de l'extension et de l'intensification de la journée de travail, c'est-à-dire aussi à une baisse permanente de la valeur des produits agricoles issus de ce secteur de la soumission, ce qui tend du même fait à reproduire les effets de la soumission à une échelle élargie⁶⁴ ».

De cette façon le capital opère un prélèvement du surtravail par le moyen du marché parce qu'il ne lui est pas encore possible de transformer qualitativement le procès de production. C'est ainsi que la soumission formelle n'implique aucun changement dans le procès de travail, mais conduit, pour le capital, à une plus-value absolue parce qu'il a réussi à intensifier et à allonger la journée de travail.

Faure conclut donc que l'habitant est parfois exploité et qu'il a le même sort et le même statut que le salarié.

Le producteur direct de l'agriculture et le prolétaire vendent, *en dernière instance*, leur force de travail; que le premier le réalise par la vente de ses produits, c'est-à-dire après que le procès de production ait eu lieu (bien que sur la base de prix qui, eux, sont fixés avant même ce procès) et que le prolétaire la vende avant que ce même procès ne débute, ne constitue qu'une différence de seconde importance qui repose sur un caractère commun, qui est que, dans les deux cas, l'échange se présente comme échange entre équivalents, alors qu'il ne laisse, en fait à l'un comme à l'autre, que ce qui correspond au salaire pour leur soutirer tout l'excédent, c'est-à-dire la plus-value ou le surtravail⁶⁵.

Un autre auteur, Jacques Chevalier, affirme pour sa part que les dépendances analysées par Rey et Mollard sont fondées, mais que la soumission du paysan au capital commence dès que le petit producteur indépendant doit opter entre le marché du travail ou le marché des produits agricoles et des moyens de production⁶⁶.

Ces différentes analyses au sujet du passage d'un mode de production à un autre et des mécanismes de la soumission formelle du travail et même d'une formation sociale au capital ont, pour la plupart, été effectuées dans un contexte européen. Elles partent du canevas de deux modes de production, féodal et capitaliste, presque à l'état pur. Même l'analyse de Mollard, qui a

pour objet le mode de la petite production marchande, théorise une situation où la transition et la soumission s'effectuent entre une forme de production agricole et une forme capitaliste.

Au Canada français⁶⁷ et donc dans Rayside et Balfour, la formation sociale qui fait l'objet de l'analyse est fort complexe, car on y trouve une forme de production agricole, et une forme dominante, mais qui coexiste avec des formes de production forestière et minière ainsi qu'avec une aire commerciale embryonnaire. L'analyse se complique d'autant.

Les théories que nous avons résumées plus haut procurent toutefois des éléments importants et solides pour effectuer cette analyse.

En premier lieu, il doit y avoir deux modes de production ou deux formations sociales différentes, à savoir le capitalisme « pleinement développé » et la petite production indépendante (ou marchande). Deuxièmement, on doit retrouver dans cette dernière des formes de monétisation comme indices que les rapports sociaux sont déjà fondés sur l'échange de l'argent. Enfin, il faut retrouver des indices d'un marché soit pour des produits agricoles et/ou des moyens de production ou pour la force de travail. Lorsque ces éléments sont présents, il est possible de concevoir les débuts du passage du mode de production de la petite production indépendante vers le mode capitaliste.

Quels sont donc les faits rapportés depuis le premier chapitre ? Est-ce qu'ils peuvent nous amener à conclure que la formation sociale avait emprunté la voie de la soumission formelle, une forme dont les contours sont fort complexes ?

En effet, les formes de production sur lesquelles se développe la soumission formelle du travail au capital confèrent au « travail » une relative autonomie non seulement économique mais aussi politique face au capital, ce qui fait que l'articulation de telles formes au procès d'ensemble du capital présente toujours un caractère extrêmement complexe qui ne peut être dévoilé que par la seule analyse de cas déterminés⁶⁸.

On retrouve certes, au début du XX^e siècle, une formation sociale capitaliste dans la région de Sudbury, dominée par un capitalisme industriel qui exploite les gisements miniers et les ressources forestières. Dans la ville de Sudbury, certaines manufactures se sont établies pour la fabrication de machines et d'outils nécessaires aux compagnies minières. Il s'agit de la branche la plus développée du système capitaliste. Dans la ville de Sudbury, le capital marchand (35% de tous les capitalistes sont des commerçants) ne dépasse guère le stade du petit commerçant, car 78% des propriétaires dans ce domaine emploient moins de cinq travailleurs. Le marché des produits de consommation se situe encore à une échelle relativement petite bien que des chaînes nationales dans le domaine de l'alimentation – *Loblaws* et *Dominion* – et des biens de consommation – *Kresge*, *Woolworth*, *Eaton* et *Metropolitan*

– aient ouvert des succursales à partir des années 1930. Le capital financier se développe aussi dans la ville où l'on retrouve quelques institutions bancaires. Il s'agit donc d'un système dont les diverses branches se développent considérablement, bien qu'inégalement, depuis les années 1920⁶⁹.

Dans Rayside et Balfour, la production a certes un objectif d'autosubsistance au cours de la période de la colonisation, soit environ entre 1883 et 1900. L'industrie artisanale domestique est développée au point où les habitants et leurs familles peuvent produire essentiellement tous leurs besoins pour la consommation personnelle.

Toutefois, certains rapports sociaux sont aussi marqués par la monétisation. La vente épisodique de la force de travail dans les chantiers forestiers et aux conseils en est un exemple. Il est difficile de déterminer à quelle époque les habitants ont commencé à vendre leurs produits agricoles, mais il est évident qu'au début du XX^e siècle la vente du bois, du lait, du foin, de la viande avait déjà commencé, bien qu'à une petite échelle. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, la vente des produits agricoles était limitée en raison de l'exiguïté du marché, de l'absence de réseau routier et par le fait que les produits ne répondaient pas toujours aux critères du marché.

Il est évident que, dans la production agricole, qui était dominante au cours de cette période, les rapports de production, de type patriarcal et familial, n'avaient pas pour objectif la valorisation ou la plus-value. On trouve ainsi très peu de journaliers embauchés sur les fermes, et ceux qui le sont font souvent partie de la famille du propriétaire – les fils, les frères ou beaux-frères.

Les rapports de production capitalistes étaient certes la norme dans les industries minière et forestière. Mais l'habitant ou ses fils n'y étaient embauchés que de façon épisodique, beaucoup plus pour accroître le revenu familial que pour obtenir un salaire régulier. Dans l'industrie forestière, l'habitant était intégré beaucoup plus comme sous-traitant (en coupant pour une compagnie sur les terres publiques ou sur ses propres terres) et comme petit commerçant que comme salarié. Dans les mines, une infime minorité y a cherché et trouvé un emploi, mais souvent sur une base temporaire (le va-et-vient).

Donc, dans la campagne, l'habitant s'intégrait graduellement au marché dans ses diverses formes, mais de façon encore épisodique, beaucoup plus dans le but d'accroître le revenu de la terre et de la famille que d'avoir un salaire régulier ou d'accumuler du capital.

À Chelmsford, et à un degré moindre dans le village d'Azilda, la situation était quelque peu différente. On y retrouvait quelques artisans et commerçants. Le nombre de journaliers avait aussi augmenté entre 1900 et 1940,

ce qui indique que, dans cette aire, la vente de la force de travail était plus courante et prononcée. Il est impossible de savoir si les artisans et les commerçants embauchaient des journaliers ; en tout cas, le nombre de ces derniers a dû être restreint et les employés étaient probablement des membres de la famille ou de la parenté.

Aux débuts du village et de la ville, le marchand n'était pas nécessairement intégré au circuit de la production et de la circulation capitaliste. Il s'insérait beaucoup plus dans la circulation de cette forme de petite production indépendante, soit la vente de produits agricoles à un marché restreint. Il vendait aussi aux habitants des moyens de travail (outils, graines de semence), mais la vente des moyens de subsistance (nourriture, vêtements) n'était pas encore très prononcée, étant donné les faibles ressources des familles. À plusieurs égards, le marchand était plus conforme à cette description qu'en fait Marx lorsqu'il discute des formes d'échange qui ont précédé le capitalisme.

Là, la subordination formelle du travail au capital n'est pas encore réalisée. Un autre exemple est le capital marchand, dans la mesure où il passe des commandes à un certain nombre de producteurs immédiats, puis collecte et vend leurs produits. Ce faisant, lui aussi peut avancer des matières premières, de l'argent, etc. C'est à partir de cette forme que se sont développés les rapports capitalistes modernes ; elle constitue encore, çà et là, la transition vers le système capitaliste proprement dit. Là non plus, la subordination formelle du travail au capital n'est pas encore réalisée. Le producteur immédiat y reste en même temps le vendeur de ses marchandises et l'utilisateur de son propre travail. Mais la transition est ici plus sensible que dans le système du capital usuraire. L'une et l'autre de ces formes [...] se reproduisent comme des formes accessoires de transition au mode de production capitaliste⁷⁰.

Ainsi, la monétisation au sein des rapports sociaux existait certainement. L'intégration au marché était moins prononcée, surtout à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Elle s'est développée davantage à partir des années 1920, plus particulièrement après 1928, l'année du *boom* minier dans la région de Chelmsford et de Sudbury. Un *boom* qui a eu pour effet d'accroître la demande pour la force de travail de la part de l'industrie minière.

Reste la question de l'endettement que Mollard en particulier considère comme étant un des éléments de la soumission formelle. Il faut distinguer divers types d'endettement. En premier lieu, l'hypothèque qui constitue 50 % des obligations sur la propriété des résidents de Chelmsford, Rayside et Balfour de 1890 à 1940. Le fait que seulement 11 % des obligations sont détenues par des institutions bancaires au cours de ces cinquante années témoigne de la faible emprise du capital financier sur cette formation sociale. Ce sont en grande majorité des individus, soit le vendeur, soit des personnes pouvant faire partie de la parenté qui assument ces obligations ; en effet 58 %

des obligations sont détenues par des individus. Les emprunts agricoles sont consentis uniquement par un organisme du gouvernement provincial. Enfin, les conseils municipaux sont obligés de faire des emprunts à chaque année pour financer, entre autres, leurs activités de construction de routes et d'écoles. Dans la très grande majorité des cas, ce sont les banques qui accordent les prêts. Dans un nombre limité de cas, surtout à Chelmsford, les prêts aux conseils sont consentis par des individus. Donc le capital financier est décidément plus disposé à prêter de l'argent à des institutions corporatives telles que les conseils municipaux qu'à des individus.

Selon Mollard, les paysans sont obligés de dépenser une partie, sinon la totalité de leur surproduit pour l'achat de leur terre. Ainsi, à chaque génération, les paysans doivent s'endetter pour acquérir le lopin de terre qui servira à la production familiale.

Quelles que soient les situations, héritage, achat ou combinaison de l'un et de l'autre, dans tous les cas, l'acquisition du sol représente une charge pour le paysan. Si la plupart des enfants restent à la terre, l'héritage morcelle l'exploitation et les oblige à racheter ou à louer de nouvelles parcelles. S'il existe un successeur unique, celui-ci doit verser les soultes successorales à ses frères et soeurs.

Les situations réelles sont multiples et variables, mais elles ont toutes en commun le fait que, peu ou prou, la terre doit être rachetée à chaque génération⁷¹.

À Rayside et à Balfour, la terre a été cédée gratuitement aux habitants en vertu du *Homestead Act*. Donc une grande partie des terres sont acquises par la première génération pour le prix du défrichage et de la construction de bâtiments. Pour la deuxième génération, les dons et les prix relativement bas de la propriété ont réussi à minimiser cette charge. Dans plusieurs familles, les garçons qui n'avaient pas hérité ont pu acheter des terres souvent voisines de celles de leurs parents. Pour les filles, le mariage constituait la façon d'acquérir un certain droit à la propriété, même si ce n'était qu'un droit d'usage. Ainsi, pour les deux premières générations, l'acquisition de la terre s'est avérée une charge, mais dans la majorité des cas une charge relativement légère.

Nous devons conclure que les habitants de Rayside et de Balfour se sont intégrés graduellement à la sphère de circulation au cours de cette période. Plus précisément à un mélange de deux sphères décrites plus haut, soit la sphère M-A-M et la sphère A-M-A+.

Dans la première sphère (l'habitant échange ses produits ou son travail pour de l'argent afin de pouvoir se procurer d'autres marchandises), il faudrait peut-être modifier la formule afin qu'elle devienne T-A-M, soit travail pour argent pour marchandise. Le concept de marchandise est peut-être un peu inapproprié puisque l'échange s'effectue en grande partie dans un mode de production où les produits et le travail n'ont pas encore été valorisés.

Dans la seconde sphère, l'habitant est entré dans la circulation capitaliste, c'est-à-dire là où celle-ci n'est qu'une phase de la production. L'habitant vend alors de plus en plus ses produits sur le marché, y achète ses moyens de travail ou de consommation et vend aussi sa force de travail.

En somme, il est possible de conclure que le processus de soumission formelle du travail et de la formation sociale au capital est en voie de transformer cette dernière, surtout à la fin de la période étudiée. Ce processus s'accroît et s'amplifie davantage à partir de la Deuxième Guerre mondiale. Ce qui constitue le sujet du prochain chapitre.

Il est évident, enfin, que même si le curé aurait voulu être le chef de cette formation sociale, il en avait de moins en moins les moyens face aux nouvelles réalités et aux formes nouvelles de domination qui s'établissaient au cours de cette période. La marge entre, d'une part, la domination morale et la domination traditionnelle qu'il tentait d'exercer et, d'autre part, la domination légale et du capital qui se dessinait devenait beaucoup trop grande.

Notes

1. Léon Gérin, « La famille canadienne-française, sa force, ses faiblesses », *op. cit.*, p. 65.
2. Ces documents sont rédigés pour la plupart en anglais de 1890 à 1940. De manière très occasionnelle, les rédacteurs utilisent le français. Parfois, ils rédigent un paragraphe en français et un autre en anglais. Il est difficile de comprendre comment des Canadiens français qui ne parlaient que le français dans la vie quotidienne aient pu maîtriser l'anglais au point de pouvoir rédiger des procès-verbaux et des règlements dans un anglais généralement aussi correct.
3. Procès-verbaux des réunions du conseil du canton de Rayside. Les procès-verbaux sont silencieux avant 1899 et après quant au nombre de journaliers embauchés.
4. *Statute Labour Act*, Revised Statutes of Ontario, 1937, chapitre 239.
5. Conseil du canton de Rayside, By-Law n° 81, le 2 avril 1904.
6. Conseil du canton de Rayside, By-Law n° 86, le 4 septembre 1905.
7. Conseil du canton de Rayside, By-Law n° 125, le 6 juin 1914.
8. Pendant plusieurs années, le poste de secrétaire-trésorier est divisé. Le conseil engage un greffier et un trésorier.
9. Voir Conseil de Chelmsford, By-Law n° 88, le 31 janvier 1918.
10. Conseil de Chelmsford, By-Law n° 245, le 28 janvier 1931.
11. Voir le Conseil de Chelmsford, By-Law n° 105, adopté le 31 mars 1919.
12. Conseil de Chelmsford, By-Law n° 22, le 16 avril 1929, et By-Law n° 224, le 8 juin 1929.
13. Conseil du canton de Balfour, By-Law n° 76, le 11 janvier 1897.
14. Conseil du canton de Rayside, By-Law n° 57, 11 décembre 1899.

15. Conseil du canton de Balfour, By-Law n° 98, le 15 décembre 1899.
16. Conseil du canton de Rayside, By-Law n° 148, le 5 juillet 1915.
17. Conseil du canton de Balfour, By-Law n° 42, le 6 juillet 1915.
18. Conseil du canton de Balfour, By-Law n° 159, le 5 juin 1916.
19. Livre des procès-verbaux des réunions du conseil de Chelmsford, 1910-1919, p. 312. La résolution a été adoptée le 17 avril 1916.
20. Procès-verbaux des réunions du conseil du canton de Balfour, 1930, p. 193.
21. Conseil du canton de Rayside, By Law n° 363, le 8 juillet 1932.
22. James Struthers, *No Fault of Their Own. Unemployment and the Canadian Welfare State 1914-1941*, Toronto, University of Toronto Press, p. 71-72.
23. Conseil de Chelmsford, By-Law n° 257, le 5 octobre 1932.
24. Conseil de Chelmsford, By-Law n° 280, le 4 février 1936.
25. Lettre envoyée à tous les conseils municipaux de la province et signée de la main du ministre du Bien-être public, David Croll, le 12 janvier 1937. Une copie de cette lettre se trouvait parmi les dossiers du conseil du canton de Rayside conservés à l'hôtel de ville de Rayside.
26. Sur ce sujet, on pourra consulter Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 357-369.
27. Conseil de Balfour, Treasurer's Returns, Department of Municipal Affairs, APO, RG 19-142, TB 42.
28. Conseil de Rayside, Treasurer's Returns, Department of Municipal Affairs, APO, RG 19-142, TB 565.
29. La résolution est adoptée le 16 décembre 1912.
30. La résolution est adoptée le 3 février 1914.
31. Pour comprendre la nature de ces écoles et surtout l'historique des écoles françaises en Ontario, on pourra consulter Arthur Godbout, *Nos écoles franco-ontariennes, op. cit.*
32. Dans le canton de Rayside, les contribuables versent des impôts pour les écoles publiques : n° 2 Rayside, n° 3 Rayside, n° 4 Rayside, Union n° 5 Balfour-Creighton et n° 6 Blezard ; séparées : n° 1 Chelmsford, n° 2 Rayside, n° 3 Rayside, n° 4 Rayside. Voir conseil du canton de Rayside, By Law n° 395, 8 septembre 1936.
 Dans le canton de Balfour, les écoles publiques sont n° 1 Chelmsford, n° 2 et n° 6 Balfour ainsi que n° 1 Fairbanks. Les écoles publiques sont nos 3, 4, 5 et 6. Voir Conseil du canton de Balfour, By Law n° 180, 27 août 1934.
33. Max Weber, *Économie et société*, tome I, Paris, Plon, 1971, p. 222.
34. *Ibid.*, p. 220.
35. Pierre Bourdieu, « La domination masculine », *Actes de recherche en sciences sociales*, 84, septembre 1990, p. 27.
36. Cette reconnaissance n'est venue que tardivement à la suite des recherches et des travaux de nombreuses féministes qui ont montré la « valeur » de cette production. Sur ce sujet, on pourra consulter, entre autres, Louise Vandelac *et al.*, *Du travail et de l'amour, op. cit.* ; Pat et Hugh Armstrong, *Theorizing Women's Work*, Toronto, Garamond Press, 1990 (surtout les chapitres 4 et 5).
37. La distinction entre ces deux sphères et la place qu'y occupent l'homme et la femme ont fait l'objet de plusieurs études. Mentionnons : Barbara Arneil, *Politics and Feminism*,

- Oxford, Blackwell Publisher, 1999; Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1976; Michelle Zimbalist Rosaldo et Louise Lamphere (dir.), *Woman, Culture and Society*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1974; Susan Moller Okin, *Women In Western Political Thought*, Princeton, NJ., Princeton University Press, 1978; Jean Bethke Elshtain, *Public Man, Private Woman : Women in Social Political Thought*, Princeton, NJ., Princeton University Press, 1981.
38. Pierre Bourdieu, *op. cit.*, p. 4.
 39. Pierre Bourdieu, *op. cit.*, p. 7.
 40. Michael Mann, « A Crisis in Stratification Theory? », dans Rosemary Crompton et Michael Mann (dir.), *Gender and Stratification*, Cambridge, Polity Press, 1986, p. 41.
 41. Karl Marx, « Matériaux pour l'économie (1861-1865) », dans *Œuvres. Économie II*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1968, p. 365.
 42. *Ibid.*
 43. *Ibid.*
 44. *Ibid.*, p. 369.
 45. Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie*, Paris, Éditions sociales, 1907; Karl Kautsky, *La question agraire*, et Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital* (traduction et présentation d'Irèm Petit), Paris, Maspero, 1977.
 46. Pierre-Philippe Rey, *Les alliances de classes*, Paris, Maspero, 1978.
 47. *Ibid.*, p. 101.
 48. *Ibid.*, p. 75.
 49. *Ibid.*, p. 75.
 50. Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, tome I, p. 101-102, cité dans Rey, *op. cit.*, p. 119.
 51. Karl Marx, *op. cit.*, p. 37, cité dans Rey, *op. cit.*, p. 123.
 52. Amédée Mollard, *Paysans exploités. Essai sur la question paysanne*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1978.
 53. *Ibid.*, p. 10.
 54. *Ibid.*, p. 45.
 55. *Ibid.*, p. 39.
 56. *Ibid.*, p. 46. Maurice Godelier affirme essentiellement la même chose : « Dès lors s'intensifient les relations contradictoires entre zones industrielles et zones rurales. Sous la concurrence des produits industriels, l'artisanat domestique des familles paysannes et l'artisanat rural villageois s'effondrent et, pour la première fois dans l'histoire, l'agriculture se met à exister séparée des industries qui lui sont nécessaires. Un double mouvement contradictoire se développe; d'une part, la forme capitaliste de production détruit ou décompose sous sa concurrence les formes anciennes de production en rendant caduques leurs bases matérielles ou... elle les reproduit sur une base matérielle qu'elle fournit elle-même et les place par là et par la domination qu'elle exerce sur toute production marchande, sous sa dépendance. » Maurice Godelier (dir.), *Transitions et subordinations au capitalisme*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991, p. 32.
 57. *Ibid.*, p. 51-52.
 58. *Ibid.*, p. 53.

59. Claude Faure, *Agriculture et capitalisme. Essai sur les rapports de production en agriculture*, Paris, Éditions Anthropos, 1978.
60. *Ibid.*, p. 50.
61. *Ibid.*, p. 51.
62. *Ibid.*, p. 53.
63. *Ibid.*, p. 55.
64. *Ibid.*, p. 57.
65. *Ibid.*, p. 115.
66. Jacques Chevalier, « There Is Nothing Simple About Simple Commodity Production », *Studies in Political Economy*, No. 7, Winter 1982, p. 89-124.
67. Les travaux de Normand Séguin et Gérard Bouchard déjà cités en sont un exemple.
68. Claude Faure, *op. cit.*, p. 38.
69. Voir à ce sujet Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 350-357.
70. Karl Marx, « Matériaux pour l'économie », *op. cit.*, p. 369.
71. Amédée Mollard, *Paysans exploités, op. cit.*, p. 50.

CHAPITRE 5

La transition

« Dans c'temps là, pis as'teur. »

Les répondants et répondantes de Rayside et de Balfour ont compris qu'un changement significatif s'opérait dans leur vie ainsi que dans celle des habitants de la communauté à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale.

Plusieurs éléments du monde de « c'temps là » ont cessé d'exister ou ont été radicalement transformés, que ce soit la famille, la parenté, la communauté, l'agriculture et la ferme, la fonction de la terre, la mécanisation des fermes, les moyens de transport et de communication ou le rôle de la religion et du curé. Les répondants attribuent ces changements à plusieurs facteurs, mais surtout à la prospérité des mines de l'INCO et de la Falconbridge; le salaire stable et régulier que recevaient les travailleurs des mines, dont plusieurs étaient des cultivateurs ou des fils de cultivateurs de Rayside et Balfour, rendait possible un nouveau mode de vie.

Plusieurs affirment que, « dans ce temps là, c'était pas de même » en parlant de la réalité qu'ils vivent et observent aujourd'hui. « Comme je dis, dans c'temps là, c'était une belle vie, nous affirme une veuve de plus de 70 ans. Une vie tranquille; on manquait pas de ce qu'on ne connaissait pas : pas de télévision, pas de radio. Le monde y était moins "magané" par toutes ces choses-là. »

Plusieurs répondants, anciens cultivateurs ou bûcherons, soulignent que la vie de travail était beaucoup plus dure « dans c'temps là », mais combien plus satisfaisante. « Le travail aujourd'hui est ben plus *easy* que dans c'temps-là, mais on était plus content de ce qu'on faisait », nous dit un répondant de Rayside.

« La ferme ne pouvait plus, aurait pas été capable de donner un niveau de vie tel que les gens voyaient autour, ce que les autres avaient, donc, à ce moment-là, ça a changé », affirme un résidant de Chelmsford.

Ce ne sont là que quelques exemples de ce que les répondants et les répondantes ont affirmé en général. Ils ont défini de façon plus précise les changements qu'ils ont vus et vécus dans certains domaines plus particuliers. Mais, dans l'ensemble, ils ont tous souligné la transition significative qui s'était effectuée dans le mode de vie qu'ils avaient connu au cours de leur enfance et qui avait été celui de leurs parents et grands-parents.

Bien sûr, la transition ne s'est pas faite du jour au lendemain. Elle se préparait depuis longtemps à plusieurs égards. Jusqu'à un certain point, la formation sociale décrite et analysée au cours des quatre premiers chapitres constituait déjà une sorte de transition entre les vestiges d'un mode de production de type féodal et un mode capitaliste.

Selon Godelier, la transition entre deux modes de production ou deux formations sociales s'opère à plusieurs niveaux à la fois micro- et macro-sociologiques.

Importante également est l'idée qu'un processus de transition est un phénomène à la fois micro- et macro-sociologique, qu'il est fait d'une multitude de naissances spontanées, de développements locaux dont beaucoup sont éphémères mais qui s'additionnent peu à peu et dont les effets convergent sous forme de structures globales nouvelles qui entreront en conflit avec la reproduction des structures globales du système dominant¹.

La transition au sein de cette formation sociale, on l'observe dans le domaine de la gouvernance civile et religieuse.

I - LA GOUVERNANCE

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les édiles s'occupent à peu près des mêmes affaires que leurs ancêtres : les chemins surtout, les cours d'eau et les fossés, les clôtures, le bien-être des animaux, la circulation des voitures, le fonctionnement du conseil.

Toutefois on remarque, surtout dans le milieu urbain de Chelmsford, que la question de l'assistance ou du bien-être social, qui avait fait surface au cours de la Grande Dépression, subsiste et même prend plus d'ampleur. Ainsi, le conseil de Chelmsford est obligé de continuer d'affecter une partie de son budget annuel à cette question. Dans les campagnes, la situation semble moins importante, mais, à partir des années 1950, les trois conseils se voient obligés d'allouer une partie de leur budget annuel à l'aide aux familles et aux individus.

Dans les décennies précédentes, les conseils n'avaient que très peu dépensé pour ce qu'on appelait à l'époque la charité. Toutefois, au cours des années 1931-1940, et surtout à partir de 1935, les édiles ont été forcés de consacrer une part appréciable de leur budget à l'assistance sociale. Le conseil de Chelmsford, par exemple, a dû destiner 45% de son budget pendant cette décennie à l'aide aux personnes nécessiteuses. Le conseil de Rayside y a consacré 14% du budget, et celui de Balfour 5%. C'est donc dire que la Grande Dépression a provoqué une rupture, une sorte de crise dans les affaires municipales, et les conseils ont dû faire appel aux gouvernements fédéral et provincial.

Le fait que les conseils aient dû venir en aide aux personnes démunies, surtout dans les milieux urbains de Chelmsford et ensuite d'Azilda, indique que de plus en plus d'individus et de familles ne pouvaient plus pourvoir à leurs propres besoins. C'est un indice que la forme des rapports de production a commencé à changer, du moins pour un certain nombre de personnes. Il s'agit sans aucun doute de travailleurs qui n'ont pas les ressources de ceux et celles qui vivent sur la ferme. Plus encore, la permanence de cette assistance sociale indique qu'une partie de la population est privée des appuis traditionnels de la famille et de la terre. Dans cette conjoncture, l'administration municipale commence à assumer un rôle important dans ce domaine.

Cette question de l'assistance sociale montre aussi qu'il commence à y avoir, dans la formation sociale de la petite production, une surpopulation relative que les moyens de production et les institutions sociales ne peuvent intégrer. C'est en partie cette surpopulation qui permet au capital de donner plus d'expansion à la classe ouvrière, de recruter les éléments de la classe laborieuse parmi les cultivateurs forcés d'abandonner leurs terres parce qu'ils n'y trouvent plus leurs moyens d'existence, parmi les artisans déplacés par les manufactures et les industries ou encore parmi les travailleurs réduits au chômage par suite des changements technologiques.

L'aqueduc et les égouts

La question de l'assistance sociale est l'un des premiers indices que la formation sociale évolue vers ce que d'aucuns appellent la modernité. L'autre indice, c'est la nécessité d'assurer des services d'aqueduc et d'égouts pour une population qui s'accroît et s'urbanise.

En effet, à compter de la fin des années 1940, les édiles se voient obligés de dépenser beaucoup de leur temps et de l'argent des contribuables pour la construction, l'agrandissement et l'entretien du système d'aqueduc et d'égouts. Un ancien maire du canton de Balfour nous a affirmé à ce sujet :

Quand on recule dans les années de mon père, les préoccupations de c'temps-là, c'étaient certainement la transportation, les chemins, essayer de s'bâtir des chemins, entretenir des chemins alors même que les ressources étaient très minimes. Mais d'autres priorités sont venues avec les développements urbains. Donc les priorités se sont branchées assez fort sur les services municipaux comme l'eau, les égouts, les déchets. Ça tout été des choses qui ont commencé à prendre de l'importance, qui ont commencé à être traitées avec intérêt dans les années 60 et c'est quelque chose qui continue à se produire.

En 1947, la ville de Chelmsford est la première à discuter d'un système d'aqueduc, et le conseil alloue une somme d'argent pour la préparation de plans pour la construction d'un tel système².

Cette année est importante pour Chelmsford et aussi pour Rayside et Balfour, car, à la suite de demandes répétées et avec beaucoup de retard, l'électricité leur parvient. Les édiles ont jugé cet événement d'une importance telle qu'ils ont organisé une célébration municipale pour le marquer³.

Le 8 novembre 1947, on célèbre l'événement au sous-sol de l'église, où le Premier ministre de la province, M. George Drew, l'invité d'honneur, presse le bouton qui, enfin, apporte l'électricité à Chelmsford. La belle lumière resplendit dans la salle du banquet. Lionel Séguin, curé et soixante-cinq personnes jouissent d'un repas succulent [...] Et ce soir là, madame Julie-Anne Dumais éteint son fanal pour la dernière fois⁴.

L'agronome du district souligne aussi l'importance de cet événement dans son rapport annuel : « *A new era opened for the people living in these townships (Capreol, Hanmer, Blezard, Rayside, Balfour). The long awaited advent of electric power will mean everything from electric pumps and feed mixers in the farmer's barns to washing machines, electric stoves and refrigerators for the farmers' wives*⁵. » L'électricité permettra de mécaniser les fermes et les maisons et de développer la société de consommation. Elle est installée à une époque où les rapports sociaux de production commencent à se transformer.

Le système d'aqueduc est construit en 1951 dans la ville de Chelmsford, et l'augmentation constante de la population oblige le conseil à l'étendre en 1952, 1953, 1954 et 1961.

En 1961, le développement du village d'Azilda amène les édiles de Rayside à discuter de la construction d'un système d'aqueduc et d'égouts en 1961⁶. Ils en discutent régulièrement au cours des années suivantes⁷. Ce n'est qu'en 1968 que la question est réglée avec le gouvernement provincial et surtout la Ontario Water Resources Commission et que Rayside peut procéder à la construction de ce système⁸.

La question des égouts était devenue une « nécessité⁹ » dès 1956. Les contribuables en avaient approuvé la construction lors d'un référendum en

novembre 1954¹⁰. La construction a débuté en juillet 1956, et le système a dû être agrandi à plusieurs reprises au cours des années suivantes pour répondre aux besoins croissants de la ville.

Un tel système d'aqueduc et d'égouts à Chelmsford et à Azilda est le résultat du développement de subdivisions dans ces deux milieux en voie d'urbanisation. À Rayside, le conseil commence à en discuter dès 1947 et l'approuve la même année; il en va de même pour Chelmsford en 1953 et pour Balfour en 1954.

De plus, les conseils sont obligés de prendre des mesures pour assurer la collecte et la gestion des ordures ménagères¹¹.

Les conseils accordent aussi de plus en plus d'attention à deux nouveaux domaines : la protection des personnes et des propriétés et les loisirs. En effet, les conseils des trois municipalités organisent des services de police et des services des incendies pour protéger les propriétés et les personnes. À Rayside, le conseil ouvre un poste de police en 1961¹². À Chelmsford, la police locale avait augmenté son personnel depuis les années 1950 et s'était hiérarchisée. À cause des coûts sans cesse croissants qu'entraîne le maintien d'un service de police, on décide de s'en remettre à la Sûreté provinciale de l'Ontario en 1967¹³.

Quant aux services des incendies, les trois conseils augmentent les effectifs et le matériel afin de mieux protéger les propriétés de leurs citoyens. La part sans cesse croissante du budget annuel des conseils allouée à la protection contre les incendies est un indice de l'importance que celle-ci revêt dans la vie quotidienne de ces trois municipalités. Alors qu'avant 1940, le pourcentage du budget qui y était affecté était négligeable, il augmente considérablement, surtout à partir des années 1951-1960.

Dans les années 1960, les conseils de Chelmsford et de Rayside se lancent dans le domaine des loisirs organisés. En plus d'établir des comités municipaux de loisirs organisés¹⁴, ils s'engagent dans la construction d'aréna. À Chelmsford, on discute officiellement du projet d'aréna pour la première fois à une réunion du conseil en 1962¹⁵ tandis qu'à Rayside on attend en 1965¹⁶. L'aréna de Chelmsford est construit à la suite d'un plébiscite qui a lieu au printemps de 1967¹⁷. À Rayside, et plus précisément à Azilda, l'aréna est construit en 1969, mais doit être reconstruit un an plus tard à la suite de l'effondrement du toit¹⁸.

C'est donc un ensemble de nouvelles obligations que doivent remplir les édiles des trois municipalités, surtout après 1950, du fait de l'accroissement de la population et de la transition que connaît la formation sociale. Le tableau 30 illustre les pourcentages des budgets qui sont alloués aux diverses activités des conseils.

TABLEAU 30

Distribution des dépenses, en pourcentage, des conseils de Rayside et de Balfour (1941-1970) et de Chelmsford (1941-1968)

Rayside Postes budgétaires*								
Décennie	1	2	3	4	5	6	7	Total (\$)
1941-1950	11	48	~	22	3	~	~	195 408
1951-1960	10	25	5	23	4	~	1	1 429 670
1961-1970	9	22	6	41	3	2	8	4 519 053

Balfour Postes budgétaires*								
Décennie	1	2	3	4	5	6	7	Total (\$)
1941-1950	10	55	~	31	3	~	~	168 159
1951-1960	9	33	~	29	5	~	~	769 532
1961-1970	5	33	4	32	2	~	5	4 111 058

Chelmsford Postes budgétaires*								
Décennie	1	2	3	4	5	6	7	Total (\$)
1941-1950	15	8	4	26	19	~	~	158 941
1951-1960	10	12	9	30	9	1	~	1 125 240
1961-1968	8	26	7	30	5	3	2	2 806 091

* 1 = Administration; 2 = Travaux publics; 3 = Protection (pompiers et police); 4 = Éducation; 5 = Assistance sociale; 6 = Santé publique; 7 = Loisirs organisés.

Sources : Conseils de Rayside, Balfour et Chelmsford, Treasurer's Returns, Ministère des Affaires municipales, APO, RG-142, TB 43, TB 566, TB 1493, TB 1287, TB 1857.

Les conseils

Il va sans dire que ces nouvelles obligations amènent des changements dans le fonctionnement et la structure des conseils municipaux. Le nombre des réunions des conseils, surtout de Rayside et de Chelmsford, augmente considérablement à partir des années 1950. Elles ont lieu ordinairement une

fois par mois avant 1940 et, par la suite, se tiennent deux fois, trois fois par mois. À Rayside par exemple, les réunions ont lieu trois fois par mois entre 1959 et 1963.

Le personnel engagé par les conseils augmente et surtout se hiérarchise. On retrouve, dans les années 1960, des chefs et/ou des surintendants de départements, des contremaîtres, des secrétaires, le tout régi par des conditions de travail. Non seulement le personnel est plus nombreux, mais il est maintenant engagé sur une base permanente, alors qu'avant 1940 il était embauché pour un travail précis ou sur une base saisonnière.

De plus, les conseils engagent des entrepreneurs ou des professionnels sur une base contractuelle. Ainsi, de nombreux règlements municipaux sont adoptés pour approuver des relations contractuelles avec des compagnies de construction ou de fournisseurs, ainsi qu'avec des comptables agréés ou des avocats. Par exemple, le vérificateur des comptes des municipalités qui était, avant 1940, un résidant de la communauté (souvent il s'agissait d'un ancien greffier ou trésorier) est, après la Deuxième Guerre mondiale, membre d'une firme de comptables agréés¹⁹.

On se rend compte aussi que les rapports qu'entretiennent les conseils avec les entrepreneurs en construction changent de nature. Avant 1940, la construction de chemins, de rues, de trottoirs était effectuée par des individus. À partir de 1950 surtout, les travaux sont confiés à des compagnies locales, régionales ou provinciales, ce qui indique qu'il s'est créé une petite bourgeoisie locale (par exemple, Bélanger Construction, Berthiaume Fuels, A. E. Vaillancourt Motors), qui désormais est en mesure de fournir des produits et des services aux conseils.

Les conseils s'attachent à instituer tout un ensemble de nouveaux règlements sur la circulation automobile, la construction des bâtiments, la subdivision des terrains, l'émission de permis et de licences à des entrepreneurs et à des commerçants, le fonctionnement des commerces ouverts depuis peu dans les diverses municipalités.

Les délibérations et les décisions des conseils laissent entrevoir que les rapports de production au sein de la formation sociale sont en voie de changer. Ainsi en 1958, lors de la première grève des travailleurs et des mineurs de l'INCO affiliés au local 598 du syndicat Mine Mill and Smelter Workers²⁰, le conseil de Chelmsford adopte la résolution suivante :

That a letter be sent to the Honorable Minister of Labour Mr Michael Starr and the Right Honorable Prime Minister of Canada, Mr John Diefenbaker, requesting their intervention in the Labour-Management dispute between the Mine Mill and Smelter

*Workers Union Local No 598 and the International Nickel Company of Canada Limited in the Sudbury District*²¹.

Cinq ans plus tard, lors d'un second conflit entre les travailleurs et les compagnies minières, le conseil de Rayside adopte une autre résolution :

*That Rayside council contact all the surrounding municipalities to join them in preparing a brief to be sent to Inco and Falconbridge regarding the labour dispute at the present time. The surrounding municipalities have to give the service to Inco and Falconbridge employees which are very disturbed*²².

Les employés des deux conseils ont demandé la syndicalisation au cours des années 1960. À Rayside, ils l'ont fait en 1966 avec l'aide et même l'encouragement du conseil. Ainsi ce dernier adopte la résolution suivante : « *That we inform public work employees that this Council will deal with any request of the employees to apply for union certification*²³. »

Les employés se sont effectivement syndiqués un mois plus tard²⁴, et le conseil crée un comité chargé de négocier une entente collective de travail. Cette entente est signée en juillet lorsque le conseil approuve un contrat avec la Sudbury and District General Workers' Union, cellule 902 du Mine Mill²⁵.

Quant aux employés de la municipalité de Chelmsford, la cellule 902 a fait une demande de certification auprès de la Commission des relations du travail de l'Ontario en novembre 1965²⁶. La Commission a ratifié la requête au nom de sept travailleurs et le conseil en a immédiatement appelé de la décision²⁷. Enfin, le conseil adopte une résolution et un règlement municipal qui lui permet de contourner la loi sur les relations de travail²⁸.

À la même époque, le conseil de Rayside s'est aussi porté à la défense des concierges de l'école secondaire Chelmsford Valley District High School. Lors d'une réunion, les membres du conseil se sont dits inquiets du sort réservé aux concierges à la suite de la décision de l'école d'accorder le contrat pour l'entretien de l'édifice à une compagnie. Les membres ont demandé la tenue d'une réunion pour débattre cette question²⁹. Cette position du conseil avait été défendue par le conseiller Gilles Pelland, lequel sera par la suite maire de Rayside et de la ville de Rayside-Balfour.

Lors de la même réunion, M. Pelland a réclamé la démission de deux membres du conseil de l'école en raison de leur attitude face au congédiement des concierges.

Cet incident n'est aucunement mentionné dans les procès-verbaux des réunions des deux autres conseils.

C'est donc une attitude fort différente que prennent les conseils de Chelmsford et de Rayside, et cela est sans doute dû au fait que ce dernier compte plusieurs mineurs.

La régionalisation

À partir des années 1950, les préoccupations des édiles prennent une orientation plus régionale qui va entraîner une redistribution des pouvoirs. Les élus se rendent compte que les questions qu'ils ont à régler et les solutions qu'ils doivent envisager excèdent de plus en plus leurs attributions. Ces questions concernent soit l'ensemble de la région de Sudbury, soit, le plus souvent, les municipalités situées à proximité de la Vallée.

La question des routes, par exemple, ne concerne plus uniquement les conseils. Les municipalités ont de plus en plus de difficulté à entretenir les routes qui relient Rayside et Balfour aux autres municipalités de la Vallée, soit Blezard Valley, Val Caron, Hanmer et Capreol, ou à la ville de Sudbury. C'est pourquoi le conseil de Rayside, en particulier, se demande, en 1959³⁰, s'il ne faut pas envisager des solutions régionales plutôt que strictement locales. Bien sûr, les membres des conseils se rendent à Queen's Park pour demander au gouvernement de construire des routes sur leur territoire. Au début des années 1960 particulièrement, ils organisent un lobby pour que la province construise une route entre Sudbury et Timmins³¹. La route construite par la suite traverse, ainsi qu'on l'avait souhaité, les territoires d'Azilda et de Chelmsford. (Le fait que les délégués de la région à Queen's Park étaient Rhéal Bélisle, ancien maire et greffier de Rayside, et Gaston Demers, ancien greffier de Chelmsford, n'a sans doute pas nui à la cause des conseils.)

Au cours des années 1950 également, les conseils de Chelmsford d'abord et de Rayside ensuite commencent à être préoccupés par la question de la planification, sans doute à cause du développement de subdivisions sur leur territoire et de l'augmentation de la population. Ils établissent par conséquent des comités de planification et de développement des plans officiels. Mais, conscients du fait que la planification doit avoir une vision plus globale, Chelmsford, Rayside et Balfour adhèrent à un conseil de planification de la Vallée, le Chelmsford and Blezard Valley Planning Board, qui deviendra le Nickel Basin Planning Board³².

À cet effet le conseil de Rayside adopte la résolution suivante :

That Council endorse the principle that the entire Chelmsford and Blezard Valley planning area be covered by official plans and that official plans be implemented by zoning by-laws³³.

Graduellement, les municipalités de Chelmsford, Rayside et Balfour prennent part à des entreprises régionales. Dès 1950, les trois conseils participent à la construction et au financement d'un foyer pour personnes âgées, le Manoir des Pionniers de Sudbury. En plus du conseil de planification, ils sont actifs dans les organismes suivants : la Whitson Valley Conservation Authority, l'Unité sanitaire du district de Sudbury, le Sudbury District

Welfare Administration Board, la Sudbury Area Emergency Measures Organization. Ils signent de plus une entente avec les municipalités environnantes qui leur garantit une meilleure protection contre les incendies, pour les cas où un incendie exigerait l'intervention de plusieurs équipes de pompiers.

Les divers conseils sont aussi membres de plusieurs organismes municipaux, telles l'Association des municipalités de Sudbury et du district, la Fédération des municipalités du nord de l'Ontario, l'Association des municipalités minières du nord de l'Ontario.

L'administration des écoles prend aussi une envergure régionale. Jusqu'alors, chaque école était gérée par son propre conseil scolaire. En 1962, le conseil de Chelmsford crée un nouveau conseil scolaire (Township School Area) qui regroupe un nombre de petits conseils d'école publique³⁴. Le conseil de Balfour fait de même en 1965³⁵. En 1966, la Commission scolaire des écoles publiques de Sudbury vient regrouper tous les conseils des écoles publiques. Puis la Commission des écoles séparées et catholiques romaines du district de Sudbury est créée en 1968. Dès lors, les écoles publiques et les écoles séparées ne relèvent plus des conseils municipaux.

En plus de ces écoles élémentaires, les conseils étaient aussi responsables de l'enseignement au niveau secondaire. En 1954, la Chelmsford Valley District High School avait été établie à Chelmsford³⁶. Cette école desservait les municipalités environnantes. Au cours des années, elle a été agrandie à plusieurs reprises³⁷. Les conseils des municipalités voisines devaient participer au financement de l'agrandissement et de l'entretien. En 1961, le conseil de Rayside décide de ne plus participer aux frais de l'agrandissement et de créer son propre conseil scolaire secondaire³⁸. Mais, quelques jours après avoir pris cette décision, il accepte l'agrandissement de la Chelmsford Valley District High School, mais prévient que si une nouvelle école secondaire devient nécessaire dans la région, « *Azilda area should be considered*³⁹ ». Le fait que le gouvernement provincial a accepté d'assumer les frais occasionnés par l'agrandissement explique sans doute la volte-face.

Le conseil de Rayside a toutefois réitéré sa position en 1963. Ce fait a sans doute contribué à la décision de construire une école secondaire de langue française à Rayside, laquelle a ouvert ses portes en 1970⁴⁰.

Les trois conseils allouent une grande partie de leur budget, entre 1941 et 1972, à l'éducation. C'est ce chapitre ainsi que celui des travaux publics qui forment le gros de leurs dépenses et pour lesquels ils perçoivent une bonne partie de leurs impôts. (Voir le tableau 31, p. 185.)

La tendance à la régionalisation est de plus en plus marquée sur le territoire. À partir des années 1960, les divers conseils tentent d'annexer les terri-

toires de cantons environnants, et ce pour des raisons diverses, mais surtout parce que la gouvernance civile commence à déborder les limites des cantons.

Ainsi à partir de 1961, le conseil de Rayside entreprend des démarches auprès de la Commission des affaires municipales de l'Ontario pour annexer la concession 6 du canton de Snider afin de pouvoir contrôler la source de pollution du lac Whitewater. Selon le conseil, le fait que les propriétaires de terrains sur la concession 6 peuvent construire sans permis et donc sans contrôle leur permet aussi de jeter leurs ordures dans le lac, ce qui a pour effet de polluer le lac qui alimente en eau les résidants d'Azilda, plus au nord⁴¹. Le conseil réitère sa demande en 1963⁴². Il parvient à annexer une partie des cantons de Snider au sud et de Lumsden au nord en 1968⁴³.

Pour sa part, le conseil de Chelmsford fait part de son intention, en 1961, d'annexer une partie du canton de Balfour, soit les lots 1 et 2 de la concession 3 et le lot 1 de la concession 4, pour répondre aux besoins engendrés par l'augmentation de la population de la ville⁴⁴. Il entame les procédures en 1963⁴⁵ et les renouvelle en 1965⁴⁶; la demande est finalement acceptée par la Commission des affaires municipales⁴⁷.

En 1968, les conseils de Chelmsford et de Balfour tentent tous les deux d'annexer l'autre. Cette histoire commence en mai 1968 lorsque le conseil de Balfour adopte un règlement municipal par lequel il est autorisé à demander à la Commission des affaires municipales de fusionner la ville de Chelmsford et les cantons non organisés de Morgan (au nord) et de Creighton (au sud)⁴⁸. Deux semaines plus tard, le conseil annule ce règlement⁴⁹, mais en adopte un autre qui demande l'annexion à Balfour de la ville de Chelmsford et de tous les cantons de Morgan et de Creighton⁵⁰.

La Ville de Chelmsford réagit en demandant l'annexion du canton de Balfour. Son conseil va même plus loin et adopte la résolution suivante :

Whereas the Town of Chelmsford has made application to annex the Township of Balfour and the unorganized townships of Morgan and Creighton;

And whereas the Ontario Municipal Board has suggested that the Township be included as part of the ionisation;

Now therefore the Town of Chelmsford requests that the unorganized townships of Lumsden and Snider be made part of this application and be heard by the OMB at the October 22nd meeting⁵¹.

Finalement, la Commission décide d'annexer la ville de Chelmsford et le canton de Balfour. À la fin de 1968, ces deux territoires n'ont plus qu'un seul conseil composé d'un maire et de six conseillers.

Au cours de cette période, des pressions plus fortes en faveur de la régionalisation s'exerçaient non seulement à Rayside, Balfour et Chelmsford, mais aussi dans l'ensemble de la région de Sudbury. Plusieurs voulaient un

gouvernement régional qui regrouperait les diverses municipalités qui composaient le Sudbury métropolitain.

Dès 1969, le conseil de Rayside commence à exprimer des réserves à l'égard de cette nouvelle formule de gouvernement local. En effet, le 4 février 1969, le conseil adopte la résolution suivante :

That we approach the other intended municipalities suggested in the regional government and ask them if they would co-operate with Rayside Township in petitioning the Ontario Government on getting a definite explanation as to how the regional government will function and that if the government does not comply with our request that we register a motion that we disapprove of regional government⁵².

L'initiative de Rayside n'a sans doute pas été fructueuse puisque le conseil revient à la charge en 1970 en adoptant cette résolution :

That we request the Sudbury and District Municipal Association to refuse any form of Regional Government until the Minister of Municipal Affairs presents a report on the economics of the Regional Government⁵³.

Cette stratégie n'est sans doute pas acceptée par l'Association, car, en juillet, le conseil de Rayside menace de s'en retirer à cause du peu d'intérêt manifesté par l'Association. Il réitère son opposition au gouvernement régional à deux autres reprises⁵⁴, mais en vain, car le gouvernement régional est instauré en 1973⁵⁵, ce qui a pour conséquence de fusionner les conseils de Rayside et de Balfour en une seule municipalité, Rayside-Balfour. Le maire de Rayside, Gilles Pelland, est élu maire de la nouvelle municipalité et il le restera jusqu'à sa retraite en 1988.

Résumé

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la gouvernance civile est devenue beaucoup plus complexe. Les conseils ont dû s'occuper de domaines complètement nouveaux ou tout au moins transformés, soit l'assistance sociale, l'aqueduc et les égouts, la collecte et la gestion des ordures ménagères, les routes, le morcellement du territoire en subdivisions et en terrains domiciliaires, la planification, la protection des personnes et des propriétés, les loisirs organisés. Les édiles répondent ainsi à des besoins nouveaux et ils le font, pour ainsi dire, de façon « rationnelle », bureaucratique, contractuelle⁵⁶.

Alors que ces domaines s'ajoutaient ou se transformaient, ils prenaient aussi une ampleur régionale qui dépassait les limites du territoire municipal, fût-ce d'une ville ou d'un canton. Ce qui a occasionné une redéfinition des limites et des juridictions des conseils vers une forme plus régionale.

Cette « modernisation » de la gouvernance civile a aussi entraîné une augmentation considérable des revenus et des dépenses des gouvernements locaux

de Chelmsford, Rayside et Balfour. Ainsi, les budgets annuels des conseils sont passés d'environ 15 000 \$, en 1941, à près de un million de dollars dans le cas de Rayside et à plus d'un million dans celui de Balfour. La chose publique s'est manifestement transformée.

La gouvernance religieuse

Nous avons déjà vu que les organisations religieuses formaient, avec les organisations civiles, un « gouvernement de la communauté ». Peu à peu, au cours de cette période de transition, ces organisations se transforment ou bien cessent d'exister.

Les Dames de Sainte-Anne deviennent, en 1967, la Fédération des femmes chrétiennes. Les Enfants de Marie, « n'ayant pas réussi à attirer la nouvelle génération, devront cesser toute activité vers les années 1950⁵⁷ ».

La Ligue du Sacré-Cœur cesse d'exister en 1960 et l'Action catholique de la jeunesse canadienne-française met fin à ses activités au cours de la même période. La Jeunesse agricole catholique, fondée en 1940, ne fonctionnera que pendant trois ans.

D'autres organisations, plus séculières, naissent au cours des années 1960, dont le Club 50 pour les personnes âgées de 45 ans et plus et le club Lions. Après 1972, plusieurs autres organismes, voués à des objectifs plus contemporains, sont établis pour répondre à des besoins nouveaux. Mentionnons le Service familial, le centre culturel, les Alcooliques anonymes, l'Association des handicapés.

Parce que le visage de la communauté change peu à peu, les organisations religieuses et paroissiales qui jouaient un rôle important dans la vie des gens se transforment aussi. Elles cèdent la place à des associations nouvelles qui n'ont aucun lien officiel avec l'Église catholique. Comme nous le verrons un peu plus loin, l'Église catholique, ou tout au moins la paroisse, cesse de plus en plus son engagement dans la communauté pour se replier sur des objectifs plus liturgiques. Les comités paroissiaux reflètent cette nouvelle réalité ainsi que celle de la participation plus active des laïcs.

II - LA PRODUCTION ET LA PROPRIÉTÉ

À plusieurs égards, les nouveaux défis qu'ont eu à relever les édiles depuis la Deuxième Guerre mondiale – l'assistance sociale, l'éducation, le développement urbain, la régionalisation – découlent des investissements massifs du grand capital minier international. Ce qui explique la transition qu'a vécue

cette formation sociale, c'est, en fin de compte, l'accumulation du capital des grandes entreprises minières, principalement l'International Nickel Company of Canada.

Le gigantesque développement des forces productives au sein de ces entreprises à partir de la Deuxième Guerre mondiale ainsi que les nouveaux rapports de production qui sont à la fois la cause et l'effet de la syndicalisation des travailleurs miniers ont créé des exigences nouvelles dans les domaines du logement, des services urbains, du transport. Ils ont aussi contribué à l'établissement d'un marché du travail, de l'alimentation, de la propriété foncière; ils ont certes favorisé le développement, dans une formation sociale comme Rayside et Balfour, d'une petite bourgeoisie locale de commerçants, d'agents d'immeubles et de courtiers d'assurances, de petits entrepreneurs de construction ou de services. Dans la ville de Sudbury, déjà plus avancée dans la transition vers un mode de production capitaliste, l'accumulation du capital par les entreprises minières a certes contribué à l'élargissement non seulement des cadres de la petite bourgeoisie locale, mais aussi de ceux de la bourgeoisie provinciale et nationale, propriétaire des commerces en alimentation, des institutions financières, des entreprises en construction.

Avec la grande industrie, la manière capitaliste de produire a pu conquérir, bouleverser ou éliminer peu à peu les anciennes branches de la production industrielle et agricole, et elle en a créé de nouvelles en même temps qu'elle opérait une révolution dans les moyens de transports. Dès lors s'intensifient les relations contradictoires entre zones industrielles et zones rurales. Sous la concurrence des produits industriels, l'artisanat domestique des familles paysannes et l'artisanat rural villageois s'effondrent et, pour la première fois dans l'histoire, l'agriculture se met à exister séparée des industries qui lui sont nécessaires. Un double mouvement contradictoire se développe : d'une part, la forme capitaliste de production détruit ou décompose sous sa concurrence les formes anciennes de production en rendant caduques leurs bases matérielles ou [...] elle les reproduit sur une base matérielle qu'elle fournit elle-même et les place par là et par la domination qu'elle exerce sur toute production marchande, sous sa dépendance⁵⁸.

Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les statistiques sur la production de nickel et de cuivre de 1941 à 1971 et sur la main d'œuvre embauchée par les compagnies minières. Les guerres aidant (Deuxième Guerre mondiale, guerre de Corée, guerre du Vietnam), l'INCO et la Falconbridge ont produit deux fois plus de minerais pendant ces trente années qu'ils n'en avaient produit depuis le début des activités minières dans la région de Sudbury en 1886. La valeur des minerais pendant cette période a été sept fois plus grande.

La production de l'INCO et de la Falconbridge a varié pendant cette période en fonction de la demande et aussi à cause des grèves. Le nombre de travailleurs était fort élevé comme le démontre le tableau 32.

LA TRANSITION

TABLEAU 31

Valeur et montant de la production (en livres)
du nickel et du cuivre dans la région de Sudbury

Année	Livres	Valeur (\$)
1886-1945	4 433 007 404	1 036 463 346
1946	192 132 195	45 386 533
1947	237 256 892	70 780 556
1948	263 257 078	87 409 043
1949	257 379 216	99 351 785
1950	247 317 867	112 292 202
1951	275 806 272	151 217 865
1952	281 117 072	151 666 687
1953	287 385 777	160 491 126
1954	316 019 050	176 556 296
1955	322 322 355	198 489 258
1956	335 152 371	208 099 454
1957	354 792 843	243 518 138
1958	254 286 784	177 168 918
1959	347 929 183	240 053 265
1960	403 300 283	277 924 234
1961	392 435 773	295 423 149
1962	333 163 344	274 219 955
1963	298 178 570	246 252 488
1964	324 187 190	267 764 039
1965	382 566 712	316 332 366
1966	320 428 750	269 461 584
1967	380 117 521	352 238 885
1968	407 493 447	405 168 184
1969	293 561 275	329 076 314
1970	448 509 011	608 428 298
1971	431 506 689	583 946 348
Total	12 820 610 924	7 385 180 316

Source : Ontario Ministry of Natural Resources, *Statistical Report on the Mineral Industry of Ontario*, vol. IV, 1971, p. 29.

TABLEAU 32
 Nombre de mineurs, par période de cinq ans,
 dans la région de Sudbury (1941-1971)

Année	Nombre de mineurs*	Population masculine active, 14 ans et plus**	
		N	%
1941	11 750	30 878	38
1946	8 969		
1951	15 247	34 811	44
1956	16 740		
1961	16 976	36 196	47
1966	20 243		
1971	23 048	55 905	41

* Ontario Department of Mines, *Annual Report*, 1941, 1946, 1951, 1956, 1961, 1966, 1971.

**Bureau fédéral de la statistique, Recensement du Canada, vol. VII, 1941; vol. IV, 1951; Catalogue 95-529, Bulletin CT-14, 1961; Statistique Canada, Catalogue 94-703, vol. III, partie I (Bulletin 3.1-3), 1971.

Le tableau 32 montre l'ampleur de la main d'œuvre masculine à l'INCO et à la Falconbridge. C'est l'INCO qui est de loin l'entreprise la plus importante, car elle embauche, en moyenne, dix fois plus de mineurs que la Falconbridge. Pendant cette période, le nickel et le cuivre extraits par ces deux compagnies représentent près de 90% de la production mondiale.

La main d'œuvre minière représente un pourcentage important de la force de travail active dans la région de Sudbury. Environ 40% de la population active masculine âgée de 14 ans et plus travaille dans les mines entre 1941 et 1971.

La Deuxième Guerre mondiale a suscité une forte demande pour ces métaux. De 1933 à 1944, la production de nickel et de cuivre a été en hausse constante (de 1,7 million de tonnes en 1893 à 13,1 millions de tonnes en 1944). Pour répondre à cette l'effort de guerre, le gouvernement canadien avait exigé de l'INCO et de la Falconbridge qu'elles agrandissent leurs installations et qu'elles augmentent leur production⁵⁹. La main-d'œuvre requise pour la production du minerai était gérée par le National Selective Service Board. À

cause de la demande accrue pour la main-d'œuvre dans les mines, l'INCO commença à embaucher des travailleuses en 1943. En tout, plus de 600 femmes ont été embauchées par l'INCO. La demande était tellement forte que le nombre de femmes inscrites pour le travail en période de guerre était plus élevé à Sudbury qu'ailleurs au Canada⁶⁰.

Il va sans dire que plusieurs cultivateurs et fils de cultivateurs de Rayside et de Balfour sont allés travailler dans les mines pendant la guerre et qu'ils ont continué à y travailler après 1945. L'agronome du district le note d'ailleurs à quelques reprises dans son rapport annuel. En 1944-1945, par exemple, il écrit ce qui suit au sujet des fils de cultivateurs qui sont appelés à travailler dans les mines dans le cadre du National Selective Service : « *In a number of cases, farmers' sons working on temporary permits last season for the International Nickel Company were allowed to remain in this Company's employ, if they wished to do so, and if it could be established that their services were not required either on their own or their father's farm*⁶¹. »

Les répondants ont beaucoup insisté sur l'importance de ce phénomène dans leur communauté :

« Nous autres-là, quand les frères ont commencé à travailler en dehors, c'est quand l'INCO est rentré », affirme cette veuve de Chelmsford. Pour la plupart des répondants, « l'INCO est rentré », c'est-à-dire a commencé à embaucher des hommes de la région, dans les années 1940. « Bon, ben là, y voulaient se faire de l'argent, c'était ben important, poursuit-elle. En 1939-1940, à peu près. Moi je m'suis mariée en quarante et mon mari venait juste de commencer à l'INCO. Sais-tu que c'est à c'temps là que les fermiers y ont abandonné leurs fermes pour s'en aller travailler aux mines. Pis y en a qui ont gardé les deux [la ferme et la mine]. »

Pour elle, « la mine a fait ben du dommage, fait du dommage aux habitants. Parce que les habitants là, y recevaient de l'argent de l'INCO, ça allait ben mieux ça. Ah oui, pis, là, ça tout changé. »

Un résidant d'Azilda se souvient que « durant la guerre on était forcé de travailler dans les industries des mines. Alors on n'avait pas de vacances, on n'avait rien. Il fallait qu'on travaille les dimanches; il n'avait pas d'arrêt, on ne pouvait pas avoir de journée off. Alors il avait beaucoup de monde qui n'aimait ça et puis une fois la guerre finie, ils se sont dits : on va essayer d'autre chose. » C'est ce que ce répondant a fait, mais, par la suite, il est retourné travailler à l'INCO. « J'ai essayé toute sorte de choses pour voir s'il avait quelque chose de meilleur que l'INCO. Et puis, alors j'ai trouvé que je ne faisais pas autant d'argent alors j'ai retourné à l'INCO. J'ai travaillé quarante-trois ans pour l'INCO. »

Plusieurs ont mentionné que les salaires de l'INCO étaient très bons et, de plus, que c'était un emploi garanti à partir de l'âge de 18 ans.

Un répondant affirme que les fils de cultivateurs ont commencé à aller dans les mines parce que

c'était pour l'argent, parce que les cultivateurs ne font pas d'argent, il faut aimer ça. Il n'y a pas d'argent dans ça. Pendant la Dépression, poursuit-il, ceux qui travaillaient à l'INCO, ils avaient cinq jours par semaine. Pis pendant la guerre, les femmes et les filles ont travaillé dans les mines. Ils ont même construit des « change houses » pour elles. Et pis ils ont continué ça tout le long de la guerre. Moi-même j'ai travaillé dans le temps de la guerre dans le « smelter » de Copper Cliff. Il en avait 500 [femmes] qui travaillaient là.

Un autre se souvient aussi que c'est dans les années quarante que l'INCO et la Falconbridge sont « rentrés en grand ».

Et puis dans les années cinquante et encore plus fort dans les années soixante, très peu de jeunes personnes se sont procurées des fermes. Y en a qui ont hérité des fermes des parents mais encore c'est devenu une industrie secondaire⁶². La ferme pouvait pas donner un niveau de vie tel que les gens voyaient autour d'eux. Pour certains qui étaient dans les produits laitiers, on comprend que ça c'est sept jours par semaine. Donc à moins d'avoir des gens pour remplacer, t'es pris là sept jours par semaine; y a beaucoup de gens qui, euh, n'étaient pas capables ou ben voulaient pu faire ça.

Dans la région de Sudbury, c'était comme normal, naturel qu'on travaille dans les mines. Le salaire était bon et une personne peut presque dire là qu'à moins d'une malchance, euh, y pouvait travailler sa vie là. C'est ce qui s'est passé.

Pour un autre, « ben la mine c'était plus payant. Pis y travaillaient moins fort. À mine, y faisaient rien que leur huit heures pis c'est tout tandis que su la terre ben c'était ah dix, quinze heures par jours. » Quant à l'époque où s'est fait le passage de la ferme à la mine, le même interlocuteur se souvient que « ça commencé dans les années quarante, alors que le monde laissait les fermes pour s'en aller travailler en dehors dans les mines. Un moment donné, dans c'temps-là, personne voulait rester su la terre; ça payait pas assez. »

Les répondants décrivent une communauté rurale et agricole qui se transforme à mesure que les cultivateurs et leurs fils délaissent la ferme au profit des mines.

Ce changement apparaît en pleine lumière à la lecture des statistiques sur la production et la structure des occupations dans Rayside et Balfour.

La production agricole atteint un sommet dans Rayside et Balfour dans les années 1950 : 13 470 acres de terre sont alors cultivés, principalement en avoine, en foin, en orge et en pommes de terre. En 1961, le nombre d'acres en

TABLEAU 33

Nombre d'acres et type de production agricole,
cantons de Rayside et de Balfour (1941-1971)

Production agricole	1941		1951		1961		1971	
	Rayside	Balfour	Rayside	Balfour	Rayside	Balfour	Rayside	Balfour
Blé	30	39	31	48	22	123	72	148
Orge	402	228	379	278	63	21	20	114
Avoine	1 316	885	2 221	1 555	1 386	766	641	321
Seigle	15	4	46	12	5	~	~	~
Grains	265	169	110	108	245	24	133	~
Céréales et lin	3	~	~	~	~	~	~	~
Foin	4 970	3 498	4 057	3 630	1 436	1 347	1 067	565
Pomme de terre	690	210	667	251	586	65	331	258
Racines	37	41	12	6	4	~	~	~
Autres	26	15	10	47	~	~	~	20
Avoine à foin	~	~	~	~	39	~	169	87
Total acres	7 754	5 087	7 533	5 937	3 780	2 346	2 373	1 513

Source : Statistique Canada, 1941, 1951, 1961, 1971.

culture est descendu à 6 132. En 1971, il n'y a plus que 3 886 acres en culture, soit une baisse de 71 % en vingt ans.

Les rapports des agronomes des années 1940 et 1950 décrivent les efforts pour améliorer la mise en marché des produits agricoles du district et surtout celui de la pomme de terre. Ils notent la mécanisation de la production laitière et de la récolte des pommes de terre : « *Approximately 60% of the fluid milk shippers have installed milking machines and are well satisfied with them*⁶³. » « *Assistance was given farmers and clubs in the purchasing of machinery and equipment required for production*⁶⁴. »

Il n'est donc pas étonnant que le nombre d'animaux baisse aussi comme le démontre le tableau 34.

TABLEAU 34
Nombre d'animaux, Rayside et Balfour (1941-1971)

Types d'animaux	1941		1951		1961		1971	
	Rayside	Balfour	Rayside	Balfour	Rayside	Balfour	Rayside	Balfour
Chevaux	300	215	131	85	31	6	52	36
Bovins	1 857	1 467	736	719	629	372	531	337
Moutons	30	71	-	-	6	-	3	2
Porcs	1 079	584	453	344	289	143	165	383
Volaille	8 967	6 339	5 975	5 012	7 784	1 956	1 594	10 277

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada, 1941, 1951, 1961, 1971.

La baisse du nombre des animaux apparaît nettement dans les statistiques de 1951 dans toutes les catégories sauf la volaille. La baisse du nombre de chevaux s'explique par l'arrivée des tracteurs sur les fermes dans les années 1940, un phénomène que note régulièrement l'agronome du district à partir de 1941-1942. L'achat de tracteurs se poursuit à un rythme soutenu de sorte que, dans son rapport de 1943-1944, l'agronome note : « *Several tractors were purchased lately and the most of these will be doing custom work. Many farmers hire tractors to do the heavy work and use a team for general activities. The demand for horses in lumber camps has also diminished as tractors are proving more satisfactory*⁶⁵. » La baisse du nombre de bovins et de porcs est due à la modernisation du marché laitier et de la viande, comme on le verra plus loin. Le nombre de volailles baisse de plus de la moitié de 1951 à 1961. L'agronome du district note dans son rapport de 1953-1954 : « *Poultry flocks declined considerably during the past year. There is a lack of interest in this type of production as small farmers claim they can make more money working in the mines*⁶⁶. »

Entre 1941 et 1951 donc, les habitants de Rayside et de Balfour délaisent les fermes pour les mines et pour d'autres types d'emplois. Les propos des répondants rapportés plus haut expliquent en partie cette situation : la ferme ne procurait pas des revenus aussi réguliers et aussi élevés que ceux des mines. L'agronome du district confirme cette situation. Il note en 1951-1952 :

Industrial development was high last year. Briefly; the KVP Company of Espanola opened a new parchment plant, INCO spent several millions on expansion and opening new mines, CIL is building a new plant to recover sulphur at Copper Cliff, the

Dominion Department of Transport is constructing a defence project at Hanmer, extension work is being done on district roads, and the Trans Canada Highway is being constructed. In addition 1952 will see the reopening of the Treadwell Yukon Mine at Chelmsford and Falconbridge Nickel has announced that they will build a refinery costing several millions. All this development has created a demand for help with the result that a very large percentage of our farmers are working and earning high salaries.

A large number of farmers are working for INCO and KVP Company. The majority are living on their farms with the most of the work being done by their families. In most cases agricultural production on these farms has been greatly reduced⁶⁷.

Cette expansion industrielle, en particulier celle des mines, a une influence considérable sur le marché du travail. En 1966, le géographe Oiva W. Saarinen affirme, à la suite d'un sondage : « *The sphere of employment of the Company was found to be as follows : to the north, as far as Cartier and Capreol; to the west, as far as Nairn; to the south, as far as Burwash and to the east as far as Hagar⁶⁸.* »

Une fois intégrés dans la société de consommation, les cultivateurs, en restant sur leurs terres, ne pouvaient plus être assurés d'avoir un niveau de vie comparable à celui qu'il était maintenant possible d'obtenir dans les villes et les villages des environs.

De plus l'agriculture commençait à exiger un niveau de spécialisation et de mécanisation que peu de cultivateurs pouvaient se permettre compte tenu des investissements que cela exigeait. Comme nous l'a expliqué un des répondants : « Y fallait que t'aïlles trop gros et pi trop de dépenses » pour pouvoir survivre comme agriculteur avec un niveau de vie relativement égal à celui des voisins.

Cette diminution de l'activité agricole se reflète, il va sans dire, dans le nombre de gens qui demeurent sur les fermes. Ainsi en 1941, 78% de la population de Balfour et 85% de celle de Rayside demeuraient sur une ferme. En 1971, 2% de la population de Balfour et 5% de celle de Rayside demeuraient sur une ferme⁶⁹. La transition s'est effectuée entre 1941 et 1961 principalement, comme l'indique le tableau 35.

Un dernier indice de la diminution de l'activité agricole est le nombre de réunions auquel participe l'agronome du district au cours d'une année. Alors que, dans les années 1940, il notait dans ses rapports annuels une dizaine de réunions dans la région de Balfour et de Rayside, en 1959-1960, il n'en note qu'une.

Dans le domaine de la production domestique, il s'effectue aussi une transition importante. Les femmes des deux premières générations de Rayside et Balfour avaient pratiqué, en grande partie, un artisanat domestique. Les

TABLEAU 35

Nombre de personnes vivant sur les fermes,
cantons de Rayside et de Balfour (1941-1971)

Cantons	1941		1951		1961		1971	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Balfour	582	78			176	9	168	2
Rayside	816	85	777	57	469	10	303	5

Source : Statistique Canada, 1941, 1951, 1961, 1971

vêtements des membres de la famille et les produits nécessaires à l'entretien de la maison étaient fabriqués à la maison.

Elle lavait le linge au moyen d'une cuve d'eau, d'une planche à laver et d'un savon domestique qu'elle faisait elle-même avec le suif de bœuf. Elle boulangeait deux fois par semaine, pétrissant une dizaine de pains à la fois. Elle faisait son beurre et le gardait salé dans des pots de grès. Les conserves de fruits et de légumes étaient préparées dans des pots de verre stérilisés et ensuite cuits à la vapeur.

Pendant la saison froide, les femmes du rang se rencontraient, piquant ensemble des couvre-pieds et s'échangeant des recettes⁷⁰.

Ce compte rendu décrit bien le genre de production domestique effectuée par les femmes de la Vallée jusqu'à la Crise. Mais, à partir de la génération des répondantes, la consommation a remplacé la production artisanale. À mesure que les hommes pouvaient compter sur un salaire régulier, que le marché des aliments et des autres produits ménagers s'est développé, que les moyens de transport se sont améliorés et que l'électricité a permis la mécanisation de la production domestique, l'artisanat a peu à peu disparu.

Les occupations

Ces changements dans la production ont eu des répercussions sur la structure des occupations des hommes et des femmes de Rayside et de Balfour.

Puisque Statistique Canada ne recommande pas de comparer la structure d'occupations de 1971 avec celle des années précédentes (la nature des occupations ayant trop changé, nous avons jugé prudent de présenter ces structures pour chacune des années même au risque d'alourdir le texte.

TABLEAU 36
Structure d'occupation, Balfour (1956 et 1968)
et Chelmsford (1956 et 1967)

Secteur d'occupation	Balfour		Chelmsford	
	1956	1968	1956	1967
Agriculture	15	10	1	~
Mines	81	80	73	75
Manufactures	~	~	1	~
Construction	2	6	1	1
Transport et communications	~	3	1	3
Commerce	~	4	6	7
Services personnels	1	3	5	3
Services professionnels	~	1	3	3
Finance	~	~	-	1
Direction	~	~	1	1
Manœuvres	~	~	4	3

Source : Rôles d'évaluation, Balfour, 1956 et 1968; Chelmsford, 1956 et 1967. On pourra aussi consulter Donald Dennie, « La propriété foncière à Chelmsford et dans le canton de Balfour », *op. cit.*

Ces tableaux font ressortir deux phénomènes : d'abord le changement dans la structure des occupations entre cette période et la précédente, ensuite l'entrée des femmes sur le marché du travail.

Jusqu'en 1940, la très grande majorité des occupations des hommes dans les cantons de Balfour et de Rayside étaient liées à l'agriculture. Les occupations des hommes de la ville de Chelmsford annonçaient en quelque sorte la transformation qui s'est opérée dans la campagne. On y retrouvait en effet des mineurs, des journaliers, des travailleurs de métier ainsi que des commerçants et des membres des professions libérales. À partir de 1941 et surtout de 1951, la structure des occupations est encore axée sur le secteur primaire; mais, au lieu d'exercer une activité agricole, les hommes sont travailleurs miniers, soit sous terre ou à la surface comme journaliers ou travailleurs de métier.

TABLEAU 37

Structure d'occupation des hommes, Chelmsford et Rayside (1961)

Catégorie d'occupation	Chelmsford		Rayside	
	N	%	N	%
Administration	37	7	39	4
Professions libérales et techniciens	14	3	21	3
Employés de bureau	9	2	25	2
Vendeurs	21	4	24	2
Services et activités récréatives	21	4	26	2
Transports et communications	37	7	65	6
Primaires	228	44	440	42
Ouvriers de métier	132	25	334	32
Manœuvres	42	8	73	7
Total	520		1047	

Source : Statistique Canada, Recensement fédéral, 1961.

TABLEAU 38

Structure d'occupation des femmes, Chelmsford et Rayside (1961)

Catégorie d'occupation	Chelmsford		Rayside	
	N	%	N	%
Administration	5	4	12	7
Professions libérales et techniciennes	33	28	29	18
Employées de bureau	21	18	29	18
Vendeuses	17	14	29	18
Services et activités récréatives	42	35	56	35
Transports et communications	2	1	1	~
Primaires	~	~	4	2
Ouvrières de métier	~	~	1	~
Manœuvres	~	~	1	~
Total	120		162	

Source : Statistique Canada, Recensement fédéral, 1961.

TABLEAU 39

Structure d'occupation des hommes, Balfour et Rayside (1971)

Catégorie d'occupation	Balfour		Rayside	
	N	%	N	%
Gérance et administration	40	2	25	2
Enseignement	30	1	5	~
Santé	10	~	5	~
Sciences naturelles, sociales, religion et arts	80	4	45	3
Travail de bureau	65	3	50	3
Vente	130	6	65	4
Services personnels	70	3	50	3
Agriculture et mines	935	42	475	30
Fabrication et traitement des matières premières	100	4	65	4
Usinage	170	8	190	12
Construction	275	12	170	11
Transports	85	4	110	7
Autres	150	7	150	9
Total	2 240		1 575	

Source : Statistique Canada, Recensement fédéral, 1971.

Les femmes avaient travaillé quelque peu à l'extérieur du foyer avant 1940, comme enseignantes ou comme domestiques. Pendant la guerre, certaines d'entre elles avaient travaillé à la mine, dans des usines de matériel de guerre, dans des magasins ou des restaurants. Après la guerre, elles sont de plus en plus nombreuses à travailler à l'extérieur; elles sont présentes dans l'enseignement, dans les services de santé, dans le domaine tertiaire, où elles occupent des postes de secrétaire, de vendeuse, de serveuse.

De nouvelles perspectives de carrière s'ouvrent donc pour les jeunes nés pendant ou après la Deuxième Guerre. Leurs parents et leurs grands-parents se trouvaient devant un choix qui était fort limité par les réalités de la formation sociale dans laquelle ils vivaient. Comme l'ont souligné plusieurs des répondants, les jeunes gens, à leur époque, allaient à l'école primaire jusqu'à la

TABLEAU 40
Structure d'occupation des femmes, Balfour et Rayside (1971)

Catégorie d'occupation	Balfour		Rayside	
	N	%	N	%
Gérance et administration	15	3	10	2
Enseignement	60	10	30	6
Santé	40	7	15	3
Sciences naturelles, sociales, religion et arts	~	~	5	1
Travail de bureau	150	25	110	24
Vente	70	12	40	9
Services personnels	130	22	100	22
Agriculture et mines	10	2	10	2
Fabrication et traitement des matières premières	10	2	~	~
Usinage	5	1	~	~
Construction	~	~	~	~
Transports	~	~	~	~
Autres	5	1	25	4
Total	600		465	

Source : Statistique Canada, Recensement fédéral, 1971.

huitième année ou à l'âge de seize ans et ensuite ils travaillaient sur la ferme ou dans les chantiers. Certains ont pu choisir de devenir mineur, menuisier ou journalier.

Pour les enfants de ces répondants, toutefois, nés dans les années 1940, les choix étaient plus variés. Certains ont opté pour la mine, car les salaires y étaient élevés, mais d'autres ont choisi des professions qui étaient alors inhabituelles.

Pour les filles des répondants, les choix étaient plus nombreux puisqu'elles pouvaient, en principe, choisir un travail à l'extérieur du foyer bien que les possibilités fussent assez limitées.

L'ouverture de la Chelmsford Valley District High School, de l'Université de Sudbury en 1957 et de l'Université Laurentienne en 1960 a permis à plusieurs enfants des répondants d'acquérir les connaissances et les capacités nécessaires pour prendre un métier qui les éloignent de la ferme et de l'activité agricole. L'ouverture de ces institutions reflète aussi le fait que les jeunes avaient la possibilité de quitter la ferme.

Au-delà des occupations et de la façon dont elles sont structurées après la Deuxième Guerre mondiale, il est nécessaire de voir qu'une nouvelle réalité apparaît, celle des classes sociales. Dans le mode de la petite production indépendante, cette structure était relativement simple. Dans les campagnes, les petits producteurs étaient plus ou moins égaux entre eux; dans la ville de Chelmsford commençait à poindre l'ombre d'une structure de classes sociales issue du mode de production capitaliste.

Dans les années 1950, la structure de classes est déjà établie dans Rayside et Balfour⁷¹. Les fils de cultivateurs deviennent massivement des travailleurs, c'est-à-dire des membres de la classe ouvrière qui, privés de la propriété réelle de leurs moyens de production, sont obligés de vendre leur force de travail pour vivre. Certains d'entre eux possèdent encore une terre et ont donc la possibilité tout au moins théorique de produire leurs moyens de subsistance. Mais pour des raisons que nous précisons bientôt, cette propriété ne permet plus de pourvoir à l'entretien d'une famille. Aussi les jeunes gens vendent-ils leur force de travail en échange d'un salaire.

Lorsque Marx a fait l'analyse de la genèse du mode de production capitaliste, il avait élaboré la loi de l'accumulation primitive selon laquelle

au fond du système capitaliste, il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive, dès que le système capitaliste s'est une fois établi; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois⁷².

La dépossession des moyens de production se fait de façons diverses; à Rayside et Balfour, elle s'inscrit dans le processus de soumission formelle de l'agriculture au capital. Le résultat de cette dépossession est la création d'une structure de classes caractéristique du mode de production capitaliste. Il est évident qu'aussi longtemps que les habitants peuvent garder leurs terres et en vivre, ils peuvent éviter la prolétarianisation. Dès qu'ils perdent leurs terres, ils

n'ont d'autre choix que de s'intégrer à la structure de classes de la formation sociale capitaliste, la plupart comme ouvriers.

Cette structure de classes comprend aussi les capitalistes, lesquels commandent les moyens de production et la force de travail de trois travailleurs ou plus; la petite bourgeoisie traditionnelle des commerçants et des cultivateurs, qui commandent les moyens de production, mais non la force de travail des membres de leur famille et de un ou deux travailleurs; la nouvelle petite bourgeoisie, un concept élaboré par Poulantzas pour désigner les gérants et les fonctionnaires qui commandent la force de travail des autres, mais qui n'ont pas la propriété des moyens de production.

Selon ce schéma, on peut dresser le portrait suivant des classes sociales à Rayside et Balfour. Parce qu'il a été impossible de savoir combien de travailleurs ont été embauchés par les divers propriétaires du capital, il a fallu combiner la classe capitaliste et la petite bourgeoisie traditionnelle.

Le fait d'inclure les fermiers dans la classe capitaliste/petite bourgeoisie traditionnelle gonfle évidemment les rangs de cette classe à Balfour en 1956. Ils ont été inclus dans cette classe parce que, dans les années 1950, ils ne peuvent plus être considérés comme de petits producteurs parcellaires ou indépendants. Le capitalisme a commencé à dominer le domaine de l'agriculture à un point tel que les fermiers doivent dorénavant être inclus dans cette classe sociale. Les enseignants et les enseignantes ainsi que les gérants ont été inclus dans la nouvelle petite bourgeoisie. On remarque cependant qu'en 1968 la plupart des fermiers sont devenus membres de la classe ouvrière.

TABLEAU 41
Structure des classes sociales, Balfour et Chelmsford

Classe sociale	Balfour		Chelmsford	
	1956 (%)	1968 (%)	1956 (%)	1968 (%)
Capitaliste/ petite bourgeoisie traditionnelle	16	4	7	8
Nouvelle petite bourgeoisie	~	~	5	3
Classe ouvrière	84	96	88	89

TABLEAU 42

Structure des classes sociales, Chelmsford et Rayside (1961),
Balfour et Rayside (1971)

Classe sociale	Chelmsford et Rayside	Balfour et Rayside
	1961 (%)	1971 (%)
Capitaliste/ petite bourgeoisie traditionnelle	7	2
Nouvelle petite bourgeoisie	~	6
Classe ouvrière	93	92

On se rend compte que la classe ouvrière constitue la classe sociale la plus importante, numériquement, dans cette structure. Elle est beaucoup plus importante à ce chapitre que dans la ville de Sudbury où les rangs de la classe capitaliste et de la petite bourgeoisie traditionnelle sont beaucoup plus considérables à la fois numériquement et proportionnellement⁷³.

Dans Rayside et Balfour, cette structure des classes sociales s'est développée graduellement après la Deuxième Guerre mondiale. Elle n'est pas nécessairement devenue partie intégrante de la conscience ou de la culture des résidents de Rayside et de Balfour, comme en témoigne cette répondante qui parle de la grève à l'INCO en 1958 :

[Quand] a commencé l'époque des grèves, euh, on n'avait, moi j'avais jamais entendu parler de ça une grève avant 1958. J'avais jamais entendu parler de ça une grève. Ben, on entendait parler que ça se passait ailleurs, mais on savait pas vraiment ce que c'était parce qu'on n'avait jamais vécu cette expérience-là. Moi je l'avais pas vécue et pis là quand on a vécu notre première grève, parce que mon mari était mineur dans c'temps-là, on a commencé à réfléchir coss qui arriverait si fallait que la grève dure trois, quatre ans. Alors on s'posait la question pis ça nous faisait réfléchir à c'point de vue-là.

Cette nouvelle structure de classes a aussi des répercussions sur le plan de l'administration municipale, comme on l'a vu avec la syndicalisation des employés municipaux de Rayside et de Balfour ainsi que la situation des concierges à l'école secondaire.

Ainsi la nouvelle structure de classes devient évidente par la présence du syndicat Mine Mill à Chelmsford. La cellule 598 du Mine Mill construit un édifice qui est inauguré le 7 septembre 1960 pour marquer la fête du Travail.

« Ce nouvel édifice de 125 000 \$ comprend une grande salle pour banquets, des bureaux, une cuisine et plusieurs autres salles qui répondent aux différents programmes récréatifs⁷⁴. »

La classe capitaliste et la petite bourgeoise, outre qu'elles sont bien représentées aux conseils municipaux de Chelmsford et de Rayside, principalement à la mairie, fondent la Chambre de commerce de la Vallée (Bleazard, Rayside, Balfour et Dowling) dès 1948.

La Caisse populaire de Chelmsford est réouverte le 11 avril 1944⁷⁵. Elle jouera un rôle fort important dans la transition des formes de propriété, comme nous le verrons plus loin. Il est difficile d'associer cette institution financière à l'une ou l'autre des classes sociales, car elle joue aussi un rôle sur le plan national. Ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, la coopérative constitue une forme de résistance à la domination du capital. Mais la caisse populaire a, de façon inattendue, grandement aidé à introduire le mode de production capitaliste dans Rayside et Balfour.

Le marché

Le passage au mode de production capitaliste est à la fois l'effet et la cause de l'avènement et du développement du marché. Tout d'abord, le marché du travail se développe à Rayside et Balfour ainsi que dans l'ensemble de la région de Sudbury. Il existait, bien sûr, avant 1940, même depuis la fin du XIX^e siècle lorsque les industries des mines et de la forêt se sont établies dans la région. Les habitants de Rayside et de Balfour s'étaient toujours insérés de façon inégale et sporadique dans ce marché. Comme on l'a vu dans le chapitre 3, ils vendaient pour un temps leur force de travail aux capitalistes propriétaires des compagnies forestières ou minières afin de combler le manque à gagner. Mais après la Crise et le début de la Deuxième Guerre mondiale, ils s'intègrent au marché du travail de façon permanente. La demande de main-d'oeuvre à l'INCO assure aux cultivateurs un débouché stable et permanent pour la vente de leur force de travail. De plus, comme les tableaux précédents l'ont montré, les femmes commencent à s'intégrer à ce marché.

Pourquoi cet abandon des fermes et cette entrée massive sur le marché du travail? Bien sûr, la demande est un facteur important. Mais il faut aussi noter que les campagnes de Rayside et de Balfour avaient atteint un point de saturation, c'est-à-dire que les terrains disponibles pour l'agriculture n'étaient plus assez nombreux pour accommoder tous les fils de cultivateurs. Les fils de cultivateurs ne disposaient plus de terre assez étendue pour obtenir une production susceptible de satisfaire le marché urbain qui se développait dans le sillon de l'industrie minière.

L'agronome du district de Sudbury avait noté dans son rapport de 1955-1956 : « *Industrial expansion continued in 1955 and will continue for several years to come. The building of new townsites is providing excellent markets for farmers*⁷⁶. »

Le marché exigeait que la ferme se mécanise et s'industrialise, un peu à l'image de l'industrie minière, afin de répondre aux exigences des marchands et du marché d'alimentation urbain. Ce dernier était de plus en contrôlé par les chaînes d'alimentation qui s'étaient établies dans la région de Sudbury après 1928. Celles-ci cherchaient un approvisionnement régulier de produits agro-alimentaires afin de desservir un marché sans cesse croissant. Pour ce faire, les cultivateurs devaient accroître leur production, donc agrandir leurs terres et acquérir de la machinerie. Comme l'a dit un répondant déjà cité : « Il fallait qu'ils deviennent gros. »

Certains cultivateurs qui se sont spécialisés dans la culture de la pomme de terre, du foin et dans l'industrie laitière ont réussi à s'intégrer à ce marché, à se soumettre aux règles du capitalisme marchand. Mais pour la plupart, les conditions matérielles ne le permettaient pas et ils n'ont pas eu d'autre choix que de vendre leur force de travail. Ainsi l'accaparement complet des terres par le capitalisme a pris une vingtaine d'années et s'est fait par le jeu du marché.

La croissance du marché de l'alimentation accompagne la « commodification » de la production domestique.

Cette transition se reflète aussi dans la propriété foncière, qui elle aussi change de forme et de vocation.

La propriété

Le tableau 33 montre que le nombre d'acres cultivés dans Rayside et Balfour avaient diminué. Les rôles d'évaluation sont également éloquentes à cet égard. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la terre servait principalement à la culture de l'avoine, du foin et d'autres céréales et à la pomme de terre. Après la Guerre, la terre devient davantage un terrain sur lequel on construit des maisons unifamiliales. Le tableau 43 témoigne de ce changement dans l'usage de la terre dans le canton de Balfour. (Il faut se rappeler que les rôles d'évaluation du canton de Rayside n'existent plus ou tout au moins ne sont pas disponibles.)

Pour les fins de l'analyse, les terres de Balfour ont été classées en neuf catégories afin de démontrer l'évolution de leur distribution de 1911 à 1968. Le tableau 43 démontre assez nettement que la distribution des terres selon leur superficie demeure assez constante jusqu'en 1940, c'est-à-dire que les terres moyennes de 50 à 200 acres sont les plus nombreuses. Après 1940, la

TABLEAU 43
Structure de la propriété foncière, Balfour (1911-1968)

Nombre d'acres	1911		1921		1931	
	N	%	N	%	N	%
Moins de 1	5	3	7	3	2	1
1-49	8	4	17	8	32	12
50-99	54	30	69	31	87	32
100-149	19	11	35	16	26	10
150-199	66	37	77	34	90	34
200-249	10	6	5	2	7	3
250-299	~	~	2	1	2	1
300-349	18	10	11	5	22	8
350 et plus	~	~	1	~	~	~
Total des propriétaires	180	100	224	100	268	100

Nombre d'acres	1940		1951		1968	
	N	%	N	%	N	%
Moins de 1	26	9	17	5	516	58
1-49	32	11	54	17	131	15
50-99	87	29	91	29	104	12
100-149	34	11	33	11	30	3
150-199	90	30	85	27	89	10
200-249	8	3	8	3	3	~
250-299	5	2	5	2	2	~
300-349	18	6	18	6	11	1
350 et plus	1	~	1	~	~	~
Total des propriétaires	301	100	312	100	886	100

Source : Rôles d'évaluation, Canton de Balfour, 1911-1968.

LA TRANSITION

distribution commence à changer : le nombre de petites propriétés augmente de façon substantielle, surtout en 1968, afin d'accueillir un plus grand nombre de propriétaires. Ce tableau confirme donc la tendance déjà notée suivant laquelle le nombre d'acres servant à la culture baisse continuellement. En 1968, plusieurs terres ont été divisées en petits lopins pour permettre la construction de maisons unifamiliales. La division s'amorce après la Crise et se poursuit à un rythme de plus en plus rapide après la guerre. Cette division des terres, accompagnée du changement dans la structure des occupations, répond à la saturation démographique qui s'est manifestée dans les années 1940.

Au début du siècle comme avant la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des terres sont divisées en portions de 80, 160 et 320 acres. Le nombre de terres ainsi divisées augmente jusqu'en 1931 et diminue ensuite pour permettre la division en de plus petites unités. Le nombre des grandes terres de 320 acres est en diminution constante à partir de 1940.

TABLEAU 44

Nombre et pourcentage de terres divisées en parts de 80, 160 et 320 acres, canton de Balfour (1911-1968)

Nombre d'acres	1911		1921		1931	
	N	%	N	%	N	%
80	38	32	62	43	57	40
160	63	53	72	50	69	48
320	18	15	10	7	17	12
Total	119	100	144	100	142	100

Nombre d'acres	1940		1951		1968	
	N	%	N	%	N	%
80	52	38	46	37	40	39
160	71	52	68	54	56	54
320	13	10	12	9	7	7
Total	136	100	126	100	103	100

Sources : Rôles d'évaluation, Canton de Balfour, 1911-1968.

Il est possible d'utiliser un autre indice pour démontrer le changement dans l'usage de la terre après la Deuxième Guerre mondiale. Pour arriver au total de l'évaluation, les rôles distinguent entre la valeur des propriétés et la valeur des bâtiments qui y sont érigés. Cette distinction permet de voir que la transition dans l'usage de la terre dans le canton de Balfour se fait dans les années 1950. Le tableau 45 reproduit les chiffres des rôles d'évaluation de 1916 à 1968. Dans la première moitié du siècle, la valeur de la propriété foncière a toujours été plus importante que celle des bâtiments, mais après 1950, le rapport s'inverse.

Les rapports annuels des greffiers de Rayside, Balfour et Chelmsford remis au ministère des Affaires municipales montrent aussi la transition dans la fonction de la terre de 1945 à 1971⁷⁷.

Le tableau 46 montre de façon éloquente que la ferme perd de plus en plus de son importance dans Rayside et Balfour. Le secteur résidentiel et le secteur professionnel et commercial deviennent les sources principales de l'impôt foncier.

TABLEAU 45
Valeur des propriétés et des bâtiments
et total de l'évaluation foncière, Balfour (1916-1968)

Année	Propriétés		Bâtiments		Total \$
	\$	%	\$	%	
1916	160 175	81	36 450	19	183 535
1921	149 100	79	40 175	21	191 275
1926	137 225	84	35 450	16	162 525
1931	201 750	79	52 365	21	254 115
1936	179 275	81	42 050	19	221 325
1940	162 557	79	44 195	21	206 752
1946	227 590	85	41 220	15	268 810
1951	218 506	82	49 498	18	268 004
1956	221 574	33	447 778	67	669 352
1968	895 965	43	1 188 261	57	2 084 226

Source : Rôles d'évaluation, Canton de Balfour, 1911-1968.

LA TRANSITION

TABLEAU 46

Valeur et pourcentage de l'évaluation foncière,
Rayside, Balfour et Chelmsford (1945-1971)

Type d'évaluation	Rayside							
	1945		1955		1965		1971	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Résidentiel	42 220	28	507 112	57	2 363 855	70	3 271 840	70
Professionnel et commercial	2 654	2	16 688	2	448 375	13	425 340	10
Manufacture	~	~	~	~	~	~	32 445	~
Ferme	102 936	70	363 592	39	527 955	17	196 380	10
Total	147 810	100	887 392	100	3 425 645	100	4 079 370	100

Balfour								
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Résidentiel	1 075	1	27 025	13	659 206	59	4 853 465	73
Professionnel et commercial	4 865	3	10 406	5	80 715	7	759 425	11
Manufacture	~	~	~	~	26 080	2	691 885	10
Ferme	154 069	96	158 904	82	193 776	32	291 010	6
Total	160 209	100	200 899	100	1 114 349	100	6 632 975	100

Source : Clerk's General Returns, Rayside et Balfour, 1945-1971, Ministère des Affaires municipales, APO, RG-142, TB 43, TB 566, TB 1287, TB 1493, TB 1857, TB 1860, TB 1871, TB 1879.

L'usage de la terre change donc parallèlement à la transition de la formation sociale.

La terre est devenue dans ce rapport de production une réalité seulement matérielle et économique et sa propriété s'est dépouillée de tous les attributs politiques et idéologiques qui faisaient la substance des formes précises de la terre⁷⁸.

Dans la période de l'après-guerre, le nombre de propriétaires absents, soit des compagnies minières ou des propriétaires originaires de Sudbury, augmente. De plus on retrouve aussi, principalement à Chelmsford, une concentration de la propriété relativement plus forte. Cette concentration est plus marquée à Chelmsford que dans la campagne de Balfour où, excepté pour les

propriétés acquises par les compagnies minières à partir des années 1960, la propriété est distribuée plus ou moins également entre de nombreux petits propriétaires. Le phénomène de la concentration des propriétés dans les mains d'un seul individu est beaucoup plus prononcé à Chelmsford.

En 1938, certains marchands de Chelmsford et de Sudbury sont propriétaires de plusieurs lots. Deux frères d'une même famille de Chelmsford possèdent à eux seuls quatorze propriétés. Deux autres marchands et frères de Sudbury en ont cinq. Ainsi les six marchands inscrits sur les rôles possèdent 21 propriétés. Un autre individu, inscrit comme « gentleman », détient six propriétés.

En 1956, le phénomène de la concentration s'est quelque peu répandu. Le marchand qui avait six propriétés en 1938 et qui est à la retraite en 1958 en possède maintenant 14. Son frère en a encore six. Deux entrepreneurs en construction et un vendeur en ont cinq chacun, un mineur en a trois, et un homme à la retraite six.

La concentration des propriétés s'accroît en 1967. En plus d'une dizaine d'individus qui possèdent plus de 10 propriétés, ce sont surtout des entreprises telles que Chelmsford Development, Nickel Belt Lease Holds, Norite Builders, Wembley Construction et Wabi Iron Works qui ont acquis des centaines de propriétés. Cette concentration s'explique par le développement urbain sans précédent que connaît la ville de Chelmsford depuis 1950. Il n'est pas surprenant, dans une telle conjoncture, que des individus et des compagnies se soient livrés à une certaine forme de spéculation foncière en achetant de nombreuses propriétés. C'est un comportement qui ne s'observait pas dans l'autre type de formation sociale.

Il est donc évident que la terre à Chelmsford et à Azilda a un usage qui diffère grandement de celui que l'on peut voir dans le canton de Balfour, du moins jusque dans les années 1950.

L'acquisition et la transmission

L'analyse des données du cadastre du district de Sudbury révèle que la majorité des transactions immobilières dans Rayside et Balfour ont lieu après 1940, ce qui témoigne encore une fois d'un nouvel usage de la propriété foncière. En effet, 64,5% des transactions ont lieu dans la période 1940-1970. Comme l'indique le tableau 47, ces transactions se sont faites principalement durant les années 1950, époque où les terres agricoles avoisinant les centres urbains de Chelmsford et d'Azilda sont converties en terrains domiciliaires.

Sitôt jetée dans la concurrence, elle [la terre] en subit les lois, comme toute autre marchandise qui y est toujours soumise. Elle devient instable, diminue et aug-

LA TRANSITION

mente, passe de l'un à l'autre, et nulle loi ne peut plus la retenir entre des mains prédestinées. La conséquence immédiate en est l'éparpillement entre de nombreuses mains⁷⁹.

Au cours de cette période, la vente demeure toujours le mode de transmission et d'acquisition le plus fréquent, plus de 60% des transmissions de propriété foncière étant faites de cette façon.

Le don conserve son importance surtout dans les années 1950-1959, à l'époque où les propriétés sont morcelées. Il s'agit vraisemblablement d'un mode de transmission qui permet d'établir les jeunes ménages issus des familles de cultivateurs, dont les fils s'intègrent à la classe ouvrière.

Le phénomène du don s'apparente étrangement par son importance au phénomène de la transmission par succession qui domine l'ensemble des modes de transmission après 1960. L'importance des transmissions de propriétés par voie de succession est alors fortement marquée : environ 62% des transmissions de propriétés par succession ont eu lieu durant les années 1950

TABLEAU 47
Mode de transmission et d'acquisition des propriétés,
Rayside et Balfour (1940-1970)

Décennie	Don	Vente	Patente	Taxe	Cession testamentaire	Total
1940-1949	155	531	4	26	114	830
	18,7	63,9	0,0	0,3	13,7	
	23,0	24,1	36,3	66,6	19,7	23,7
1950-1959	383	1 468	5	9	256	2 121
	18,0	69,2	0,0	0,0	12,1	
	56,9	66,8	45,4	23,0	44,1	60,6
1960-1970	135	199	2	4	210	550
	24,5	36,2	0,0	0,0	38,2	
	20,0	0,9	18,2	10,2	36,2	15,7
Total	673	2 198	11	39	580	3 501
	19,2	62,8	0,3	1,1	16,6	

Source : Bureau d'enregistrement des titres, district de Sudbury.

et 1960. Le vieillissement des agriculteurs explique en partie ce phénomène. En 1950, Rayside et Balfour en sont à leur troisième génération d'habitants depuis l'arrivée des pionniers dans les années 1880-1890.

Enfin la lettre patente, un mode de transmission qui était privilégié avant 1910, n'est plus utilisée après 1940.

Les obligations contractées sur la propriété témoignent de la transformation dans la vocation sociale des terres, comme le montre le tableau 48.

L'hypothèque est largement le principal droit sur la propriété avant et après 1940. Son rôle devient prépondérant durant les années 1950 et 1960. Dans la période 1950-1959, l'hypothèque représente plus de 70% de toutes les obligations et 82% après 1960. Quarante pour cent de tous les prêts hypothécaires sont contractés au cours de ces décennies. Ce pourcentage élevé témoigne du *boom* immobilier qu'ont connu les cantons de Rayside et de Balfour à partir des années 1950 et d'un changement de vocation de la pro-

TABLEAU 48
Types d'obligations sur les propriétés,
Rayside et Balfour (1940-1970)

Décennie	Hypothèque	Assistance agricole	Sûreté	Caution	Total
1940-1949	192	~	21	121	334
	57,5	~	6,3	36,2	
	22,2	~	25,0	39,8	26,7
1950-1959	497	1	51	158	707
	70,3	0,1	7,2	22,3	
	57,8	100,0	60,7	52,0	56,6
1960-1970	172	~	12	25	209
	82,3	~	5,7	12,0	
	20,0	~	14,3	8,2	16,7
Total	861	1	84	304	1 250
	68,9	0,0	6,7	24,3	

Source : Bureau d'enregistrement des titres, district de Sudbury.

priété foncière. C'est également un indice de l'importance que prend le capital désormais plus disponible, mais aussi davantage l'instrument des échanges immobiliers.

Ce qui illustre encore plus le passage de la production agricole à une urbanisation grandissante, c'est le déclin dramatique de l'assistance agricole. La tendance était déjà à la baisse pendant la Crise et elle se confirme après 1940.

Quant aux sûretés et aux servitudes, liées à la propriété, elles suivent de près les tendances du marché immobilier et augmentent au cours des années 1950 alors qu'on remarque une nette surreprésentation par rapport à la moyenne des transactions obligataires. La comparaison révèle en effet que, durant cette période, proportionnellement plus de sûretés et de servitudes ont été contractées par rapport à l'ensemble des obligations ayant eu cours, soit 33% comparativement à 24%. Ce fait suggère l'importance des servitudes qui permettent l'établissement d'un réseau de services publics (routes, aqueduc), nécessaire dans une agglomération urbaine.

La caution, qui avait été souvent utilisée au cours des décennies 1910 et 1920 lorsque les industries minières ont connu une expansion, compte pour le quart des obligations émises au cours de la période 1940-1970. Elle est relativement plus présente au cours des années 1940 alors que les compagnies minières sont encore très actives.

Lorsqu'on analyse les types d'agents obligataires, on remarque que les institutions financières et surtout la Caisse populaire fondée vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale occupent de plus en plus le devant de la scène. Le rôle accru de la Caisse, surtout au cours des années d'expansion, montre à la fois la conséquence inattendue de l'implantation de ce genre d'établissement financier dans la transition vers un mode de production capitaliste ainsi que le lien qui s'est vite établi entre la population et cette institution nationaliste. Par rapport à l'ensemble des activités obligataires au cours des décennies 1940 et 1950, soit respectivement 12,4% et 27,1% de toutes les obligations depuis 1890, les activités liant un propriétaire à sa caisse représentent près du double, c'est-à-dire respectivement 24,6% et 59,4%. On note particulièrement une baisse du nombre des obligations contractées auprès des banques et des individus autres que les vendeurs au cours des années 1950. La relation obligataire personnelle passe, pour ainsi dire, des individus à la caisse populaire. Peu à peu, les banques et la caisse populaire se partagent le marché du prêt hypothécaire.

Les vendeurs de la propriété et les prêteurs sont encore présents, mais ces derniers le deviennent beaucoup moins après 1960. Les obligations contractées auprès du vendeur deviennent proportionnellement plus nombreuses à

TABLEAU 49
Agents obligataires, Rayside et Balfour (1940-1970)

Décennie	Banque	Caisse	Vendeur	Individu	Agence	Mine	Total
1940-1949	25	63	33	187	1	43	352
	7,1	17,9	9,4	53,2	0,3	12,2	
	24,3	25,7	13,0	34,0	10,0	23,0	26,1
1950-1959	50	152	143	320	6	96	767
	6,5	19,8	18,6	41,7	0,8	12,5	
	48,5	62,0	56,5	58,3	60,0	51,3	56,9
1960-1970	28	30	77	42	3	48	228
	12,3	13,2	33,8	18,4	1,3	21,1	
	27,2	12,2	30,4	7,7	30,0	25,7	16,9
Total	103	245	253	549	10	187	1 347
	7,6	18,2	18,8	40,8	0,7	13,9	100,0

Source : Bureau d'enregistrement des titres, district de Sudbury.

partir de 1950, ce qui témoigne sans doute du fractionnement des terres et, par conséquent, de l'accumulation d'un capital foncier par les propriétaires de grands terrains.

Les organismes gouvernementaux perdent leur rôle dans ce domaine, du fait du déclin de l'assistance agricole. Par contre, les mines sont toujours actives dans le domaine des cautions, principalement après 1960.

Le tableau 50 montre que les institutions, surtout minières mais aussi gouvernementales, acquièrent de plus en plus de propriétés. Le fait que les institutions sont de plus en plus représentées au chapitre de la possession de titres de propriété est en grande partie le résultat d'expropriations massives de terrains, entre 1943 et 1945, pour permettre l'établissement d'un réseau routier et la construction d'écoles. Le réseau routier continue de se développer durant la décennie suivante.

De 1950 à 1959, l'INCO achète bon nombre de terrains, des droits miniers sous-terrains et d'autres droits de passage pour pouvoir continuer, entre autres, à émettre de la fumée de soufre. D'autres compagnies minières,

TABLEAU 50

Détention des titres de propriété, Rayside et Balfour (1940-1970)

Décennie	Institution	Individu	Total
1940-1949	299	813	1 112
	26,9	73,1	
	30,1	24,3	25,6
1950-1959	477	2 052	2 529
	18,9	81,1	
	48,0	61,3	58,3
1960-1970	216	483	699
	30,9	69,1	
	21,8	14,4	16,1
Total	992	3 448	4 340
	22,9	77,1	100,0

Source : Bureau d'enregistrement des titres, district de Sudbury.

telles Ontario Pyrites, Giant Yellowknife, Consolidated Sudbury Basin Mines, sont aussi actives dans ce domaine. On assiste aussi à l'achat de nombreuses parcelles de terrain par des compagnies de services publics, comme Bell et Hydro Ontario.

En somme, après 1940, le terrain change de vocation. Il sert de moins en moins à l'activité agricole et de plus en plus à l'établissement de demeures unifamiliales ainsi qu'à la construction de services publics, tels des routes, des aqueducs et des lignes de transmission électrique. Le terrain n'est plus le soutien et l'objet de survivance de la famille et encore moins d'une formation sociale et devient graduellement l'objet d'une certaine accumulation de capital et de l'établissement de demeures unifamiliales.

Les rapports de propriété et de production

Les changements notés dans la propriété se reflètent aussi dans le domaine des rapports qui se nouent à partir de la propriété foncière.

On remarque tout d'abord que les possesseurs de propriétés familiales sont de plus en plus l'homme et la femme. Au niveau formel et légal tout au moins, la femme devient de plus en plus propriétaire et copropriétaire.

Ce changement permet, entre autres, l'élection de Melvina Labine comme mairesse de Rayside au début des années 1960. Jusqu'à un certain point, il est permis d'affirmer qu'elle constitue le symbole de cette transformation dans les rapports de propriété entre hommes et femmes. Il faut noter toutefois qu'elle est la seule femme élue à l'un des trois conseils municipaux au cours de toute cette période.

L'importance croissante des institutions comme possesseurs ou comme agents obligataires de titres de propriété indique de plus la force que prennent les entreprises par rapport aux individus dans ce nouveau type de formation sociale fondé sur l'accumulation du capital. De plus en plus, les entreprises privées dans les domaines des mines, de la construction immobilière, de la spéculation foncière, de la finance et les organismes publics comme les conseils municipaux, les conseils scolaires, les ministères provinciaux et fédéraux se portent acquéreurs de propriétés dans Rayside et Balfour. Par conséquent, la part majoritaire détenue par les individus dans le mode de la petite production parcellaire s'amenuise graduellement.

Un autre indice de ce changement dans les rapports de propriété est le nombre de propriétaires et de locataires. Dans les agglomérations urbaines surtout, la proportion de locataires augmente considérablement. Ainsi à Chelmsford, les rôles d'évaluation révèlent que la proportion de locataires atteint 58% en 1968, comparativement à 39% en 1956. En 1938, à la fin de la Crise, il y avait 52% de locataires à Chelmsford. À mesure que les rangs de la classe ouvrière grossissent et que la situation économique devient difficile, le nombre de locataires augmente.

Ce changement dans les rapports de propriété accompagne celui qui se dessine dans les rapports de production.

En principe, les rapports de production patriarcaux qui réglaient le travail sur la ferme, y compris la production domestique, sont remplacés par des rapports capitalistes dans lesquels le travailleur vend sa force de travail au propriétaire du capital en échange d'un salaire. Ce rapport implique, dans le travail quotidien, une surveillance et une direction de la part du patron ou de ses adjoints, ce qui n'était pas le cas sur la ferme. Il implique aussi que le produit du travail n'est plus la propriété du producteur direct, ce qui n'était certes pas le cas pour le petit producteur indépendant. Les cultivateurs et les fils de cultivateurs ont vécu cette transition comme une libération de l'incertitude financière que créait la petite production indépendante. Les propos des répondants et des répondantes qui ont été rapportés précédemment en sont un témoi-

gnage éloquent. C'est là le vécu conscient. Mais sur le plan structural, il reste que le salaire représente aussi la perte de l'indépendance, la perte de la propriété du produit du travail.

En ce qui a trait aux rapports de production domestique, l'homme domine toujours. Le fait qu'il est le principal sinon l'unique gagne-pain lui assure le droit de refuser des tâches qu'impose la reproduction domestique. L'homme ne s'occupe pas de l'entretien ménager et n'élève pas les enfants. Lorsque la femme a un travail salarié, le salaire qu'elle reçoit est moindre que celui de l'homme; et en plus de son travail à l'extérieur du foyer, elle doit assumer presque seule l'entretien de la maison et l'éducation des enfants⁸⁰.

La distinction entre le public et le privé qui marquait la formation sociale précédente est toujours en vigueur. Les documents liés à la vie des conseils municipaux, des conseils scolaires, en somme à la vie politique et publique, sont remplis de noms d'hommes. Les seules femmes mentionnées sont celles qui sont actives dans les organismes paroissiaux ou de charité.

Il est donc juste de conclure que l'ère patriarcale de la petite production indépendante subit un changement au niveau formel et légal dans la formation sociale capitaliste. Les femmes peuvent acquérir une propriété et avoir un travail rémunéré, mais les hommes continuent de dominer. On pourrait donc qualifier les rapports de propriété et de production, ainsi que la structure de domination, dans cette formation sociale, de « néo-patriarcaux »⁸¹.

But what exactly is patriarchal about neo-patriarchy? What conditions warrant the continued use of the language of patriarchy to describe contemporary social relations between the sexes? The concept of neo-patriarchy implies both a break with the past and the reconstitution of male authority in a new form. It implies, by way of negation, that some features of traditional patriarchy are no longer operative. With the advent of industrial capitalism, the walls dividing the private from the public sphere were breached.

But the concept of neo-patriarchy also implies a link between past and present that warrants the continued use of the term « patriarchy » to describe contemporary gender relations. In the domestic sphere, a sufficient condition for retaining the language of patriarchy to describe relations among household members would be the exclusive, or almost exclusive, exercise of executive power over household resources by a senior male. The residues of traditional patriarchy are also evident in domestic practices that privilege men's participation in public life over that of their female partners⁸².

La transition dans les rapports de production domestique que l'on connaît dans les sociétés postindustrielles ne fait qu'apparaître timidement dans la formation sociale capitaliste qui s'amorce à Rayside-Balfour.

Ce « néo-patriarcat » signifie donc que la femme acquiert un statut différent. Il faut noter que le fait de commencer à vendre sa force de travail

l'insère dans la sphère publique. Mais elle y occupe encore une place restreinte qui l'oblige à exécuter des tâches semblables à celles de la sphère privée et familiale qui comporte un salaire modeste. Elle commence aussi à avoir la possibilité d'occuper une place au sein de la sphère politique comme le démontre l'exemple de la mairesse Melvina Labine.

Ce qu'on remarque dans cette nouvelle formation sociale, c'est que la femme, sans atteindre le même niveau que l'homme, occupe une place plus importante que dans la formation sociale précédente. Un indice de cette transition se retrouve dans le nom que prend la femme par le mariage, nom qui est toujours celui de son mari. Toutefois, dans cette formation sociale, on ne rencontre plus de cas où la femme perd complètement son identité. Dans la nouvelle formation sociale, la femme garde tout au moins son prénom. C'est là un indice mineur, il faut bien en convenir, mais il s'agit tout de même d'un changement à noter.

La nouvelle formation sociale qui est apparue à Rayside et Balfour après 1940 se distingue aussi par un accroissement de la domination rationnelle et légale déjà notée au chapitre 3.

On a souligné plus haut la rationalisation croissante des opérations des conseils à compter des années 1950, surtout de Chelmsford et de Rayside. Cette domination s'exprime par l'appropriation d'un surproduit, qui est celui de l'impôt foncier. À partir de 1940, le taux de ce surproduit augmente sans cesse comme le montre le tableau 51.

Dans les trois municipalités, les impôts fonciers sont de trois à cinq fois plus élevés. La plus grosse augmentation a eu lieu à Chelmsford à cause des travaux publics (aqueduc et égouts) et des frais de gestion des écoles. Pour avoir une idée plus précise de l'ampleur de ce surproduit que s'approprie l'État, il aurait fallu calculer les impôts des gouvernements provincial et fédéral, mais cela aurait débordé le cadre de cette étude.

En dernière instance, l'augmentation de ce surproduit est le résultat de la domination réelle du capital qui se subordonne la plupart des dimensions de la vie des résidents et des communautés.

Cette forme de soumission a lieu avec la naissance de la grande industrie et du machinisme concomitant qui transforment et subordonnent toutes les formes de production antérieures et toutes les anciennes branches de la production artisanale, industrielle et agricole.

Avec elle [la soumission réelle], une révolution totale et sans cesse renouvelée s'accomplit dans le mode de production lui-même, dans la productivité du travail et dans les rapports entre le capitaliste et le travailleur. On voit apparaître dans le processus du travail tous les changements que nous avons analysés plus haut. Les forces productives du travail social se développent sur une grande échelle, en

TABLEAU 51
Impôt foncier per capita
 dans les cantons de Balfour et Rayside et dans la ville de Chelmsford
 (1945-1970)

Rayside	1945	1950	1955	1960	1965	1970
Total de l'impôt (\$)	10 598	15 638	51 078	163 848	287 164	266 456
Population	799	979	2 371	4 055	5 202	5 837
Impôt per capita (\$)	13,18	15,98	21,54	40,41	55,20	45,65
Balfour	1945	1950	1955	1960	1965	1970
Total de l'impôt (\$)	9 336	15 090	30 938	56 076	110 726	541 082
Population	635	665	1 069	1 658	2 043	7 639
Impôt per capita (\$)	14,70	22,69	28,94	33,82	54,20	70,83
Chelmsford	1945	1950	1955	1960	1965	1970
Total de l'impôt (\$)	9 011	22 036	72 597	105 264	160 761	
Population	761	994	1 666	2 325	2 605	
Impôt per capita (\$)	11,84	22,17	43,58	45,27	61,71	

Source : Treasurer's et Clerk's Returns, Rayside, Balfour et Chelmsford, *op. cit.*, 1945-1970.

même temps que la science et la technique sont appliquées à la production immédiate. D'une part, se constituant désormais dans sa spécificité, le mode de production capitaliste crée un nouveau type de production matérielle; d'autre part, cette transformation matérielle constitue la base du développement du système capitaliste, dont la forme adéquate correspond par conséquent à un niveau déterminé de l'accroissement des forces productives du travail⁸³.

Cette soumission réelle signifie, pour l'ensemble de la formation sociale, que tous ses aspects – tout au moins ses aspects principaux – sont dorénavant réglés par la logique du capital et de la grande industrie. Dans Rayside-Balfour, la grande industrie minière détermine certes les autres « branches » de la société. Elle détermine le fonctionnement de la branche financière depuis l'implantation des banques au début du siècle et même des caisses populaires

depuis la Deuxième Guerre mondiale. En ce qui a trait à la branche commerciale, elle la détermine par le biais de la grandeur et du volume du marché, depuis l'établissement des chaînes de magasins alimentaires et de vêtements. Sur le plan agricole, les lois du marché alimentaire veulent que la production dans ce domaine se fasse sur une échelle beaucoup plus grande, nécessitant une spécialisation et une mécanisation qu'a permises l'électrification de la région en 1947. En ce qui a trait à la production domestique, sa « commodification » depuis les années 1940 est un gage de sa soumission à la logique du capital et au marché des produits ménagers. En somme, dans presque tous les domaines, la soumission réelle au capital est un fait incontournable. Ce qui ne signifie pas que certains domaines n'ont pas conservé des éléments traditionnels de l'ancienne formation sociale ou qu'ils n'ont pas survécu, comme le patriarcat, en se transformant.

Il est possible d'entrevoir à la fois cette transition et cette conservation, dans les domaines de la famille et de la parenté, lesquels sont des aspects importants de la population de Rayside et de Balfour.

III - LA POPULATION

De 1890 à 1940, la population de Rayside et de Balfour (y compris celle de Chelmsford) est demeurée relativement stable, l'augmentation se faisant de façon naturelle. Cette population était composée d'un vaste réseau de familles et de parenté qui en constituait le substrat matériel et social; ce réseau était formé, pour sa part, d'un ensemble de petits producteurs agricoles indépendants ou parcellaires, tous plus ou moins égaux. L'exception à ce portrait démographique se trouvait dans la ville de Chelmsford où existait en germe une structure de classes sociales, soit une petite bourgeoisie commerciale, quelques artisans et quelques membres de la classe ouvrière.

C'est ce germe qui s'est développé après 1940 et qui a remplacé la structure sociale de petits producteurs. En effet, ce qui caractérise la population de Rayside et de Balfour après la Deuxième Guerre mondiale, c'est cette éclosion de la classe ouvrière dont les membres vendent leur force de travail aux propriétaires du grand capital minier. Il y a aussi, dans les milieux urbains de Chelmsford et d'Azilda, une petite bourgeoisie ainsi qu'une bourgeoisie d'entrepreneurs en construction, de commerçants, de professionnels bien que cette classe ne soit pas très importante numériquement.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, cette structure de classes n'a pas nécessairement été intégrée à la conscience des résidants de Rayside et de Balfour, mais elle a été tout de même un élément essentiel dans leur vie quotidienne, que ce soit au travail ou à la maison.

Cette structure de classes est apparue en premier lieu dans les milieux urbains. Les travailleurs ont établi leur famille dans les nouveaux secteurs résidentiels et les commerçants, les entrepreneurs et les membres des professions libérales y ont ouvert des bureaux et des boutiques.

En plus de cette structure de classes, une autre caractéristique de cette population est son aspect urbain. Autant la formation sociale de petits producteurs indépendants était rurale, autant la nouvelle formation sociale capitaliste est marquée par l'urbanisation. Ce sont d'ailleurs ces deux phénomènes – structure de classes et surtout émergence de la classe ouvrière ainsi que l'urbanisation – qui sous-tendent la croissance assez remarquable de la population de Rayside et de Balfour.

Le tableau 52 montre bien cette expansion de la population après 1940.

De 1901 à 1941, la population totale de Rayside, Balfour et Chelmsford n'avait augmenté que de la moitié, soit de 1 750 à 2 614. La croissance la plus marquée, 25 %, avait eu lieu de 1921 à 1931, dans une décennie de prospérité. Toutefois, entre 1941 et 1971, le taux de croissance a été de 491 %. La décennie de 1951 à 1961 a connu une augmentation de 182 %, ce qui explique le nombre élevé de transmissions des propriétés foncières ainsi que l'importance des travaux publics.

Cette croissance de la population a lieu en très grande partie dans les milieux urbains de Chelmsford et d'Azilda, comme l'indique le tableau 52. En

TABLEAU 52
Population de Rayside, Balfour, Chelmsford et Azilda
(1941-1971)

	Rayside	Balfour	Chelmsford	Azilda
1941	962	747	905	~
1951	1 357	724	1 210	~
1961	4 820	1 907	2 559	2 929**
1971	6 340	9 110	7 501*	3 790**

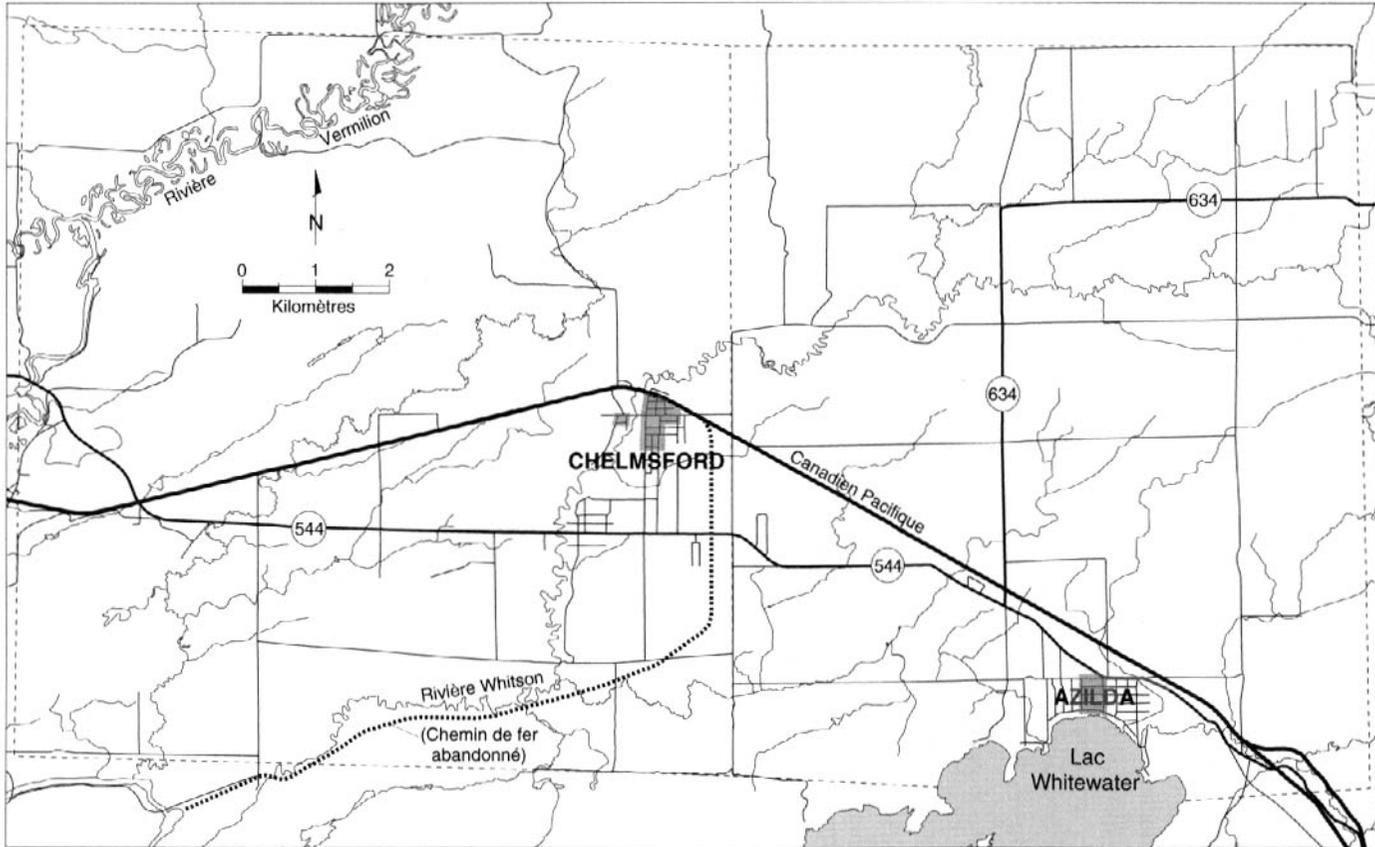
* Cette statistique doit être incluse dans celle de la population de Balfour, car le canton de Balfour et la ville de Chelmsford ont été fusionnés en 1968.

** Ces statistiques sont aussi incluses dans celles de la population de Rayside.

Source : Recensements du Canada, 1941, 1951, 1961, 1971.

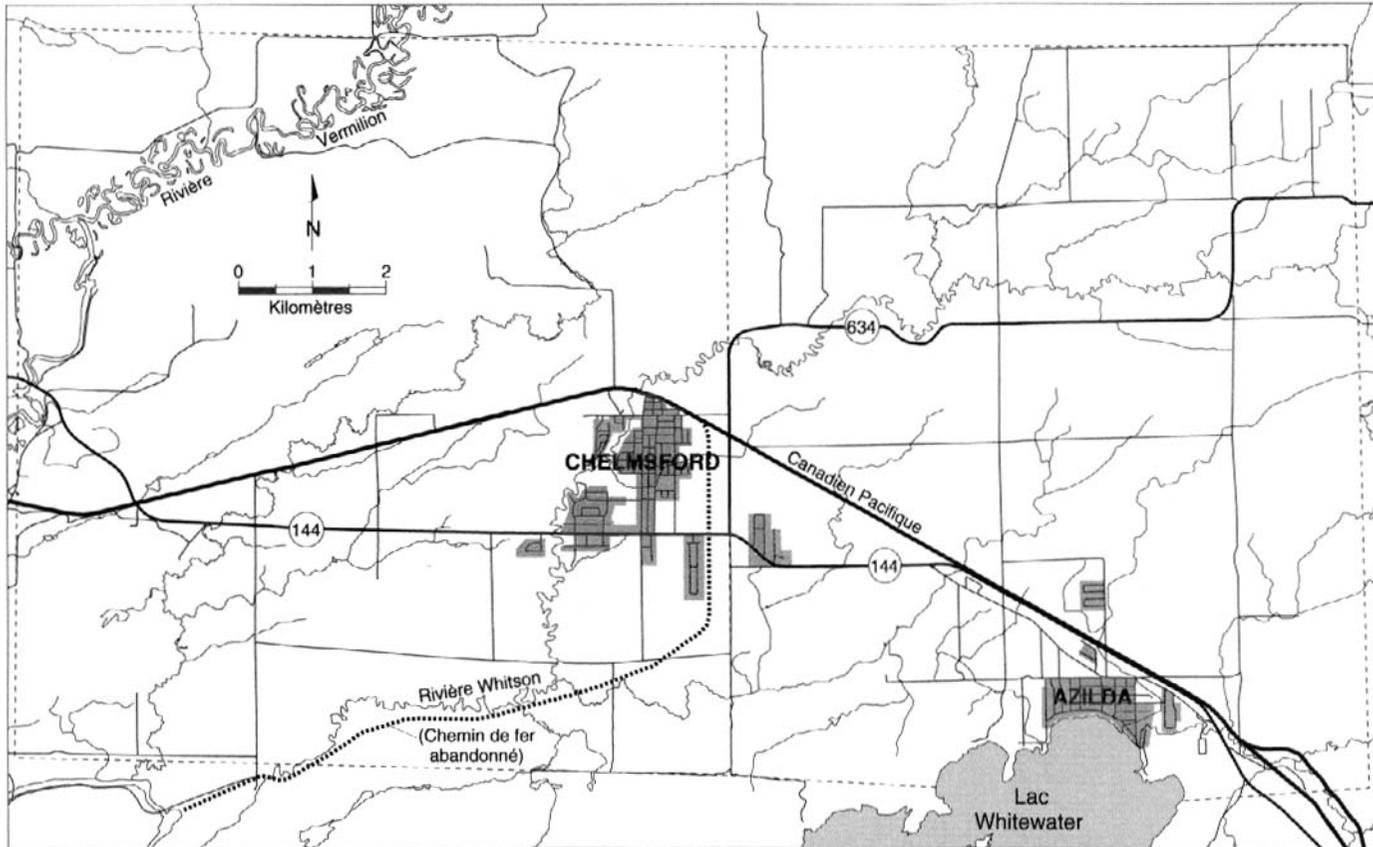
CARTE 5

Cantons de Rayside et de Balfour, communautés urbaines de Chelmsford et d'Azilda (1957)



CARTE 6

Cantons de Rayside et de Balfour, communautés urbaines de Chelmsford et d'Azilda (1971)



effet, en 1961 déjà 59% de la population habitait ces deux villes; en 1971, près des trois quarts, soit 73%, y étaient établis. Cette croissance de la population urbaine a comme corollaire la diminution de la population rurale et, encore plus, de la population rurale habitant une ferme.

La relation de la ville à la campagne s'est transformée. Dans la formation sociale de la petite production, la ville de Chelmsford agissait comme le centre commercial qui dépendait de la campagne pour sa survie. Dans la formation sociale capitaliste qui s'établit à Chelmsford et à Azilda, la ville ne dépend plus de la campagne; elle vit d'abord des salaires des ouvriers et, de plus, elle est intégrée au circuit de la circulation capitaliste. Il cesse d'y avoir une relation étroite entre campagne et ville.

Il va sans dire que ces changements sur le plan de la population donnent une coloration différente au sentiment d'appartenance qu'avaient autrefois les résidents de ces deux cantons. On a vu, au chapitre 2, comment les répondants définissaient ce sentiment. Rayside et Balfour étaient pour eux une grande famille où tout le monde se connaissait.

À la suite de l'urbanisation, les répondants et les répondantes affirment avoir perdu ce sentiment d'appartenance : « Moi j'trouve que dans ces années là, quand on était jeune, y avait plus d'amour, d'amitié qu'aujourd'hui, affirme une septuagénaire de Chelmsford. Parce qu'il y a beaucoup d'étrangers aujourd'hui, c'est ça qui fait la différence. »

Ce résidant d'Azilda constate que l'un des plus gros changements survenus depuis sa jeunesse est que « le village a bien grossi. Avant je connaissais le nom de toutes les personnes ici. Maintenant j'en connais pas le tiers. »

Un autre affirme : « Autrefois, tu pouvais aller partout dans le village et tu connaissais tout le monde. Aujourd'hui là, j'en connais pas beaucoup. » Un résidant de Chelmsford est du même avis :

Ah ben oui, dans ces temps-là, on connaissait, dans les premiers temps, on connaissait tout le monde. Aujourd'hui ben on en connaît moins parce que les différentes familles qui « mouvent » d'en dehors à ici. Moi j'ai été conseiller dans la ville ici et je connaissais tout le monde. Asteur, ben y en a beaucoup, beaucoup que j'connais pas. Ensuite les jeunes y poussent et s'en vont à Sudbury ou plus loin.

Pour certains, la diminution du sentiment d'appartenance s'explique par l'arrivée de nombreuses familles de l'extérieur dont le père a été embauché dans les mines. Ces familles étaient souvent canadiennes-françaises, mais elles étaient aussi canadiennes-anglaises ou d'une autre nationalité. Ainsi en 1931, 83% des habitants de Balfour, 88% des habitants de Rayside et 94% des habitants de Chelmsford étaient de langue française. En 1961, 57% des résidents de Balfour, 70% de ceux de Rayside et 80% de ceux de Chelmsford étaient

canadiens-français. En 1971, les chiffres sont de 69% à Balfour (y compris Chelmsford) et de 67% à Rayside. C'est donc dire que seulement les deux tiers des résidants de Rayside et Balfour sont de langue française en 1971 alors qu'au début du siècle ils formaient plus de 90% de la population.

Ce n'est pas seulement la proportion des divers groupes ethniques qui a changé. C'est aussi le vaste réseau familial sur lequel s'était érigée la formation sociale de petits producteurs indépendants qui s'est effrité. Les répondants et répondantes affirment que la parenté est encore importante, mais que le substrat matériel d'entraide et d'échange n'existe plus. Les réunions de famille, à l'occasion des Fêtes, ont maintenant lieu dans des salles publiques, même dans des arénas afin d'accommoder le grand nombre de personnes. Mais l'atmosphère des réunions familiales n'est plus la même. L'entraide qui facilitait autrefois la vie dans les rangs n'est maintenant ni spontanée ni régulière.

Ce réseau familial a été perturbé par l'arrivée de plusieurs nouvelles familles au cours de l'après-guerre. Au cours de la colonisation, l'arrivée des nouvelles familles s'effectuait dans le cadre du réseau familial. À compter de 1950, les nouveaux habitants proviennent du Québec ou d'autres régions de l'Ontario. Les registres paroissiaux confirment cette immigration nouvelle au cours des années 1950.

La famille et la transition démographique

Au cours des années 1940, suivant une tendance amorcée après la Première Guerre mondiale, les couples viennent en très grande majorité de Chelmsford, de Blezard Valley, de Hanmer et de Sudbury. En effet, 54% des maris et 70% des femmes sont nés à Chelmsford pendant cette période.

À partir des années 1950, la situation change. Moins de la moitié des maris (43%) et un peu plus de la moitié des femmes (58%) proviennent de Chelmsford. Durant cette décennie, des habitants du Nipissing, de New Liskeard, de Matachewan et des villes minières de Timmins et de Kirkland Lake viennent peu à peu s'établir à Chelmsford. Certains même viennent du Québec.

Au cours des années 1960, la migration s'accroît. Les époux et les épouses proviennent maintenant du Nord-Ouest québécois (Abitibi et Témiscamingue), du Nouveau-Brunswick et d'autres régions du Québec. Plusieurs viennent de Sudbury et du Nipissing.

Cette immigration est encore plus marquée pour les époux et les épouses de la nouvelle paroisse Sainte-Agnès-d'Azilda. De 1954 à 1960, la majorité des nouveaux mariés proviennent de Chelmsford bien qu'un pourcentage

important vienne de Sudbury, de la région environnante et du Nipissing. De 1961 à 1970, la majorité des époux de Sainte-Agnès sont originaires de Sudbury et plus particulièrement du quartier du Moulin-à-fleur. Bon nombre d'entre eux proviennent du Nipissing et du nord de l'Ontario.

Au début du siècle, les époux venaient surtout de l'Outaouais québécois et ontarien. Après la Deuxième Guerre mondiale, cette région ne constitue plus une source importante de migration vers Rayside et Balfour. Ce sont surtout les régions du Nipissing, de Sudbury, du Témiscamingue ontarien et québécois ainsi que de l'Abitibi et du nord de l'Ontario qui fournissent le plus

TABLEAU 53
Origine des époux et des épouses
des paroisses de Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda
(1941-1960)

Région d'origine	Époux		Épouses	
	N	%	N	%
Chelmsford et Azilda	417	39	532	49
Sudbury	117	11	135	12
Région de Sudbury	99	9	56	5
Nipissing	97	9	74	7
Nord Ontario	52	5	67	6
Est Ontario	34	3	17	2
Sud Ontario	11	~	9	1
Québec	61	6	32	3
Outaouais québécois	31	3	9	~
Nord-Ouest québécois	52	5	38	4
Canada	45	4	25	2
États-Unis	2	~	2	~
Europe	13	1	2	~
N/A	70	6	82	8
Total	1 081	100	1 081	100

Source : Registres de mariages, paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda.

gros contingent. Une forte proportion des nouveaux mariés viennent de Rayside et de Balfour. Après 1950, la survie de la paroisse ne dépend plus de ses propres habitants, contrairement à la période de l'entre-deux-guerres. Les époux et les épouses qui ont été les pionniers sont venus s'établir à Rayside et Balfour pour reproduire la formation sociale de petits producteurs indépendants, alors que les nouveaux mariés de l'après Deuxième Guerre y viennent s'établir principalement à cause de l'abondance des terrains, des maisons unifamiliales et des emplois à l'INCO. Les nouvelles familles ne s'adonnent plus à une production agricole qui assure leur auto-subsistance; ce sont majoritairement des familles ouvrières qui se reproduisent à partir du salaire, pour la plupart, du père et du travail domestique de la mère. La famille productrice s'est transformée en famille consommatrice.

Les répondants et répondantes ont donc raison d'affirmer que la communauté qu'ils avaient connue dans leur jeunesse leur est devenue en partie étrangère. Non seulement la proportion de Canadiens français catholiques baisse avec l'arrivée de familles et d'individus de langue anglaise et de religion autre que catholique, mais aussi la population de langue française prend une nouvelle coloration à la suite de l'installation de nouvelles familles venant de l'extérieur de Rayside et de Balfour.

Les mouvements saisonniers des nouveaux mariages changent légèrement de 1941 à 1970, comparativement à la période de 1901 à 1940.

Les chiffres du tableau 54 montrent que les mariages sont encore réglés par les temps liturgiques de l'Église catholique : très peu de mariages ont lieu pendant la période du carême. En général, les nouveaux mariés évitent l'hiver et optent pour le printemps et l'été. Au cours de la période précédente, soit de 1901 à 1940, les nouveaux époux se mariaient rarement pendant le carême, mais davantage l'hiver. Les mois de mai et d'août étaient assez peu prisés sans doute parce que ces deux mois correspondaient aux travaux des champs en mai et à la récolte en août. Après la Deuxième Guerre mondiale, à mesure que les habitants abandonnent les terres, ces deux mois deviennent en tout point semblables aux mois de juin, juillet et septembre.

Le taux de nuptialité baisse en 1941 et 1951, comparativement à la période précédente, mais accuse une légère remontée en 1971. (Voir le tableau 55.)

Les nouvelles familles qui s'établissent après la Deuxième Guerre mondiale ne sont pas aussi grandes que celles du début du siècle. Les familles comptent en moyenne 4,6 personnes dans les années 1950 et 1960, comparativement à une moyenne de près de six personnes pendant la période 1900-1940. Cette baisse s'observe aussi dans l'ensemble du Canada et de l'Ontario. Elle correspond aussi à l'évolution du taux de natalité. Comme l'indique le tableau 58, ce taux avait été ramené de 74 pour mille en 1901 à 51 pour mille

TABLEAU 54
 Mouvements saisonniers des mariages,
 paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda
 (1941-1970)

Les mois de mariage						
	J	F	M	A	M	J
Nombre absolu	29	42	18	72	112	114
Nombre proportionnel	0,9	1,5	0,6	2,4	3,6	3,8
Nombre par jour	31	50	20	81	122	129

Les mois de mariage							
	J	A	S	O	N	D	Total
Nombre absolu	163	147	137	116	62	71	
Nombre proportionnel	5,3	4,7	4,6	3,7	2,1	2,3	35,5
Nombre par jour	178	160	155	126	70	77	1 200

Source : Registres de mariages, paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda.

en 1911. En 1941, il connaît une nouvelle baisse, s'établissant à 36 pour mille et remonte progressivement jusqu'à 45 pour mille en 1961 à cause de l'arrivée massive de nombreuses jeunes familles ouvrières dans les milieux urbains de Chelmsford et d'Azilda. En 1971 cependant, ce taux tombe à 23 pour mille, ce qui est correspond aux taux de natalité du Canada et de l'Ontario.

Les mouvements saisonniers des naissances et des conceptions correspondantes ne changent pas beaucoup entre 1941 et 1970, comparativement à la période précédente. Le mois de mars (conception en juin) est toujours le mois où les naissances sont le plus nombreuses; mais le mois de septembre

TABLEAU 55

Mouvements saisonniers des naissances et des conceptions,
paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda
(1941-1970)

Les mois de naissance et de conception						
Naissances						
	J	F	M	A	M	J
Conceptions						
	A	M	J	J	A	S
Nombre absolu	445	422	504	475	462	459
Nombre proportionnel	14,4	14,9	16,3	15,8	14,9	15,3
Nombre par jour	95	98	107	104	98	101

Les mois de naissance et de conception							
Naissances							
	J	A	S	O	N	D	Total
Conceptions							
	O	N	D	J	F	M	
Nombre absolu	473	436	489	461	451	462	
Nombre proportionnel	15,3	14,1	16,3	14,9	15,0	14,9	182,1
Nombre par jour	101	93	107	98	99	98	1 200

Source : Registres de baptêmes, paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda.

(conception en décembre) est aussi productif. En général, les fluctuations sont moins marquées de 1941 à 1970, comme l'illustrent les figures 7 et 8.

Tout comme le taux de natalité, celui de la mortalité baisse aussi de 1941 à 1970 (voir le tableau 56). Cette baisse s'est amorcée en 1911 et s'est toujours maintenue depuis. La baisse du taux de mortalité infantile est surtout remarquable : le taux baisse considérablement entre 1931 et 1941 et continue de le faire jusqu'en 1971. Ce taux se compare avantageusement à celui de l'Ontario alors qu'au cours de la période précédente il était beaucoup plus élevé.

Enfin, les mouvements saisonniers des décès à Rayside et à Balfour varient moins qu'au cours de la période précédente. Alors qu'autrefois les habitants mouraient plus fréquemment entre le mois d'août et le mois de février, les Canadiens français catholiques de Rayside et Balfour ont tendance à décéder davantage entre mai et août entre 1941 et 1970.

Les taux de natalité et de mortalité générale et de mortalité infantile indiquent assez nettement qu'une transition s'effectue sur le plan démographique. À partir des années 1950, le régime démographique de Rayside et Balfour diffère de ce qu'il était avant la Deuxième Guerre mondiale.

Cette notion de transition démographique, que certains érigent en théorie alors que d'autres n'y voient que description⁸⁴, est surtout utilisée depuis un demi-siècle pour décrire le phénomène de la relation inverse remarquée au

TABLEAU 56
Taux de mortalité infantile par décennie,
paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès, et Ontario
(1941-1970)

Décennie	Taux pour mille habitants	
	Paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès	Ontario
1941-1950	40	39
1951-1960	17	20
1961-1970	20	2

Sources : Registres de sépultures, paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda; *Report on Births, Marriages and Deaths*, Ontario, 1941-1970.

LA TRANSITION

TABLEAU 57

Mouvements saisonniers des décès,
 paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda
 (1941-1970)

Les mois de décès						
J	F	M	A	M	J	
Nombre absolu						
87	76	79	78	103	101	
Nombre proportionnel						
2,8	2,7	2,5	2,6	3,3	3,4	
Nombre par jour						
95	92	85	89	113	116	

Les mois de décès						
J	A	S	O	N	D	T
Nombre absolu						
97	96	80	103	81	94	
Nombre proportionnel						
3,1	3,1	2,7	3,3	2,7	3,0	35,2
Nombre par jour						
106	106	92	113	92	102	1200

Source : Registres de sépultures, paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda.

sein de plusieurs populations entre l'industrialisation et la fécondité. C'est-à-dire que plus une population donnée connaît, subit, vit l'industrialisation ou est soumise au capitalisme industriel, plus ses taux de mortalité, puis, par la suite, de natalité ou de fécondité diminuent. Plus spécifiquement, les premiers démographes à remarquer ce phénomène expliquent « en termes plus ou moins généraux, pourquoi une société qui passe de son état de quasi-stagnation millénaire à la croissance économique moderne enregistre un recul de sa mortalité puis, par la suite, un recul de sa fécondité⁸⁵ ».

FIGURE 7

Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions,
paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès (1941-1970)

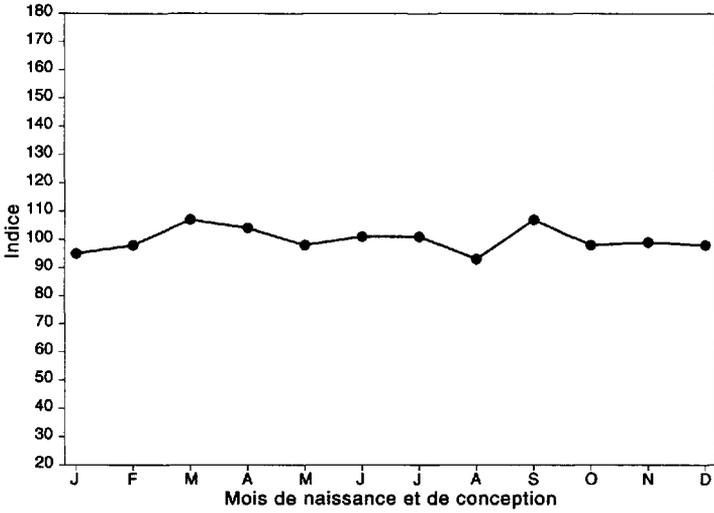


FIGURE 8

Mouvement saisonnier des naissances et des conceptions,
Ontario (1941-1970)

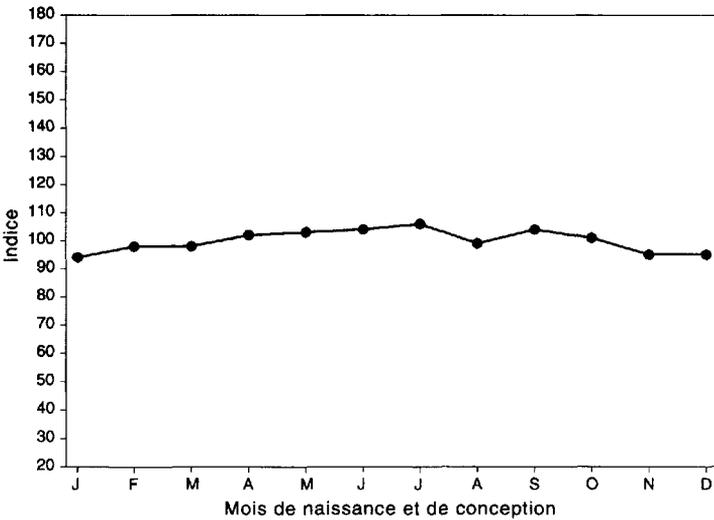


FIGURE 9

Mouvement saisonnier des mariages, paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès (1941-1970)

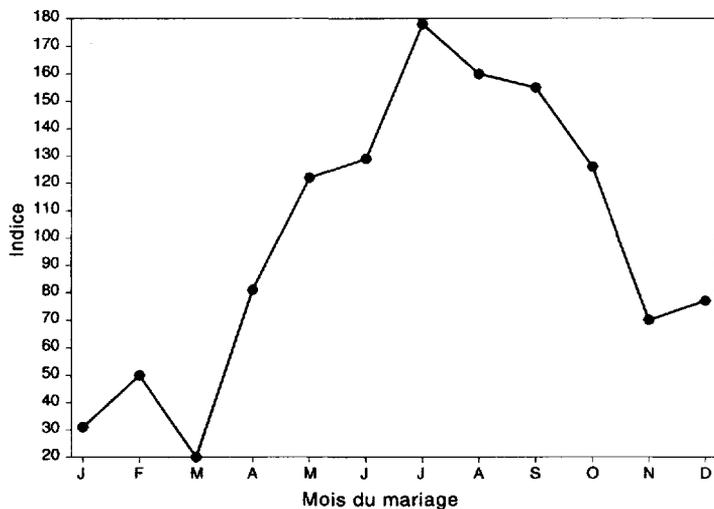


FIGURE 10

Mouvement saisonnier des mariages, Ontario (1941-1970)

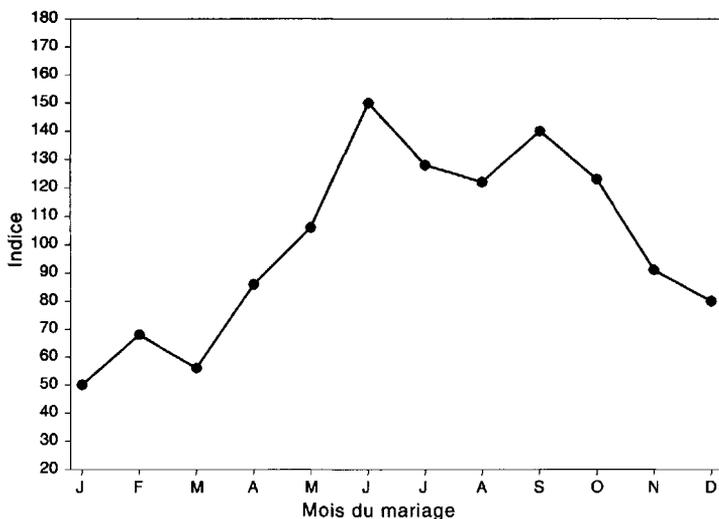


FIGURE 11
Mouvement saisonnier des décès,
paroisses Saint-Joseph et Sainte-Agnès (1941-1970)

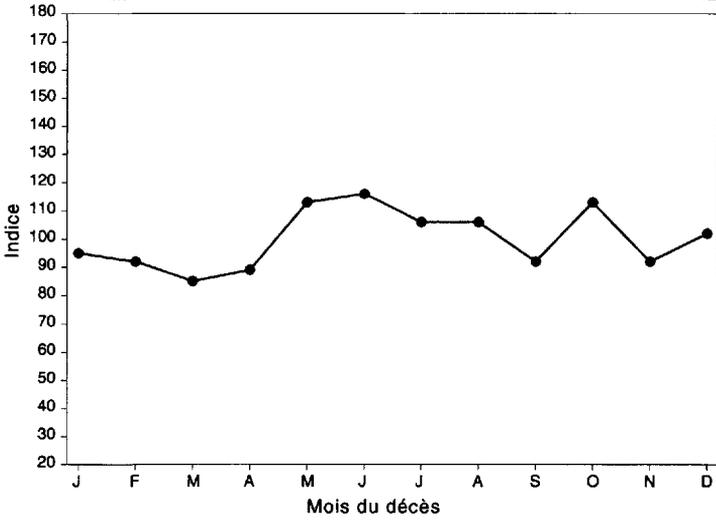
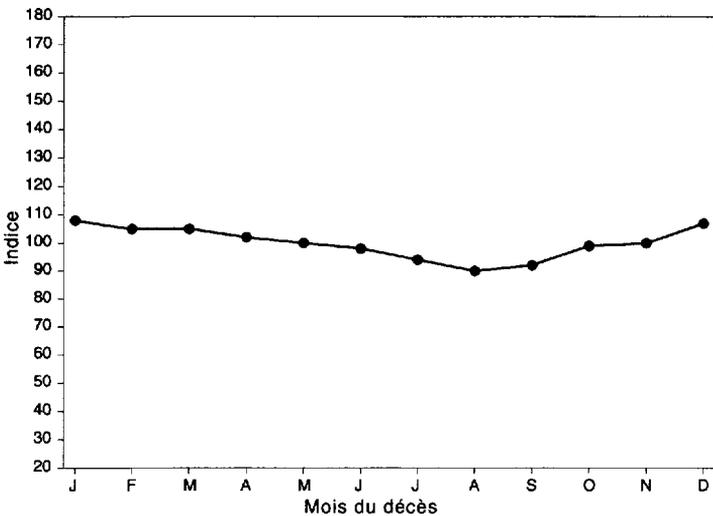


FIGURE 12
Mouvement saisonnier des décès, Ontario
(1941-1970)



Comme le note Chesnais :

Dans ces textes, on peut distinguer deux aspects, l'un purement descriptif, l'autre explicatif, qui, d'un auteur à l'autre, sont loin d'occuper la même place (certains se bornent au seul constat, d'où le qualitatif d'empirisme et la réticence fréquente à reconnaître le statut de théorie à la nouvelle vision présentée).

Le constat : la transition démographique consiste en une succession logique de phases historiques que traverse toute population au cours du processus d'accès à la modernité. Selon que la présentation est détaillée ou non, les auteurs distinguent trois à cinq stades successifs. Avec trois, il s'agit de la distinction élémentaire entre stade prétransitionnel (équilibre ancien : forte mortalité, forte fécondité), stade transitionnel (déstabilisation) et stade post-transitionnel (équilibre moderne : basse mortalité, basse fécondité). Autrement dit, ce premier aspect est relatif à la dynamique interne des populations : il concerne l'influence de la mortalité sur la fécondité⁸⁶.

La baisse de la mortalité est moins difficile à expliquer que celle de la fécondité. On attribue la diminution du taux de mortalité à un ensemble de facteurs tels que les découvertes médicales, les progrès de l'hygiène publique, l'amélioration du niveau de vie, bien que l'on ne s'accorde pas sur l'importance de chacun de ces facteurs.

Pour l'évolution de la fécondité, qui mobilise prioritairement l'attention des auteurs, les facteurs apparaissent plus nombreux et plus complexes. Toutefois, chez nos deux grands précurseurs⁸⁷, le recul de la fécondité est considéré comme une réponse, un ajustement à des modifications structurelles de l'économie et de la société. Cette influence prépondérante du développement socio-économique dans la transition a, par la suite, souvent été mise en cause et le primat de l'économie parfois stigmatisé. Devant l'inaptitude des indicateurs socio-économiques classiques à rendre compte de la diversité des expériences démographiques enregistrées en Europe, des théories sociétales à fondement culturel ou anthropologique lui ont alors été opposées⁸⁸.

La baisse de la fécondité doit aussi s'expliquer par la logique du mode de production. De même que la fécondité élevée dans un mode de petite production indépendante s'explique par la nécessité d'avoir des forces productives et par la domination patriarcale, de même la baisse s'explique en partie par la logique différente du mode de production capitaliste. Dans celui-ci, les forces productives sont plus mécanisées, ce qui ménage les forces humaines. Les parents n'étant aucunement maîtres de ces forces productives, le besoin d'avoir un grand nombre d'enfants s'estompe. De plus, la valeur des enfants est plus monnayable car elle est davantage liée au salaire gagné par les parents. Enfin, la femme a de plus en plus la libre disposition de ses fonctions reproductives et, par conséquent, la domination de l'homme dans ce domaine n'est plus aussi forte que dans le mode de la petite production indépendante.

TABLEAU 58

Mouvement naturel de la population canadienne-française et catholique
de Rayside-Balfour
(1901-1971)

Année	Population française catholique	Nombre de mariages	Nombre de nés vivants	Nombre de décès	Nombre de décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès
1901	1 326	24	98	36	10	+62
1911	1 780	17	90	25	14	+65
1921	1 942	20	105	24	10	+81
1931	2 260	21	90	24	9	+66
1941	2 260	21	82	18	7	+64
1951	3 100	26	120	25	4	+95
1961	6 510	41	293	35	5	+258
1971	10 535	94	244	69	1	+175

Taux bruts pour 1 000 habitants

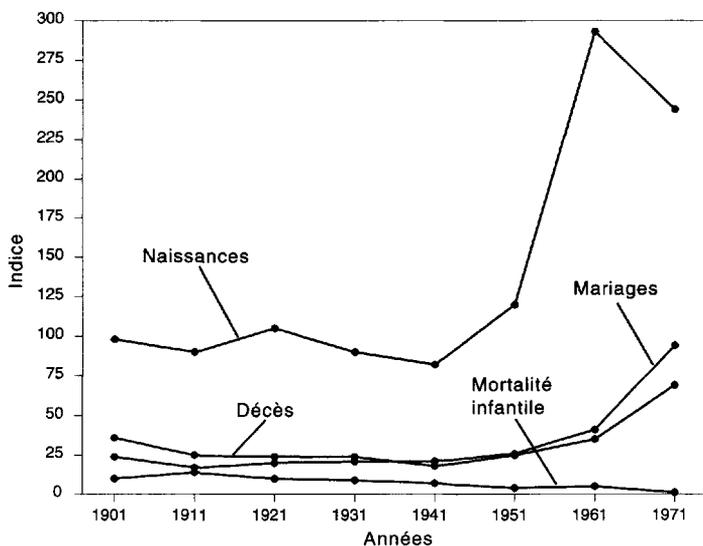
Année	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile
1901	18,1	73,9	27,1	46,7	102,0
1911	9,5	50,6	14,0	36,5	155,5
1921	10,3	54,1	13,4	41,7	95,2
1931	9,3	39,8	10,6	29,2	98,9
1941	9,3	36,3	8,0	28,3	85,4
1951	8,4	38,7	8,0	30,7	33,3
1961	6,3	45,0	5,4	39,6	17,1
1971	8,9	23,1	6,5	16,6	4,0

Sources : Recensement du Canada, 1901-1971 ; Registres des baptêmes, mariages et sépultures, Paroisses Saint-Joseph-de-Chelmsford et Sainte-Agnès-d'Azilda, 1896-1971.

Les critiques à l'égard de la théorie de la transition démographique sont nombreuses et parfois acerbes. On lui reproche son incapacité à prédire l'évolution à l'égard de tel ou tel pays. De plus ses faiblesses, affirme Chesnais, sont dues au fait que la théorie est muette sur le rôle régulateur joué par les migrations extérieures. Or « celles-ci interfèrent, de manière évidente, dans l'interaction entre mortalité et fécondité; elle est, en outre, très discrète sur le jeu de la nuptialité et sur les mécanismes de diffusion des changements démographiques de pays en pays⁸⁹ ».

La notion de transition démographique s'applique davantage à une population de plusieurs milliers de personnes. Les études dans ce domaine portent plutôt sur des ensembles plus vastes. Cette notion est utilisée dans le cadre de ce travail comme moyen de décrire la transition qui s'effectue effectivement au sein de la population canadienne-française catholique de Rayside et de Balfour. La figure 13 et le tableau 58 présentent le mouvement naturel de la population canadienne-française et catholique ainsi que les mouvements des taux bruts de natalité, de mortalité générale, de mortalité infantile et de croissance naturelle au sein de cette population, de 1901 à 1971.

FIGURE 13
Mouvement naturel de la population de Rayside et de Balfour
(1901-1971)



On remarque en premier lieu une baisse du taux de mortalité générale à partir de 1911 et de mortalité infantile à partir de 1921. La mortalité continue à baisser jusqu'en 1961, puis fait une légère remontée. Le taux de mortalité infantile commence à baisser de façon marquée en 1951.

En ce qui a trait à la natalité, le taux baisse aussi en 1911, mais demeure relativement constant jusqu'en 1961. Dans les années 1960, le taux de natalité amorce une baisse de sorte qu'en 1971 il se compare aux taux des pays dits développés ou industrialisés.

La croissance naturelle demeure relativement stable jusqu'en 1951, puis elle augmente avant de baisser suivant le même mouvement que le taux de natalité. Les courbes de ces différents taux ressemblent en quelque sorte à ceux que présente Chesnaïs, de façon idéale, pour illustrer le phénomène de la transition démographique⁹⁰.

En somme, les mouvements des taux bruts démontrent que la population canadienne-française de Rayside et de Balfour connaît une transition démographique après la Deuxième Guerre mondiale, une transition qui suit une période d'équilibre entre 1911 et 1941 marquée par une mortalité et une natalité relativement fortes. Cette transition présente les caractères suivants : 1) une baisse de la mortalité qui commence en 1911 et s'accroît dans les années 1930; 2) un taux de natalité qui demeure relativement stable entre 1911 et 1960 et qui chute par la suite pour atteindre un niveau comparable à celui des pays industrialisés; 3) un taux de mortalité infantile qui est stable entre 1901 et 1951, avec une légère hausse en 1911, et qui chute à compter de 1951; et 4) une période de forte migration de l'extérieur, laquelle vient, d'une part, interférer dans l'interaction entre mortalité et natalité et, d'autre part, amoindrir le sens d'appartenance à la communauté provenant de la structure des réseaux de familles et de parenté qui existait depuis les débuts de la colonisation. Cette transition démographique témoigne du passage de la petite production indépendante à la production capitaliste, d'un monde traditionnel à un monde moderne.

Il n'est donc pas surprenant que cette transition influence aussi la structure et la fonction de la forme dominante de la formation sociale traditionnelle, soit la paroisse.

IV - LA PAROISSE

Symbole et âme de la communauté dans la formation sociale de la petite production indépendante, la paroisse devient marginale dans une formation sociale capitaliste. Elle perd ses fonctions de principale légitimatrice de

l'ensemble de la formation sociale pour devenir l'agente responsable des rites religieux liés aux divers passages de la vie individuelle. Ce changement de rôle de la paroisse ne peut être autre puisque cette dernière perd en grande partie son substrat matériel et social qui lui assurait la primauté.

Cette transition, on la remarque d'abord dans le rôle du curé. Autrefois acteur principal dans l'ensemble de la formation sociale, il devient, à compter des années 1960 surtout, l'un des leaders parmi d'autres qui assument la direction de la communauté.

Cette influence [qu'avait autrefois le curé]), affirme un ancien maire du canton de Balfour, « au fur et à mesure que d'autres curés sont venus ou peut-être parce que la mentalité des gens a changé ou peut-être parce que les curés n'avaient plus les mêmes valeurs personnelles, ça l'a diminué beaucoup. Ça l'a frappé une partie très basse dans les années soixante, soixante-dix. Aujourd'hui le curé est peut-être la p'tite partie des influences. J pense que la chrétienté a connu une certaine évolution et ça dans toutes les religions. La même chose, je crois, s'est passé à Chelmsford. J'pourrais pas dire que le curé, je pourrais pas dire que le curé c'est lui qui mène tout.

Voilà certes une déclaration qui choquerait le curé Côté. Mais elle reflète tout de même la réalité qui se dessine dans cette nouvelle formation sociale.

J pense qu'aujourd'hui les enfants perçoivent le curé comme le personnage qui administre les sacrements, affirme ce répondant d'Azilda. Tandis que nous aut', c'était plus proche que ça, c'était, euh, c'était le personnage que tu rencontrais tous les dimanches, durant la semaine, que tu allais consulter de temps à autre et c'était, euh, c'était quand même quelqu'un de très respectable et tout l'monde le respectait. Alors, euh, de nos jours, ben, on va rencontrer des gens qui connaissent même pas le curé, pas nécessairement qu'ils ne l'aiment pas, mais ils ne le connaissent pas parce que pour eux c'est quelque chose en dehors de leur vie personnelle.

Un sondage réalisé auprès des catholiques de la paroisse Saint-Joseph confirme en général cette attitude des jeunes envers le prêtre (voir tableau 59). Ce sondage cherchait, entre autres, à connaître les attitudes des répondants et des répondantes à l'égard du prêtre. Il demandait quel statut on accordait au prêtre.

Ce tableau montre assez nettement que les personnes de plus de 35 ans accordent un statut élevé au prêtre paroissial. Les plus jeunes sont parfois moins respectueux à son égard.

Le rôle prépondérant que jouait autrefois le curé comme intermédiaire et porte-parole de la communauté auprès des gouvernements, des membres de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie de Sudbury s'efface dans la nouvelle formation sociale. Après le départ du curé Côté, on rencontre rarement le nom du curé dans les documents publics. Dans les années 1950 et 1960, on lui

TABLEAU 59

Statut accordé au prêtre par les paroissiens de Saint-Joseph (1972)

Statut	Les groupes d'âge			
	16-24 (%)	25-34 (%)	35-49 (%)	50 et plus (%)
Très élevé	7	11	17	36
Élevé	31	36	45	30
Moyen	40	46	31	27
Peu élevé	17	7	6	3
Plutôt bas	~	~	1	3

Source : Donald Dennie, « Les catholiques francophones de Chelmsford », Sudbury, texte photocopié disponible à la bibliothèque de l'Université de Sudbury, octobre 1972, p. 29⁹¹.
Ce sondage a été mené auprès d'un échantillon de 350 personnes.

demande de bénir les nouveaux conseils municipaux lors de leurs réunions inaugurales en janvier. Sa fonction devient donc plus cérémoniale, plus liée à la liturgie, mais non rattachée à la récréation et au leadership de la communauté.

Le changement que connaît le rôle de la femme dans la nouvelle formation sociale a aussi un certain impact sur la fonction du curé comme représentant traditionnel de la domination masculine. Non pas que cette dernière n'existe plus, mais ses symboles et ses représentants ont changé. Et le curé n'assure plus à lui seul, comme il le faisait dans la formation sociale de la petite production indépendante, l'image et l'incarnation symboliques et réelles de la domination de l'homme. Celle-ci est plus diffuse dans ses manifestations et ses représentations. Ce sont les leaders politiques, les pères de famille salariés qui assument, en plus du curé, cette fonction de représentant de la domination patriarcale. Ces nouvelles réalités, soit le rapport différent de la femme à la propriété foncière, à la chose publique, ainsi que la diffusion du pouvoir disons laïc chez un plus grand nombre de rôles masculins, ont réussi à miner l'influence du curé dans ce domaine.

L'autorité laïque dans la chose publique se reflète aussi sur le plan de la paroisse, tout au moins symboliquement. Car à compter des années 1960, à la suite du Concile Vatican II, les paroisses sont désormais dirigées en principe

par un conseil paroissial formé d'hommes et de femmes : « En décembre 1962, le Conseil paroissial, aujourd'hui appelé Conseil de pastorale, naît à la suggestion de Vatican II qui désire la participation des fidèles au renouvellement spirituel de l'Église⁹². »

Ce conseil s'occupe à ses débuts des loisirs pour les jeunes, du financement de la paroisse et de l'éducation et de la visite des familles. Il évoluera au cours des années pour répondre aux nouveaux besoins de la paroisse.

L'établissement de ce conseil paroissial illustre le changement qui s'est produit dans la gouvernance religieuse de la communauté au cours des années 1940 et 1950. Les organismes religieux qui assuraient une partie du gouvernement de la communauté dans la formation sociale de la petite production indépendante disparaissent ou se transforment. Ce sont les organismes laïcs qui assument de plus en plus la fonction de gouvernance.

En général, la paroisse se replie de plus en plus sur la liturgie. Signe de ce repli, la paroisse Saint-Joseph établit l'Association des comités de liturgie engagée, laquelle est un mouvement pour les jeunes de 15 ans et plus et dont les « objectifs sont le ressourcement liturgique, la formation liturgique et l'engagement⁹³ ».

Ce repli de la paroisse sur la liturgie s'est amorcé au cours des années 1960. En 1973, nous écrivions ce qui suit :

On a remarqué, au cours de ce congrès et au cours d'autres réunions, un repli progressif vers les formes liturgiques. Tout comme le contexte a amené une privatisation de la religion, ainsi les participants à ces réunions et congrès de « définition de la situation » véhiculent une conception de l'Église diocésaine sur elle-même, sur ses formes liturgiques⁹⁴.

Un autre analyste de la réalité franco-ontarienne écrit : « Ils [les prêtres] sont devenus des commis au self-service des cérémonies religieuses essentielles : baptêmes et mariages⁹⁵. »

En plus de la liturgie, l'Église s'est aussi repliée sur la question de la famille à cette époque.

On assiste de plus à une « privatisation » de la religion et de l'Église. En effet, cette dernière, ne pouvant plus informer et influencer l'ensemble de la vie sociale franco-ontarienne, doit se limiter à n'en influencer que certains secteurs, dont la famille⁹⁶.

Cette redéfinition de la communauté paroissiale signifie, à plusieurs égards, la fin ou tout au moins l'amenuisement du rôle politico-social qu'elle avait assumée dans la formation sociale traditionnelle. L'établissement d'écoles secondaires publiques de langue française dès 1968, la disparition d'organisations nationalistes telles que l'Ordre de Jacques-Cartier et surtout la naissance

d'organismes laïcs sont le reflet et la cause de cette transition. Il faut voir dans cette redéfinition le résultat d'une transition dans les assises matérielles et sociales que lui assurait l'ensemble de la formation sociale de la petite production indépendante.

De plus, l'établissement d'une deuxième paroisse dans Rayside en 1953, à savoir la paroisse Sainte-Agnès à Azilda, contribue aussi à la scission de la communauté de Rayside et de Balfour. Autrefois représentante de l'ensemble de la communauté, la paroisse Saint-Joseph acquiert ainsi une concurrente pour l'appropriation du surproduit qu'est la dîme.

Il n'existe pas de données sur la dîme puisque les curés ne tenaient pas régulièrement de registre sur le sujet, du moins pas avant les années 1960. On remarque toutefois que les grands travaux collectifs et gratuits pour la construction ou la rénovation des édifices religieux qui avaient lieu au début du siècle n'ont plus lieu ou tout au moins ne sont plus mentionnés dans les documents. Ainsi, il est permis de conclure que le surproduit que l'église s'appropriait à ce chapitre n'existe plus. Seule demeure la dîme.

Les changements dans les assises matérielles et sociales de la formation sociale, plus spécifiquement l'urbanisation et la croissance de la population, contribuent donc à l'établissement d'une deuxième paroisse et, par conséquent, à l'effritement des bases de la communauté paroissiale originelle et de l'autorité du curé.

Si autrefois, les édifices religieux dominaient par leur architecture et surtout leur valeur monétaire l'ensemble des bâtiments de la communauté, en 1972, ils ont perdu cette distinction. En effet, les maisons unifamiliales et les autres bâtiments publics et privés construits au cours du *boom* des années 1950 ont contribué à augmenter de façon significative la valeur immobilière dans les deux cantons et la ville de Chelmsford. En effet, la valeur des édifices religieux dans le canton de Balfour, en 1972, s'élève à 165 520 \$, soit 2,5 % de la valeur globale de l'évaluation foncière⁹⁷. À Rayside, cette valeur s'élève à 65 920 \$, soit 1,6 % de la valeur globale des immeubles et des propriétés⁹⁸. Sur le plan matériel donc, les édifices qui autrefois symbolisaient et dominaient l'ensemble de la communauté ne constituent plus qu'une partie infime de la valeur créée par les activités de construction depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cette réalité ne peut qu'avoir un effet sur la valeur symbolique qu'ont ces édifices dans la conscience et l'imaginaire des résidants de la communauté.

Il faut aussi mentionner que les assises sociales de la famille se sont modifiées depuis la Deuxième Guerre mondiale. De plus, le sens de l'individualisme qui marque la formation sociale capitaliste sape aussi les bases de l'identité collective et communautaire sur lesquelles s'était érigée la paroisse dans la formation sociale de la petite production indépendante.

Ces changements à l'intérieur de la communauté paroissiale de Rayside et Balfour sont le reflet d'une transition qu'a aussi connue l'Église de l'Ontario français, une transition que Robert Choquette situe en 1947 : « Le congrès marial international qui eut lieu à Ottawa du 18 au 22 juin 1947 fut à la fois le plus grand geste d'éclat et le chant du cygne de cette Église franco-ontarienne d'antan⁹⁹. » Il poursuit :

La nouvelle Église postconciliaire allait naviguer pendant une décennie (1965-1975) dans le désert de la confusion bruyante et du silence incertain. Un monde s'était éteint, illustré par la fin de l'Action catholique, la fin des commandeurs de l'Ordre de Jacques Cartier, et la désaffection du clergé qui devenait une débandade [...] Les Franco-Ontariens ne semblent pas abandonner leur Église avec la même furie que plusieurs Québécois. La baisse dans la pratique religieuse est pourtant manifeste après 1965¹⁰⁰.

Dans la paroisse Saint-Joseph, la fréquence de la pratique religieuse telle qu'elle est mesurée par l'assistance à la messe dominicale varie de façon significative selon les groupes d'âge.

Le sondage réalisé auprès des paroissiens de Saint-Joseph en 1972 a révélé une séparation assez nette entre les répondants et les répondantes de moins de 35 ans et ceux de plus de 35 ans, surtout ceux âgés de 50 ans et plus. Pour les plus jeunes, les diverses composantes des attitudes et du comportement religieux envers l'Église étaient beaucoup moins importantes que chez les plus âgés. Ce qui nous avait fait dire à l'époque :

TABLEAU 60

Assistance à la messe dominicale (samedi soir inclusivement),
chez les paroissiens de Saint-Joseph (1972)

Fréquence	Groupe d'âge			
	16-24 (%)	25-34 (%)	35-49 (%)	50 et plus (%)
Régulièrement	35	36	54	64
De temps à autre	30	33	22	30
Rarement	30	25	18	3
Jamais	3	4	4	3
Aucune réponse	2	2	1	~

Source : Donald Dennie, « Les catholiques francophones de Chelmsford », *op. cit.*, p. 21.

En analysant les résultats, on se retrouve littéralement devant deux mondes sociaux et culturels assez différents. Pour les plus de 35 ans, l'Église constitue encore une institution à laquelle on se réfère pour y puiser les valeurs et les normes nécessaires à l'orientation de la vie. Pour les moins de 35 ans, l'Église n'est qu'une institution parmi d'autres envers laquelle on agit de façon sélective, c'est-à-dire qu'on n'y obéit plus automatiquement, on ne s'y réfère plus aussi totalement et automatiquement pour orienter son comportement. On se réserve plutôt le droit de choisir pour soi-même le mode de comportement envers l'Église [...] le Moi-individu devient plus important que la communauté pour les moins de 35 ans¹⁰¹.

L'ère de l'individualisme, caractéristique de la société capitaliste¹⁰², se dessine nettement chez les moins de 35 ans, surtout chez ceux et celles qui sont nés après la Deuxième Guerre mondiale. Il est donc évident que, dans ce contexte, l'Église catholique, et par conséquent la communauté, n'a plus la même valeur qu'autrefois. Le fait de ne pas pouvoir comparer ces attitudes avec celles d'une période précédente, d'avant 1940, restreint quelque peu la valeur comparative de ces données. Toutefois, il est possible d'affirmer que, dans les années 1970, l'importance de l'Église catholique n'est plus aussi grande que jadis, surtout pour les moins de 35 ans.

On peut conclure avec Robert Choquette :

Aujourd'hui l'Église de l'Ontario français semble avoir réussi à surmonter les pires avatars de la crise récente. Elle s'est redéfinie et réorientée. Elle abandonne le monopole de la cause scolaire qu'elle avait gardé pendant près d'un siècle; elle abandonne les chapelles secrètes comme moyen d'infléchir le courant des choses; surtout elle abandonne le rôle de « puissance » politico-sociale, se rendant compte que l'évangile l'interdit, car le gage d'un véritable pouvoir sur les consciences est la pauvreté et le service¹⁰³.

La situation qui règne au Québec est la même. Fernand Dumont écrit ce qui suit en ce qui a trait à l'Église québécoise :

Et l'Église? Après avoir fait office pendant un siècle de véritable organisme politique et d'instance de régulation des mœurs, elle a subi en quelques décennies la désaffection d'une grande partie de la population. L'allégeance religieuse est passée de la scène publique à la vie privée, avec des engagements moins visibles mais peut-être plus authentiques dans beaucoup de secteurs de la vie communautaire. Cette Église reprend racine d'une toute [sic] autre manière que celle qui fit autrefois sa puissance¹⁰⁴.

La paroisse, jadis forme dominante au sein d'une formation sociale de petite production indépendante ou parcellaire, assume désormais un rôle plus marginal dans la nouvelle formation sociale capitaliste. Elle ne symbolise plus l'ensemble de la communauté car le substrat matériel et social qui lui assurait cette prédominance s'est effondré. Elle a dû céder sa place à une autre forme dominante qui s'est érigée graduellement à l'ombre de l'INCO depuis le début

du siècle, soit la marchandise : marchandise de la force de travail, marchandise des produits agricoles et ménagers. C'est à partir de cette forme que l'analyse de la nouvelle formation sociale que l'on retrouve dans Rayside-Balfour doit dorénavant procéder.

Notes

1. Maurice Godelier, « L'objet et les enjeux », dans Maurice Godelier (dir.), *Transitions et subordinations au capitalisme, op. cit.*, p. 36-37.
2. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, les 27 janvier et 8 septembre 1947 ainsi que le By Law n° 474 A du 1^{er} avril 1948.
3. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 3 mars 1947.
4. *Chelmsford, op. cit.*, p. 151.
5. Rapport d'agronome du district de Sudbury, 1947-1948, p. 16, APO, RG 16, Series, G-5-1.
6. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 19 janvier 1961.
7. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, les 19 février et 20 août 1963, les 25 février, 26 mai et 3 septembre 1964.
8. *Ibid.*, le 18 novembre 1968 ainsi que les By Laws 68-31 à 68-38.
9. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 12 juin 1956 : « *A sewage system is now a necessity on sanitary grounds and for the interest of the public in general.* »
10. Conseil de Chelmsford, By Law n° 546, adopté le 11 novembre 1954.
11. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 12 juin 1956; Conseil de Balfour, By Law n° 59-2, le 23 février, 1959; Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 13 mars 1962.
12. Conseil de Rayside, By Law n° 61-6, le 24 janvier 1961.
13. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 5 octobre 1967.
14. Conseil de Chelmsford, By Law n° 62-10, le 19 avril 1962, et Conseil de Rayside, By Law n° 61-20, le 4 avril 1961.
15. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 12 novembre 1962.
16. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 3 mai 1965.
17. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 1^{er} mars 1967 et By Law n° 67-3.
18. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 7 septembre 1970.
19. Il est fort probable que ce changement est survenu à la suite d'une directive du ministère des Affaires municipales, car les rapports financiers que doivent soumettre les trésoriers deviennent plus complexes après 1945.
20. Pour une histoire de ce local, on pourra consulter John B. Lang, « A Lion in a Den of Daniels. A History of the International Union of Mine Mill and Smelter Workers in Sudbury 1942-1962 », thèse de maîtrise, Guelph, University of Guelph, 1970; Mike Solski et John Smaller, *Mine Mill. The History of the International Union of Mine, Mill and Smelter Workers in Canada Since 1895*, Ottawa, Steel Rail Publishing, 1984.

21. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 30 septembre 19585.
22. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 18 juin 1963. Lors de ce conflit, les travailleurs de l'INCO étaient affiliés au local 6500 des Métallous unis de l'Amérique.
23. *Ibid.*, le 12 avril 1966.
24. La demande de certification de la cellule 902 en faveur de sept employés du Conseil est approuvée par la Commission des relations de travail de l'Ontario en juin 1966. Voir à ce sujet *Ontario Labour Board Reports*, June 1966, p. 151, article 11807- 66-R. La Commission précise en accordant la certification : « *All employees of the respondent at Rayside, save and except foremen, persons above foreman and office staff.* »
25. *Ibid.*, le 10 mai et le 12 juillet. Pour un aperçu de l'histoire de cette cellule syndicale qui regroupait des travailleurs de services de la région de Sudbury, on pourra consulter Donald Dennie, « Le local 902 du Mine Mill : les dix premières années (1949-1959) du syndicat des travailleurs de la ville et du district de Sudbury », dans Mercedes Steedman, Peter Suschnigg et Dieter K. Buse (dir.), *Hard Lessons. The Mine Mill in the Canadian Labour Movement*, Toronto, Dundurn Press, 1995, p. 50-67.
26. Voir Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 4 novembre 1965. Voir aussi *Ontario Labour Relations Board Monthly Report*, November 1965, p. 514, article 10993-65-R qui se lit comme suit : « *All employees of the respondent at Chelmsford, save and except foremen, persons above foreman and office staff.* »
27. *Ibid.*, le 11 novembre 1965.
28. Conseil de Chelmsford, By Law n° 65-32, le 7 janvier 1966. La section 89 du *Labour Relations Act*, Revised Statutes of Ontario 1960, chapitre 202, spécifie ce qui suit : « *A municipality as defined in the Department of Municipal Affairs Act may declare that this Acre does not apply to it in its relations with its employees or any of these.* »
29. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 12 avril 1966.
30. Voir en particulier la réunion du conseil de Rayside du 7 juillet 1959.
31. Voir Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 30 octobre 1962; Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, les 19 juin et 9 septembre 1963.
32. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, les 18 juillet 1958, 12 septembre 1960, 15 novembre 1960 et 19 novembre 1964; Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, les 21 juillet et 24 novembre 1964, ainsi que By Law n° 480, le 21 juillet 1964 et le 23 février 1965.
33. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 21 juillet 1964.
34. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 9 avril 1962 et By Law n° 62-18.
35. Conseil de Balfour, By Law n° 65-11.
36. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 16 juin 1954.
37. Les procès-verbaux du conseil de Chelmsford font état d'additions en 1957, 1960, 1961, 1964 et 1968.
38. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 18 avril 1961.
39. *Ibid.*, le 28 avril 1961.
40. Les écoles secondaires publiques de langue française ont été établies en Ontario en 1968 à la suite de l'adoption des lois 140 et 141 par l'Assemblée législative. Le premier

ministre John Robarts avait annoncé la décision de son gouvernement de permettre ces écoles en août 1967.

41. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 2 mai 1961.
42. *Ibid.*, le 8 janvier 1963.
43. *Ibid.*, By Law n° 68-25.
44. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 13 février 1961.
45. *Ibid.*, By Law n° 63-30.
46. *Ibid.*, les 27 janvier et 28 juin 1965.
47. *Ibid.*, By Laws n°s 65-19 et 65-27, le 28 juin 1965.
48. Conseil de Balfour, By Law n° 68-12, le 8 mai 1968.
49. *Ibid.*, n° 68-17, le 23 mai 1968.
50. *Ibid.*, n° 68-18, le 23 mai 1968.
51. Conseil de Chelmsford, procès-verbaux des réunions, le 16 septembre 1968.
52. Conseil de Rayside, procès-verbaux des réunions, le 4 février 1969.
53. *Ibid.*, le 25 juin 1968.
54. *Ibid.*, les 13 mai 1971 et 9 mars 1972.
55. Il réunit les municipalités suivantes : Rayside-Balfour, Vallée Est (autrefois Hanmer, Val Caron et Blezard Valley), Walden, Onaping Falls, Nickel Centre, Capreol et Sudbury. Sur l'établissement du gouvernement régional et les pressions pour la régionalisation, on pourra lire un bref historique dans la publication suivante : Ontario Department of Municipal Affairs, *Sudbury. Local Government Reform Proposals*, Toronto, Ministère des Affaires municipales, March 1971.
56. C'est là l'une des caractéristiques d'une société plus « moderne ». Depuis longtemps, plusieurs sociologues ont noté cet aspect rationnel et légal. Mentionnons Max Weber, *Économie et société*, *op. cit.*
57. *Chelmsford*, *op. cit.*, p. 124.
58. Maurice Godelier, *op. cit.*, p. 31-32.
59. Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*, p. 323. Voir aussi John Thompson et Norman Beasley, *For the Years to Come. A Story of International Nickel of Canada*, *op. cit.*
60. Voir Donald Dennie, *ibid.*, p. 384-388.
61. Rapport de l'agronome du district de Sudbury, 1945-1945, p. 26, APO, RG 16, Series G-5-1.
62. Karl Marx a écrit à ce sujet : « Elle [la période manufacturière] donne ainsi lieu à la formation d'une nouvelle classe de laboureurs pour lesquels la culture du sol devient l'accessoire, et le travail industriel, dont l'ouvrage se vend aux manufactures, soit directement, soit par l'intermédiaire du commerçant, l'occupation principale. » Karl Marx, « Le capital », *Œuvres. Économie I*, *op. cit.*, p. 1209.
63. Rapport d'agronome du district de Sudbury, 1946-1947, p. 1, APO, RG 16, Series G-5-1.
64. *Ibid.*, p. 10.
65. *Ibid.*, 1943-1944, p. 5

À L'OMBRE DE L'INCO

66. Rapport de l'agronome du district de Sudbury, 1953-1954, p. 2, APO, RG 16, Series G-5-1
67. *Ibid.*, 1954-1955, p. 1.
68. Oiva W. Saarinen, *A Geographical Basis*, *op. cit.*, p. 11-12.
69. Ces données sont calculées à partir des statistiques de Statistique Canada.
70. Gabrielle Denis-Landry, « Julia Millette-Denis », dans *Pionnières de chez nous*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n^{os} 76 et 77, 1982, p. 69-70.
71. Le concept de classe sociale a une histoire longue et complexe dans les sciences sociales. Deux grandes écoles théoriques, l'une issue de Max Weber et l'autre de Karl Marx, ont monopolisé en grande partie les débats à ce sujet. Ce travail opte pour l'approche de Marx et plus particulièrement pour une définition qui s'inspire des travaux de Nicos Poulantzas, *Classes in Contemporary Capitalism*, Londres, New Left Books, 1975; Erik O. Wright, *The Debate on Classes*, Londres, Verso, 1989, et *Classes*, Londres, Verso, 1985; Wallace Clement, *Class, Power and Property*, *op. cit.*; Wallace Clement et John Myles, *Relations of Ruling. Class and Gender in Postindustrial Societies*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994. Les différentes classes, selon ces définitions, sont les suivantes : la classe capitaliste (celle qui embauche et commande la force de travail de trois personnes et plus), la nouvelle petite bourgeoisie (principalement les gérants et fonctionnaires), la petite bourgeoisie traditionnelle (celle qui embauche et commande la force de travail de deux travailleurs ou moins y compris la leur et celle des membres de leur famille) et la classe ouvrière.
- Le schéma suivant tiré du livre de Clement et Myles, p. 16, résume ces catégories. (Notre traduction).

Commande les moyens de production	Commande la force de travail des autres	
	Oui	Non
Oui	Capitaliste	Petite bourgeoisie traditionnelle
Non	Nouvelle petite bourgeoisie	Classe ouvrière

72. Karl Marx, *Œuvres. Économie I*, *op. cit.*, p. 1169. Marx écrit aussi : « La première condition de la production capitaliste, c'est que la propriété du sol soit déjà arrachée d'entre les mains de la masse » (*ibid.*, p. 1228).
73. Sur ce sujet, voir Donald Dennie, « Sudbury 1883-1946 », *op. cit.*
74. *Chelmsford*, *op. cit.*, p. 289.
75. La plupart des caisses populaires en Ontario français ont été établies à la suite d'un mot d'ordre lancé par l'Ordre de Jacques-Cartier.
76. Le rapport de l'agronome du district de Sudbury, 1955-1956, p. 1, APO, RG-16, Series G-5-1.
77. Les rapports antérieurs à l'année 1945 ne donnaient pas le même type d'information de sorte qu'il est impossible de remonter plus loin dans le passé pour voir l'évolution.
78. Maurice Godelier, *op. cit.*, p. 34. Un peu dans le même sens, les auteurs de *Chelmsford* (*op. cit.*, p. 61) affirment qu'après la Deuxième Guerre mondiale on abandonne graduellement les terres et grâce aux salaires on construit « de belles maisons dans de nouveaux développements » découpés à partir des terrains agricoles.

79. Karl Marx, « Économie et philosophie. Manuscrits parisiens », dans *Œuvres. Économie II, op. cit.*, p. 54.
80. Pat et Hugh Armstrong, *Double Ghetto : Canadian Women and Their Work*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.
81. Voir à ce sujet Michael Mann, « A Crisis in Stratification theory ? », dans Rosemary Crompton et Michael Mann (dir.), *Gender and Stratification*, Cambridge, Polity Press, 1986, p. 40-56.
82. Wallace Clement et John Myles, *Relations of Ruling. Class and Gender in Postindustrial Societies*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994, p. 126-127.
83. Karl Marx, « Subordination formelle et réelle du travail au capital », dans *Œuvres. Économie II*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, p. 379.
84. Pour un résumé et une analyse de ces débats, on pourra consulter Jean-Claude Chesnais, *La transition démographique. Étapes, formes, implications économiques. Étude de séries temporelles (1720-1984) relatives à 67 pays*, Paris, Institut national d'études démographiques, Travaux et documents, Cahier n° 113, Presses universitaires de France, 1986.
85. *Ibid.*, p. 6.
86. *Ibid.*, p. 6-7.
87. Chesnais se réfère à A. Guillard et A. Geissler qui ont remarqué le phénomène de la transition dès 1885.
88. *Ibid.*, p. 7-8.
89. *Ibid.*, p. 10.
90. *Ibid.*, p. 33.
91. On pourra aussi consulter Donald Dennie, « L'évolution sociale et idéologique du secteur français du diocèse du Sault Ste-Marie », Sudbury, texte polycopié déposé à la bibliothèque de l'Université de Sudbury, printemps 1973, p. 63.
92. *Chelmsford 1883-1983, op. cit.*, p. 129.
93. *Ibid.*, p. 130.
94. Donald Dennie, « L'évolution sociale et idéologique du secteur français du diocèse du Sault Ste-Marie », *op. cit.*, p. 70.
95. Fernan Carrière, « La métamorphose de la communauté franco-ontarienne », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens, op. cit.*, p. 313.
96. Donald Dennie, « L'évolution sociale et idéologique... », *op. cit.*, p. 56.
97. Conseil de Balfour, Clerk's General Returns, 1972, Ministère des Affaires municipales, APO, RG 19-142, RC 26.
98. Conseil de Rayside, Clerk's General Returns, 1972, Ministère des Affaires municipales, APO, RG 19-142, RC 26.
99. Robert Choquette, « L'Église de l'Ontario français », *op. cit.*, p. 221.
100. *Ibid.*, p. 222.
101. Donald Dennie, « L'évolution sociale et idéologique... », *op. cit.*, p. 61-62. Denis Pion affirme un peu dans le même sens que, dès les années 1960, la famille et la paroisse perdent leur rôle comme pôles d'identité pour l'individu dans la communauté : « La société traditionnelle a été remplacée par une société pluraliste où l'individu est

soumis à une gamme de choix et tout un réseau de médiations. Voir Denis Pion, « Croyance et incroyance chez les Franco-Ontariens : bilan de la dernière décennie », Ottawa, *Bulletin du CRCCF*, 1983.

102. Voir entre autres sur ce sujet James O'Connor, *Accumulation Crisis*, New York, Blackwell, 1984, p. 13-23 ; André Vachet, *L'idéologie libérale : l'individu et sa propriété*, Paris, Anthropos, 1970 ; C. B. Macpherson, *The Political Theory of Possessive Individualism : Hobbes to Locke*, Oxford, Clarendon, 1964.
103. Robert Choquette, « L'Église de l'Ontario français... », *op. cit.*, p. 226.
104. Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, p. 334.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif de décrire, d'analyser et de comprendre les changements socio-économiques ou plus spécifiquement la transition qui s'effectue dans la communauté canadienne-française des cantons de Rayside et de Balfour, y compris la ville de Chelmsford, situés à quelques kilomètres à l'ouest de la ville de Sudbury dans le nord-est de l'Ontario.

Peuplés en 1884, après la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique, ces cantons ont été érigés en municipalités en 1890 (Balfour) et 1891 (Rayside). Le sol arable de ces cantons a permis aux habitants de reproduire pendant un demi-siècle un mode de vie, plus particulièrement un mode ou une forme de production qu'ils pratiquaient dans l'Outaouais ontarien et québécois.

Des débuts de la colonisation jusqu'à 1940 environ, le mode de la petite production indépendante a réussi à se reproduire. À l'époque de la Deuxième Guerre mondiale, ce mode a subi une transition vers le capitalisme à mesure que les rapports de production se sont transformés ou plutôt ont été transformés par la soumission réelle au capitalisme. Par conséquent, la forme dominante de la paroisse qui coiffait le mode de la petite production indépendante a disparu graduellement parce que les bases matérielles et sociales sur lesquelles elle s'était érigée, soit la population bâtie sur des réseaux familiaux, des rapports de production et de production familiaux et paternalistes symbolisés par le curé et la paroisse, ainsi qu'une forme de gouvernance et de domination, ont été détruites.

La transition vers un mode de production capitaliste, amorcée pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais dont les germes se retrouvaient au sein

même de la petite production indépendante, a occasionné des changements dans l'ensemble de la communauté, à partir des rapports de production et de propriété d'abord, dans le réseau familial, de la structure familiale, dans la population, dans le style de gouvernance et dans les formes de domination, enfin dans la place qu'occupaient jadis la religion et l'Église catholiques, la paroisse et le curé.

Cette étude s'est inspirée du cadre théorique que procure le matérialisme historique en accordant la primauté à la production de la vie humaine, quotidienne et sociale et surtout aux rapports de production qui se nouent dans la production de la vie humaine. Ces rapports de production déterminent le mode d'appropriation du surtravail et du surproduit qui caractérise un mode de vie particulier. Lorsque changent ces rapports de production à la suite de la soumission réelle d'un mode de production à un autre, l'ensemble des éléments d'un mode se transforment aussi. Cela n'implique pas que tous les éléments du mode original ou précédent disparaissent du jour au lendemain. Ce qui change, ce sont le rôle et l'importance qu'ils ont dans le nouveau mode de production. Cela ne signifie pas non plus qu'ils cessent d'informer ou d'influencer la vie quotidienne des membres de la société. Au contraire, certains membres qui sont nés et ont été influencés par la combinaison spécifique des éléments du mode de production original conservent une mémoire vive, une nostalgie même, de ce passé. Ils cherchent souvent à conserver et à reproduire certains de ces éléments dans leur réalité sociale sans y arriver toutefois parce que cette tentative se heurte à des rapports nouveaux, à tout un mode de vie nouveau qui tire sa logique d'un principe d'organisation différent. Dans le nouveau mode de production, les éléments essentiels ont une combinaison différente qui explique cette nouvelle logique, une logique qui informe désormais la vie quotidienne et sociale des membres de la communauté.

La transition dans le mode de la petite production indépendante s'est effectuée surtout à compter de la Deuxième Guerre mondiale, mais elle était déjà en voie depuis le début du XX^e siècle. La raison en est que le processus de soumission formelle était déjà en cours parce que la petite production indépendante est elle-même le vestige d'un mode de production précapitaliste, féodal. En tant que vestige, cette forme de production connaissait déjà une transition vers le capitalisme. Les pionniers de Rayside et de Balfour avaient hérité d'une formation sociale issue de ce mode de production féodal.

De 1760 à 1840, le Québec était essentiellement une société coloniale d'Ancien Régime dont les fondements de légitimité s'érodaient lentement et graduellement, non pas tant à cause de l'influence du « capitalisme international » que parce que les contradictions internes de la structure socio-économique étaient devenues trop importantes¹.

Conclusion

Jusqu'à un certain point, le va-et-vient entre la ferme et les entreprises forestières et minières, l'obligation de suppléer aux revenus de la ferme par l'insertion graduelle dans le marché capitaliste marquent déjà la présence de contradictions internes dans le mode de la petite production indépendante. Il est quelque peu ironique que ces contradictions ont mené à la transition vers le mode de production capitaliste à l'époque où ce dernier mode traversait l'une de ses pires crises, elle-même issue d'une contradiction. De plus, la formation sociale fondée sur le mode de la petite production indépendante avait atteint ses limites : elle ne pouvait plus se développer sur sa base démographique, car celle-ci exigeait un territoire en expansion pour recevoir les nouvelles familles de producteurs. Le territoire agricole de la Vallée ne pouvait plus se diviser davantage pour accommoder le type de production agricole nécessaire à la reproduction de ce type de formation sociale.

Certains chercheront en vain dans cette étude une description et une analyse qui utilisent les concepts de langue et de culture si chers à une approche nationaliste et identitaire. À moins de voir dans la notion de principe d'organisation celle de culture, on ne retrouvera presque pas cette analyse culturelle et identitaire.

Nous avons utilisé le cadre théorique du matérialisme historique parce que nous croyons qu'il explique davantage la réalité vécue par les habitants de ces communautés canadiennes-françaises. En les écoutant et en les regardant agir, il nous est apparu que le cadre théorique de la transition et du matérialisme historique était plus riche et plus apte à comprendre leur vie quotidienne et les changements que plusieurs ont vécus durant la période qui va de la Crise à la Deuxième Guerre mondiale.

Note

1. Gérald Bernier et Daniel Dalée, *Entre l'ordre et la liberté*, op. cit., p. 33.

This page intentionally left blank

Les sources manuscrites

1. Les registres paroissiaux

Les registres des baptêmes, des mariages et des sépultures de la paroisse Saint-Joseph-de-Chelmsford commencent en 1896 et ils ont été bien conservés. Il en est de même pour ceux de la paroisse Sainte-Agnès-d'Azilda qui commencent en 1954. Ils sont entreposés dans les presbytères de ces paroisses.

Il n'existe malheureusement aucune source manuscrite des écrits des curés de la paroisse Saint-Joseph.

2. Les documents de la municipalité

Les documents des municipalités du canton de Balfour, du canton de Rayside et de la ville de Chelmsford sont conservés dans le sous-sol de l'hôtel-de-ville de Rayside-Balfour. Les registres des procès-verbaux des réunions des conseils ainsi que ceux des « By Laws » sont relativement bien conservés et encore très lisibles. Les rôles d'évaluation de la propriété foncière de Balfour et de Chelmsford n'existent que pour quelques années. Ceux de Rayside ont été perdus.

Les rapports annuels des trésoriers et des greffiers des municipalités sont conservés aux Archives de la province de l'Ontario et sont dans un très bon état.

3. Les titres de propriété

Les enregistrements des titres de propriété sont conservés au Bureau d'enregistrement immobilier du district de Sudbury dans l'édifice du gouvernement de l'Ontario à Sudbury. Pour transcrire les renseignements relatifs aux propriétés de Balfour, de Rayside et de Chelmsford, il a fallu dépouiller systématiquement tous les cahiers qui contiennent l'enregistrement des propriétés, d'abord dans le district d'Algoma où se situaient ces cantons et la ville de Chelmsford jusqu'en 1908 et ensuite dans le district de Sudbury. Les renseignements ont été écrits à la main dans ces cahiers et sont, pour la plupart, très lisibles.

4. Les recensements

Puisque les recensements nominatifs du Canada sont maintenant disponibles jusqu'en 1901, il a été possible de dépouiller les renseignements

contenus dans les recensements de Rayside, de Balfour et de Chelmsford de 1891 et de 1901. Ils sont conservés sur microfilm à la bibliothèque J.-N. Desmarais de l'Université Laurentienne de Sudbury.

Les données des recensements publiés par le Bureau fédéral de la Statistique et de Statistique Canada ont été dépouillées pour retirer toutes celles qui concernaient les cantons de Balfour et de Rayside et la ville de Chelmsford de 1891 à 1971. Ces données portaient surtout sur la production agricole et sur la population.

5. Les données sur la coupe de bois

Les données sur la coupe annuelle de bois dans le district de Sudbury sont contenues dans une série de registres intitulés « Sudbury Timber Books ». Au début de la recherche, ces registres étaient introuvables car le ministère ontarien des Richesses naturelles ne les avait pas dans ses bureaux et les Archives de la province de l'Ontario n'en avaient pas de copies ou de microfilms. À la suite d'une recherche dans les caves de certains anciens employés du ministère et dans d'autres endroits, les registres ont finalement été trouvés dans une roulotte à Blind River. Ils ont été remis aux Archives de la province qui les ont microfilmés.

6. Les rapports annuels des agronomes du district de Sudbury

Les différents agronomes du ministère ontarien de l'Agriculture affectés au district de Sudbury ont soumis des rapports annuels sur divers aspects de la situation agricole. Ces rapports sont conservés aux Archives de la province de l'Ontario. Ils ont été utiles pour retrouver des données et des impressions au sujet de l'agriculture dans la région et dans le district de Sudbury.

Abréviations utilisées

APO : Archives de la province de l'Ontario

APC : Archives publiques du Canada

Bibliographie

- ALIE, Laurent, « L'ultramontanisme au XIX^e siècle : une idéologie qui se manifeste encore dans le milieu franco-ontarien », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. V, n^o 4, septembre 1973, p. 105-119.
- ALTHUSSER, Louis, Étienne BALIBAR et Roger ESTABLET, *Lire le capital II*, Paris, François Maspero, 1967.
- ARCHAMBAULT, Jean, s.j., *Mgr Stéphane Côté, P. D., V. G., 1876-1952*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n^o 30, 1955.
- ARIÈS, Philippe, *Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle*, Paris, Seuil, 1948.
- BARTHEZ, Alice, « Le travail domestique et les rapports de domination dans l'agriculture », *Nouvelles questions féministes*, n^o 5, printemps 1983, p. 19-46.
- BÉLAND, Charles, « La vie religieuse à Blind River », dans *Blind River, centre industriel. Blezard Valley, paroisse agricole*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n^o 24, 1953.
- BÉLANGER, Roger, *Région agricole Sudbury-Nipissing*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n^o 18, 1949.
- BERNARD, Roger, *Le travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale Québec/Ontario 1900-1985*, Hearst, Les Éditions du Nordir, 1991.
- BERNIER, Gérald et Daniel SALÉE, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX^e siècle*, traduit de l'anglais par Hervé Juste, Montréal, Boréal, 1995.
- BOUCHARD, Gérard et Régis THIBAUT, « Inertie et mutations dans l'agriculture du Saguenay : évolution des productions et des rendements (1852-1971) », *Saguenayensia*, vol. 31, n^o 4, p. 4-12.
- BOURDIEU, Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.
- BOURDIEU, Pierre, « La domination masculine », *Actes de recherche en sciences sociales*, 84, septembre 1990, p. 2-31.
- BOURQUE, Gilles et Anne LÉGARÉ, *Le Québec. La question nationale*, Paris, François Maspero, 1971.
- BRAY, Matt, « The Province of Ontario and the Problem of Sulphur Fumes Emissions in the Sudbury District. An Historical Perspective », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. XVI (2), 1984, p. 81-90.
- BRETON, Raymond, « La communauté ethnique, communauté politique », *Sociologie et sociétés*, 1983, n^o 15 (2), p. 23-37.
- CARCHEDI, Guglielmo, *Problems in Class Analysis. Production, Knowledge and the Function of Capital*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1983.
- CARCHEDI, Guglielmo, *Frontiers of Political Economy*, Londres, Verso, 1991.

- CAYEN, Daniel, « Les missions catholiques du nord-est ontarien au XIX^e siècle », dans *Aspects du Nouvel-Ontario au XIX^e siècle I*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 73, p. 23-40.
- CHAMBERLAND, Joseph, prêtre, « Bonfield. La paroisse Sainte-Philomène », dans *Pour un cinquantenaire. Monographies. Bonfield 1886, Astorville 1902, Corbeil 1920*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 23, 1952.
- Chelmsford 1883-1983*, Ottawa, Le Club 50 de Chelmsford, 1983.
- CHEVALIER, Jacques, « There Is Nothing Simple About Simple Commodity Production », *Studies in Political Economy*, No. 7, Winter 1982, p. 89-124.
- CHOQUETTE, Robert, *Langue et religion. Histoire des conflits anglais-français en Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977.
- CHOQUETTE, Robert, « L'Église de l'Ontario français », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 201-229.
- CLEMENT, Wallace, *Hardrock Mining. Industrial Relations and Technological Changes at INCO*, Toronto, McClelland and Stewart, 1981.
- CLEMENT, Wallace, *Class, Power and Property. Essays on Canadian Society*, Toronto, Methuen, 1983.
- CLEMENT, Wallace et John MYLES, *Relations of Ruling. Class and Gender in Postindustrial Societies*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994.
- COTÉ, Stéphane, Mgr, P. D., « Histoire de Chelmsford », dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 4, 1944, p. 12-29.
- CROMPTON, Rosemary et Michal MANN (dir.), *Gender and Stratification*, Cambridge, Polity Press, 1986.
- CUTHBERT-BRANDT, Gail, « "J'y suis, j'y reste" » : French Canadians of Sudbury 1883-1913 », thèse de doctorat, Toronto, York University, 1976.
- D'AMOURS, Michel, « Étude socio-économique d'une communauté francophone du Nord-Est ontarien : Moonbeam, 1912-1950 », thèse de maîtrise, Université d'Ottawa, 1985.
- DECHENE, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Paris, Plon, 1974.
- DELPHY, Christine, « Agriculture et travail domestique : la réponse de la bergère à Engels », *Nouvelles questions féministes*, n° 5, printemps 1983, p. 3-18.
- DELPHY, Christine et Diana LEONARD, « Class Analysis, Gender Analysis and the Family », dans Rosemary Crompton et Michael Mann, *Gender and Stratification*, Cambridge, Polity Press, 1986.
- DENNIE, Donald, « Les catholiques francophones de Chelmsford », texte photocopié déposé à la bibliothèque de l'Université de Sudbury, octobre 1972, 36 p.
- DENNIE, Donald, « L'évolution sociale et idéologique du secteur français du diocèse du Sault Ste-Marie », texte photocopié déposé à la bibliothèque de l'Université de Sudbury, printemps 1973, 101 p.

BIBLIOGRAPHIE

- DENNIE, Donald, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1, 1978, p. 69-90.
- DENNIE, Donald, *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury, 1883-1943 : une étude de démographie historique*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 84, 1986.
- DENNIE, Donald, « Sudbury 1883-1946. A Social Historical Study of Property and Class », thèse de doctorat, Ottawa, Carleton university, 1989.
- DENNIE, Donald, « Le comportement démographique de deux paroisses canadiennes-françaises de la région de Sudbury », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 16, 1994, p. 9-40.
- DENNIE, Donald, « La propriété foncière à Chelmsford et dans le canton de Balfour, 1911-1968 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 15, 1993, p. 51-78.
- DENNIE, Donald, « La cellule 902 du Mine Mill : les dix premières années (1949-1959) du syndicat des travailleurs de la ville et du district de Sudbury », dans Mercedes Steedman, Peter Suschnigg et Dieter K. Buse (dir.), *Hard Lessons. The Mine Mill in the Canadian Labour Movement*, Toronto, Dundurn Press, 1995, p. 50-67.
- DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS, *A History of Sudbury Forest District*, Toronto, District History Series, No. 21, 1967.
- DHORQUOIS, Guy, *Pour l'histoire*, Paris, Anthropos, 1971.
- DORIAN, Charles, *The First 75 Years. A Headline History of Sudbury, Canada*, Ilfracombe, Devon, (G.-B.), Arthur Stockwell, 1958.
- DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Éditions du Boréal, 1993.
- DUMONT, Fernand et Yves MARTIN (dir.), *Situation de la recherche sur le Canada français*, Premier colloque de la revue *Recherches sociographiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962.
- DUMONT, Fernand, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN (dir.), *Idéologies au Canada français 1850-1900*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971.
- DURKHEIM, Émile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Presses universitaires de France, 7^e édition, 1985.
- ENGELS, Friedrich, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions sociales, 1954.
- FALARDEAU, Jean-Charles, « Rôle et importance de l'Église au Canada français », *Espirit*, numéro spécial, « Le Canada français », nos 8-9, août-septembre 1942, p. 214-229.
- FALARDEAU, Jean-Charles, « Parish Research in Canada » dans C. J. Nuesse et Thomas J. Harte (dir.), *The Sociology of the Parish*, Milwaukee, Bruce Publishing, 1950, Appendix A, p. 323-332.
- FALARDEAU, Jean-Charles, « Les recherches de sociologie religieuse au Canada », *Lumen Vitae* (Bruxelles), VI, 1-2, 1951, p. 127-142.
- FALARDEAU, Jean-Charles, « Les recherches religieuses au Canada français », dans Fernand Dumont et Yves Martin (dir.), *Situation de la recherche sur le Canada français*, Premier colloque de la revue *Recherches sociographiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, p. 209-228.
- FAURE, Claude, *Agriculture et capitalisme*, Paris, Anthropos, 1978.

- FERRETTI, Lucia, *Entre voisins : la société paroissiale en milieu urbain : Saint-Pierre-Àpôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992.
- FLEURY, Michel et Louis HENRY, *Des registres paroissiaux à l'histoire de la population. Manuel de dépouillement et d'exploitation de l'état civil ancien*, Paris, Institut national d'études démographiques, 1956.
- FLEURY, Michel et Louis HENRY, *Nouveau manuel de dépouillement et d'exploitation de l'état civil ancien*, Paris, Éditions de l'Institut national d'études démographiques, 1965.
- FORTIN, Gérard, « Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole », dans Marcel Rioux et Yves Martin (études choisies et présentées par), *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, p. 101-118.
- GAFFIELD, Chad, « Boom and Bust : The Demography and Economy of the Lower Ottawa Valley in the Nineteenth Century », *Historical Papers*, Canadian Historical Association, 1982, p. 172-195.
- GAFFIELD, Chad, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, culture, économie* (traduction de Gilles Hénault avec la collaboration de Lise Demers), Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, collection « Amérique française », 1993.
- GAGAN, David, *Hopeful Travelers*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.
- GARIGUE, Philippe, *Études sur le Canada français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1958.
- GAUDREAU, Guy, « Le développement des activités forestières en Ontario (1885-1900) : une prise de vue quantitative », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, 1990, p. 65-90.
- GÉRIN, Léon, « La famille canadienne-française, sa force, ses faiblesses. Le paysan de Saint-Irénée, hier et aujourd'hui », dans Marcel Rioux et Yves Martin (études choisies et présentées par), *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, p. 45-68.
- GERVAIS, Gaétan, « Le réseau ferroviaire du Nord-Est de l'Ontario, 1881-1931 », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. XIII, n° 2, février 1981, p. 35-63.
- GERVAIS, Gaétan, « L'Ontario français, 1821-1910 », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 49-124.
- GERVAIS, Gaétan, « Le Règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18, 1996, p. 123-192.
- GODBOUT, Arthur, *Nos écoles franco-ontariennes : histoire des écoles de langue française dans l'Ontario, des origines du système scolaire (1841) à nos jours*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980.
- GODELIER, Maurice (dir.), *Transitions et subordinations au capitalisme*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991.
- GOLTZ, Eileen, « Genesis and Growth of a Company Town. Copper Cliff 1886-1920, Sudbury », thèse de maîtrise, Département d'histoire, Université Laurentienne, 1983.
- GOUBERT, Pierre, *Beauvais et le Beauvaisais de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France du XVII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1960.
- GUINDON, Hubert, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise* (textes réunis et présentés par Roberta Hamilton et John L. MacMullan, traduction de

BIBLIOGRAPHIE

- Suzanne Saint-Jacques Mineau), Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1990.
- HABERMAS, Jürgen, *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, traduit de l'allemand par Jean Coste, Paris, Payot, 1988.
- HALLSWORTH, Gwenda, « A Good Paying Business : Lumbering on the North Shore of Lake Huron, 1850-1910, With Particular Reference to the Sudbury District », thèse de maîtrise, Département d'histoire, Université Laurentienne, 1983.
- HARTMANN, Heidi, « The Unhappy Marriage of Marxism and Feminism : Towards a More Progressive Union », dans Lydia Sargent (dir.), *Women and Revolution. A Discussion of the Unhappy Marriage of Marxism and Feminism*, Montréal, Black Rose Books, 1981.
- HENRY, Louis, *Démographie. Analyse et modèles*, Paris, Librairie Larousse, 1972.
- HÉROUX, Louis, s.j., *Aperçu sur les origines de Sudbury*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 2, 1943.
- HUGHES, Everett C., *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, traduction de Jean-Charles Falardeau, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1972.
- JOHNSON, Leo A. « Independent Commodity Production : Mode of Production or Capitalist Class Formation », *Studies in Political Economy*, No. 6, Autumn 1981, p. 93-112.
- JUTEAU, Danielle et Lise SÉGUIN-KIMPTON, « La collectivité franco-ontarienne : structuration d'un espace symbolique et politique », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 265-304.
- KORSCH, Karl, *Karl Marx*, New York, Russell & Russell, 1963.
- LALIBERTÉ, G.-Raymond, *Une société secrète : l'Ordre de Jacques Cartier*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983.
- LALONDE, André, *Le Règlement XVII et ses répercussions sur le Nouvel-Ontario*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques nos 46-47, 1965.
- LEBOURDAIS, D. M., *Sudbury Basin. The Story of Nickel*, Toronto, The Ryerson Press, 1953.
- LEFEBVRE, Henri, *La pensée de Karl Marx*, Paris, Bordas, 1966.
- LÉNINE, *Le développement du capitalisme en Russie*, Moscou, Éditions du Progrès, 1974.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. Tome I : De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Express, 1989; *Histoire du Québec contemporain. Tome II : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989.
- MACPHERSON, C. B. (dir.), *Property : Mainstream and Critical Positions*, Toronto, University of Toronto Press, 1978.
- MAIN, O. W., *The Canadian Nickel Industry : A Study in Market Control and Public Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1955.
- MARX, Karl, *Fondements de la critique de l'économie politique (ébauche de 1857-1858)*, traduit par Roger Dangeville, Paris, Anthropos, 1968.

- MARX, Karl, *Ceuvres. Économie I*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1965.
- MARX, Karl, *Ceuvres. Économie II*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1968.
- MARX, Karl, *Ceuvres III. Philosophie*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1982.
- MARX, Karl, F. ENGELS et LÉNINE (textes choisis et commentés par Maurice Godelier), *Sur les sociétés précapitalistes*, Paris, Éditions sociales, 1973.
- MINER, Horace, *St. Denis : A French-Canadian Parish*, University of Chicago Press, 1939.
- MOLLARD, Amédée, *Paysans exploités. Essai sur la question paysanne*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1978.
- MONIÈRE, Denis, « L'utilité du concept de mode de production de petits producteurs pour l'historiographie de la Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 4 (mars 1976), p. 483-502.
- MOREUX, Colette, *La fin d'une religion ? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1969.
- MOREUX, Colette, *Douceville en Québec : la modernisation d'une tradition*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1982.
- O'BRIEN, Mary, *The Politics of Reproduction*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1980.
- OUELLET, Fernand, « L'évolution de la présence francophone en Ontario », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 127-199.
- PLANTE, Albert, s.j. et J.-Raoul HURTUBISE, *Les écoles bilingues d'Ontario. Les écoles bilingues de Sudbury*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 28, 1954.
- POUYEZ, Christian et Yolande LAVOIE (avec la collaboration de Gérard Bouchard, Raymond Roy, Jean-Paul Simard et Marc St-Hilaire), *Les Saguenayens*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1993.
- PROULX, Gilberte, *Familles pionnières. Leur odysée. Leur enracinement*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 5, 1944.
- RAYMOND, Alphonse, s.j., *Paroisse Sainte-Anne de Sudbury, 1883-1953*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 26, 1953.
- REINHARD, Marcel, *Histoire de la population mondiale*, Paris, Éditions Montchrestien, 1949.
- REY, Pierre-Philippe, *Les alliances de classes*, Paris, François Maspero, 1978.
- RIOUX, Marcel et Yves MARTIN (études choisies et présentées par), *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.
- ROCHER, Guy, *Le Québec en mutation*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.
- RUBEL, Maximilien, *Karl Marx. Essai de biographie intellectuelle*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1957.
- SAINT-HILAIRE, Marc, « La structuration foncière en milieu de colonisation agroforestière : Saint-Fulgence, 1852-1898 », *Saguenayensia*, vol. 27, n° 4, p. 138-145.

BIBLIOGRAPHIE

- SÉGUIN, Lionel, pre, *Historique de la paroisse de Chelmsford, Ontario*, s. 1., 1948.
- SÉGUIN, Normand, *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 1980.
- STELTER, Gilbert, « The Origins of a Company Town : Sudbury in the Nineteenth Century, » *Revue de l'Université Laurentienne*, 3, février 1971, p. 3-37.
- STELTER, Gilbert, « Community Development in Toronto's Commercial Empire. The Industrial Towns of the Nickel Belt 1883-1931 », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. VI, n° 3, 1974, p. 3-54.
- STRUTHERS, James, *No Fault of Their Own. Unemployment and the Canadian Welfare State 1914-1941*, Toronto, University of Toronto Press, 1983.
- THOMPSON, John F. et Norman BEASLEY, *For the Years to Come : A Story of International Nickel of Canada*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1960.
- TREMBLAY, Martine, « Le peuplement et la colonisation au Québec et dans le Nord de l'Ontario : connaissances actuelles et perspectives de recherches », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, p. 43-64.
- VANDELAC, Louise et al., *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1985.
- WEBER, Max, *Économie et société*, tome premier, Paris, Librairie Plon, 1971.

This page intentionally left blank

Annexes

CONSEIL DU CANTON DE BALFOUR

Année	Impôts	Recettes		Total
		Subventions	Emprunts	
1890	182	~	~	182
1891	375	~	~	448
1892	633	~	200	953
1893	885	~	300	1 263
1894	968	~	500	1 690
1895	845	~	1 275	2 310
1896	1 447	~	506	2 163
1897	1 715	~	1 825	3 749
1898	1 397	~	1 435	3 105
1899	3 065	~	1 250	4 642
1900	1 209	~	1 605	3 383
1901	2 695	134	3 850	7 375
1902	2 106	~	2 275	5 449
1903	1 875	~	3 000	5 729
1904	2 598	~	3 110	6 312
1905	2 449	500	1 300	4 733
1906	5 334	~	1 900	7 485
1907	3 183	~	2 200	6 573
1908	3 555	~	1 675	6 084
1909	5 925	~	2 400	9 143
1910	4 180	~	2 950	7 202
1911	5 330	~	590	8 672
1912	4 141	~	1 000	6 632
1913	4 261	1 740	1 000	8 401
1914	4 115	1 000	1 300	6 655
1915	4 345	79	196	5 113
1916	4 292	639	2 198	7 141
1917	3 610	~	4 400	6 954
1918	5 234	789	5 943	15 811

À L'OMBRE DE L'INCO

1919	4 099	1 539	5 301	11 234
1920	6 509	~	5 083	12 852
1921	7 192	1 975	16 312	25 479
1922	5 681	1 500	7 500	14 697
1923	8 265	2 517	36 100	46 982
1924	7 224	~	~	26 923
1925	8 151	~	~	11 118
1926	9 847	~	~	15 868
1927	7 592	~	~	11 679
1928	11 702	~	~	16 172
1929	6 598	~	~	10 235
1930	9 734	~	~	13 576
1931	6 977	~	~	10 982
1932	8 384	~	~	13 928
1933	7 651	~	~	11 624
1934	6 953	2 318	~	12 984
1935	7 766	1 683	~	10 080
1936	8 824	2 953	~	13 743
1937	11 494	7 771	~	18 977
1938	9 910	4 136	~	14 966
1939	10 318	4 695	~	16 692
1940	9 051	4 695	~	14 473
1941	9 670	5 301	~	15 735
1942	8 558	2 821	~	12 008
1943	9 002	5 179	~	14 661
1944	4 895	1 671	~	6 889
1945	9 336	5 302	~	15 014
1946	9 303	5 649	~	15 447
1947	13 886	11 886	~	26 639
1948	12 175	7 205	~	20 917
1949	13 903	7 604	~	22 570
1950	15 090	8 968	~	25 131
1951	14 979	9 435	~	25 536
1952	17 018	13 671	~	33 559
1953	19 095	12 957	~	32 845
1954	22 148	17 028	~	40 098
1955	30 938	26 518	~	66 371

ANNEXES

1956	48 869	20 386	~	78 546
1957	45 573	23 330	~	86 220
1958	47 253	55 777	~	124 141
1959	47 612	60 220	~	139 074
1960	56 076	58 125	~	135 008
1961	68 240	155 995	~	251 931
1962	68 688	51 134	~	142 406
1963	83 915	62 724	~	171 672
1964	90 441	50 807	~	166 788
1965	110 726	36 121	~	197 524
1966	118 181	33 091	~	214 909
1967	131 987	103 849	~	291 925
1968	134 378	146 004	~	287 283
1969	506 120	589 023	~	1 132 703
1970	541 082	765 216	~	1 338 610
1971	569 950	704 339	~	1 360 236
1972	842 777	578 684	~	1 593 745

Dépenses

Années	1	2	3	4	5	6	7	8
1890	81	49	~	~	~	~	~	137
1891	149	105	~	130	~	~	~	390
1892	114	104	~	389	~	~	~	937
1893	238	99	~	285	~	~	~	1 204
1894	268	386	~	532	~	~	~	1 675
1895	170	355	~	581	33	~	~	2 447
1896	400	338	~	841	2	~	~	2 151
1897	316	157	~	785	14	~	~	3 716
1898	574	325	~	838	34	~	~	3 050
1899	436	480	~	1 226	17	~	~	4 370
1900	343	345	~	985	14	~	~	3 090
1901	601	258	~	1 150	34	~	~	6 680
1902	588	408	~	1 124	20	~	~	4 929
1903	426	480	~	1 311	13	~	~	5 457
1904	653	503	~	1 183	21	~	~	6 110
1905	548	1 001	~	1 942	16	~	~	5 021

À L'OMBRE DE L'INCO

1906	1 074	423	~	2 160	~	~	~	6 564
1907	537	765	~	3 012~	~	~	~	6 211
1908	742	1 237	~	1 981~	~	~	~	5 437
1909	592	841	~	3 407~	~	~	~	9 065
1910	634	405	~	1 531~	~	~	~	5 282
1911	2 876	666	~	2 610~	~	~	~	7 977
1912	827	1 295	~	1 668~	~	~	~	6 632
1913	591	1 171	~	894~	~	~	~	8 182
1914	542	1 577	~	2 306~	~	~	~	6 436
1915	637	627	~	2 405~	~	~	~	5 101
1916	472	1 252	~	2 349	40	~	~	6 836
1917	518	1 955	~	2 504	~	~	~	8 089
1918	640	1 814	~	2 383	~	~	~	15 987
1919	515	2 683	~	3 202	~	~	~	10 633
1920	800	1 130	~	2 588	~	~	~	13 497
1921	800	4 728	~	4 300	~	~	~	25 797
1922	788	4 212	~	4 313	~	~	~	14 843
1923	702	5 285	~	3 815	75	~	~	45 353
1924	764	20 551	~	3 781	~	~	~	5 701
1925	615	3 615	~	2 957	~	~	~	7 976
1926	748	7 842	~	~	437	~	~	12 948
1927	709	4 561	~	3 400	180	~	~	10 618
1928	2 157	6 121	~	3 058	~	~	~	12 040
1929	860	5 786	~	4 085	~	~	~	11 242
1930	1 034	6 245	~	4 403	~	~	~	13 113
1931	2 294	6 133	~	4 694	~	~	~	13 925
1932	1 483	4 875	~	1 571	3 101	~	~	12 658
1933	4 643	3 702	~	800	~	~	~	9 820
1934	1 792	4 275	~	3 200	65	~	~	12 984
1935	1 601	3 617	~	~	565	~	~	10 080
1936	1 456	5 904	~	3 390	~	~	~	13 744
1937	2 311	6 138	~	4 520	~	~	~	5 805
1938	1 726	6 157	~	4 344	1 569	~	~	13 867
1939	1 850	6 701	~	4309	2 422	~	~	15 332
1940	1 675	5 345	~	4 162	1 830	~	~	14 473
1941	1 536	7.363	~	4 481	1 135	~	~	14 935
1942	1 528	4 220	~	4 620	709	~	~	11 283

ANNEXES

1943	1 479	6 949	~	4 391	~	~	~	14 296
1944	1 383	2 497	~	2 050	~	~	~	6 293
1945	1 798	7 512	~	4 690	659	~	~	15 106
1946	1 980	8 311	~	4 809	652	~	~	16 320
1947	1 909	17 873	326	6 134	618	~	~	29 307
1948	2 076	11 277	77	5 846	707	~	~	21 020
1949	1 907	13 038	51	7 034	381	~	~	25 021
1950	1 863	12 971	28	8 22	783	~	~	24 578
1951	2 097	12 626	26	7 893	578	~	~	25 155
1952	2 350	18 099	234	7 984	2 789	~	~	33 228
1953	2 691	15 305	187	11 859	1 342	~	~	33 549
1954	3 354	15 172	55	17 426	2 197	~	~	41 096
1955	4 795	17 260	97	24 770	2 522	~	~	76 410
1956	6 313	16 034	733	33 177	2 423	~	~	80 845
1957	10 070	16 567	772	27 323	4 990	~	~	73 506
1958	11 057	61 083	727	27 777	7 212	~	~	135 683
1959	11 497	40 599	567	29 223	6 463	~	~	132 203
1960	11 764	40 865	792	33 646	7 478	87	472	137 857
1961	13 078	33 599	1 242	43 643	10 822	87	215	241 061
1962	12 628	41 979	3 713	46 232	10 863	104	70	143 260
1963	14 041	48 261	4 981	57 756	13 260	87	571	173 109
1964	14 268	36 757	7 157	63 272	11 000	87	~	167 289
1965	17 699	30 169	8 597	80 127	3 114	1 255	1 030	198 612
1966	19 278	30 858	9 518	85 679	4 092	183	600	210 438
1967	25 745	89 855	8 106	96 533	4 958	932	165	281 873
1968	33 304	90 160	13 465	126 895	3 154	2 407	2 250	290 723
1969	91 674	435 823	61 615	324 437	10 286	76 390	66 109	1 117 797
1970	107 960	524 655	53 188	287 266	23 817	100 180	130 081	1 327 459
1971	112 978	608 053	62 894	259 117	31 754	134 827	111 147	1 372 386
1972	128 420	368 039	83 741	345 863	32 413	149 697	107 697	1 321 171

1 = Administration. 2 = Travaux publics. 3 = Protection de la propriété et des personnes.
4 = Éducation. 5 = Assistance publique. 6 = Sanitation. 7 = Loisirs. 8 = Total.

Sources : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries; Provincial Secretary, Bureau of Municipal Affairs; Department of Municipal Affairs, APO, RG 19-142, TB42 et TB565; Treasurer's Returns, Conseils de Chelmsford, Balfour et Rayside, Department of Municipal Affairs, APO, RG-142, TB43, TB566, TB1493, TB1287, TB1857.

À L'OMBRE DE L'INCO

CONSEIL DE CHELMSFORD

Année	Recettes			Total
	Impôts	Subventions	Emprunts	
1910	2 269		1 100	3 568
1911	2 276		100	3 560
1912	2 886		2 000	5 127
1913	2 958		3 418	7 132
1914	2 830		2 778	5 849
1915	3 080		1 284	4 699
1916	2 466		1 600	4 294
1917	3 024		1 942	5 305
1918	3 463		1 350	5 275
1919	3 539		2 946	7 256
1920	3 754		1 600	6 814
1921	3 891		3 500	8 017
1922	3 247		4 500	9 874
1923	3 890		18 150	23 245
1924	3 534		12 497	16 279
1925	3 953		16 100	21 703
1926	6 274		16 503	23 663
1927	6 198		29 845	36 590
1928	8 945		22 769	32 982
1929	8 055		19 110	27 983
1930	6 247		10 872	18 346
1931	6 145		27 191	34 815
1932	7 038		8 060	24 041
1933	6 903			7 209
1934	7 580			20 099
1935	7 945			8 373
1936	9 604			38 443
1937	9 095			25 641
1938	10 190			17 829
1939	10 158			17 341
1940	9 576			13 936
1941	9 526	2 760		12 316
1942	9 345	1 086		12 025

ANNEXES

1943	8 078	1 293	9 761
1944	8 376	2 629	11 372
1945	9 011	2 594	12 158
1946	11 428	1 989	14 179
1947	13 288	2 331	16 486
1948	13 441	3 133	17 296
1949	20 674	4 217	25 561
1950	22 036	4 620	38 479
1951	24 321	6 627	32 090
1952	32 168	13 209	46 370
1953	40 039	15 354	67 815
1954	50 031	17 458	82 696
1955	72 597	24 116	118 720
1956	84 134	26 173	143 116
1957	72 764	29 002	132 088
1958	90 760	42 341	156 970
1959	90 756	44 010	162 225
1960	105 264	41 988	178 753
1961	132 696	51 575	219 738
1962	149 543	62 625	261 297
1963	168 922	60 505	284 316
1964	157 132	52 815	269 892
1965	160 761	75 765	288 894
1966	198 165	60 331	311 319
1967	217 893	378 698	665 709
1968	237 832	242 596	496 615

Années	Dépenses							
	1	2	3	4	5	6	7	8
1910	521	715	~	1 100	~	~	~	2 545
1911	747	718	~	800	164	~	~	3 660
1912	700	756	~	1 616	~	~	~	4 990
1913	614	317	~	1 482	~	~	~	7 058
1914	556	686	~	1 266	~	~	~	5 805
1915	600	825	~	1 339	~	~	~	4 533
1916	525	806	~	969	~	~	~	4 115

À L'OMBRE DE L'INCO

1917	456	911	~	1 248	167	~	~	4 955
1918	472	1 008	~	1 325	113	~	~	4 869
1919	453	2 638	~	1 379	~	~	~	6 610
1920	613	575	~	1 991	~	~	~	6 814
1921	8552	007	~	1 535	~	~	~	7 867
1922	7953	301	~	1 492	147	~	~	9 481
1923	8312	106	~	1 404	116	~	~	23 127
1924	8501	056	~	1 588	~	~	~	16 251
1925	551	4 042	~	944	320	~	~	20 053
1926	760	7 551	~	1 201	149	~	~	25 552
1927	725	7 960	~	3 186	149	~	~	36 589
1928	1 807	1 857	~	3 366	131	~	~	32 823
1929	2 166	803	~	3 300	239	~	~	24 344
1930	1 913	864	~	3 335	~	~	~	18 897
1931	1 923	431	~	2 033	40	~	~	35 319
1932	1 310	103	~	150	8 722	~	~	24 344
1933	1 293	138	~	~	778	~	~	5 621
1934	4 486	55	~	1 760	723	~	~	6 958
1935	1 677	173	~	1 712	3 231	~	~	8 373
1936	2 359	2 460	~	1 721	32 541	~	~	39 073
1937	2 666	1 948	~	1 670	17 485	~	~	23 958
1938	2 357	1 946	~	1 711	7 774	~	~	14 589
1939	2 150	205	~	1 729	7 148	~	~	14 314
1940	2 006	798	~	1 723	4 747	~	~	13 936
1941	2 030	1 109	~	1 945	1 548	~	~	12 316
1942	1 790	659	~	2 303	2 654	~	~	10 483
1943	1 456	991	~	2 155	1 205	~	~	10 178
1944	2 202	1 472	~	2 237	2 299	~	~	11 910
1945	3 687	1 027	~	2 617	4 156	~	~	12 509
1946	1 887	1 423	~	3 711	3 408	~	~	13 205
1947	1 879	1 984	~	5 258	3 305	~	~	17 057
1948	2 475	1 757	~	5 264	4 494	~	~	17 252
1949	2 697	~	3 308	7 614	3 897	3 562	~	25 561
1950	3 121	2 873	2 480	8 154	4 679	3 765	~	28 470
1951	3 955	4 264	2 210	9 288	5 429	3 866	~	31 685
1952	4 917	7 150	2 160	11 102	6 028	3 950	~	41 142
1953	5 207	8 897	5 759	16 115	9 737	79	~	74 890

ANNEXES

1954	7 149	13 833	7 409	22 719	4 239	900	~	86 783
1955	8 755	25 549	5 747	36 368	4 508	3 410	~	106 321
1956	10 065	10 206	12 736	46 983	7 071	18	~	139 744
1957	11 955	10 282	15 687	41 425	12 233	~	~	135 558
1958	18 700	15 952	16 123	45 378	20 160	~	~	163 773
1959	18 007	20 039	15 151	44 781	19 609	~	~	163 635
1960	20 586	21 911	14 510	58 665	15 132	~	~	181 709
1961	24 320	20 946	15 352	70 252	28 450	6 894	1 284	221 519
1962	26 220	22 375	20 001	72 720	35 156	5 531	4 947	261 935
1963	24 448	29 922	22 631	86 968	31 084	5 316	6 441	287 782
1964	21 013	37 690	21 565	71 520	16 128	5 273	5 469	254 900
1965	23 859	84 530	25 374	94 020	4 938	7 260	4 427	312 712
1966	27 770	63 084	24 679	105 562	5 535	6 766	4 116	323 235
1967	34 986	333 479	26 671	121 536	6 446	8 662	21 031	658 973
1968	48 599	126 779	29 167	159 072	4 077	49 096	15 080	485 035

1 = Administration. 2 = Travaux publics. 3 = Protection de la propriété et des personnes. 4 = Éducation.
5 = Assistance publique. 6 = Sanitation. 7 = Loisirs. 8 = Total.

Sources : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries; Provincial Secretary, Bureau of Municipal Affairs; Department of Municipal Affairs, APO, RG 19-142, TB42 et TB565; Treasurer's Returns, Conseils de Chelmsford, Balfour et Rayside, Department of Municipal Affairs, APO, RG-142, TB43, TB566, TB1493, TB1287, TB1857.

À L'OMBRE DE L'INCO

CONSEIL DU CANTON DE RAYSIDE

Année	Recettes			Total
	Impôts	Subventions	Emprunts	
1891	648	~	~	708
1892	523	50	125	762
1893	1 035	~	500	1 569
1894	1 104	~	55	1 289
1895	777	~	550	1 406
1896	994	~	200	1 312
1897	1 646	~	300	2 041
1898	1 390	~	430	1 835
1899	1 661	~	335	2 099
1900	2 053	~	400	2 506
1901	1 485	~	800	2 273
1902	1 430	~	1 238	2 896
1903	1 422	~	1 231	2 809
1904	1 821	~	2 769	4 758
1905	3 453	~	3 285	6 823
1906	3 742	~	2 542	7 685
1907	2 240	~	300	4 022
1908	1 967	950	3 420	6 431
1909	2 188	250	3 620	6 660
1910	3 750	450	4 775	8 853
1911	3 715	~	1 950	5 919
1912	3 580	400	3 050	7 145
1913	3 506	1 202	1 550	6 726
1914	4 514	669	1 600	7 257
1915	4 150	500	1 400	7 387
1916	4 136	500	700	5 628
1917	4 494	300	2 145	8 416
1918	4 890	60	3 037	8 977
1919	5 314	~	1 270	8 269
1920	6 430	~	11 200	17 788
1921	6 925	~	7 000	15 269
1922	6 561	4 789	10 500	23 453
1923	8 807	1 393	30 400	42 851

ANNEXES

1924	8 153	~	~	9 918
1925	7 531	1 557	~	9 089
1926	8 930	2 617	~	11 520
1927	5 512	~	~	8 542
1928	6 293	~	~	11 763
1919	6 372	~	~	9 952
1930	7 175	~	~	14 597
1931	8 607	~	~	12 003
1932	6 166	~	~	13 822
1933	6 435	~	~	11 110
1934	5 048	~	~	12 565
1935	5 845	4 308	~	12 709
1936	8 836	6 192	~	15 773
1937	9 816	3 538	~	14 130
1938	9 650	3 219	~	13 901
1939	10 513	4 860	~	16 294
1940	9 429	4 167	~	14 564
1941	9 848	4 495	~	15 086
1942	3 845	2 983	~	8 035
1943	11 140	4 631	~	16 243
1944	9 518	5 142	~	15 204
1945	10 528	6 620	~	23 372
1946	9 912	7 144	~	18 746
1947	10 896	6 757	~	19 876
1948	10 793	6 636	~	19 836
1949	13 189	9 695	~	25 307
1950	15 635	12 495	~	34 879
1951	20 998	11 597	~	36 904
1952	23 035	13 990	~	40 751
1953	39 183	15 750	~	63 861
1954	63 056	25 279	~	90 557
1955	51 078	22 155	~	178 953
1956	61 978	48 729	~	114 451
1957	112 675	32 529	~	151 463
1958	118 105	33 940	~	160 890
1959	121 848	79 900	~	216 986
1960	163 848	179 560	~	353 666

À L'OMBRE DE L'INCO

1961	171 485	97 587	~	287 030
1962	183 108	133 736	~	341 692
1963	225 355	105 007	~	360 675
1964	231 043	95 344	~	352 535
1965	287 614	109 044	~	423 303
1966	278 401	133 636	~	449 738
1967	282 287	214 396	~	546 958
1968	257 869	266 007	~	543 020
1969	253 021	317 896	~	600 189
1970	266 456	310 051	~	629 833
1971	286 813	372 889	~	715 736
1972	373 576	339 641	~	819 860

Années	Dépenses							
	1	2	3	4	5	6	7	8
1891	92	118	~	326	~	~	~	644
1892	70	117	~	349	~	~	~	741
1893	375	405	~	355	~	~	~	1 495
1894	270	37	~	565	~	~	~	1 253
1895	250	71	~	580	~	~	~	1 351
1896	345	94	~	412	~	~	~	1 288
1897	305	242	~	818	~	~	~	2 036
1898	410	474	~	760	~	~	~	1 815
1899	415	221	~	979	~	~	~	2 099
1900	255	697	~	731	~	~	~	2 505
1901	205	188	~	1 116	~	~	~	2 128
1902	315	287	~	1 056	178	~	~	2 791
1903	445	235	~	771	~	~	~	2 680
1904	365	1 235	~	736	~	~	~	4 746
1905	440	1 200	~	983	~	~	~	6 447
1906	530	730	~	2 021	~	~	~	6 238
1907	295	541	~	1 989	~	~	~	3 971
1908	445	2 275	~	1 271	130	~	~	6 399
1909	360	378	~	2 823	~	~	~	6 628
1910	425	1 208	~	2 220	~	~	~	8 702
1911	405	775	~	1 944	~	~	~	5 900

ANNEXES

1912	475	710	~	1 710	~	~	~	6 828
1913	654	1 239	~	2 998	~	~	~	6 365
1914	443	1 175	~	2 617	~	~	~	6 022
1915	695	886	~	3 193	~	~	~	7 168
1916	330	1 456	~	1 721	~	~	~	4 360
1917	640	1 150	~	2 995	~	~	~	7 699
1918	545	1 125	~	2 447	~	~	~	7 892
1919	685	1 288	~	3 176	~	~	~	6 499
1920	915	1 014	~	2 353	~	~	~	16 650
1921	1 095	6 388	~	4 312	210	~	~	13 737
1922	440	5 660	~	3 312	~	~	~	15 500
1923	1 250	4 500	~	3 457	~	~	~	42 129
1924	1 695	2 825	~	3 575	~	~	~	9 711
1925	729	2 765	~	2 238	~	~	~	9 089
1926	710	1 782	~	3 051	~	~	~	7 106
1927	516	2 612	~	2 609	~	~	~	6 203
1928	586	3 139	~	2 250	~	~	~	6 465
1929	775	4 292	~	3 046	~	~	~	8 557
1930	715	4 118	~	3 520	~	~	~	9 014
1931	781	5 243	~	3 335	~	~	~	10 798
1932	1 520	3 064	~	78	~	~	~	12 034
1933	1 063	2 324	~	2 318	491	~	~	7 513
1934	1 356	2 257	~	2 646	158	~	~	6 067
1935	1 899	5 715	~	2 732	2 297	~	~	12 709
1936	1 636	3 665	~	4 123	8 038	~	~	17 880
1937	1 878	5 170	~	4 157	1 612	~	~	13 323
1938	1 749	4 918	~	4 360	820	~	~	12 726
1939	1 861	6 511	~	4 620	2 236	~	~	16 080
1940	1 509	6 138	~	~	1 270	~	~	10 461
1941	1 787	6 466	~	4 071	801	~	~	15 086
1942	1 831	4 077	~	~	904	~	~	8 035
1943	1 992	6 596	~	3 970	287	~	~	15 970
1944	1 983	7 141	~	4 084	277	~	~	14 359
1945	1 998	10 025	~	3 139	305	~	~	21 183
1946	2 130	11 351	~	3 684	~	~	~	18 943
1947	1 945	10 699	~	5 326	450	~	~	20 754
1948	1 780	9 841	~	5 534	~	~	~	20 207

À L'OMBRE DE L'INCO

1949	3 077	15 174	~	6 228	~	~	~	28 201
1950	3 239	13 040	~	6 771	2 736	~	~	33 670
1951	4 206	14 988	~	10 075	2 776	~	~	38 602
1952	7 752	15 901	~	10 995	4 424	~	~	46 849
1953	5 580	20 447	~	25 411	9 838	~	~	80 461
1954	10 652	20 846	~	23 666	4 173	~	~	72 339
1955	10 483	41 188	297	41 906	4 700	773	~	179 426
1956	16 277	30 920	5 721	46 741	6 344	325	397	140 976
1957	15 218	17 841	10 362	38 950	5 014	253	3 190	114 864
1958	22 463	20 872	16 638	60 412	4 866	360	3 647	159 893
1959	24 154	69 968	20 110	63 626	7 219	250	1 857	217 888
1960	25 638	106 844	24 455	78 885	12 435	972	1 723	378 372
1961	24 099	63 814	24 506	101 625	19 338	5 411	2 009	277 071
1962	38 165	98 903	28 303	109 045	15 700	7 639	4 207	338 933
1963	34 485	68 962	31 736	137 814	22 432	8 833	3 988	347 790
1964	35 625	59 374	37 576	144 980	23 478	8 711	5 804	352 788
1965	34 232	97 911	28 863	195 278	6 739	8 897	3 180	412 452
1966	36 739	102 541	19 083	208 787	9 129	9 476	18 283	460 954
1967	41 420	150 129	23 105	229 128	10 451	10 479	36 921	550 591
1968	47 253	125 452	25 753	254 696	8 440	12 504	39 214	543 961
1969	56 818	123 029	24 503	239 113	9 485	12 516	113 930	597 732
1970	64 968	119 336	28 773	237 559	11 530	17 217	136 776	636 781
1971	74 169	192 473	29 105	248 131	25 461	21 708	108 449	714 048
1972	81 318	214 245	34 407	194 556	19 447	35 334	238 842	839 543

1 = Administration. 2 = Travaux publics. 3 = Protection de la propriété et des personnes. 4 = Éducation.
5 = Assistance publique. 6 = Sanitation. 7 = Loisirs. 8 = Total.

Sources : Municipal Returns, Department of Agriculture, Bureau of Industries; Provincial Secretary, Bureau of Municipal Affairs; Department of Municipal Affairs, APO, RG 19-142, TB42 et TB565; Treasurer's Returns, Conseils de Chelmsford, Balfour et Rayside, Department of Municipal Affairs, APO, RG-142, TB43, TB566, TB1493, TB1287, TB1857.

ANNEXES

POPULATION ANNUELLE DES CANTONS
DE RAYSIDE ET DE BALFOUR
ET DE LA VILLE DE CHELMSFORD (1890-1972)
selon les rapports des greffiers des conseils

	Canton de Rayside	Canton de Balfour	Chelmsford
1891			
1892			
1893			
1894		327	
1895	468	480	
1896	529	438	
1897	626	430	
1898	670	670	
1899	743	688	
1900	747	598	
1901	760	629	
1902	681	766	
1903	712	819	
1904	741	714	
1905	822	877	
1906	836	830	
1907	763	843	
1908	802	866	
1909	769	870	
1910	770	479	534
1911	768	494	483
1912	842	442	615
1913	840	446	534
1914	852	487	572
1915	851	506	548
1916	882	510	567
1917	894	532	576
1918	897	966	553
1919	953	532	421
1920	837	515	441
1921	1 295	920	586

À L'OMBRE DE L'INCO

1922	936	639	477
1923	848	548	525
1924	738	718	474
1925	859	684	466
1926	847	667	504
1927	793	689	597
1928	801	617	629
1929	771	660	748
1930	838	592	709
1931	841	651	705
1932	799	559	725
1933	848	613	703
1934	837	640	737
1935	864	630	737
1936	864	646	959
1937	801	527	818
1938	845	619	887
1939	873	667	882
1940	844	673	834
1941	868	655	785
1942	757	594	680
1943	757	610	681
1944	795	610	701
1945	799	635	761
1946	799	642	819
1947	815	650	849
1948	828	648	852
1949	862	665	962
1950	979	665	994
1951	1 051	654	994
1952	1 338	630	1 166
1953	1 460	687	1 286
1954	1 723	800	1 508
1955	2 371	1 069	1 666
1956	2 740	1 243	1 855
1957	3 085	1 448	2 101
1958	3 491	1 533	2 316

ANNEXES

1959	3 818	1 614	2 050
1960	4 055	1 658	2 325
1961	4 568	1 786	2 477
1962	4 947	1 938	2 539
1963	5 168	2 037	2 593
1964	5 208	2 004	2 509
1965	5 202	2 043	2 605
1966	5 357	2 264	2 662
1967	5 370	2 771	3 058
1968	5 438	2 522	3 664
1969	5 610	7 331*	
1970	5 837	7 639	
1971	5 667	9 064	
1972	6 091	9 083	

* Balfour comprend désormais le canton de Balfour et la ville de Chelmsford.

À L'OMBRE DE L'INCO

MAIRES DES CANTONS
DE BALFOUR ET DE RAYSIDE (1890-1972)
ET DE LA VILLE DE CHELMSFORD (1910-1968)

Balfour	Rayside	Chelmsford
Bélanger, Elzéar (1890-1898; 1900-1904; 1908)	Hortie, Isaïe (1891-1893)	Groulx, Raphaël (1910)
Hortie, Isaïe (1899)	Lacoste, Samuel (1894-1898)	Roy, Léon (1911)
Cayen, A. (1905)	Bélanger, Joseph (1899-1900; 1905)	Charlebois, J.-B. (1912-1913)
Roy, Léon (1905-1907; 1909)	Chénier, Adélar (1901-1904; 1907- 1908; 1912-1913)	Eaton, Daniel (1914-1915)
Laberge, Joseph (1910)	Brunet, J. A. (1906)	Montpeller, P.-O. (1916; 1919-1920; 1922-1923)
Bradley, John (1911-1925)	Rouleau, J.-A. (1909-1911)	Blais, Alphonse (1917)
Gareau, Nicéphore (1926-1930; 1932; 1936)	Moncion, Émerie (1914-1921)	Gratton, H. J. (1918; 1926-1928)
Bradley, Isaac (1931)	Trottier, Alfred (1922-1924)	Tremblay, R. V. (1921)
Leclair, Trefflé (1933-1935)	Langis, Louis (1925-1931)	Bradley, John (1929-1930; 1937)
Montpellier, Wilfrid (1937-1949)	Barbeau, Joseph (1932; 1937)	Paquette, Joseph (1931-1932)
Huneault, Léo-Paul (1950-1951)	Bélanger, Oscar (1933-1934)	Roy, Louis (1933-1936)
Bradley, Edgar (1952-1960)	Beaudry, Arthur (1935)	Bélanger, Victor (1938-1939; 1942-1943)
Thériault, Léonard (1961-août 1965)	Simard, Orphila (1936)	Durant, Lucien (1940-1941)
Leroux, Noël (1965-1967)	Landry, Joseph (1938-1939)	Montpeller, Émile (1944)
Montpeller, Lionel (1968)	(Trottier, Elorie (1940-1944)	Gratton, J.-A. (1945-1950; 1953-1954; 1959-1961)
Bradley, Roger (1969-1972)	Bélanger, Willie (1945)	Chevier, D., (1951-1952)
	Bélisle, Rhéal (1946-1949)	
	Rainville, Paul (1950-1951)	Vaillancourt, Léo (1955-1956)

ANNEXES

Balfour	Rayside	Chelmsford
	Langis, Stéphane (1952-1953)	Trottier, P. (1957-1958; 1962-1965)
	Gauthier, Stan (1954-1956)	Castonguay, K. C. (1966-1967)
	Castonguay, Tyme (1957-1958)	Bradley, Roger (1968)*
	Labine, Melvina (1959-1961)	
	Gervais, Gérard (1962-1968)	
	Pelland, Gilles (nov. 1968-1972)	<i>*La ville de Chelmsford est intégrée à la municipalité de Balfour en 1969.</i>

À L'OMBRE DE L'INCO

RAYSIDE

	Nombre d'acres		
	Défrichés	Boisés	Marécageux
1891			
1892			
1893			
1894			
1895	1 419	16 757	2 100
1896	1 633	16 020	2 046
1897	2 011	15 647	1 983
1898	2 319	13 071	2 986
1899	2 589	12 865	3 675
1900	2 692	10 173	3 675
1901	3 286	12 819	4 395
1902	3 558	12 296	3 484
1903	3 241	12 395	3 241
1904	3 814	12 498	3 145
1905	4 325	10 556	4 485
1906	4 316	12 074	3 666
1907	4 770	10 928	4 069
1908	4 810	10 515	4 046
1909	5 616	9 640	4 721
1910	6 120	9 235	4 209
1911	6 716	8 696	4 442
1912	7 034	8 532	4 005
1913	6 840	7 523	3 800
1914	7 692	7 613	4 188
1915	8 540	7 170	4 173
1916	9 085	5 880	3 521
1917	9 622	5 973	3 275
1918	9 868	5 706	3 537
1919	9 981	5 801	3 712
1920	9 055	5 469	3 932
1921	10 113	5 653	4 009
1922	9 936	5 472	4 024
1923	10 226	5 216	4 032

ANNEXES

1924	10 408	5 105	4 004
1925	10 468	5 074	4 029
1926	10 412	5 082	4 038
1927	10 575	5 079	4 319
1928	10 988	4 859	3 879
1929	10 922	4 913	3 982
1930	10 854	5 086	3 976
1931	10 641	4 978	4 008
1932	10 469	4 992	4 020
1933	10 389	4 997	3 892
1934	10 734	5 062	4 055
1935	10 662	4 775	3 675
1936	10 770	4 848	4 702
1937	10 733	4 892	4 625
1938	12 813	4 621	4 941
1939	10 719	4 666	4 633
1940	10 873	4 867	4 633

À L'OMBRE DE L'INCO

BALFOUR

	Nombre d'acres		
	Défrichés	Boisés	Marécageux
1891			
1892			
1893			
1894	999	14 324	675
1895	1 119	7 511	2 435
1896	1 428	8 885	3 311
1897	1 280	~	3 311
1898	1 280	~	3 311
1899	2 254	13 153	4 641
1900	3 257	12 640	5 016
1901	2 308	11 492	4 173
1902	3 230	11 753	4 078
1903	3 442	10 543	5 102
1904	3 420	11 186	3 838
1905	3 501	8 713	4 204
1906	4 097	11 840	4 730
1907	4 402	12 223	4 542
1908	4 718	12 554	4 665
1909	4 888	12 249	5 004
1910	4 557	8 006	6 312
1911	4 765	7 909	6 774
1912	5 916	8 757	6 429
1913	6 010	7 994	6 429
1914	6 105	8 486	6 429
1915	6 220	8 466	6 362
1916	~	~	~
1917	6 538	7 617	7 607
1918	6 880	~	6 278
1919	6 900	8 200	6 267
1920	6 538	7 595	7 607
1921	6 696	7 860	6 288
1922	6 980	7 810	6 438
1923	6 187	7 515	5 603

ANNEXES

1924	7 172	7 709	6 619
1925	8 193	6 727	6 255
1926	7 416	7 306	6 262
1927	8 193	6 227	6 255
1928	7 477	7 585	6 513
1929	7 949	7 912	5 906
1930	7 676	7 737	6 089
1931	8 464	8 305	6 520
1932	9 960	14 600	9 382
1933	7 795	6 789	6 630
1934	7 074	6 336	5 883
1935	7 300	7 175	6 853
1936	7 421	7 112	6 834
1937	7 508	7 004	6 780
1938	7 558	6 994	6 780
1939	7 318	6 965	6 698
1940	7 441	6 965	~
1941	7 134	7 282	7 105
1942	7 166	7 250	7 105

This page intentionally left blank

Index

A

Archambault, Jean, 33

B

Bélanger, Joseph, 31, 32, 143, 144

Bélanger, Onésime, 31

Bélanger, Victor, 143

Belcourt, Odile, 3

Belcourt, Napoléon, 3

Bélisle, Rhéal, 179

Bell, W. J., 106

Bernier, Gérald, 8

Blais, A., 109

Blais, Gatien, 31

Blais, Honoré, 34

Blais, Joseph, 144

Bonin, Gédéon, 92

Bonin, Raoul, 92

Bouchard, Gérard, 64

Bourdieu, Pierre, 1

Bourque, Gilles, 8

Bowman, Isaac, 97, 105

Bradley, John, 143, 144

Brunet, J.-A., 143

Byrnes, James, 109

C

Charbonneau, Hubert, 64

Charette, Alphonse, 92

Charette, Elzéar, 111, 114

Charette, Émile, 92

Charette, Joseph, 92

Charlebois, Jean-Baptiste, 143

Chénier, Adélar, 105, 143

Chesnais, Jean-Claude, 231, 233, 234

Chevalier, Jacques, 162

Choquette, Robert, 239, 240

Côté, Stéphane, Mgr, 32, 33, 34, 35, 36,
38, 43, 113, 122, 135, 147, 235

Coyne, Patrick, 105

Coyne, Phineas, 105

D

De Gruse, Joseph, 97, 105

Delphy, Christine, 16

Demers, Gaston, 179

Dennie, Émérance, 3

Dennie, Frank, 3, 113

Desjardins, Alphonse, 35

Dubois, Florian, 144

Dubois, Onésime, 144

Duhamel, Charles, 144

Dumont, Fernand, 28, 240

Durkheim, Émile, 39, 40, 41, 78

E

Eaton, Daniel, 109

Engels, Fredrich, 9, 15

Errington, Joseph, 111, 112, 113, 114

F

Falardeau, Jean-Charles, 27

Faure, Claude, 161

Fleury, Michel, 21, 64, 66

Fortin, Gérald, 6

G

Gaffield, Chad, 71

Gareau, Nicéphore, 143, 144

Gérin, Léon, 83, 135

Godelier, Maurice, 14, 41, 172

Gratton, Hugh J., 143

Gratton, Louis, 109

Grondin, Pierre, 34

À L'OMBRE DE L'INCO

Groulx, Marie-Rose, 34
Guindon, Hubert, 6
Guse, J. M., 109

H

Habermas, Jürgen, 12
Haight, D. H., 106
Henripin, Jacques, 64
Henry, Louis, 21, 64, 66
Hotte, Joe, 109
Hugues, Everett C., 6, 7, 41

J

Jollie, John F., 109
Jollie, Timothy, 109

L

Labelle, Placide, 34, 144
Laberge, J.-A., 102
Labine, Melvina, 212, 214
Lalonde, Honoré, 109
Laroche, A., 109
Lavallée, Joseph, 144
Leclair, Aldéric, 109
Leclair, Ben, 143
Légaré, Anne, 8
Lemieux, J.-A., 91
Lemieux, Marie-Léa, 91, 94

M

Mann, Donald, 106
Martin, Yves, 6
Marx, Karl, 8, 9, 10, 11, 13, 15, 16, 17,
19, 41, 125, 129, 155, 156, 157,
159, 160, 165, 197
McCreary, James, 106, 109
McKenzie, William, 106
Ménard, David, 109
Miner, Horace, 6, 7
Mollard, Amédée, 158, 162, 165, 166
Moncion, Émérie, 143, 145
Montpellier, Pierre-Oscar, 143

Montpeller, Wilfrid, 143
Mooney, M., 109

O

Oldenburg, Arthur, 109
Ollier, Joseph, 111

P

Pelland, Gilles, 178, 182
Pilon, Fortunat, 109
Poulantzas, Nicos, 198

R

Redfield, Robert, 6
Regimbal, Zotique, 32
Rey, Pierre-Philippe, 157, 162
Rioux, Marcel, 6
Robillard, Joseph, 144
Rocher, Guy, 6
Roy, Louis, 143

S

Saarinen, Oiva W., 191
Salée, Daniel, 8
Saint-Onge, J., 109
Séguin, Lionel, 6, 32, 33

T

Trottier, J.-B., 144

V

Vaillancourt, A. E., 177
Vaillancourt, Raoul, 143
Venne, Alphonse, 33
Viau, M., 109

W

Weber, Max, 151

This page intentionally left blank



MEMBRE DU GROUPE SCABRINI

**Québec, Canada
2001**